

SPEL
(Collectif Sociologie politique des élections)

LES SENS DU VOTE

Une enquête sociologique
(France 2011-2014)

PUR Presses
Universitaires
de Rennes



RES PUBLICA

Les sens du vote

Une enquête sociologique (France 2011-2014)

Collectif Sociologie politique des élections (France) (dir.)

DOI : 10.4000/books.pur.73616
Éditeur : Presses universitaires de Rennes
Année d'édition : 2016
Date de mise en ligne : 28 mai 2019
Collection : Res publica
ISBN électronique : 9782753562929



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782753547599
Nombre de pages : 230

Référence électronique

COLLECTIF SOCIOLOGIE POLITIQUE DES ÉLECTIONS (FRANCE) (dir.). *Les sens du vote : Une enquête sociologique (France 2011-2014)*. Nouvelle édition [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2016 (généré le 04 juin 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pur/73616>>. ISBN : 9782753562929. DOI : 10.4000/books.pur.73616.

© Presses universitaires de Rennes, 2016
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

SPEL
(Collectif Sociologie politique des élections)

LES SENS DU VOTE

Une enquête sociologique
(France 2011-2014)

PUR Presses
Universitaires
de Rennes



RES PUBLICA

LES SENS DU VOTE

Collection « Res Publica »

Dirigée par Christine GUIONNET, Christian LE BART et Érik NEVEU

Comité scientifique

Bernard BRUNETEAU, Delphine DULONG, Christine GUIONNET,
Virginie GUIRAUDON, Christian LE BART, Claude MARTIN,
Érik NEVEU, Sylvie OLLITRAUT, Jay ROWEL et Sébastien SEGAS

- Karim FERTIKH, Mathieu HAUCHECORNE et Nicolas BUÉ (dir.),
Les programmes politiques. Genèses et usages, 2015, 262 p.
- Soraya BOUDIA et Emmanuel HENRY (dir.),
La mondialisation des risques. Une histoire politique et transnationale des risques sanitaires et environnementaux, 2015, 214 p.
- Benjamin FERRON,
La communication internationale du zapatisme, 1994-2006, 2015, 220 p.
- Marc CHEVRIER, Yves COUTURE et Stéphane VIBERT (dir.),
Démocratie et modernité. La pensée politique française contemporaine, 2015, 294 p.
- Christophe TRAÏNI (dir.),
Émotions et expertises. Les modes de coordination des actions collectives, 2015, 206 p.
- Maud NAVARRE,
Devenir élue. Genre et carrière politique, 2015, 258 p.
- Johann MICHEL,
Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels, 2015, 290 p.
- Adrien THOMAS,
Les frontières de la solidarité. Les syndicats et les immigrés au cœur de l'Europe, 2015, 138 p.
- Alice MAZEAUD (dir.),
Pratiques de la représentation politique, 2014, 308 p.
- Riccardo BRIZZI,
De Gaulle et les médias. L'homme du petit écran, trad. Christine Vodovar, 2014, 268 p.
- Dorota DAKOWSKA,
Le pouvoir des fondations. Des acteurs de la politique étrangère allemande, 2014, 218 p.
- Didier DEMAZIÈRE et Patrick LE LIDEC (dir.),
Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages, 2014, 266 p.
- Philippe ALDRIN, Nicolas HUBÉ, Caroline OLLIVIER-YANIV et Jean-Michel UTARD (dir.),
Les mondes de la communication publique. Légitimation et fabrique symbolique du politique, 2014, 190 p.
- Catherine COLLIOT-THÉLÈNE et Philippe PORTIER,
La métamorphose du prince. Politique et culture dans l'espace occidental, 2014, 244 p.
- Béatrice DAMIAN-GAILLARD, Sandy MONTAÑOLA et Aurélie OLIVESI (dir.),
L'assignation de genre dans les médias. Attentes, perturbations, reconfigurations, 2014, 154 p.
- Isabelle DELPLA,
La justice des gens. Enquêtes dans la Bosnie des nouvelles après-guerres, 2014, 532 p.
- Denis RUELLAN,
Le journalisme défendu. Modèles de l'action syndicale, 2014, 158 p.
- Jérôme TOURNADRE,
Après l'apartheid. La protestation sociale en Afrique du Sud, 2014, 270 p.

SPEL
(Collectif Sociologie politique des élections)

LES SENS DU VOTE
Une enquête sociologique
(France, 2011-2014)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES – 2016

Remerciements :

Le collectif SPEL tient à remercier tous celles et ceux qui ont soutenu la réalisation de cette enquête, le long travail d'exploitation des données et la publication de ce livre, et en particulier le Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP, université Paris 1), le Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS, université de Picardie Jules Verne), l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO) et l'université Paris Dauphine/PSL.

Notre gratitude va aussi à nos interviewé.e.s, qui ont accepté de se plier au jeu parfois étrange des entretiens répétés, de nous confier le récit de leur trajectoire sociale et politique et de nous livrer leurs sens du vote.

PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES
Campus de La Harpe – 2, rue du doyen Denis-Leroy
35044 Rennes Cedex
www.pur-editions.fr

Mise en page : Clément LE PRIOL pour le compte des PUR

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2016

ISBN : 978-2-7535-4759-9

ISSN : 1264-1642

SOMMAIRE

Les auteurs.....	9
Éric AGRIKOLIANSKY, Brigitte LE GRIGNOU	
Introduction	
Mais que font les électeurs?	11
1. Lorenzo BARRAULT-STELLA, Clémentine BERJAUD	
« Celui qui parle de ça, limite on va le vanner »	
Des jeunes de classes populaires face aux élections de 2012.....	25
2. Thibaud BONCOURT, Kevin GEAY	
« Y a tellement de sujets moins médiocres! »	
Les formes du relâchement politique des catégories supérieures.....	55
3. Éric AGRIKOLIANSKY, Julien FRETET, Brigitte LE GRIGNOU, Sabine ROZIER, Anne-France TAICLET	
« Je me sens devenir de droite »	
Trajectoires sociales et itinéraires électoraux	75
4. Clémentine BERJAUD, Daniel GAXIE	
« Quand j'ai le 20 Minutes, je vais directement: Horoscope »	
Les campagnes des électeurs.....	105
5. Éric AGRIKOLIANSKY, Lorenzo BARRAULT-STELLA, Julien FRETET, Brigitte LE GRIGNOU et Anne-France TAICLET	
« Il y a de fortes chances que je sois obligé de voter Sarkozy »	
(In)certitudes des choix électoraux	125
6. Daniel GAXIE, Jérôme HEURTAUX, Anne-France TAICLET	
« Nabot! » « Gros pouf! »	
Jauger, juger la politique	153
7. Daniel GAXIE	
« Plus ça va, moins j'y crois à la politique »	
Adhésions et pertes d'adhésion cycliques au politique	179
8. Questions de méthode.....	195
Liste des personnes interrogées.....	213
Bibliographie	217

Les auteurs

Le collectif Sociologie politique des élections (SPEL) s'est constitué au début de l'année 2011. Il a rassemblé jusqu'à plusieurs dizaines de chercheurs.ses, réunis par un intérêt commun pour la séquence électorale qui s'ouvrait en 2012 et par la volonté de contribuer au renouvellement du regard porté sur les élections, les campagnes électorales et le vote. Plusieurs pôles ont progressivement émergé pour aborder des dimensions variées du phénomène électoral : les électeurs, les groupes d'intérêts en campagne, les meetings, le vote des étudiants, les médias, etc. Ces objets et ces groupes se sont progressivement autonomisés. L'un d'entre eux s'est constitué autour du projet d'une enquête qualitative par entretiens approfondis répétés auprès d'électeurs. 11 chercheurs.ses, doctorant.e.s, enseignant.e.s ont contribué à ce projet. Ils ont travaillé à l'élaboration d'un protocole commun d'enquête et se sont ensuite régulièrement réunis pendant 2 ans pour analyser la masse de données collectées. C'est le résultat de ce travail qui est publié ici.

Les membres du collectif SPEL (par ordre alphabétique) :

Eric AGRİKOLIANSKY est professeur de science politique à l'université Paris-Dauphine/PSL (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales – IRISSO). Il travaille sur la sociologie des mouvements sociaux et sur l'analyse des comportements politiques (notamment électoraux).

Lorenzo BARRAULT-STELLA est chargé de recherche en sociologie politique au CNRS (Cresppa-CSU). Il travaille sur les rapports « ordinaires » à l'État et au politique ainsi que sur les transformations contemporaines de l'action publique, notamment dans le secteur éducatif.

Clémentine BERJAUD est maîtresse de conférences à l'université Paris 1, rattachée au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Elle travaille sur les réceptions des discours politiques et des campagnes électorales en France et en Amérique latine, ainsi que sur les élections et les rapports au politique des citoyens « ordinaires ».

Thibaud BONCOURT est chercheur post-doctoral en sociologie politique au CNRS (CESSP). Ses travaux portent sur les rapports sciences/société, la politisation des milieux scientifiques et l'histoire des sciences sociales.

Julien FRETTEL est professeur de science politique à l'université Paris 1 et membre du Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP). Ses travaux portent sur les partis politiques et les engagements militants.

Daniel GAXIE est professeur de science politique à l'université Paris 1 et membre du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Il travaille sur les rapports au politique des citoyens ordinaires.

Kevin GEAY est docteur en science politique de l'université Paris-Dauphine/PSL (IRISSO) et visiting PhD Student à l'Universiteit Van Amsterdam (Amsterdam Institute for Social Science Research – AISSR). Ses travaux portent sur les rapports « ordinaires » au politique et au territoire des classes supérieures.

Jérôme HEURTAUX est maître de conférences en science politique à l'université Paris-Dauphine/PSL, membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO) et chercheur à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) à Tunis. Il est spécialiste de sociologie des changements de régime et des transitions démocratiques, de la Pologne et de la Tunisie.

Brigitte LE GRIGNOU est professeure de science politique à l'université Paris-Dauphine/PSL, membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO). Elle travaille sur les phénomènes de politisation et sur la communication politique.

Sabine ROZIER est maîtresse de conférences en science politique à l'université de Paris-Dauphine/PSL, chercheuse à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO). Elle travaille sur les dispositifs de gouvernement des conduites individuelles dans les domaines culturel, social et éducatif (fiscalité des dons, régulation des activités philanthropiques, éducation économique et financière).

Anne-France TAICLET est maîtresse de conférences en science politique à l'université Lyon 2, chercheuse au laboratoire TRIANGLE. Ses travaux portent sur la sociologie de l'action publique et sur la professionnalisation politique au local.

Introduction

Mais que font les électeurs ?

Éric AGRIKOLIANSKY, Brigitte LE GRIGNOU

Que savons-nous des électeurs français ? La question mérite d'être (re)posée au lendemain des élections présidentielles et législatives de 2012 qui ont manifesté avec acuité quelques-unes des tensions contemporaines du « métier d'électeur ». Ce sont d'abord les niveaux de participation qui interrogent. La concomitance de deux scrutins (présidentiel et législatif) révèle en effet un curieux hiatus, qui se manifeste depuis le début des années 2000 : alors que la mobilisation électorale est d'une intensité rare à l'occasion de la présidentielle (on estime que 9 citoyens sur 10 votent à au moins l'un des deux tours de l'élection présidentielle dans les années 2000), elle redescend en quelques semaines à un niveau très bas qui ne manque pas d'alarmer les commentateurs sur la « santé » de notre démocratie (42,8 % des électeurs se seront abstenus au premier tour des législatives de 2012). Comment interpréter cette amplitude dans la participation, dont les pics manifestent un civisme hors du commun mais dont la chute soudaine traduirait aussi la crise des institutions de la démocratie représentative ? Comment qualifier ces électeurs tour à tour mobilisés et apathiques, sinon comme paradoxaux ou du moins ambivalents ?

La période est ensuite marquée par une logique d'alternance, parfois vue comme une instabilité, devenue la règle sous la V^e République. Quand la présidentielle de 2007 signe la victoire d'une « droite décomplexée », dont se revendiquait le candidat Sarkozy, celle de 2012 est marquée par l'affrontement finalement victorieux d'un candidat socialiste, bientôt président, à cet « adversaire sans visage » qu'était à ses yeux la finance. Ces scrutins semblent ainsi avoir entériné une logique de sanction, et donc de renversement, périodiques des gouvernements et des majorités sortantes. De tels mouvements conduisent à conjecturer sur la mobilité d'électeurs hâtivement perçus par certains comme (enfin) libérés de leurs attaches sociales et prêts à basculer d'un camp à l'autre, au gré de la campagne, des événements qui la ponctuent et des performances des candidats.

Enfin, une troisième tension concerne le sens conféré au choix des électeurs. Le scrutin présidentiel de 2012 a été salué comme le signe d'un retour en force des clivages socio-politiques qui organisaient de longue date les préférences électorales en France – notamment une « re-mobilisation » des classes populaires

autour du candidat de gauche au second tour. Les premiers mois du quinquennat, à propos notamment du « mariage pour tous », furent de même décrits comme la renaissance de la classique opposition entre une France de droite attachée aux valeurs du catholicisme et une France de gauche déchristianisée. Même si cette tendance semble avoir été démentie par la politique finalement mise en œuvre par le président socialiste, il a pu sembler que l'on assistait au printemps 2012 à un retour des affrontements idéologiques classiques. Or, dans le même temps, la campagne électorale, médiatisée, en accordant une place centrale aux personnes et aux personnalités, en confrontant un candidat aspirant à devenir président « normal » à un président sortant « bling-bling », en privilégiant un cadragre *people*, semble avoir été peu centrée sur des enjeux politiques (il est ainsi très peu question d'Europe dans les commentaires des journalistes et politologues) ou macro-économiques (des mesures peuvent certes être chiffrées mais les politiques économiques ne sont pas discutées). Dans de telles conditions, les électeurs, qui seraient à la fois attentifs aux enjeux et sensibles aux jeux superficiels, tour à tour fidèles et inconstants, mobilisés et indifférents, sont plus que jamais insaisissables. Et leurs raisons impénétrables.

De telles observations, qui peuvent apparaître rapides, peu étayées, et parfois contradictoires dans leur souci de produire des jugements définitifs sur l'élection et l'Électeur, nous intéressent cependant en ce qu'elles révèlent de la crise des modèles d'intelligibilité du vote. Le modèle d'explication des comportements électoraux, tel qu'il a été forgé dans les années 1940¹ et 1960² aux États-Unis, puis importé en France³, et qui a dominé la sociologie électorale dans les années 1970 et 1980, semble en effet s'être érodé. Fondé sur l'identification de « variables lourdes » (classes sociales, religion) et sur la prégnance d'identifications partisans stables, reposant sur un type d'enquête spécifique (l'administration de questionnaires à de larges échantillons dits représentatifs), ce modèle est depuis deux décennies remis en cause et bute notamment sur trois types de critiques.

En premier lieu, il serait de moins en moins susceptible d'intégrer deux niveaux d'analyse pourtant complémentaires : celui des temps longs de la socialisation politique, des appartenances sociales et des identifications politiques, et celui, central dans les travaux contemporains, des temps courts de la campagne et de la « décision » électorale. Dans un contexte où se succèdent les alternances, où le clivage droite/gauche est décrit comme dépassé, et où les citoyens passent tour à tour de la participation active à l'indifférence passive, le modèle classique d'un électeur effectuant invariablement des choix électoraux identiques dans un univers politique immuable est en effet devenu problématique. Ces débats ne nous invitent toutefois ni à remplacer l'électeur d'autrefois par un nouvel électeur improbable – intéressé, informé, faisant des choix raisonnés – ni à rejeter comme obsolètes les paradigmes relatifs aux ancrages sociaux du vote, mais plutôt à en (re)penser les logiques. Ces critiques adressées au modèle des variables lourdes

1. Cf. les travaux pionniers de : LAZARSFELD *et al.*, 1944.

2. Le paradigme dit de « Michigan » : CAMPBELL *et al.*, 1960.

3. MICHELAT, SIMON, 1977.

ont ainsi le mérite de suggérer que la sociologie a toujours profité à se demander comment les (pré)dispositions sont activées dans les situations de choix et guident les décisions prises en pratique par les acteurs.

L'érosion du modèle, en deuxième lieu, affecte la conception même de l'électeur sur laquelle la sociologie électorale s'est construite dans l'après-guerre aux États-Unis, puis en France. Comme le rappelle pour le cas américain Alan S. Zuckerman⁴, les promoteurs du modèle qui domina outre-Atlantique l'explication du vote (le paradigme dit de « Michigan ») privilégiaient une conception « internaliste » des préférences politiques, appréhendées comme un système de croyances et de représentations individuelles incorporées, façonnant l'acte du vote quels que soient les contextes dans lesquels les préférences politiques s'expriment. C'est contre une telle conception individualiste du vote que se développent depuis deux décennies, dans la sociologie électorale anglo-saxonne⁵, des approches contextuelles qui réintroduisent, avec profit, la dimension collective de l'acte de vote. Ce faisant, elles soulignent non seulement l'importance des appartenances collectives, mais aussi des pratiques collectives des électeurs. En réhabilitant l'approche pionnière d'un Lazarsfeld⁶, notamment, ces travaux rappellent opportunément que voter est aussi (d'abord?) un acte collectif, mené en interaction avec d'autres; ils invitent alors à mieux prendre en compte les contextes d'interactions, les échanges, les discussions, les micro pressions qui façonnent les préférences.

Enfin, c'est peut-être aussi et surtout le modèle des grandes enquêtes quantitatives, sur échantillon probabiliste, qui a révélé ses limites. Certes de telles enquêtes demeurent indispensables pour cerner la distribution des votes et composer une cartographie sociale des préférences politiques, mais il est clair qu'elles ne sauraient suffire à appréhender, moins encore à expliquer, les comportements des électeurs. Les recherches menées en France depuis quinze ans sur la base d'entretiens approfondis⁷ ont ainsi montré l'importance des conditions de recueil des données pour la compréhension des rapports au politique (qui ne se réduisent pas aux choix électoraux) et pour l'analyse des appartenances et des trajectoires sociales. De plus, les enquêtes menées sur les territoires et bureaux de vote⁸ ont suggéré les profits d'une approche restituant le contexte social et politique dans lequel les électeurs sont concrètement insérés, notamment par les observations *in situ*⁹, pour reconstituer le poids concret des appartenances et la fabrication quotidienne des opinions et des pratiques électorales. De la même manière, le recours à des entretiens collectifs¹⁰ a révélé l'importance des discussions et des échanges interpersonnels dans la formation et la consolidation des opinions. De ce point de vue, les transformations des méthodes d'enquête et d'observation des

4. ZUCKERMAN, 2005.

5. Cf. par exemple HUCKFELDT, SPRAGUE, 1995.

6. LAZARFELD *et al.*, 1944.

7. GAXIE, 2002b; GAXIE *et al.*, 2011; de LASSALLE, 2014.

8. Notamment BRACONNIER, DORMAGEN, 2007; AGRIKOLIANSKY, HEURTAUX, LE GRIGNOU, 2011.

9. Cf. notamment MISCHI, 2008 et 2010; BRACONNIER, 2012a; ALDRIN, 2005.

10. DUCHESNE, HAEGEL, 2004 et 2008.

rapports au politique et des comportements électoraux semblent constituer une condition essentielle du renouveau des explications du vote.

Le protocole d'enquête mis en place dans le cadre de SPEL s'inscrit dans ces débats et dans cette volonté de renouvellement, *par les méthodes*, des questionnements et hypothèses de la sociologie du vote. Notre enquête vise à approfondir les acquis des analyses qualitatives en misant sur le rendement maximal d'une source : des entretiens répétés tout au long d'une séquence électorale. Nous avons ainsi interrogé longuement et, pour la majorité d'entre eux, à plusieurs reprises 69 électeurs, choisis pour leur diversité sociale et politique. Cette longue immersion nous a permis de recueillir un corpus d'une grande richesse, constitué par plus de 180 entretiens et plusieurs centaines d'heures d'enregistrement. Le choix de recourir à une telle technique est certes coûteux : le petit corpus que nous sommes parvenus à constituer ne peut en aucun cas rivaliser avec la taille et la représentativité des échantillons d'enquête par questionnaires. Plusieurs catégories sont sous-représentées dans notre corpus : les classes populaires, les non diplômés, les moins intéressés par la politique y sont bien moins nombreux que parmi les électeurs français¹¹. Cependant, en donnant à observer à la loupe quelques cas qui font figure d'idéaux types, un tel dispositif permet d'appréhender des dimensions, aujourd'hui peu ou mal analysées et pourtant cruciales de la pratique électorale. On peut en particulier aborder à nouveaux frais deux questions décisives pour la compréhension des comportements électoraux : celle du lien entre les ancrages sociaux et les choix politiques, celle des conditions de la « décision » électorale.

Positions, trajectoires et contextes

La science électorale, nous l'avons dit, s'est pendant une longue période construite sur l'hypothèse selon laquelle les préférences politiques étaient largement façonnées par les appartenances sociales. Ces études centrées en particulier sur l'analyse des variables dites « lourdes » (religion, patrimoine, statut professionnel et métier) ont connu en France leur âge d'or dans les décennies 1970 et 1980¹². Mais leur centralité explicative semble s'être progressivement délitée au point que la place réservée à l'analyse des appartenances culturelles, économiques et sociales, dans la littérature des sciences du vote, s'est drastiquement réduite. Les travaux menés sur les scrutins présidentiels français récents (2007 et 2012) ignorent en particulier largement les caractéristiques sociales, qui ne constituent plus qu'une question secondaire (à laquelle ne sont pas véritablement consacrés de développements spécifiques), au profit des interrogations portant sur la mobilité, les enjeux ou encore les effets de campagne¹³. Ce « crépuscule des CSP¹⁴ »,

11. Pour une discussion plus systématique des limites (et des apports) de la méthode usitée ici, cf. le chapitre méthodologique (**chapitre 8**) de ce même ouvrage.

12. MICHELAT, SIMON, 1977 ; Cf. aussi GAXIE, 1985 ; MAYER 1997.

13. CAUTRÈS, MUXEL, 2009 ; PERRINEAU, 2013.

14. PIERRU, SPIRE, 2008.

repéré comme une tendance de fond des sciences sociales contemporaines, n'a pourtant rien d'un phénomène naturel et inéluctable, et mérite discussion. Ainsi, en dépit des indéniables transformations de la structure sociale, depuis la fin des années 1970, en France et en Europe, nombre d'enquêtes continuent de montrer encore et toujours le poids des caractéristiques socio-culturelles sur les « choix » des électeurs et à relativiser la disparition du « vote de classe », au profit de sa recomposition¹⁵.

Ce débat sur le vote de classe outrepassa le projet de cet ouvrage, nous voudrions cependant nous arrêter sur les questions de méthode et pointer leur rôle dans ce désintérêt croissant pour la question des ancrages sociaux des préférences politiques, notamment en France. Et plus précisément souligner l'inadéquation entre les dispositifs méthodologiques utilisés depuis la fin des années 1970 et une complexité croissante des relations entre appartenances sociales et choix politiques. Les appartenances ont évolué et se recomposent dans des catégories qui ne trouvent pas encore de traduction électorale et politique simple, par exemple s'agissant des clivages entre ceux qui possèdent un emploi et ceux qui n'en ont pas ; ou encore s'agissant de la recomposition des attitudes à l'égard de la religion, ou plutôt des religions – musulmans *vs* catholiques. Mais les protocoles d'enquête semblent de moins en moins susceptibles de rendre compte de ces nouvelles identifications. En ce sens, l'épuisement progressif du paradigme des variables lourdes reflète deux évolutions méthodologiques essentielles.

La première tient à un quasi abandon de toute appréhension qualitative des systèmes de croyance et des codes symboliques. Alors que les enquêtes menées en France à la fin des années 1970 accordaient une large place à cette approche¹⁶, le volet qualitatif des travaux portant sur les variables sociales a, sauf exception¹⁷, pratiquement disparu. L'hégémonie des enquêtes quantitatives post-électorales sur échantillon aléatoire a, en particulier, exclu *de facto* toute réflexion approfondie sur les dimensions subjectives des appartenances sociales¹⁸. Et cet abandon d'une approche qualitative, devenue trop coûteuse, a produit un rétrécissement de la portée explicative des analyses en termes de variables lourdes – dont le seul constat empirique se heurte toujours au reproche qu'il ne vaut pas explication.

Ensuite, et surtout, la réduction de l'enquête à l'enregistrement de quelques variables sociologiques simples (secteur d'activité, CSP, diplôme) a rendu de plus

15. Comme le suggèrent B. CAUTRÈS et N. MAYER : « les clivages de classe n'ont pas disparu et la France de 2002 n'est pas, pas plus que les autres sociétés européennes, une société sans classes. Ces clivages se sont en fait transformés, recomposés, des stratifications nouvelles sont apparues » (CAUTRÈS, MAYER, 2004, p. 145). Pour une illustration de la prégnance du vote de classe lors des élections présidentielles françaises de 1981 à 2007, cf. NADEAU *et al.*, 2012. Au-delà du cas français, cf. aussi EVANS, 2000 ; BARONE *et al.*, 2007.

16. MICHELAT et SIMON précisaient ainsi en préambule à la grande enquête, publiée en 1977, qui posera les bases du paradigme des « variables lourdes » en France, que « la statistique électorale [...] est d'interprétation difficile, dès lors qu'on cherche à mettre au jour les motivations effectives des électeurs » (MICHELAT, SIMON, 1977, p. 5). Ils intégraient alors à leur enquête une série d'entretiens qualitatifs leur permettant d'explorer « les représentations, sentiments, attitudes associés aux comportements politiques » (*ibid.*, p. 6).

17. Cf. notamment les travaux de S. Duchesne sur la citoyenneté (par exemple DUCHESNE, 2012).

18. Dimensions qui n'étaient pourtant pas négligées dans les travaux des années 1970 et 1980. Cf., par exemple, MICHELAT, SIMON, 1971 ; MAYER, 1986.

en plus difficile l'appréhension des multiples nuances qui ont progressivement contribué à complexifier les frontières des classes sociales. Dès ses premières formulations, le paradigme des « variables lourdes » projetait d'isoler des systèmes de dispositions et de représentations stables, reflétant les appartenances communes à des (quasi) classes sociales caractérisées par la similitude de leurs conditions d'existence et donc de leur conscience politique. Une telle hypothèse s'accorde à une conjoncture dans laquelle les ancrages sociaux sont pensés à travers des catégories collectives (les « ouvriers », les « catholiques », etc.), elles-mêmes entretenues par des institutions puissantes et bien ancrées (en l'occurrence, le PCF, l'Église catholique) et reposant sur des conditions d'existence relativement ségréguées. Or, on sait, pour se limiter au cas des classes populaires, que les évolutions du système scolaire, du marché du travail, de l'offre de logement, ont contribué à la fois à réduire « l'insularité sociale¹⁹ » qui les caractérisait et à accroître leur fragmentation interne (selon le niveau de scolarisation, le type d'emploi, de logement, la nature des contacts avec d'autres milieux sociaux, etc.²⁰). On comprend que dans une conjoncture dans laquelle les identifications sont moins clairement délimitées et moins visiblement encadrées par des acteurs collectifs, elles s'accordent moins évidemment avec l'expression électorale des préférences politiques. Le déclin supposé du poids des appartenances peut dès lors relever aussi bien de l'illusion d'optique : les caractéristiques socioculturelles ne pèseraient pas moins sur les opinions et les votes, mais leur influence, plus fragmentée, serait devenue moins lisible, en particulier par un simple enregistrement statistique réduit au codage des caractéristiques sociales élémentaires des électeurs (ouvriers *vs* cadres notamment), au détriment de leurs conditions de vie.

Le recours à des entretiens approfondis, avec une dimension biographique forte, vise justement à renouveler notre savoir sur ces ancrages sociaux du vote : si les groupes d'appartenance sont moins évidents et visibles, si le monde ouvrier en particulier ne constitue plus un pôle aussi fort d'identification, le poids des appartenances reste néanmoins déterminant. Menés sur plusieurs heures, et répétés durant plusieurs années, ne réduisant pas la question de la position à celle de la CSP, mais tentant de saisir à la fois les spécificités de l'ancrage et des trajectoires des électeurs, ces entretiens constituent en effet une matière extrêmement stimulante. Leur analyse permet de décrire finement l'articulation entre position sociale et comportements politiques, et, peut-être surtout, de ne pas se limiter à l'étude des choix électoraux, mais d'appréhender aussi les rapports au politique et les modalités différenciées de la politisation. On peut souligner trois enseignements de ces analyses.

Les chapitres consacrés à des jeunes des classes populaires (**chapitre 1**) et à différentes fractions des classes supérieures (**chapitre 2**) confirment, en premier lieu, que ces appartenances de classe sont loin d'être devenues neutres politique-

19. L'expression est empruntée à GILBERT, 2013.

20. Pour une réflexion d'ensemble sur les mutations des classes populaires depuis la fin des années 1970 : SCHWARTZ, 1998 ; BEAUD, PIALOUX, 1999.

ment et impliquent toujours des rapports fortement différenciés au politique, s'agissant tant de l'attention qui est portée aux jeux électoraux que des systèmes de préférences qui reflètent des socialisations politiques encore déterminantes. En ce sens, les électeurs que nous avons rencontrés sont loin d'échapper au poids de leurs appartenances sociales, dès lors que l'on se dote des instruments adéquats pour saisir finement ces appartenances.

Au-delà de cette confirmation, les entretiens avec ces électeurs permettent, ensuite, d'éviter le piège de l'homogénéité et offre d'appréhender les différences et les singularités qui les spécifient. Non qu'il s'agisse de se limiter à l'analyse d'idiosyncrasies, mais parce qu'il faut, au contraire, restituer le poids du social en analysant des trajectoires, plus ou moins exemplaires, dans lesquelles la socialisation est appréhendée comme un processus situé et inscrit dans le temps. D'une part, au sein même des collectifs les plus polarisés des « classes populaires » ou des « classes supérieures » on peut distinguer des groupes fragmentés. Les petits écarts de position, de capital, d'origine, font ainsi sens et produisent parfois des différences importantes dans la manière de concevoir sa propre identité et de se projeter en politique. Ce sont même ces petites différences, par exemple entre l'attachement au capital culturel et au capital économique dans les classes supérieures, entre les enfants de migrants et les autres dans les classes populaires, qui sont les mieux susceptibles d'expliquer l'hétérogénéité des choix politiques. Tout se passe comme si c'étaient les écarts internes à ces groupes, plutôt que la position dans l'espace social dans son ensemble, qui étaient déterminants. Est-ce finalement si étonnant, puisque c'est bien à travers l'expérience de la confrontation à des « autres » à la fois proches et différents que se forge justement le sens de ce que l'on est socialement – et politiquement ? Ce résultat est, évidemment, important parce qu'il montre que ce ne sont pas les catégories sociales abstraites (identifiées par la CSP) qui sont déterminantes, mais plutôt les positions occupées dans des configurations sociales spécifiques – qui articulent l'origine sociale et migratoire, la trajectoire, le rapport au travail, le patrimoine et le niveau de diplôme, le lieu de résidence, l'insertion dans des réseaux sociaux amicaux, professionnels, etc. D'autre part, les entretiens approfondis centrés sur des trajectoires, permettent de traiter de la difficile mais centrale question des effets de la mobilité sociale sur les comportements politiques (**chapitre 3**). Véritable arlésienne de la science politique, les mobilités sociales (ascendantes, horizontales ou descendantes) semblent de puissants facteurs commandant les attitudes politiques mais dont la réalité et les effets se révèlent particulièrement ardu à appréhender. La plupart des enquêtes par questionnaires passent ainsi à côté de ces mobilités, qui sont pourtant très fréquentes dès lors que l'on prête attention aux petits déplacements, verticaux mais aussi horizontaux, dans l'espace social. Questionner systématiquement ces mobilités et leurs effets sur les choix politiques est pourtant déterminant. Parce que nombreux sont les électeurs interrogés qui relèvent de telles trajectoires : enfants des classes populaires devenus cadres ou exerçant une profession libérale ; mais aussi électeurs issus des milieux à capital économique passés du côté où domine le capital culturel (et

inversement) ; enfants du public devenus salariés du privé (et inversement), etc. Comprendre ces cas implique de saisir les dynamiques temporelles qui sont au principe des recompositions dont sont faites les trajectoires sociales et politiques. Cet exercice manifeste alors bien la difficulté du travail empirique que l'on doit mener pour traiter de façon satisfaisante la question, complexe, irréductible à un déterminisme simpliste, de l'ancrage social du vote. On comprend également la nécessité d'articuler l'analyse des itinéraires de vote à celle des trajectoires sociales, notamment pour reconstituer la dimension processuelle de la formation des identités et des pratiques politiques. Parce que ces identités se construisent et se recomposent dans le temps long des trajectoires, que l'on ne peut appréhender qu'en restituant le temps réellement vécu par les acteurs ; mais aussi parce qu'identité politique et identité sociale sont inséparables et entretiennent des relations de détermination réciproque. Or, si la production des choix politiques par les ancrages sociaux est une question canonique de la sociologie électorale, on en sait beaucoup moins sur la façon dont les identifications politiques peuvent aussi contribuer à construire le sens de la position sociale. Il faut alors peut-être se demander non seulement comment les ancrages sociaux font les élections, mais aussi comment les élections, et plus généralement le politique, contribuent à modeler le sens des positions sociales.

Le troisième et dernier enseignement porte sur la compréhension des mécanismes qui sont au principe du vote. Si les enquêtes quantitatives permettent de mettre au jour des régularités, celles-ci demeurent pourtant problématiques : parce que corrélation ne vaut pas explication ; parce que les données sont souvent trop imprécises pour comprendre les médiations entre positions, dispositions, pratiques politiques. En ce sens, le recours à des entretiens approfondis vise à engager une véritable sociologie compréhensive du vote, au sens wébérien du terme²¹, qui cherche à saisir le(s) sens donné(s) par les électeurs à leur choix et à rendre compte des articulations entre les appartenances, les croyances et les pratiques. L'analyse des matériaux biographiques, n'a donc pas pour objectif de confirmer ou d'illustrer les régularités statistiques, mais de véritablement appréhender les mécanismes et les médiations par lesquels les socialisations peuvent influencer sur les comportements politiques. On peut, ainsi, à travers les entretiens approfondis percevoir comment des systèmes de valeurs et de croyances, incorporés au cours de la socialisation, puis périodiquement entretenus et réactivés, produisent en pratique des grilles de lecture du monde politique qui constituent de puissants générateurs de préférences et de pratiques. Ces grilles de lecture peuvent renvoyer à des identifications politiques stables (se sentir « de gauche » ou « de droite »), ou à des matrices de goûts qui conditionnent les jugements sur les programmes – réels ou perçus – et les personnes. Elles peuvent s'exprimer en termes spécifiquement politiques ou non. Elles peuvent ainsi constituer des bricolages²², plutôt que des systèmes cohérents et homogènes, et puiser tant dans

21. WEBER, 2008 [1920].

22. Pour de suggestives remarques congruentes à propos de la compétence, cf. JOIGNANT, 2007.

les expériences de la vie ordinaire que dans les loyautés familiales ou amicales, des goûts et des dégoûts qui ne prennent pas forcément un sens spécifiquement politique. On observe, en particulier, l'influence déterminante des proches à la fois sur la propension à aller voter et sur les choix qui sont exprimés – nous y reviendrons. En ce sens, les entretiens confirment la nécessité de rompre avec la position ethnocentrique du chercheur qui projette sur les électeurs son propre rapport à l'élection, et de comprendre qu'une partie importante des choix politiques ne sont pas fondés sur des raisons, ou des raisonnements, proprement politiques. Or, ce que permettent justement les entretiens approfondis c'est de restituer, au delà des raisons officielles de l'élection, les rationalités alternatives, qui articulent sens de la position, influences des proches et expériences sociales ordinaires.

La « décision » électorale et les « effets » des campagnes

Cette enquête par entretiens panélisés permet de revisiter une deuxième question canonique de la sociologie électorale, celle des conditions du choix et notamment des « effets » des campagnes électorales. Comment les croyances et les fidélités de long terme s'articulent-elles aux facteurs de court terme (offre politique, dynamique des campagnes) et comment les préférences se convertissent-elles concrètement en vote? Comment les électeurs traversent-ils cette période de turbulences, faite d'arguments contradictoires, de doutes et d'hésitations, que sont les campagnes électorales? Ces questions ont été posées très tôt par les promoteurs d'une analyse déterministe du vote²³. Si les chercheurs fondateurs de la discipline ont conclu que, bien loin de posséder les effets puissants qu'on leur prêtait, les campagnes exerçaient plutôt des « effets limités²⁴ » (notamment de réactivation et/ou de renforcement de préférences anciennes), la question des « effets » des campagnes a périodiquement resurgi dans les débats scientifiques, notamment à propos de l'impact des médias sur les votes²⁵. Articulée à celle des effets de campagne, la question des conditions du choix électoral a elle aussi été périodiquement reposée et elle est, depuis deux décennies²⁶, revenue au centre des débats.

La recherche sur le sujet est dynamique et les hypothèses nombreuses. Les résultats empiriques produits restent cependant fragiles et discutés. Comme le suggèrent Nadeau et ses collègues, dans leur relecture de vingt ans d'enquêtes électorales sur les élections présidentielles françaises: « mettre au jour la présence ou l'absence de tels effets de campagne demeure encore aujourd'hui un défi de taille pour les chercheurs²⁷ ». Ainsi, rares sont les enquêtes qui permettent

23. Cf. LAZARSFELD *et al.*, 1944. Mais la question de l'articulation entre les variables de long terme et de court terme est également au centre du fameux « tunnel de causalité » proposé par les auteurs de *The American Voter* (CAMPBELL *et al.*, 1960).

24. LAZARSFELD *et al.*, 1944.

25. Cf. notamment GERSTLÉ, 2008.

26. NADEAU *et al.*, 2012; Sur le moment du choix électoral en 2007: CAUTRÈS, MUXEL, 2009.

27. NADEAU *et al.*, 2012, p. 227.

d'isoler des effets postulés par les modèles théoriques. Les supposés effets paraissent toujours au final secondaires et difficiles à identifier. Les raisons de cet écart, entre la sophistication des hypothèses et leur vérification empirique, tiennent sans doute là encore à la rusticité des outils empiriques habituellement utilisés. Les enquêtes post-électorales, menées par questionnaires sur de grands échantillons, pèchent évidemment par leur incapacité à observer *in situ* le moment de la décision électorale et l'effet, potentiel, de la campagne au cours de son déroulement. Elles posent aussi le problème de la reconstruction rétrospective des choix et des éléments d'information censés les fonder. Ainsi, faut-il croire les électeurs lorsqu'ils affirment avoir fait leur choix bien avant la campagne, dans les dernières semaines, les derniers jours, ou voir dans leurs réponses des artefacts produits par la situation d'enquête? Les fluctuations postulées des opinions et des choix se heurtent donc le plus souvent au problème de la mémoire floue des électeurs. La simplicité des indicateurs utilisés (« Quand vous êtes-vous décidé? »; « Avez-vous suivi la campagne? »), induite par le format du questionnaire qui n'autorise que des interrogations lapidaires, ne permet en outre que des corrélations bien superficielles (ceux qui disent suivre la campagne disent-ils aussi avoir plus changé d'avis que les autres?). Si plusieurs auteurs suggèrent de reformuler la question, réductrice, du « *Do campaigns matter* » en celle de « *When and how do campaigns matter*²⁸ », l'interrogation, faute de dispositifs empiriques propres à éclairer les modalités des « effets » aujourd'hui identifiés, reste encore largement sans réponse.

Le dispositif d'enquête par entretiens panélisés utilisé dans le cadre de notre recherche constitue donc un précieux outil pour explorer avec davantage de précision ces questions cruciales. Ces entretiens répétés avec les électeurs (six mois avant le scrutin, puis dans les dernières semaines, et enfin après le scrutin) fournissent des informations circonstanciées sur ce que la campagne fait, ou ne fait pas, aux électeurs, mais aussi sur ce que ces derniers font, ou ne font pas, de l'effervescence politique qui précède le scrutin. Ils permettent aussi, en recueillant des indices denses et concrets sur le rapport au politique, sur le degré, très variable, d'intérêt pour les enjeux et les événements de campagne, voire sur l'indifférence au politique, une approche plus réaliste de l'électeur : un électeur réel (et imparfait) avec ses doutes, ses incertitudes, mais aussi ses manques et son inattention au politique. On peut, en particulier, citer plusieurs acquis de ce dispositif d'enquête dans la connaissance du « choix » électoral et des « effets » de campagne.

Notre enquête confirme d'abord que si la campagne occupe et même envahit l'espace médiatique, elle est loin de recueillir le même degré d'attention de la part d'électeurs très inégalement intéressés et dont très peu se conforment au modèle, promu par l'idéal démocratique, d'un citoyen attentif et mobilisé (**chapitre 4**). L'attention des électeurs est souvent superficielle ou à éclipses. Un nombre conséquent d'électeurs interrogés lors des élections de 2012, en particulier les

jeunes issus des classes populaires, y restent en grande partie indifférents : s'ils se laissent convaincre de parler de la campagne durant l'entretien, on perçoit qu'ils maîtrisent peu les données du jeu politique (programmes, propositions, enjeux, candidats) et qu'ils n'y accordent qu'une attention secondaire, peinant notamment à faire le lien entre leur vie quotidienne, les programmes des candidats et les politiques publiques. Le constat n'est pas en lui-même novateur, ces inégalités d'attention étant établies depuis fort longtemps²⁹. Ces inégalités méritent néanmoins d'être rappelées tant les travaux contemporains sur le choix des électeurs semblent en ignorer les effets. En outre, l'approche qualitative met en lumière la diversité des rapports possibles au politique et à l'élection : l'enquête SPEL est l'une des rares occasions empiriques permettant de déployer la riche gamme des rapports « ordinaires » au politique, qui, on l'a dit, vont de l'attention soutenue au désintéret complet, mais qui ne se réduisent pas à cette alternative. On a pu ainsi rencontrer des figures originales de l'attention au politique, et de l'évitement de l'élection³⁰, certaines articulant désintéret et suivi (passif et contraint) de l'élection, d'autres manifestant à l'inverse une forte politisation accompagnée d'une attention oblique au jeu électoral et *in fine* d'un évitement de la campagne. De plus, cette enquête est l'occasion d'observer les raccourcis d'information qui, selon les théoriciens cognitivistes, constituent justement l'ordinaire des rapports au politique des citoyens (**chapitre 6**). Les entretiens révèlent effectivement la diversité de ces raccourcis, mais nuancent aussi considérablement l'importance de leurs effets. Si ces raccourcis sont fréquents et sont le fait de toutes les catégories sociales, ils ne font pour autant pas disparaître les inégalités sociales. On observe à l'inverse que les électeurs interrogés maîtrisent un ensemble inégal d'outils d'appréhension et d'évaluation de l'offre électorale. Les plus démunis disposent ainsi de quelques images leur permettant de se repérer dans une compétition présidentielle très médiatisée et de rapporter leur situation personnelle à quelques propositions emblématiques des candidats. Les électeurs des classes supérieures, quant à eux, plus diplômés et politiquement compétents, disposent d'autres instruments leur permettant de défendre leur point de vue « en première personne », sans avoir à s'en remettre aveuglément à des porte-parole. Les entretiens montrent surtout que les jugements portés dans des situations d'échanges publics sur les candidats sont, en partie, désindexés des choix effectifs qui reflètent d'autres logiques (notamment des habitudes de vote fortement ancrées).

Ensuite, et s'agissant toujours des rapports ordinaires au politique, la critique du politique qui revient fréquemment dans les entretiens se donne à voir dans toute son ambivalence dès lors qu'on l'appréhende à travers des entretiens répétés (**chapitre 7**). Au gré de la campagne, la méfiance et la défiance à l'égard des professionnels de la politique ou des jeux de campagne se modulent et s'atténuent : ces électeurs veulent y croire, mais ne veulent pas non plus paraître dupes.

29. Cf. CONVERSE, 1964 ; pour la France, GAXIE, 1978.

30. Cf. ELIASOPH, 2010.

Enfin, nos résultats rejoignent les enquêtes quantitatives déjà évoquées, en ne révélant aucun effet puissant de campagne, susceptible de produire conversions spectaculaires et renversement de convictions établies (**chapitre 5**), ce qui conduit à faire l'hypothèse raisonnable que de tels effets de campagne, indiscernables aussi bien dans les enquêtes post-électorales traditionnelles que dans une enquête par entretiens approfondis, n'existent pas. Notre enquête confirme donc ce qui peut être considéré comme un acquis empirique solide : les campagnes ne modifient pas radicalement les choix électoraux, dont les ressorts résident toujours dans les temps longs de la socialisation politique et des appartenances sociales. Tout au plus renforcent-elles des dispositions latentes qui s'actualisent lorsque l'offre politique est cristallisée.

Cependant, et c'est là un autre acquis de notre enquête, si les campagnes ne font pas l'élection, cela ne signifie pas qu'elles soient sans effets, ou que les électeurs n'aient pas le sentiment d'y prendre des décisions significatives. Une majorité des électeurs interrogés se révèlent stables dans leurs choix (environ 6 sur 10 dans notre corpus), mais un nombre non négligeable de cas relève de ce qu'il est convenu de nommer la « volatilité électorale » : notamment pour ceux, les plus nombreux, qui pratiquent l'intermittence³¹ (votant parfois mais pas toujours) ou pour ceux dont les choix varient d'un scrutin à l'autre. Parmi ces derniers, plusieurs enquêtés suivent des trajectoires surprenantes : basculements de droite à gauche, de l'extrême droite à l'extrême gauche, de la participation à l'abstention, alors que rien ne les préparait pourtant, en apparence, à modifier leur vote. Ces cas sont effectivement très difficiles à expliquer, si on ne les voit qu'à l'aune du modèle légitimiste du citoyen éclairé et informé prenant des décisions politiques à partir de croyances politiques. Or, si les campagnes peuvent être vues, à l'instar des livres étudiés par Roger Chartier³², comme des machines à produire des effets, ces effets ne sont pas obligatoirement ceux attendus ou prescrits ni par la théorie démocratique, ni par les divers commentateurs de la vie politique. L'expérience du politique peut relever de « pactes faibles³³ », selon la formule de Jean-Claude Passeron à propos de l'expérience esthétique, pactes qui restent à l'écart des définitions légitimistes du comportement des bons citoyens. L'enquête SPEL se donne ainsi le moyen de repérer la pluralité des modes d'appropriation de l'offre politique par les électeurs. Elle montre que le lien entre le déploiement de la propagande électorale et la fabrication des opinions n'est ni direct ni obligé : parce que les électeurs ne sont pas tous engagés, loin s'en faut, dans un processus de décision « rationnelle », au sens instrumental du terme ; parce qu'ils n'utilisent pas tous, loin s'en faut, la séquence de campagne comme un moment et un instrument d'aide à la décision ; parce qu'ils n'appréhendent pas tous, loin s'en faut, la politique à travers des jugements politiques. En restituant les logiques ordinaires des goûts et des dégoûts politiques, en prenant aux sérieux les petites

31. Le phénomène d'intermittence, bien mis en évidence et mesuré par les chercheurs de l'INSEE, constitue une tendance forte des pratiques électorales contemporaines : cf. CLANCHÉ, 2003 ; JUGNOT, 2007.

32. Cf. notamment CHARTIER, 1990.

33. PASSERON, 1991, p. 265 et suiv.

raisons du vote (pour faire plaisir à ses proches, ou au contraire manifester que l'on s'éloigne d'eux ; pour se conformer à une habitude ou à l'inverse rompre avec le poids d'un pesant passé), on est alors en mesure de restituer les rationalités plurielles de l'acte de vote et de les articuler aux différentes socialisations qui font l'électeur. C'est alors peut-être ainsi que l'on peut échapper à la césure artificielle, chère aux tenants du vote rationnel, entre un vote informé et fermement décidé d'une part et des conduites « sans raisons », sans raisons visibles par l'observateur pressé, d'autre part.

Enfin, un dernier acquis peut être souligné qui renvoie à l'immersion, par les entretiens répétés, dans les temps et processus de la décision : l'identification d'effets de contexte qui reflètent les interactions avec des proches et des micro pressions émanant des « groupes primaires » (famille, amis, collègues, voisins, etc.). À rebours de nombre de travaux qui tendent à réduire les campagnes électorales aux seuls médias³⁴, les entretiens confirment l'intérêt de la distinction entre communication médiatique (voir, entendre un candidat à la télévision) et communication de face-à-face (porte-à-porte, rencontres, connaissances personnelles, discussions), et nous portent, à la suite des chercheurs de Columbia, à interroger l'efficacité de la communication interpersonnelle³⁵. Les entretiens panélisés permettent en particulier d'observer les contextes de réception de cette offre politique, et notamment les configurations sociales – réseaux de discussions et d'interactions – qui médiatisent l'intérêt pour la politique et la pratique du vote (« ceux qui parlent ensemble votent ensemble », rappelle judicieusement W. Miller³⁶), et d'accéder ainsi aux usages faits de la campagne. En s'intéressant aux poids des conversations politiques et à la force, la plupart du temps invisible, des micro-incitations à la loyauté, on comprend mieux comment se maintiennent les allégeances et les identifications politiques. Ce faisant on échappe aussi à une vision internaliste des croyances, qui postule la force irréductible de leur incorporation, pour montrer à l'inverse comment elles sont réactivées et entretenues, voire dans certains cas infléchies, par le contact avec les proches et/ou l'insertion dans des groupes spécifiques. En ce sens, les matériaux recueillis en entretiens peuvent aussi contribuer à redéfinir la notion même de « socialisation spécifique », qui ne renvoie pas seulement à une incorporation passée de valeurs ou de croyances, mais qui reflète aussi des « styles » de sociabilité : en fonction de leurs appartenances à des cercles sociaux et de leurs fréquentations, les individus participent, plus ou moins, à des formes routinières d'échanges sur la politique ou au contraire sont pris dans des logiques d'évitement de celle-ci et de la campagne. Le chapitre consacré aux jeunes des classes populaires (**chapitre 1**) montre notamment l'importance de ces « styles de groupe³⁷ », règles informelles qui, dans la

34. Rapprochement qui apparaît d'ailleurs en partie fondé dans la mesure où le rapport des électeurs aux programmes, aux candidats, à la compétition, est d'abord et le plus souvent médiatisé.

35. KATZ, LAZARSFELD, 1955.

36. MILLER, 1977. Pour un bilan de ces approches attentives au rôle des interactions dans les processus de politisation, cf. BRACONNIER, 2010 ; HAMIDI, 2006 et 2010b.

37. ELIASOPH, LICHTERMAN, 2003.

sociabilité entre pairs (lycéens en l'occurrence), conditionnent les consommations médiatiques, les discussions légitimes ou encore les sujets illégitimes. L'ensemble de ces petites habitudes pèse sur la propension, ou non, à aborder la politique : la dépolitisation renvoie ainsi chez les jeunes interrogés à la fois à leur incompétence et à un sentiment d'illégitimité, mais aussi à l'absence d'occasions d'échanger sur la politique avec leurs proches, ou à l'absence d'espaces dans lesquels il est possible pour eux de parler politique et de s'y intéresser. De la même manière, le **chapitre 2** consacré aux électeurs appartenant aux classes supérieures, suggère que les formes de distance à la politique observables chez certains (par exemple ceux qui se distinguent par un fort volume de capital économique et/ou appartiennent à la grande bourgeoisie) manifestent aussi les règles de sociabilité propres à ces groupes : parler politique est vu comme gênant, malséant ou médiocre.

Pour autant, l'attention aux effets de « contexte », qui constitue l'un des importants vecteurs de renouvellement de la sociologie électorale anglo-saxonne dans la dernière décennie, ne doit pas donner l'illusion que c'est le jeu toujours fluide des interactions et des conversations qui fait l'élection. Il ne faut pas oublier que le contexte n'est qu'une autre manière d'appréhender l'insertion sociale des individus. Travailler sur les riches matériaux recueillis par des entretiens qualitatifs répétés permet justement d'observer comment ces effets de contexte s'articulent aux effets de position et aux trajectoires et de déconstruire cette fausse opposition entre l'ordre des interactions et l'ordre de la structure sociale qui, en pratique, sont toujours articulés.

« Celui qui parle de ça, limite on va le vanner » Des jeunes de classes populaires face aux élections de 2012

Lorenzo BARRAULT-STELLA, Clémentine BERJAUD

Jeudi 3 mai 2012 au matin, nous sommes devant le portail d'un lycée professionnel de banlieue parisienne. De nombreux jeunes discutent en attendant la sonnerie marquant la reprise des cours. Parmi eux, certains ont encore dans les mains des journaux gratuits du matin, avec en Une le débat entre les deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle du dimanche suivant. Aucun d'entre eux n'aborde le sujet. Vers midi, nous avons rendez-vous avec deux de ces jeunes pour de nouveaux entretiens. Nous nous installons respectivement dans un café et dans un fast-food du quartier avec eux, ils n'en parlent toujours pas. Finalement, le débat de l'entre-deux tours ne sera évoqué qu'en réponse à nos questions directes. Cet événement considéré comme central par divers commentateurs politiques ne semble pas être important pour ces jeunes des classes populaires. Ils n'en discutent pas entre eux et ils n'y font aucune référence en dehors de notre sollicitation.

Diverses recherches ont mis en évidence certains traits du fonctionnement des démocraties contemporaines : différenciations sociales de l'intérêt pour la politique, inégalités des formes de participation et de professionnalisation politiques, développement de normes électorales non participationnistes dans certains milieux sociaux, etc. Dans ce contexte d'inégalités politiques structurelles¹, les classes populaires² dans leur pluralité ont tendance à entretenir des rapports distants au politique – dans son acception « légitime³ » – et à peu participer. Les appréhensions populaires du politique ne sauraient toutefois être

1. GAXIE, 1978.

2. Que l'on peut définir comme l'ensemble hétérogène de groupes disposant de ressources économiques et culturelles restreintes, dont les membres partagent une condition de dominés dans le travail et, plus généralement, dans les rapports sociaux : SCHWARTZ, 1998. Sur les intérêts de cette catégorie d'analyse : SIBLOT, CARTIER, COUTANT, MASCLET, RENAHY, 2015, p. 39-41.

3. Qui renvoie à un processus historique de construction de ce qu'est l'activité politique : LACROIX, 1985. Dans ce domaine comme dans d'autres, le sociologue contemporain est confronté à une réalité déjà nommée qu'il ne peut ignorer en projetant ses aspirations intellectualistes (ce que pourrait être la politique si les rapports de force historiques et sociaux étaient autres) sur le monde social. Adopter une définition très extensive de la politique pourrait aussi conduire à une dénegation des inégalités sociales en matière de politisation. Sur ces questions : LECA, 1973 ; AIT-AOUDIA, BENNANI-CHRAIBI, CONTAMIN, 2011.

réduites à une dépossession⁴. Des recherches ont ainsi identifié des formes de politisation à éclipses⁵, la mobilisation en politique de certaines compétences issues de la vie quotidienne⁶, la faible visibilité des résistances populaires face au pouvoir⁷, ou encore l'importance d'expériences sociales comme l'injustice en matière de politisation⁸. À la suite des réflexions souvent citées de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁹, le chercheur confronté à l'étude des relations populaires aux institutions et aux phénomènes politiques se doit ainsi d'osciller entre « légitimisme » et « relativisme culturel¹⁰ », un tel mode de pensée constituant désormais une forme d'orthodoxie en sociologie politique. Potentiellement féconde sur le plan analytique¹¹, cette posture est toutefois plus difficile à opérationnaliser empiriquement comme en témoigne le faible nombre d'enquêtes en la matière¹². La controverse a dès lors été déplacée sur le plan méthodologique et seule l'ethnographie de longue durée est parfois présentée comme susceptible de faire progresser la sociologie des rapports populaires au politique¹³.

Au-delà de ces débats qui sont pour partie liés à des enjeux de positionnement dans l'univers académique¹⁴, nous voudrions rappeler que la dichotomie légitimisme/relativisme culturel, sans doute utile théoriquement et pour « classer » des travaux (par exemple lors d'activités pédagogiques¹⁵), ne se retrouve pas de manière stricte lors d'une mise à l'épreuve empirique. En matière de rapports populaires au politique, les deux postures identifiées par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron constituent deux manières d'interpréter un même phénomène : la tendance au non intérêt pour la politique des catégories populaires renvoie dans le même temps à l'autonomie relative de leur culture et de leurs

4. GRIGNON, PASSERON, 1989.

5. HOGGART, 1970.

6. GAXIE, 2002a.

7. WILLIS, 1978, 2010 ; SCOTT, 1985, 2009.

8. GAMSON, 1992.

9. *Le Savant et le populaire* a été publié en 1989 suite à un séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales tenu en 1982. Explicitement dirigée contre les travaux de P. Bourdieu, cette étude a aidé à penser toute une génération de chercheurs et suscité divers prolongements. Les usages de l'ouvrage dans le champ scientifique – soit qu'on se positionne favorablement ou de manière critique – sont largement liés à la relation entretenue avec la sociologie de Pierre BOURDIEU. Gérard MAUGER explique par exemple combien P. Bourdieu a envisagé l'autonomie des cultures populaires bien que cela soit souvent « passé inaperçu » : MAUGER, 2013, p. 244. Nous ne souhaitons pas entrer ici dans ces controverses scolastiques et nous contentons de constater ce que les travaux des uns et des autres nous permettent de voir ou de ne pas voir empiriquement.

10. COLLOVALD, SAWICKI, 1991.

11. PUDAL, 2000.

12. Par exemple, le texte appelant à une approche relativiste des rapports populaires au politique, que re-publie presque à l'identique Bernard PUDAL en 2009 dans *Un monde défait* (suite à PUDAL, 2000), évoque peu de nouveaux travaux empiriques en ce sens.

13. MARIOT, 2010 ; NEVEU, 2013.

14. J.-C. PASSERON rappelle dans sa préface à R. HOGGART en 1970 : « Les intellectuels jouent entre eux lorsqu'ils jouent avec l'image des classes populaires », cité par LEHINGUE, 2011, p. 205. Par analogie, voir les travaux de Sandra HARDING quant aux études féministes : HARDING, 1986.

15. Dans ce domaine comme dans d'autres, ces logiques classificatoires sont peu interrogées et on pourrait questionner les enjeux à la fois politiques et scientifiques de tels classements : DOBRY, 2005.

modes de vie. Adopter à la suite de Max Weber¹⁶ une définition légitimiste du politique n'implique donc pas nécessairement de considérer les classes populaires uniquement comme « dominées » politiquement car peu informées, et n'exclut pas de porter attention aux spécificités de leurs relations à cette activité¹⁷. De même, une interprétation relativiste prenant au sérieux l'autonomie des cultures populaires face au politique n'interdit pas toujours de penser les phénomènes de domination politique et sociale¹⁸. À dire vrai, peut-être le temps est-il venu pour les chercheurs de se distancier de cette controverse désormais datée et fondée sur une pensée dualiste simplificatrice¹⁹, non pour l'ignorer mais afin d'améliorer, davantage par le travail d'enquête que par la discussion théorique, la connaissance des rapports populaires au politique. C'est précisément ce que nous proposons de faire à partir d'une étude menée auprès de jeunes des classes populaires scolarisés dans un lycée professionnel de banlieue parisienne. En prolongement des nombreux travaux relatifs aux élections²⁰, l'enjeu est alors d'observer un milieu *a priori* distant du politique et rarement étudié²¹, afin de saisir ses appréhensions du politique en général et des événements électoraux de 2012 en particulier.

Une enquête par entretiens répétés et observations auprès de jeunes de différentes fractions des classes populaires

Allant à la rencontre d'une dizaine d'élèves au sein d'un lycée professionnel en périphérie urbaine, nous avons adopté l'essentiel de la méthodologie SPEL présentée au chapitre 8 (une trentaine d'entretiens semi-directifs répétés – en quatre vagues entre décembre 2011 et novembre 2012 – avec les mêmes individus avant, pendant et après les élections) mais en l'adaptant à notre objet. D'une part, les guides d'entretien ont été ajustés à nos enquêtés en mobilisant un vocabulaire et des modes d'expression plus populaires, que nous connaissions pour partie par nos histoires respectives. D'autre part, nous avons surtout complété les entretiens par des observations régulières au sein du lycée de novembre 2011 à juin 2012, des discussions collectives, et des échanges téléphoniques et à travers les réseaux sociaux avec nos enquêtés. L'intérêt de ces matériaux était de faire

16. WEBER, 2008.

17. GAXIE, 1978 mobilise par exemple des auteurs considérés comme tenants de l'approche « relativiste » (par exemple HOGGART, 1970, p. 89) et aborde spécifiquement (chapitre VI « Les profanes et la politique » p. 184-199) certaines modalités d'appréhensions populaires du politique. Dans le même sens, c'est aussi Pierre BOURDIEU qui contribue à introduire en France dans les années 1970 les travaux de chercheurs comme R. HOGGART ou P. WILLIS, à travers la collection qu'il dirige aux éditions de Minuit et la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*. Ces deux exemples attestent que l'opposition légitimisme/relativisme, rigidifiée par plusieurs années de controverses, est relativement flottante du point de vue des classements des auteurs.

18. Pour des exemplifications empiriques: MISCHI, 2008, 2012; BARRAULT-STELLA, 2008; MARCHAND, WEILL, 2010; PUDAL, 2011. La plupart sont produites par des chercheurs relativement jeunes n'ayant pas pris part directement aux débats théoriques de leurs aînés.

19. Sur les apories de ce type de fausse dichotomie à la fois utile pour penser mais potentiellement stérile pour la recherche empirique: BOURDIEU, 1989, p. 19-47.

20. Sur les élections présidentielles de 2012 en particulier: PERRINEAU, 2013, et le volume 63, n° 2 de la *Revue française de science politique* publié en 2013.

21. BEAUD, PIALOUX, 2003.

varier les situations de parole de nos enquêtés, sans se limiter à des entretiens formels.

Le lycée professionnel

Le lycée professionnel (LP) Cornélius²² est situé dans le quartier d'une commune de la banlieue Nord de Paris classé Zone d'Éducation Prioritaire (ZEP). Un peu plus de 550 élèves – dont 52 % de garçons et 48 % de filles – y sont scolarisés, répartis en diverses filières (BEP, CAP, Bacs Professionnels) des secteurs industriels (métiers du bois, ébénisterie, mécanique, etc.) et tertiaires (comptabilité, vente, secrétariat, etc.). Selon l'Éducation nationale, 45,8 % des élèves appartiennent aux catégories « défavorisées » (contre 29,6 % sur l'Académie) et seulement 10,5 % aux familles « favorisées A ». Accueillant un public majoritairement populaire, l'établissement présente la particularité de ne pas être situé dans une cité d'habitat social, mais en centre-ville d'une commune politiquement orientée au centre-gauche et partiellement en voie de « gentrification ». Du fait des spécificités de son offre scolaire (qui comprend des filières rares comme ébénisterie), ce LP scolarise des élèves venant de presque toute l'Île-de-France et particulièrement du bassin situé au Nord de Paris. Enquêter autour d'un établissement a facilité le suivi dans la durée de ces jeunes des classes populaires – qui sont habituellement peu enclins à participer à une enquête en sciences sociales²³ – puisque nos investigations s'articulaient aux horaires et au calendrier scolaires. Le choix de ce terrain est lié, d'une part à la possibilité qu'il offrait de faire varier (relativement) les caractéristiques des jeunes des classes populaires rencontrés, et d'autre part aux facilités d'accès dont bénéficiait l'un d'entre nous au sein de l'établissement²⁴. Ce site d'investigation nous a donc conduits à étudier une population populaire située en banlieue urbaine (par contraste par exemple avec des jeunes des mondes ruraux²⁵), contexte où l'on sait que la politique est très peu présente dans la période contemporaine²⁶.

Autorisant des observations dans des conjonctures d'inégales intensités²⁷ et permettant de porter une attention particulière aux temporalités²⁸, la répétition des entretiens²⁹ s'est accompagnée d'un effort de ciblage. Nous avons cherché, d'une part à rencontrer des élèves en âge de voter (18-22 ans, primo-votants

22. Les noms des lieux et des personnes ont été anonymisés.

23. MAUGER, 1991.

24. Cette enquête constitue pour partie une « revisite » d'un terrain déjà étudié en 2005-2006 dans le cadre d'une recherche de Master 2 quant aux rapports au politique de jeunes de milieux populaires : BARRAULT-STELLA 2010.

25. RENAHY, 2005.

26. Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler ici les caractéristiques de la conjoncture historique contemporaine sous le rapport de la politisation des classes populaires en France. Les formes d'encadrement politique, militant et institutionnel des catégories populaires, au travail comme dans le quartier, apparaissent clairement en déclin depuis les années 1970 : voir par exemple MASLET, 2003 ; BRACONNIER, DORMAGEN, 2007 ; GOUARD, 2014 ; MARLIÈRE, 2014 ; MISCHI, 2014.

27. LAGROYE, LEHINGUE, SAWICKI, 2005 ; AGRIKOLIANSKY, HEURTAUX, LE GRIGNOU, 2011.

28. CAUTRÈS, JADOT, 2007.

29. Pour une démarche processuelle similaire : REAY, CROZIER, CLAYTON, 2009.

potentiels en 2012 pour la plupart), et d'autre part à faire varier les profils sociaux et scolaires de ces dix jeunes. Les « jeunes de banlieue » constituent en effet une catégorie souvent homogénéisée et à propos de laquelle circulent de nombreuses représentations disqualifiantes, en particulier dans les médias³⁰. À l'encontre de ce type de réification³¹ qui peut conduire à dresser des constats généraux à propos de la population des jeunes en général³², l'échantillon raisonné visait à étudier des garçons et des filles tous issus de milieux populaires mais présentant des différences significatives en termes de genre, de filière (bacs professionnels industriels et tertiaires), de trajectoires sociales, d'origines nationales, de sociabilités³³ (tous sont en relations d'interconnaissance mais pas nécessairement amis), et d'habitat (cité HLM, pavillon, etc.). La recherche de jeunes de filières contrastées a non seulement favorisé l'observation d'élèves aux trajectoires sociales variées³⁴, mais aussi sous le rapport du genre, tant les classes choisies sont fortement marquées en la matière : nos cinq enquêtés garçons sont en terminale ébénisterie (secteur industriel), les filles sont dans des spécialités du secteur tertiaire (secrétariat et vente). Nous nous sommes aussi appliqués à rencontrer des élèves de différentes origines nationales³⁵ puisque les propriétés « ethniques » ou « raciales » peuvent être structurantes dans les différenciations internes aux classes populaires contemporaines. Au total, sans prétention de « représentativité », cette diversification n'est sans doute pas pour rien dans les différences observées dans leurs rapports au politique (de l'indifférence explicite à l'intérêt relatif) et leurs pratiques électorales en 2012 (du FN au Front de gauche en passant par l'UMP et le PS).

Après une première prise de contact par l'intermédiaire de l'administration de l'établissement³⁶, nous avons cherché à instaurer une relation de confiance avec les enquêtés. Quatre éléments l'ont favorisée. D'abord, la durée d'une année de l'enquête nous a permis de devenir, au moins partiellement, familiers de nos enquêtés, de nous inscrire dans leurs habitudes et nous immiscer dans leurs cercles de relations. Ensuite, nos modalités de présentation ont évité de susciter trop de méfiance au sein du LP. En nous décrivant comme des « étudiants en sociologie » (et non en science politique) qu'il fallait « aider pour un travail à rendre » et en présentant la recherche comme relative à l'actualité (et non directement à la politique), nous avons oscillé entre sollicitation (« nous avons besoin de votre participation ») et valorisation (« nous voulons donner la parole

30. SEDEL, 2009.

31. BOURDIEU, 1980.

32. Dont la thèse classique des effets du cycle de vie en matière de politisation : MUXEL, 1991. Ne portant que sur des jeunes et non sur des individus plus âgés, l'enquête n'a pas permis d'aborder relationnellement la question des effets propres de l'âge (qu'il s'agisse d'effets de génération, de cycle de vie ou de période) sur les rapports au politique.

33. MOHAMMED, 2010.

34. GRIGNON, 1974 ; MAUGER, 2006 ; CIZEAU, 2011 ; PALHETA, 2012.

35. NOIRIEL, 2001 ; HAMIDI, 2010a.

36. Bien que nous ayons constamment tenté de ne pas nous focaliser sur de « bons élèves », ce passage par les acteurs de l'institution a inévitablement produit des effets de sélection quant aux jeunes rencontrés, contribuant sans doute à écarter du corpus les élèves les moins conformes aux normes scolaires dominantes. Cf. MAUGER, 2004.

Tableau 1 : Les jeunes des classes populaires suivis pendant une année en 2011-2012

Enquêtés	Section au lycée	Profession du père	Profession de la mère	Lieu de vie	Votes Présidentielles 2012	Votes Législatives 2012	Date des entretiens
Sofiatou 20 ans	Vente	Ouvrier	Sans emploi	Cité HLM	François Hollande François Hollande	PS PS	2 février 3 mai 28 mai 16 nov.
Manon 20 ans	Secrétariat	Agent de sécurité de nuit, remarié à une infirmière	Agent municipal (cat C, non diplômée)	HLM près d'une cité	Nicolas Sarkozy Nicolas Sarkozy	Abstention UMP	16 février 12 avril 4 juin-Tel.
Ana 19 ans	Secrétariat	Employé secteur du bâtiment	Assistante maternelle	Petit pavillon dans une banlieue populaire (propriétaires)	François Bayrou Nicolas Sarkozy	Abstention Abstention	2 février 22 oct.-Tel.
Nelly 18 ans	Vente	Père inconnu	Sans emploi	Cité HLM	Non inscrite	Non inscrite	2 février 3 mai 16 nov.
Sofia 19 ans	Accueil	Père incarcéré	Mère décédée	Studio dans une commune éloignée	Intentions de vote : François Hollande François Hollande		8 mars
Damien 19 ans	Ébénisterie	Cheminot	Au foyer	Appartement (locataires)	Blanc Blanc	Blanc Blanc	9 mars 6 avril 25 mai 17 nov.
Valentin 20 ans	Ébénisterie	Petit commerçant (Kiosque)	Éducatrice dans une crèche municipale	HLM isolé	Nicolas Sarkozy Nicolas Sarkozy	UMP UMP	8 mars 5 avril 24 mai
Alvaro 20 ans	Ébénisterie	Père inconnu Mère handicapée Il vit « avec des gens de la famille » : commercial et comptable		Appartement (propriétaires)	Pas le droit de vote	Pas le droit de vote	9 mars 6 avril 25 mai
Thomas 20 ans	Ébénisterie	Électricien	Employée dans un laboratoire d'analyse médicale	Cité HLM	Marine Le Pen Nicolas Sarkozy	FN UMP	8 mars 5 avril 7 juin
Dimitri 20 ans	Ébénisterie	Boucher à la retraite	Assistante d'enseignement en maternelle (CDD)	Cité HLM	Jean-Luc Mélenchon Nicolas Sarkozy	Abstention PS	8 mars 5 avril 7 juin 3 nov.

aux jeunes d'aujourd'hui, et notamment aux jeunes de lycées professionnels »). Par ailleurs, nos caractéristiques sociales d'enquêteurs ont sans doute contribué à rendre l'enquête possible : être de jeunes chercheurs (25 et 28 ans lors de l'enquête), relativement familiers des classes populaires par nos trajectoires sociales, et ayant déjà réalisé des enquêtes en milieux populaires (entre autres dans ce lycée professionnel pour l'un, et auprès de familles populaires vénézuéliennes pour l'autre) ont constitué des atouts. Malgré l'inévitable distance sociale avec nos enquêtés, nos propriétés ont permis d'élaborer des stratégies crédibles de présentation de soi, tant dans nos choix vestimentaires (jeans, sweater et baskets) que dans nos manières de parler (langage et expressions familiers, etc.). Enfin, la constitution de relations de confiance avec ces jeunes populaires a été favorisée par les situations mêmes d'entretien. Le choix de l'enquêteur a toujours été laissé aux enquêtés, tout comme celui du lieu de l'entretien. Certains ont préféré une salle de classe ou de permanence vide, d'autres ont proposé de sortir du lycée (café, *fastfood* à proximité³⁷).

Durant l'enquête comme dans l'analyse des matériaux, nous avons été particulièrement attentifs aux risques d'imposition de problématique, aux possibles sentiments d'évaluation (exacerbés par le point d'entrée scolaire de nos investigations) et aux réponses circonstancielles³⁸ ou peu investies des enquêtés³⁹, qui étaient d'autant plus probables que l'on s'éloignait des préoccupations de leur vie quotidienne⁴⁰. La conception et l'analyse des guides d'entretien ont ainsi été travaillées à partir d'une posture compréhensive, visant à laisser ces jeunes parler au maximum, avec leurs propres mots⁴¹, et surtout leur permettant d'exposer leurs préoccupations personnelles (quitte bien souvent à ne pas poser de questions « techniques » ou de connaissance sur la politique). Si la politique et les élections de 2012 ont été abordées (en mobilisant par exemple des faits issus de l'actualité), c'est surtout en passant par les histoires personnelles et scolaires de nos enquêtés, celles de leurs familles, de leurs proches, mais aussi leurs loisirs (sport, pratiques culturelles, sorties) et leurs vies quotidiennes⁴² que nous y sommes parvenus. Nous avons ainsi tenté de contourner les biais liés à la non-explicitation et aux défaillances potentielles de la conscience discursive des acteurs⁴³, particulièrement développés en milieux populaires⁴⁴.

Cette enquête relative aux rapports au politique a ainsi été construite dans le souci de minorer les dimensions légitimistes du questionnement (présentation

37. Cette option était parfois encouragée par les enquêteurs, car elle rendait possible une interaction « hors les murs » de l'établissement, favorisant peut-être des prises de paroles plus libres, notamment pour ceux qui n'entretenaient pas un rapport facile avec l'institution scolaire.

38. ZALLER, STANLEY, 1992.

39. GAXIE, 1990a.

40. SCHWARTZ, 1991.

41. MICHELAT, 1975.

42. Sur l'intérêt d'une analyse des rapports au politique à partir de pratiques sociales non directement pensées comme politiques : MISCHI, 2008.

43. GIDDENS, 1987.

44. BLONDEL, LACROIX, 1996.

non politique de l'enquête, discussions à partir du quotidien et de faits d'actualité, etc.) afin d'être en mesure de rendre compte de l'autonomie des points de vue sociaux de jeunes de différentes fractions des classes populaires vivant en périphérie urbaine. Il s'agit alors de décrire, de comprendre et d'expliquer les liens entre trajectoires sociales, contextes de vie⁴⁵ et appréhensions du politique. En adoptant une approche empirique qui tient ensemble les postures légitimiste et relativiste sans exclusive, nous verrons que les jeunes des classes populaires rencontrés entretiennent des rapports distants à la politique « légitime » et aux élections, font preuve de formes de politisation pratiques en mobilisant leurs expériences sociales quotidiennes et ont des attentes et des préférences électorales variables selon leurs appartenances à telle ou telle fraction des classes populaires. À l'encontre d'une interprétation politologique, ce sont des facteurs sociaux et contextuels qui façonnent leurs comportements politiques.

Des rapports distants à la politique et aux élections de 2012

Si les jeunes des classes populaires rencontrés forment un groupe hétérogène, ils présentent aussi certaines caractéristiques communes, notamment si on les compare avec la population des jeunes en général⁴⁶. Nos enquêtés sont très peu investis politiquement et entretiennent des rapports distants aux élections de 2012. Leurs propriétés sociales (notamment une faible dotation en différentes espèces de ressources, à commencer par les ressources culturelles et militantes) et leurs contextes de vie (des banlieues de périphérie urbaine où la politique est très peu présente) expliquent, malgré des variations selon les enquêtés, leur faible politisation. Attendu au regard de l'état de la recherche, ce premier résultat demeure fortement structurant des pratiques politiques des enquêtés.

Une socialisation politique très limitée, de rares discussions politiques

Par leurs trajectoires et expériences sociales, les jeunes des classes populaires rencontrés ont tout d'abord été très peu socialisés à la politique. Cette activité n'est pratiquée par aucun de leurs parents et est rarement discutée par leurs familles. La plupart de nos enquêtés ne savent pas pour qui votent leurs parents et leur fratrie, ni même parfois s'ils votent ou non. Lorsqu'ils les situent politiquement, c'est bien souvent après de longues hésitations, sans certitude et sans intérêt. Damien, dont le père est cheminot et la mère au foyer, explique par exemple au mois d'avril 2012 : « Mes parents vont voter oui, mais après pour qui ? On n'en parle pas en fait, y' a des choses plus importantes. » Après les élections, en juin 2012, il raconte :

« – Damien : Ils ont voté... au premier tour je sais pas... au deuxième Sarkozy je pense, mais... enfin... Hollande ça m'étonnerait quoi [silence]

45. BRACONNIER, 2010.

46. MUXEL, 2001 ; BECQUET, TIBERJ, 2009.

– Q: Et tu sais comment ils ont réagi le soir des résultats?

– Damien: On n'était pas ensemble, ils étaient en bas, ma mère dans la cuisine je crois, mon père est arrivé après, et moi en haut... Mon frère savait les résultats lui, genre par Internet, mais bon, je me rappelle pas plus. »

Dans le même sens, Nelly, Alvaro et Ana ne connaissent pas le vote de leurs parents. Pour ces jeunes populaires, le vote et la politique font très rarement l'objet de discussions en famille alors que l'on sait que, pour la population « jeune » en général, la famille constitue une instance de socialisation politique majeure⁴⁷. Nelly vit avec sa mère (sans emploi), sa sœur (en congé parental pour trois ans et ancienne employée de La Poste) et les deux filles de celle-ci (2 et 4 ans), dans une cité HLM en banlieue nord de Paris. Elle ne connaît pas son père et sa mère est antillaise, résidant en Île-de-France depuis plus de vingt-cinq ans. Lors du premier entretien à l'hiver 2011-2012, elle explique :

« – Q: Et ta mère, ou ta famille, ils votent?

– Nelly: Je sais pas du tout.

– Q: Vous en parlez jamais?

– Nelly: Non [silence] je parle pas trop avec ma mère et ma sœur... ni politique ni... franchement, c'est plus, euh, plus voilà. J'ai pas envie de... Et quand je rentre je vais direct dans ma chambre, au PC. Et puis elle sait que quand je regarde mes séries à la télé faut pas me parler: soit je réponds pas, soit quand elle me demande un truc je le fais dix ans après. Donc elle me parle pas, elle fait ses affaires toute seule. »

Appartenant à des familles peu impliquées politiquement et n'en discutant que rarement avec leurs parents, les jeunes étudiés n'ont pas été socialisés à la politique dans la sphère familiale, d'où de moindres dispositions à s'y intéresser.

Quant aux discussions politiques en dehors du cadre familial, elles sont tout aussi rares. La norme pour ces jeunes vivant en banlieue populaire est de ne pas parler politique⁴⁸. Dimitri, dont le père est boucher à la retraite et la mère assistante (en CDD) dans une école maternelle explique: « Franchement on parle jamais de ça, on s'en fout carrément. Celui qui parle de ça, limite on va le vanner. » Tout au plus certains enquêtés se souviennent-ils d'un enseignant ou d'un surveillant les encourageant à s'inscrire sur les listes électorales. On pourrait opposer à ce constat que ces jeunes des milieux populaires ne parlent de politique que dans des situations d'entre soi⁴⁹ qui ne sont pas restituées en entretien, ou même lors d'entretiens répétés comme dans le cadre de SPEL⁵⁰. Toutefois, durant nos observations dans la cour du lycée ou à travers le suivi régulier des réseaux sociaux personnels de plusieurs enquêtés, la seule discussion relative au politique à laquelle nous avons pu assister pendant plusieurs mois se

47. JENNINGS, NIEMI, 1968; PERCHERON, 1985, 1993; TOURNIER, 1997; MUXEL, 2001.

48. Sur l'existence de contre-univers normatifs localisés BECKER, 1985. Sur l'absence de discussions politiques chez des jeunes de quartiers populaires: BRACONNIER, DORMAGEN, 2007, p. 224-244.

49. VERRET, 1996; SCHWARTZ, 2002; PUDAL, 2011.

50. Sur les variations des prises de parole politique de jeunes des classes populaires selon les propriétés des situations ainsi que les limites de ces variations liées à leurs dispositions sociales: BARRAULT-STELLA, 2008.

référait à la foudre tombée sur l'avion de François Hollande lors de son premier voyage présidentiel, déclenchant des exclamations et des rires. Les commentaires ne relevaient pas du politique, mais plaçaient la discussion dans le registre d'un fait divers à sensation. Un CPE travaillant au lycée depuis neuf ans raconte aussi lors de l'une de nos discussions : « C'est super triste à dire, mais les jeunes ici ne parlent jamais de politique. » En observant les sociabilités, les diverses relations familiales et interpersonnelles des jeunes populaires étudiés⁵¹, on se rend compte qu'ils abordent rarement les questions politiques, bien que ce constat connaisse, on le verra, des variations selon les enquêtés.

Exposition sélective à l'information et évitement des questions politiques

Leurs pratiques médiatiques vont dans le même sens. Les jeunes des classes populaires rencontrés suivent peu l'actualité en général et l'actualité politique en particulier. Plusieurs cas attestent la faible exposition de ces jeunes aux informations politiques⁵², que ce soit en période électorale ou en conjoncture plus routinière. Nelly, présentée plus haut, n'est pas en mesure de citer un évènement ou une actualité en lien avec la campagne électorale, pourtant lancée depuis plusieurs semaines en ce mois de février 2012 et déclare par ailleurs ne pas suivre l'actualité quelle qu'elle soit. Les observations menées au lycée professionnel confirment ce résultat, tout comme le cas de Manon. Manon a 20 ans et vit avec sa mère (agent municipal, catégorie C) dans un appartement HLM situé à proximité d'une cité réputée difficile. Son père, agent de sécurité de nuit, s'est remarié avec une infirmière et vit dans un petit pavillon d'une autre commune populaire. Son suivi de la campagne électorale est resté très faible tout du long, comme l'illustre l'anecdote suivante. Un des entretiens a lieu le lendemain de l'annonce officielle de la candidature de Nicolas Sarkozy. Cette annonce fait, ce matin-là, la Une de tous les journaux, dont celle de *Direct Matin*. Or, *Direct Matin* fait partie des rares médias que Manon consulte (elle regarde aussi les *Guignols de l'Info*). Elle déclare l'avoir lu le matin même dans le train de banlieue qu'elle emprunte chaque jour pour se rendre au lycée.

- « – Q : Tu sais qui sont les candidats ?
- Manon : Non pas trop en fait, je regarde pas...
- Q : Ouais mais t'en connais pas un quand même ?
- Manon : Bah je sais pas si ils sont candidats, Le Pen je pense elle sera candidat, le FN ils sont toujours candidats toute façon [...]
- Q : Et Sarkozy, il est candidat ou pas ?
- Manon : Franchement je sais pas, s'il est candidat il a pas honte avec tout l'argent qu'il a claqué...
- Q : Mais t'en a pas entendu parler ? Par exemple dans le journal ou autre ?
- Manon : Non franchement non, je sais pas [elle a déclaré quelques minutes auparavant avoir lu l'horoscope le matin même dans *Direct Matin* qui titre sur

51. KATZ, LAZARSFELD, 1955.

52. LE GRIGNOU, 2003.

la candidature de Sarkozy]... Ah si en fait, il y a notre prof de français qui nous a dit qu'il allait peut-être se présenter, mais c'était il y a longtemps, genre juste après les vacances de Noël... donc je sais plus trop ce qu'il a dit. »

Outre la sélection qu'elle opère à l'intérieur du journal qu'elle a eu entre les mains ce jour-là et dont la Une n'a visiblement pas attiré son attention, cet extrait semble aussi illustrer la prépondérance de la communication interpersonnelle (avec, en l'espèce, un enseignant) dans la construction des rapports au politique de ces jeunes, y compris lorsque leurs pratiques médiatiques incluent la lecture de journaux d'actualité, comme dans le cas de Manon. Cet exemple atteste surtout des phénomènes bien connus d'exposition et d'appropriation sélectives de l'information politique⁵³ que l'on retrouve chez la plupart de nos enquêtés, que ce soit avant, pendant ou après les périodes électorales de 2012. Les cas d'Ana, fille d'un employé du secteur du bâtiment et d'une assistante maternelle (par exemple « Je regarde vraiment pas l'actualité, la politique tous ces trucs-là [...] il y a que les infos *people* qui m'intéressent en fait donc je zappe dessus direct ») et de Sadio (père ouvrier et mère sans emploi) illustrent le même type d'exposition sélective aux médias et d'évitement des informations politiques⁵⁴. Dans leurs consommations médiatiques, ces jeunes des milieux populaires privilégient le divertissement. Le suivi de l'actualité est quasi-inexistant, voire sciemment évité⁵⁵. Les pratiques de Sofia, 19 ans (père incarcéré et mère décédée), d'origine algérienne, présentent de fortes similarités : elle dit lire régulièrement *Le Parisien*, auquel sont abonnés certains de ses proches. Si elle aime lire la rubrique « Faits Divers », elle évite les pages politiques, « à part si c'est genre des affaires, [...] quand le président il escroque ou des trucs comme ça, là oui ça m'intéresse, mais sinon pas du tout ». Dans ce contexte, la dimension médiatique de la campagne électorale a peu de chance de produire des « effets » sur ces jeunes⁵⁶. Leurs usages des médias, caractérisés notamment par un évitement des informations politiques, n'ont en outre pas évolué au fil des mois, que ce soit avant, pendant ou après les élections⁵⁷. L'enquête confirme donc les logiques sociales et contextuelles du désintérêt pour la politique, nos enquêtés s'en tenant à distance en dépit de l'intensité de la conjoncture électorale de 2012⁵⁸.

53. LAZARFELD *et al.*, 1944 ; ZALLER, 1992 ; BUCKINGHAM, 2000.

54. Pour des tendances similaires sur d'autres terrains : ELIASOPH, 2010.

55. GOULET, 2010.

56. Les mécanismes repérés par ZALLER, 1992 se retrouvent ici : les plus distants ont peu de chances d'être influencés par les médias.

57. Nous avons demandé à ces jeunes de raconter leur journée de la veille pour au moins deux (avant et pendant la campagne) des trois ou quatre entretiens réalisés avec chacun. Les résultats de cette comparaison diachronique sont révélateurs : leurs pratiques médiatiques et culturelles ne varient pas, sauf s'ils sont confrontés à des changements d'emploi du temps, certaines semaines de l'année scolaire étant consacrées à des stages professionnels. Ces stages modifient parfois à la marge leurs expositions aux médias, comme lorsque Damien raconte être « obligé d'écouter la radio au stage, parce que c'est le patron qui la met », sans que cela remette en cause la non-attention qu'il y porte : LE GRIGNOU, 2006.

58. MUXEL, 2013. Ces résultats remettent donc en question les conclusions de BLUMLER, CAYROL, THOVERON (1978) quant aux liens entre catégories sociales et pratiques médiatiques, en mettant en avant le poids des variables socio-démographiques.

Incompétences

Nos matériaux soulignent en outre que les jeunes populaires rencontrés sont peu compétents politiquement au double sens du terme⁵⁹. D'une part, ils sentent faiblement habilités à s'exprimer ou à intervenir dans les matières politiques (incompétence statutaire). D'autre part, ils disposent de faibles connaissances politiques, que ce soit sur les enjeux, les partis, les candidats ou les institutions⁶⁰. Thomas, qui vit dans une cité HLM avec son père électricien et sa mère employée dans un laboratoire d'analyses médicales, déclare par exemple lors du premier entretien : « La politique c'est pas pour moi, donc, bon, ben j'm'en fous [rires] ! » Sofia exprime également un fort sentiment d'incompétence lorsqu'on lui demande, au détour d'une discussion sur l'actualité, ce qu'elle pense de « la politique⁶¹ ». Elle vit seule dans une commune située à plus d'une heure trente de son lycée, et répète que « c'est compliqué » et que si elle voit parfois des reportages ou des débats, elle « laisse vite tomber », contrairement par exemple « aux débats sur l'islam ou quoi, les trucs plus... ouverts ». Cette distinction implique que les débats sur la religion ne sont pas politiques pour elle, y compris lorsqu'ils sont portés par des hommes ou des femmes politiques. Cela peut s'expliquer par le fait qu'elle se sente concernée (elle est croyante « mais pas pratiquante, enfin sauf le ramadan »), et intéressée par l'islam qu'elle connaît, alors que pour les questions « politiques, y'a des sujets où c'est trop compliqué pour qu'on entre dans le débat ». Au-delà de ce sentiment, elle ne sait pas que les élections présidentielles ne sont pas les seules de l'année, ni ce que veut dire « législatives ». Comme la plupart des enquêtés rencontrés, elle ne sait pas non plus s'il y a une différence entre président de la République et Premier ministre, ni qui est le Premier ministre au moment de l'entretien. Cette non connaissance de l'univers politique s'accompagne très souvent de propos décalés sur les acteurs⁶². Christophe reconnaît ainsi en Jacques Chirac (sur photo) « un vrai escroc », mais ne sait ni s'il est de droite ou de gauche, ni qu'il est un ancien président. Nelly quant à elle s'étonne de la mort de Mitterrand, dont elle ne se doutait visiblement pas. La plupart des jeunes rencontrés précisent d'ailleurs qu'ils ne discutent « jamais de ces choses-là tellement ça prend la tête » (Sofiatou, père ouvrier, mère sans emploi). S'agissant d'un résultat connu, il n'est sans doute pas nécessaire d'illustrer davantage de telles formes d'incompétences.

59. BOURDIEU, 1977 ; GAXIE, 1978, 2007. Cela n'exclut pas que les deux dimensions (statutaire et technique) de la compétence puissent être dissociées chez d'autres acteurs sociaux. Par exemple en matière de rapports à l'Europe : LEHINGUE, 2010 ; ou de relations aux politiques scolaires : BARRAULT-STELLA, 2013, p. 293-294.

60. FAVRE, OFFERLÉ, 2002.

61. Ici, l'enquêteur n'a pas précisé, à dessein, ce qu'il entendait par là afin de discerner ce qui était « politique » pour les enquêtés et ce qui, au contraire, n'en relevait pas selon eux : GAXIE, 2001. Cette posture compréhensive avait pour objectif de laisser les enquêtés s'exprimer sans leur imposer une vision « légitime » du politique.

62. JOIGNANT, 2007.

Désintéret affiché pour la politique et ambivalence des rapports au vote

Un profond désintéret pour la politique « légitime » se dégage par ailleurs de la plupart des matériaux. Cet entretien avec Nelly (père inconnu, mère sans emploi) en fournit une illustration parmi d'autres :

- « – Q: T'en penses quoi, de la politique?
- Nelly: Je m'en fous un peu...
- Q: Et est-ce qu'y a des trucs qui te touchent?
- Nelly: Pas du tout. »

D'autres cas vont dans ce sens, et le désintéret de ces jeunes pour la politique est lié à leur absence d'attentes face à cette activité qui, selon eux, ne les concerne pas : « Je m'en fous complet, parce que, franchement, ma vie va pas changer avec ça » (Dimitri, 20 ans, habitant d'une cité HLM). Nelly ajoute, concernant son inscription sur les listes électorales :

- « – Nelly: Ben en fait, je sais pas si je suis inscrite...
- Q: Et tu penses voter si jamais tu es inscrite?
- Nelly: [Silence] si je suis inscrite, je vais voter blanc, juste pour dire que j'ai voté...
- Q: C'est important pour toi de voter?
- Nelly: Non... parce que... je sais pas... peut être que, je me dis que, si je vais voter, de toute façon ça va rien changer parce qu'on est plein et c'est pas mon vote qui va faire toute la différence donc euh... ça va rien changer. Que je vote blanc ou pour Sarko ou pour Hollande ou Le Pen ou je sais pas, pour moi, ça va rien changer. »

On retrouve ce même désintéret par absence d'attentes dans leurs rapports au vote. Ana, qui vit avec ses parents dans un petit pavillon dont ils sont propriétaires, tout proche d'une cité HLM, relate par exemple au sujet de son inscription sur les listes électorales : « Ils m'ont dit qu'ils m'avaient inscrit avec une lettre, mais moi j'avais rien demandé [...] Toute façon j'en ai rien à faire, je vais pas y aller. » De nationalité française contrairement à son père portugais (employé dans le secteur du bâtiment), et ayant effectué sa Journée d'appel à la Défense, elle est inscrite automatiquement sur les listes électorales dans sa commune de résidence l'année de ses dix-huit ans, procédure dont elle ignorait auparavant l'existence.

De façon générale, le vote en 2012 est perçu par nos enquêtés de manière sceptique, ce qui est largement lié à leur absence d'attentes envers la politique. Damien, qui a la particularité de vivre avec ses parents (cheminot et mère au foyer) dans un appartement situé dans un petit immeuble privé d'une commune plutôt résidentielle de l'Ouest parisien, et semble mieux doté que d'autres, exprime aussi de la défiance pour l'institution électorale : « Moi je dis: faites ce que voulez, mais laissez-moi tranquille [...] ils veulent tous le même fauteuil, monter sur le trône quoi; et après? Ça [son vote] va pas changer les choses. » Un tel désintéret affiché en entretien comme lors d'autres discussions n'empêche

toutefois pas les jeunes rencontrés de voter, souvent plusieurs fois, en 2012⁶³. Comme d'autres enquêtés, Damien s'est par exemple rendu aux urnes aux deux tours de la présidentielle (bien qu'il ne se rappelle pas exactement le nombre de tours et annonce finalement trois votes blancs) et aux deux tours des législatives (aux deux cette fois, votes blancs également).

Dès lors, si le vote est considéré par nos enquêtés comme éloigné de ce qui les concerne au quotidien, cela n'implique pas une abstention systématique comme pourraient le laisser penser les théories de l'acteur rationnel⁶⁴. Le sentiment d'obligation de voter reste très prégnant pour certains d'entre eux dont les parents ont le droit de vote en France, ce qui induit des clivages selon les nationalités des parents de ces jeunes. Ce « devoir » de se rendre aux urnes, lié à leur socialisation familiale – et scolaire dans une moindre mesure – peut constituer un facteur de mobilisation les jours de scrutin. Sofia, qui vit seule et connaît la situation sociale la plus difficile parmi les enquêtés, insiste par exemple sur l'importance du vote et répète à plusieurs reprises combien « c'est un devoir ». De même, Alvaro considère le fait de voter comme « très important » parce qu'« y'en a qui sont morts pour ça ». Sa situation familiale est relativement complexe : il a vingt ans et vit en France depuis l'âge de onze ans chez des personnes qu'il appelle parfois ses « parents » parfois « des gens de la famille », respectivement comptable et agent commercial, propriétaires d'un petit appartement situé dans une commune populaire. Au fil des discussions, nous comprenons qu'il est de nationalité portugaise, fils d'un père inconnu et d'une mère handicapée restée au Portugal et a été placé chez les personnes avec lesquelles il vit et avec lesquelles il semble avoir un lien de parenté éloigné. Dans son cas comme dans d'autres, le sentiment de devoir voter est particulièrement lié à la socialisation familiale, qui distingue sous ce rapport ceux dont les parents ont le droit de vote et « répète[nt] tout le temps qu'il faut aller voter » (Dimitri à propos de sa mère) et les autres. Cette obligation de respecter le devoir électoral n'apparaît ainsi pas avec la même intensité chez des jeunes issus de l'immigration extra-européenne et dont les parents ne possèdent pas ce droit en France⁶⁵. Loin d'être universelle, la norme électorale participationniste⁶⁶, qui correspond aux théories officielles de la démocratie, a donc des conditions sociales. Dans le cas d'individus distants du politique comme nos enquêtés, elle doit aussi, pour être concrétisée en pratique de vote, être réactivée dans le cadre de micro-incitations diffuses en période électorale⁶⁷.

Les rapports à l'institution électorale de certains enquêtés sont ainsi très ambivalents : le sentiment de devoir voter se combine avec un fort désintérêt pour

63. Alors que l'on s'attendait à une forte abstention chez nos enquêtés (voir par exemple HAEGEL, REY, 1997), on remarque qu'ils se sont assez peu abstenus en 2012, que ce soit lors des présidentielles ou des législatives. Sur un total de 10 enquêtés, on note 4 abstentions sur les 40 occasions de vote qu'ont procuré les quatre tours de scrutin en 2012.

64. Par exemple DOWNS, 1957.

65. BARRAULT-STELLA, 2010.

66. TOURNIER, 2009.

67. ROSENSTONE, HANSEN, 1993 ; BRACONNIER, DORMAGEN, 2007.

la politique⁶⁸. Alvaro explique : « tant que je fais ce que je veux je m'en fous, ça m'intéresse pas du tout ». Ce résultat, *a priori* contre-intuitif, a pu être obtenu grâce à la méthode de l'enquête. Les remarques d'Alvaro proviennent de deux discussions différentes, et leur recueil a été rendu possible grâce à la répétition de nos échanges, qui permet de comparer dans le temps différents entretiens réalisés avec le même enquêté. Au-delà des variations liées aux caractéristiques de chaque enquêté, les rapports au vote des jeunes étudiés semblent ainsi largement ambivalents, marqués en même temps par la distance et le désintérêt envers la politique (lui-même corrélé à l'expression d'un fort scepticisme envers l'influence que cela peut avoir sur leur vie quotidienne) et le devoir, transmis en particulier par leur famille, pour ceux qui ont grandi dans des univers familiaux où le vote est la norme.

Nos enquêtés entretiennent donc des rapports distants et ambivalents avec la politique prise dans son acception « légitime ». Leurs propriétés sociales (notamment leur dotation restreinte en ressources culturelles et militantes), leur socialisation familiale et leurs conditions d'existence dans des quartiers populaires de banlieue (où la politique est tendanciellement absente) les conduisent à ne pas s'intéresser à cette activité et à lui accorder une faible attention, y compris en conjoncture électorale de haute intensité comme en 2012. Ces éléments constituent des points communs aux différents jeunes rencontrés, ce qui n'exclut pas qu'il existe chez eux une pluralité de formes de distance au politique. Cette faible politisation tendancielle ne signifie toutefois pas qu'ils soient totalement déposés et ne disposent d'aucune forme de compétences mobilisables lorsqu'ils sont confrontés à la politique, comme en témoigne par exemple la faible abstention au sein de notre corpus⁶⁹.

Des formes de politisation fondées sur des expériences sociales du quotidien

Cette distance à la politique « légitime » n'empêche aucunement les jeunes de milieux populaires rencontrés de voter, d'énoncer des points de vue sur des sujets qui les concernent du fait de leurs conditions d'existence. Au-delà de la distance⁷⁰, nos enquêtés font en effet preuve de diverses compétences issues de leur vie quotidienne (relations sociales localisées, modes de vie, etc.) et de leurs rapports pratiques aux institutions publiques en général (expériences scolaires, relations avec diverses administrations, par exemple sociales ou policières) pour fonder leurs jugements politiques. Ils conservent ainsi une forme d'autonomie face aux modes de pensée politique dominants. Ce sont presque toujours des

68. Ce n'est d'ailleurs pas propre aux jeunes étudiés : DUCHESNE, 1997.

69. Cette faible abstention pourrait relever d'un effet de politisation par l'enquête (une forme de réactivation de la norme électorale par nos échanges répétés en 2012) et/ou être liée à notre entrée sur le terrain par l'école qui nous a sans doute conduit à interroger des jeunes de classes populaires qui ne sont pas parmi les plus distants des normes dominantes.

70. DARRAS, 2003.

expériences sociales « ordinaires », liées aux caractéristiques sociodémographiques et aux contextes de vie, qui façonnent leurs préférences électorales en 2012. Saisir ces dimensions de leurs rapports au politique implique bien de « prendre le parti de relativiser l'idée de leur extériorité et de leur dépossession⁷¹ ». Cela ne revient toutefois pas à laisser de côté le faible intérêt porté à la politique « légitime », ces deux résultats étant davantage concomitants qu'opposés contrairement à ce que pourraient laisser penser certains usages populistes des travaux de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁷².

Des critères de jugements pluriels et essentiellement sociaux

Si les jeunes des classes populaires observés s'intéressent peu aux activités politiques officielles, ils ne sont pas pour autant démunis. Le cas de Valentin suggère d'abord que la distance au politique n'empêche pas certains de ces jeunes, particulièrement bien dotés au sein des milieux populaires, de disposer de certaines compétences empruntées à l'univers politique institué. Valentin vit dans une commune aisée avec ses parents et son frère dans un appartement d'un immeuble HLM isolé. Cet élément nous a incités à l'inclure dans le corpus, en ce qu'il est un indicateur de faible niveau de revenus, malgré les professions de ses parents, petit commerçant en difficulté (kiosque) pour le père et éducatrice dans une crèche pour la mère, qui le rapprochent plutôt des catégories moyennes précaarisées. Il s'agit sans doute de notre enquêté situé le plus haut dans la hiérarchie sociale. Dans son entourage, son père est le plus politisé (de la famille mais aussi des proches de tous les enquêtés) et clairement favorable à l'UMP. D'après lui, sa mère « fait un peu comme mon père », elle ne l'a d'ailleurs pas accompagné lors du premier tour de la présidentielle de 2012, lui laissant une procuration sans désigner explicitement pour qui voter, ce qui n'a pas surpris Valentin, qui est allé voter seul plus tard dans l'après-midi. Ils discutent quelquefois d'actualité, politique incluse, mais c'est son père qui mène systématiquement les conversations. Valentin fait partie de ceux qui ont pu mettre un nom sur les photos⁷³ des candidats principaux (dans l'ordre de reconnaissance : Sarkozy, Hollande, Bayrou, Mélenchon et Marine « Le Pen, comme son père »). Il connaît « de tête, mais pas le nom » d'Eva Joly et dit de Philippe Poutou : « j'ai déjà vu sa tête, mais je sais pas du tout qui c'est ». Valentin est aussi le seul enquêté qui évoque les partis politiques au moment d'émettre une opinion politique ou de parler de son vote⁷⁴. Lorsqu'on lui demande ce qu'il pense des candidats qu'il connaît, il utilise à plusieurs reprises des catégories de jugement empruntées à l'univers politique institué : Marine Le Pen est « antisémite », Mélenchon « parle très bien, c'est un

71. COLLOVALD et SAWICKI, 1991, p. 5.

72. Par exemple KOKOREFF, 2003.

73. Le guide d'entretien de la deuxième vague (avril 2012) comportait à la fin une courte partie « photos » des acteurs politiques, partant de l'hypothèse que les visages pouvaient éventuellement être plus familiers que les noms.

74. On sait qu'en France comme dans d'autres démocraties les connaissances des jeunes relatives aux partis politiques sont très inégalement distribuées socialement : par exemple PRIOR, 2010 ; COFFE, VOORPOSTEL, 2010.

très bon orateur, mais le problème, c'est qu'il est communiste! » Plusieurs des jeunes filles issues de l'immigration de notre corpus comme Sofiatou, disposant de moins de connaissances politiques que Valentin, qualifient dans le même sens Marine Le Pen de « raciste ». Certains des jugements de ces jeunes des classes populaires sont donc fondés sur des catégories politiques. Or l'usage de ces catégories, quoique partiel dans bien des cas, est un indice de compétence politique, que l'on pourrait qualifier ici de compétence à éclipses, et qu'on ne peut saisir qu'en approfondissant la discussion et en nouant des relations de confiance avec les enquêtés.

Il reste que, le plus souvent, les jeunes des catégories populaires rencontrés s'appuient sur d'autres types de critères, sociaux, pour fonder leurs jugements sur les affaires politiques. Nos enquêtés formulent ainsi régulièrement des remarques sur les acteurs politiques fondées sur les compétences sociales attachées à leur rôle politique. Valentin en fournit une illustration : « Bayrou, non je vois pas de qualité... et ses défauts... déjà il bégaie, en plus il répète ce que disent les autres, et il prend pas position... pas crédible quoi! » Damien (père cheminot et mère au foyer) reconnaît également le visage de François Bayrou, et même s'il peine à retrouver son nom, il dit le connaître « parce qu'il s'est fait démonter déjà, plusieurs fois, dans des débats [TV] et tout ça ». Alvaro, qui identifie François Hollande facilement bien qu'il n'ait pas le droit de vote, dit de lui : « Je vois pas trop... je sais pas... mais les Guignols ils le font passer pour un niais! » Ces jugements ne renvoient pas à des critères de la politique instituée (par exemple les programmes politiques), mais reposent sur des qualités sociales attendues par ces jeunes chez des acteurs politiques (comme l'aptitude à débattre publiquement, à bien présenter, à être clair, ou à « ne pas se faire clasher ») et qui mettent en jeu leur crédibilité⁷⁵. Dans le même sens, lorsque l'on demande à Alvaro s'il peut classer les candidats dans un ordre de préférence, il commence par « les moins pires » et déplace en silence les photos en composant l'ordre suivant : François Bayrou, François Hollande, Nicolas Sarkozy, Jean-Luc Mélenchon, Eva Joly et Marine Le Pen (il laisse de côté les autres photos). Après quelques instants, il explique son choix : « c'est à la tête, Bayrou, il a une bonne tête, et ensuite de plus en plus une sale tête pour les autres ». Son classement inclut Jean-Luc Mélenchon, or il n'a pas pu l'identifier à partir de la photo et ignore son nom : le critère du physique est le seul à jouer pour ce candidat. Il ajoute ensuite en regardant son classement : « elle [Marine Le Pen], elle est raciste ». Cet exemple montre qu'Alvaro superpose et prend en compte des critères de nature différente lorsqu'il est sollicité : les catégories politiques (« raciste ») jouent autant que les appréciations liées aux compétences sociales attendues et se mêlent à des jugements esthétiques (une « bonne tête ») parfois très précis (il dit d'Eva Joly qu'il « ne sai[t] pas ses qualités, mais de défaut, elle a mauvais goût en matière de lunettes! »). Ce type de jugements esthétiques, déjà repéré par les travaux classiques sur la politisation, ne s'appuie pas sur des éléments différenciés

75. Par analogie avec l'expérience de joutes oratoires entre jeunes de classes populaires : LÉPOUTRE, 1997.

politiquement. On les retrouve chez tous nos enquêtés, qu'ils portent sur le physique des candidats (les oreilles de Bayrou sont citées dans trois entretiens) ou leurs manières de parler. Sofia n'aime pas Marine Le Pen « parce qu'elle se la pète trop ». Ces préférences physiques, ou celles relevant d'un *hexis* corporel, d'une façon de parler, sont évidemment situées socialement et renvoient pour une large part aux contrastes entre ces jeunes des classes populaires et l'appartenance des acteurs politiques à des groupes sociaux supérieurs.

La production d'opinions sur le politique pour ces primo-votants des classes populaires passe donc concomitamment par plusieurs types d'instruments de jugement⁷⁶ : politiques (au sens d'empruntant à l'univers politique institué), liés aux compétences sociales attendues des candidats et non différenciés politiquement (esthétiques par exemple). Dans tous les cas, ces outils de jugement ont leurs conditions sociales et contextuelles d'usage, qui renvoient à la fois aux expériences sociales des enquêtés et à la situation d'enquête.

L'expérience du racisme comme fondement des rapports au politique

Au-delà de cette question, les points de vue des jeunes des classes populaires rencontrés sur le politique sont surtout fondés sur leurs expériences sociales personnelles⁷⁷. C'est principalement sur la base d'éléments de leur vie quotidienne qu'ils s'appuient pour produire leurs préférences et pratiques électorales. Plusieurs des jeunes rencontrés, issus de l'immigration ou de ce que le sens commun appelle parfois les « minorités visibles » (mais de nationalité française), font ainsi état d'une forme de politisation par l'expérience du racisme, qu'ils y aient été confrontés directement ou à travers certains de leurs proches. Sofia, d'origine algérienne, Sofiatou, dont les parents sont sénégalais et Nelly en fournissent des illustrations. Nelly, dont la mère est antillaise, et noire de peau, raconte par exemple sa recherche de stage dans le cadre de son Bac Pro vente :

« Q : Et sur le racisme ?

– Nelly : C'est surtout pour l'embauche ; je m'en rappelle un jour, j'suis partie déposer un CV à “[grand magasin de vêtements]” à la Défense, je crois j'avais 17 ans, ouais, l'année dernière et euh... donc, j'ai donné un CV à la dame, elle m'a dit OK et tout ; et y'a une autre vendeuse du magasin, elle est venue me voir et elle m'a dit : t'as pas un autre CV et lettre de motivation ? Je lui dis : si pourquoi ? Elle me dit euh : vaut mieux que tu me le donnes à moi parce que la vendeuse là-bas elle va le jeter c'est sûr, elle va même pas le voir... j'ai dit : Ah... Ok, et je lui ai redonné [...] Surtout le problème c'est quand tu vas déposer ton CV, les gens ils te voient... moi, ça me dérange pas de mettre mon nom et prénom, “Nelly” ça fait... ça fait pas noir, ça fait pas blanc... »

76. SARIS, SNIDERMAN, 2004 ; GAXIE, 2013 ; TIBERJ, DENNI, MAYER, 2013. L'analyse des instruments de jugement est développée dans le chapitre 6 du présent ouvrage.

77. GAXIE, 2002a.

Pour ces jeunes, l'expérience du racisme – qui peut être interprétée comme une forme parmi d'autres d'injustice susceptible de politiser les individus⁷⁸ – apparaît centrale dans leurs appréhensions du politique. Le sujet revient d'ailleurs à plusieurs reprises dans nos échanges, souvent spontanément, et fait écho aux phénomènes d'ethnicisation des rapports sociaux aujourd'hui observables dans les quartiers populaires⁷⁹. Le racisme, expérimenté en première personne ou relayé par des proches, incline aussi fortement ces jeunes des quartiers populaires, issus de l'immigration ou à l'apparence physique étrangère, à s'ancrer à gauche politiquement⁸⁰. Pour Sofiatou, 19 ans, noire de peau, le choix politique se fait par rejet des candidats de droite pour des motivations liées au racisme :

- « – Sofiatou: Je les connais pas non... sauf Sarkozy et Le Pen mais je les kiffe [aime] pas du tout [...] Sarkozy il se la raconte trop, quand il est venu dans mon quartier, il s'est fait victimiser, faut pas qu'il revienne sinon il va pas ressortir [rires] [...] Marine Le Pen laisse tomber y'a pas pire, c'est une raciste de chez raciste.
– Q: Et tu préfères qui alors, tu voterais quoi si tu votais?
– Sofiatou: Je pense la gauche, oui la gauche.
– Q: Qui en fait?
– Sofiatou: Je sais pas mais à gauche.
– Q: Ah ok... et tu sais pourquoi à gauche?
– Sofiatou: Ben je trouve qu'ils sont plus sympas à gauche c'est tout, et au moins ils sont pas racistes. »

L'appréciation de Sofiatou (père ouvrier, mère sans emploi) ne mobilise pas les programmes ou la campagne, qu'elle ignore largement. Son opinion repose sur le critère du racisme estimé des candidats (à l'image de Marine Le Pen). Si le racisme peut constituer un critère idéologique à l'appui du rapport au politique de certaines populations politisées, il constitue plutôt, pour les jeunes issus de l'immigration dont il est ici question, un élément pratique leur permettant d'exprimer leur ressenti sur certaines expériences de rejet qu'ils considèrent comme liées à leurs origines. Ses expériences passées de la discrimination – qui ne constituent pas des cas isolés⁸¹ – y sont pour beaucoup :

- « Quand on n'est pas français français⁸² genre blanc tout ça, on est mal vu [...] rien que comment les gens ils te regardent dans le train ça veut tout dire [...] le racisme c'est le truc le plus important. »

Des expériences sociales de la vie quotidienne, comme le racisme ressenti⁸³ par certains jeunes des classes populaires, peuvent ainsi constituer le support central de leurs rapports au politique et, on le verra, générer des pratiques électorales.

78. GAMSON, 1992.

79. HAMIDI, 2010a et 2010b.

80. CESARI, 1993; LE NAOUR, 2004; BARRAULT-STELLA, 2010.

81. Voir par exemple: JOBARD, NÉVANEN, 2007.

82. Sur l'importance du sentiment d'appartenance nationale en matière de rapports au politique: RIBERT, 2006.

83. Dans le même sens: LAPLANCHE-SERVIGNE, 2014.

Socialisation scolaire, socialisation politique

Le poids des expériences scolaires de ces jeunes sur leurs appréhensions du politique⁸⁴ va dans le même sens. Des travaux récents ont souligné l'importance de la socialisation professionnelle⁸⁵ ou des rapports au lieu de vie⁸⁶ en matière de comportements politiques. L'enquête souligne dans le même sens que la socialisation scolaire, sans se limiter aux connaissances factuelles⁸⁷ ou aux normes citoyennes⁸⁸ transmises par l'institution, peut façonner les préférences politiques.

Les jeunes des classes populaires rencontrés ne sont pas nécessairement désinvestis scolairement et, dans la période contemporaine, ils peuvent placer des attentes élevées dans l'institution⁸⁹. La filière d'appartenance scolaire peut ainsi conduire des lycéens professionnels à porter attention à certains enjeux politiques. Tel est par exemple le cas de Thomas qui, bien que vivant dans une cité HLM, appartient aux strates relativement bien dotées des milieux populaires (père électricien, mère employée) et se déclare non intéressé par la politique. S'il ne connaît pas du tout Europe Écologie-Les Verts et sa candidate en 2012, il explique toutefois qu'« un des sujets importants pour le président, ça sera l'écologie et la planète ». En approfondissant la discussion, la saillance de cet enjeu pour lui est liée à sa formation scolaire en ébénisterie et à son anticipation d'un débouché professionnel dans les métiers du bois⁹⁰. Il s'appuie d'ailleurs sur ses expériences scolaires pour justifier l'intérêt qu'il porte à cette question :

« Je le vois bien dans le bois, ils détruisent toutes les forêts sur la Terre, en Amazonie et tout [...] ça pose un problème franchement pour la survie de l'humanité moi je pense et puis moi dans mon boulot ça peut compter aussi [...] Le bon bois il faut en garder et pas le gaspiller, c'est pas tous la même qualité pour le travailler. »

Il raconte aussi avoir échangé sur la question avec un de ses enseignants d'une matière technique⁹¹. Lors du second entretien, au cœur de la campagne en avril 2012, nous abordons à nouveau l'écologie et il précise qu'il aimerait que « Nicolas Hulot [qui n'est finalement pas candidat] gagne les élections », mais qu'il « sait pas trop ce qu'il fait, ni s'il peut gagner ». Bien qu'il ne fasse pas preuve de connaissances politiques étayées, son intérêt pour l'écologie est constant au cours de l'enquête. Il perçoit cet enjeu comme politique et discours régulièrement en la matière en mobilisant ses expériences personnelles, notamment scolaires. Le même type de processus est observable chez d'autres enquêtés, les rapports à la

84. MICHON, 2006 ; PAGIS, 2014.

85. MISCHI, 2011.

86. RIVIÈRE, 2008, GIRARD, 2013.

87. FAVRE, OFFERLÉ, 2002.

88. DÉLOYE, 1994.

89. PÉRIER, 2005 ; DELAY, 2011 ; BARRAULT-STELLA, 2014.

90. Sur ce type de socialisation par anticipation : MERTON, 1969 ; et sur ses relations éventuelles avec la (non) politisation des classes populaires : BARRAULT-STELLA, 2010.

91. Sur la variabilité des attitudes des enseignants de lycées professionnels vis-à-vis de leurs élèves et leur possible transmission de savoirs politiques : JELLAB, 2005.

politique de ces jeunes ne relèvent donc pas seulement de la distance, même s'ils empruntent des formes essentiellement pratiques⁹² qui sont rarement décrites comme « politiques » et ne sont pas toujours converties en soutien électoral.

Les jeunes des classes populaires rencontrés sont donc caractérisés à la fois par des relations distantes à la politique « légitime », et par des modalités propres d'appréhensions du politique et des élections. Au-delà de la dépossession, ils sont dotés de compétences issues de leur vie quotidienne et de leurs propres expériences sociales (dans le quartier⁹³, à l'école, etc.) qui fondent leurs points de vue et leurs préférences politiques⁹⁴. En complément de la domination, on perçoit bien une forme d'autonomie relative de leurs modes de pensée en politique par rapport aux catégories officielles et à la politique institutionnelle. Les interprétations « légitimistes » et « relativistes » n'apparaissent donc pas incompatibles empiriquement mais complémentaires : l'autonomisation est aussi l'un des effets de la distanciation. En outre, puisque les expériences sociales de ces jeunes des classes populaires constituent le support privilégié de leurs appréhensions du politique, on peut s'interroger sur les effets de la diversité de leurs conditions d'existence sur leurs comportements politiques.

Différenciation des classes populaires et pluralité des rapports à l'État

L'hétérogénéité des classes populaires contemporaines et les rapports sociaux internes à ces catégories introduisent des variations dans les rapports au politique et les pratiques électorales. Les jeunes observés en 2012 en fournissent de multiples illustrations. La variabilité de leurs trajectoires et de leurs ressources sociales (et donc de leur stabilité sociale), de leurs filières au lycée, de leurs origines nationales, et de leurs lieux d'habitation induit des expériences sociales et des conditions d'existence diversifiées et inégales. Ils appartiennent ainsi à différentes fractions, ou strates si l'on préfère, des classes populaires, et ces « petites différences » sociales⁹⁵ pèsent fortement sur leurs comportements politiques en 2012. Cette différenciation sociale produit en particulier des formes de distinctions et de hiérarchisations internes aux catégories populaires, qui concourent à l'expression de préférences politiques et de votes variés, allant de l'abstention au vote de droite ou d'extrême droite, du vote blanc au vote PS ou Front de gauche. Derrière des attentes et des choix politiques contrastés, se jouent des enjeux de positionnements et de rapports sociaux qui vont de pair, plus généralement, avec différentes relations à l'État.

92. Daniel GAXIE a souligné combien les « opinions émises sur la plupart des enjeux sociaux [sont] indépendantes de l'intérêt pour la politique » et ont un « caractère principalement pratique », notamment dans les milieux populaires : GAXIE, 1990b, p. 163.

93. MERKLEN, 2009.

94. Cela ne signifie toutefois pas que ces compétences constituent des équivalents fonctionnels aux compétences politiquement différenciées observables chez d'autres groupes sociaux mieux dotés : GAXIE, 2007. En particulier, voir les liens entre compétences politiques fortes et facilité à faire représenter politiquement des intérêts sociaux : DELLI CARPINI, KEETER, 1996.

95. HOGGART, 1970 ; LAHIRE, 2004.

Dans le cadre de la seconde vague d'entretiens début avril 2012, nous avons opté pour des questionnements convergents sur trois thématiques : l'immigration, la sécurité et la dette. Si ce dernier enjeu n'apparaît pas central pour les jeunes étudiés (sauf à le présenter au prisme des ressources économiques mobilisables dans la vie quotidienne dont tous les enquêtés se disent trop peu dotés), les deux autres donnent lieu à la formulation de points de vue variés, voire opposés, selon leur appartenance à telle ou telle fraction des classes populaires et, en particulier, en fonction de la stabilité de leur situation sociale (attachée à la structure et aux volumes de leurs ressources) et de leur origine nationale (franco-française, étrangère du continent européen, origines immigrées d'Afrique du Nord et subsahariennes). On observe en ce sens des affinités électives entre l'appartenance à certaines fractions des classes populaires et l'expression de certaines attentes vis-à-vis du politique, et plus généralement de l'État⁹⁶.

L'immigration entre racisme subi et rejet des immigrés

Le thème de l'immigration en constitue une première illustration. Selon leurs trajectoires migratoires familiales et leurs ressources, les jeunes rencontrés sont amenés à formuler des points de vue très contrastés. Ainsi, pour Sofiatou, d'origine sénégalaise, appartenant aux strates les moins dotées des milieux populaires (père ouvrier, mère sans emploi, habitante d'une cité HLM) et ayant fait l'expérience de la discrimination raciale comme Nelly (une de ses meilleures amies), la question de l'immigration est systématiquement reformulée en termes de racisme subi. Aucun autre point de vue sur le sujet n'est émis dans les discussions malgré plusieurs interrogations en ce sens au cours de l'année. C'est son expérience personnelle qui prime dans la formulation de son avis, son point de vue n'étant pas réductible à des caractéristiques « ethniques » ou d'origine nationale⁹⁷. Il est aussi lié, concomitamment, à la faiblesse de ses ressources économiques et à son positionnement subalterne au sein des catégories populaires :

« J'avoue y'a pas que les renois et les reubeus qui se font carna [emmerder] comme ça, c'est aussi comme tu t'habilles et comment les gens ils te voient, à cause des clichés quoi. J'ai une copine de mon quartier, c'est une pure Française, je crois elle est bretonne ou un truc comme as [ça]. Mais les gens ils la regardent comme nous, en mode t'es étranger et tu sais pas te tenir [...] C'est comme si les mecs ils étaient cistera [raciste] contre une pure Française, c'est ouf [fou]. Tout ça à cause de son style et du fait qu'elle traîne avec des renois. »

Il ne semble pas possible d'isoler qualitativement l'effet propre d'une caractéristique comme le fait d'être d'origine étrangère ou issu de l'immigration. Ce sont des configurations ou des spectres de propriétés – articulant en l'espèce les origines nationales avec les ressources socio-économiques des enquêtés et leur

96. COUTANT, 2005 ; SIBLOT, 2006 ; BARRAULT-STELLA, 2010 ; ZUNIGO, 2013 ; SIBLOT, CARTIER, COUTANT, MASCLET, RENAHY, 2015, p. 255.

97. Contrairement à ce qu'explique par exemple : CORTÉSÉRO, 2012.

appartenance à telle ou telle strate des classes populaires – qu'il faut envisager pour comprendre ces variations de points de vue en matière d'immigration.

En ce sens, Alvaro, d'origine portugaise et mieux doté économiquement, n'a pas le même rapport à l'immigration. Sans nier le racisme, il ne le constitue pas en élément central dans la production de ses préférences politiques. Il fait plutôt preuve d'un fort détachement sur la question. En discutant de Marine Le Pen, il raconte : « elle veut virer tous les étrangers [...] bon, si elle est élue et que je doive partir ailleurs, ben je partirai ». Ses origines nationales étrangères mais non extérieures à l'Europe, sa couleur de peau sans doute moins distinctive que dans les cas de Sofiatou ou Nelly, et son appartenance aux strates supérieures des milieux populaires (il est élevé par un comptable et un agent commercial qui sont propriétaires de leur appartement) expliquent son moindre intérêt pour ces enjeux. Il se dit d'ailleurs « rarement » victime de discrimination et se distingue volontiers des élèves du lycée d'origines maghrébines et africaines. Le cas de Dimitri, d'origine française et blanc de peau, souligne également l'importance de telles configurations de propriétés. Lorsque l'on aborde l'immigration, il émet des jugements extrêmement critiques sur les étrangers : « Dehors les bougnoules [...] y'en a, je te jure, ils savent pas vivre, ce sont des singes [...] Déjà c'est pas leur pays, et en plus ils viennent d'arriver et ne veulent pas s'intégrer. » Ses appréciations très négatives des immigrés⁹⁸ (qu'il réduit tacitement aux populations aux apparences noires et maghrébines) sont liées à son origine « 100 % français [...] vrai blanc » et, dans le même temps, à son appartenance aux franges des milieux populaires disposant de plus de ressources économiques et d'un statut relativement stable (son père est un ex-boucher à la retraite propriétaire de son pavillon, sa mère, avec laquelle il vit dans une cité HLM, est assistante maternelle). Dimitri raconte aussi, longuement et à plusieurs reprises au cours de l'année, les scènes « d'emmerdes » et de tentatives de racket dont il a été victime de la part de « caillera [racaille] qui, tout le monde le sait bien, ne sont pas trop des blancs blancs⁹⁹ ». Bien que les chercheurs puissent être tentés d'interpréter ces phénomènes sous un angle idéologique¹⁰⁰, c'est l'intrication de propriétés d'origines nationales et socio-économiques¹⁰¹ – directement liées à des enjeux de positionnements sociaux et de distinction interne aux classes populaires – qui explique ces variations de points de vue quant à l'immigration.

L'insécurité entre faux problème et attentes de répression

On retrouve le même type de mécanismes sur le thème de la sécurité, où les attentes des jeunes rencontrés sont fortement différenciées selon leur position au sein des classes populaires. Soit Sofiatou, dont le père est ouvrier et mère sans

98. Il faudrait approfondir l'analyse pour saisir l'importance de l'ancienneté dans les stratégies de distinction sociale au principe de ce type de rejet des immigrés les plus récemment arrivés : ELIAS, SCOTSON, 1997.

99. On sait que ce type d'expérience scolaire peut disposer au vote FN : BRUNEAU, 2002.

100. WEBER, 1994.

101. FASSIN, 2010 ; BRACONNIER, DORMAGEN, 2010 ; HAMIDI, 2010a.

emploi, vivant en cité HLM, noire de peau, d'origine sub-saharienne et appartenant aux strates les moins dotées économiquement des milieux populaires :

- « – Q: Et tu penses quoi du problème de l'insécurité?
- Sofiatou: Le problème de quoi?
- Q: La sécurité quoi, le fait qu'il y ait des agressions, des vols, des rackets, etc.
- Sofiatou: Ah ça... Non, mais ça c'est un problème de babtou [blanc] et de bourgeois qui se fait victimiser laisse tomber... Ils disent c'est la banlieue, mais ils connaissent même pas. Moi j'habite en cité depuis que je suis née et il m'est jamais rien arrivé. »

L'insécurité est pour elle un « faux problème », liée à la peur d'individus qui « ne connaissent pas » les banlieues. Elle n'a aucune attente de protection de la part du politique ou de l'État. Son point de vue est essentiellement pratique et lié à ses expériences quotidiennes, elle a d'ailleurs tendance à décrire négativement l'intervention des forces de l'ordre : « les keufs (policiers) moi je kiffe pas ». Les références partisans ou idéologiques sont absentes dans son discours, à l'exception peut-être du mot « bourgeois » – désormais absent de la plupart des prises de position politiques – prononcé par Sofiatou dans le souci de désigner les « autres », « eux¹⁰² », « ceux qui ne sont pas de banlieue ». Le point de vue de Nelly, qui présente des caractéristiques proches, va dans le même sens : la sécurité ne fait pas problème pour elle, dans les quartiers populaires comme ailleurs. Elle n'a ainsi aucune attente à l'égard de l'État en la matière.

Par contraste, ce thème est beaucoup plus saillant pour d'autres jeunes rencontrés, plus favorisés socialement, non issus de l'immigration non européenne et vivant généralement davantage à proximité de grands ensembles HLM qu'en leur sein. Ainsi, Ana, franco-portugaise, fille d'un employé du bâtiment et d'une assistante maternelle propriétaires de leur petit pavillon proche d'une cité, appartient aux groupes les mieux dotés des classes populaires¹⁰³. Elle considère que l'intégration de sa famille en France a été réussie, notamment parce que ses parents « ont toujours travaillé [...] ils ne font pas de vague¹⁰⁴ » :

- « – Q: Tu penses quoi du problème de la sécurité?
- Ana: Là c'est un truc important, parce que y'a trop de gars qui foutent le bordel [...] Moi je suis pour qu'on les punisse plus, qu'on fasse respecter le droit et le tribunal tu vois parce que franchement y'a vraiment trop de racailles [...] Après faut pas tout confondre tous les jeunes qui habitent en banlieue et ceux qui foutent le bordel.
- Q: Mais au niveau des candidats, du coup tu sais ce qu'ils proposent et qui tu préfères pour ça?
- Ana: Non franchement non. Mais on s'en fout en fait parce que c'est pas les hommes politiques qui vont changer quelque chose, c'est la police qui doit plus faire gaffe c'est tout. »

102. HOGGART, 1970.

103. RIVIÈRE, 2008.

104. Sur le travail et le mérite comme valeurs centrales – donc potentiellement distinctives – dans les classes populaires : HOGGART, 1970 ; SCHWARTZ, 2002.

Cette enquêtee favorable à une répression forte de l'insécurité et qui prend cet enjeu très au sérieux n'est pas d'origine étrangère saharienne ou sub-saharienne (« les reubeus [arabes] et les renois [noirs], c'est très différent des Portugais »), et elle se situe dans les strates supérieures des milieux populaires au sens où ses ressources économiques sont relativement élevées. Ses parents ont par exemple acheté leur pavillon dans une banlieue populaire, et elle n'évoque guère de difficultés d'ordre économique. Issue d'une famille d'origine portugaise, elle considère aussi que « [son] intégration a été réussie, contrairement à d'autres » dont elle se distingue volontiers dans le souci d'affirmer sa supériorité sociale¹⁰⁵. Elle exprime ainsi des attentes étatiques fortes en matière de sécurité, évoquant par ailleurs des « peur[s] d'être emmerdée par des racailles [« les reubeus et les renois » précédemment évoqués] dans le train ». Ces points de vue contradictoires selon la fraction d'appartenance au sein des catégories populaires se retrouvent d'ailleurs dans le cadre de discussions entre ces jeunes.

La politisation des discussions par le conflit social

Une discussion collective avec certains de nos enquêtés, en février 2012 au lycée, fournit une autre illustration de ces différences sociales internes aux classes populaires induisant des variations dans leurs points de vue sur des sujets politiques. Dans cet exemple, la politisation se donne à voir dans les interactions ordinaires¹⁰⁶, dans les micro-confrontations quotidiennes qui traversent leur vie lycéenne. Il ressort de cette discussion collective, comme des entretiens individuels répétés, le même type de polarisation et de tensions entre d'une part des jeunes filles¹⁰⁷ issues de l'immigration non européenne et parmi les moins dotées des catégories populaires plutôt favorables à la gauche politiquement, et d'autre part de jeunes garçons d'origine française ou d'un pays européen, plus favorisés économiquement et orientés à droite :

« – Sofiatou : Après, peut-être que toi [en s'adressant à Valentin] t'es pour [Nicolas Sarkozy] tu vois, mais moi, moi chuis pas raciste ou quoi tu vois, mais bon, je suis... Désolée mais faut penser à tout le monde. Sans les immigrés, sans les immigrés je te promets la France c'est rien,

– [Geste négatif de Valentin]

– Sofiatou : Non mais je le dis tu vois, parce que c'est vrai, sans les immigrés la France c'est rien. Tous les travaux genre femme de ménage, les travaux... éboueurs... tu vas jamais voir un 100 % français faire ça

– [Valentin se penche en avant au-dessus de la table]

105. Dans le même sens : CARTIER, COUTANT, MASCLÉ, SIBLOT, 2008.

106. HUCKFELDT, SPRAGUE, 1995, p. 150.

107. Il n'est pas possible, à partir de nos matériaux collectés à la fois par un enquêteur et une enquêtrice, d'isoler d'effets propres des propriétés générées sur les rapports au politique des jeunes étudiés : les expériences sociales du quotidien (comme le racisme), les trajectoires migratoires et l'appartenance à diverses fractions des catégories populaires semblent plus structurantes en l'espèce. Contrairement à une hypothèse de départ, nous n'avons par exemple pas constaté que les filles rencontrées étaient moins intéressées ou moins compétentes politiquement que les garçons.

– Sofiatou : chuis désolée, tous les travaux de merde j'te promets c'est toujours nous qui le faisons franchement ! [... elle critique longuement Nicolas Sarkozy]

– Alvaro : Franchement tout le monde dit la France c'est pourri, mais en attendant c'est en France qu'on a le travail, donc moi, je pense que c'est plutôt pas mal, après des fois y'a des difficultés, c'est comme partout...

– Enquêteur : Et toi t'as une opinion sur Sarkozy [vers Alvaro] ?

– Alvaro : Non... Sarko, ou les verts, ou les jaunes... tant qu'on me laisse faire ce que j'veux... [...] Ben, moi, je suis un immigré alors... Franchement c'est pas Sarko, ou la politique, c'est la France, c'est le système français qui nous donne l'opportunité de travailler, de faire ce que je veux là où je veux donc... Euuh, faire mes trucs dans mon coin [...] j'ai pas de problème avec ma nationalité quoi...

– Valentin : Faut dire qu'il appartient à l'Union Européenne donc... quand même...

– Enquêteur : Et toi tu... [vers Sofiatou] ?

– Sofiatou : Non pas du tout, moi je suis née en France. C'est mes parents qui sont sénégalais en fait, mais en France depuis loonnngtemps, j'étais pas née quoi, donc euhh, 20 ans au moins, mais... depuis 40 ans genre... Mais avant la France c'était plus facile en fait. »

Cet extrait de discussion montre certains des mécanismes de distinction à l'œuvre au sein des catégories populaires contemporaines, à travers une double opposition sociale et politique : d'une part sur l'immigration et d'autre part sur le candidat UMP en 2012. Bien qu'en partie encouragé par les enquêteurs, le débat donne à voir comment de petites différences sociales produisent de grands écarts politiques et illustre des formes de politisation des discussions par le conflit¹⁰⁸ autour d'enjeux de positionnements sociaux¹⁰⁹ et de visions du monde.

Physiquement, ces jeunes ne se sont pas installés au hasard autour de la table : les garçons en ébénisterie font face aux deux filles, Sofiatou et Nelly (qui se sont installées après eux et près de la porte), les enquêteurs sont en bout de table, au milieu de ces deux groupes préfigurés par leur positionnement dans l'espace. Les propos de Sofiatou, qui passe du terme « les immigrés » au « nous », alors qu'elle est née en France, au fur et à mesure de son intervention face à (et contre) Valentin, ont pour effet de réaffirmer les différences entre eux. La montée en généralité « politique » qu'elle formule est éclairante, sans que l'expérience personnelle sur laquelle ces distinctions sont construites ne s'efface pour autant. Alvaro, pris à témoin du regard par Valentin, un de ses amis proches, re-personnalise par l'emploi appuyé du « je » et dépolitise quant à lui cet enjeu, trouvant ainsi par ses réponses une façon de sortir de la discussion et du conflit dans lequel il est pris à partie. Cette interaction relativement tendue se conclut pour lui par la phrase de Valentin, qui le replace « de son côté » en le séparant symboliquement des « autres » par la convocation de « l'Union Européenne donc... quand même... » Nelly quant à elle, bien présente aux côtés de Sofiatou, ne prend pas la parole à ce moment-là, mais approuve de la tête et grimace pendant tout l'échange. Les rapports sociaux et les tensions entre ces lycéens apparaissent

108. DUCHESNE, HAEGEL, 2004.

109. LIGNIER, PAGIS, 2012.

fortement structurants dans ces conversations politiques. Si ce type de discussion conflictuelle est sans doute plus rare et plus brève hors d'une situation d'enquête, ces observations confirment les résultats qui se dégagent des entretiens : pour ces jeunes, l'appartenance à différentes strates des classes populaires, objectivées notamment par des ressources économiques inégales et des origines nationales contrastées, induit ainsi des variations dans les attentes par rapport à l'État et dans leurs attitudes politiques.

La conversion électorale de luttes sociales internes aux classes populaires

Les pratiques électorales de nos enquêtés soulignent au final l'importance de ces clivages sociaux qui sont parfois convertis en choix politiques opposés¹¹⁰. Lors des élections de 2012, les comportements des jeunes rencontrés sont en effet différenciés selon leur position au sein des classes populaires et les expériences sociales contrastées qui en découlent. Leurs différents intérêts sociaux, attachés à l'appartenance à diverses strates des catégories populaires, sont convertis en préférences diverses à l'occasion des événements électoraux. Au-delà des variations dans les orientations politiques, ce sont systématiquement leurs points de vue sociaux et leurs expériences personnelles (ou celles de leurs proches) qui sont au principe des justifications (*ex ante* et *ex post*) de leurs choix.

Ainsi, parmi les jeunes des classes populaires rencontrés, les plus favorables à la gauche (au PS en particulier) lors des élections de 2012 sont surtout ceux qui ont des origines immigrées sahariennes et sub-sahariennes, ont fait l'expérience du racisme, et disposent de ressources économiques particulièrement faibles. Ils vivent d'ailleurs le plus souvent en HLM et/ou dans une « cité », et leur famille n'est pas propriétaire de leur logement. Le cas de Sofiatou est sur ce point convergent avec celui de Sofia : issue d'une famille d'origine algérienne (sa grand-mère maternelle est kabyle et la famille de son père – incarcéré – est originaire d'Oran), elle prend très clairement position pour François Hollande et déteste Marine Le Pen. Elle annonce ainsi (dès février 2012) un vote pour le candidat socialiste aux deux tours de la présidentielle et l'explique en invoquant deux éléments¹¹¹. Le premier est un débat télévisé où plusieurs participants à l'émission posent des questions aux candidats. Dans ce cadre, elle observe que la candidate du FN « parle trop mal » aux intervenants « genre... euh... comme nous » c'est-à-dire issus de « minorités visibles ». Deuxièmement, elle prend appui sur le programme de Marine Le Pen, qu'elle résume ainsi : « d'un coup, si je suis élue, tout le monde dégage ! » en parlant des immigrés, pour établir que la présidente du Front national est bien « raciste ». Ses expériences de la discrimination et ses rapports avec d'autres individus d'origine « franco-française » la conduisent, on l'a vu, à faire du racisme un fondement central de son rapport au politique. Bien qu'elle connaisse peu les programmes des candidats ou les controverses politiques

110. Pour une vision exhaustive de leurs votes en 2012, voir le tableau *supra*.

111. NEUMAN, JUST, CRIGLER, 1992.

de 2012, elle estime comme d'autres jeunes issus de l'immigration¹¹² que la gauche est plus favorable aux populations d'origines étrangères comme elle : « la gauche ils sont pas racistes, tout le monde sait ça¹¹³ ». Le cas de Nelly, présentant des caractéristiques relativement proches, va dans le même sens : bien que cette dernière ne soit pas inscrite sur les listes électorales, elle émet à de nombreuses reprises des propos favorables à François Hollande, et salue son élection le soir du 6 mai par un texto à l'enquêtrice (« ta vu il a gagne tro bi1 ;) »).

A contrario, parmi les enquêtés qui ont opté lors des élections pour la droite (Valentin, ou Ana) ou pour le FN (Thomas), on trouve tendanciellement des jeunes « franco-français » ou sans origines étrangères sahariennes ou sub-sahariennes (Ana est par exemple française et portugaise). Ils racontent souvent lors de nos échanges avoir fait l'expérience (par eux-mêmes dans le cas d'Ana ou à travers certains de leurs proches pour Thomas) de tensions avec des individus de telles origines nationales :

« Ma copine s'est faite agresser dans mon quartier une fois en venant chez moi, vers sept heures du soir. Ils l'ont poussée et tout pour lui prendre son [lecteur] MP3. Ça m'a rendu fou et on est descendu pour essayer de les choper avec mon père [...] C'était qui à ton avis ? Encore des racailles reubeus et renois. »

Ces jeunes se situent dans le même temps dans les fractions les mieux dotées économiquement des milieux populaires¹¹⁴ et se montrent soucieux de se distinguer des « autres », des populations les plus en difficultés, issues de l'immigration maghrébine ou africaine, faisant appel aux aides sociales et habitant de grands ensembles HLM. Selon Thomas, « c'est toujours eux qui profitent, on le sait bien, ils vont pleurer et tout pendant que mes parents, eux, ils travaillent ». Son point de vue sur les immigrés non européens et aux apparences étrangères est ainsi articulé à ses perceptions de la situation économique et sociale de sa famille. Il raconte en outre :

« J'ai voté Marine Le Pen, elle au moins elle a les couilles de dire qu'il faut les dégager tous ces étrangers qui profitent de la France. Je te l'ai dit, je suis pas raciste, mais je les aime pas trop tous ces reubeus et ces noirs qui ne bossent pas. Je les vois tous les jours dans mon quartier. »

Les propos d'Ana, bien que moins virulents, vont dans un sens similaire. Son origine franco-portugaise, sa dotation plutôt élevée en ressources économiques (ses parents sont propriétaires de leur pavillon près d'une cité HLM et non en son sein) et son souci de distinction par rapport aux « immigrés mal intégrés qui ne s'adaptent pas » la conduisent à voter pour Nicolas Sarkozy aux deux tours de la présidentielle : « j'avais trouvé qu'il s'occupait pas mal des cités. Il est pas

112. BRACONNIER, 2010, p. 120-121.

113. Il n'est pas certain que ce type de réaction soit réductible à un habitus de classe comme pourrait le laisser penser BOURDIEU, 1979 dans son étude des modes populaires de production des opinions politiques. Il convient sans doute d'ajouter à cette interprétation le poids des sociabilités, des interactions et divers rapports sociaux qu'expérimentent ces jeunes.

114. Pour Thomas : père électricien à son compte non diplômé, mère employée dans un laboratoire d'analyses médicales. Pour Valentin : père petit commerçant à son compte et mère éducatrice dans une crèche.

raciste donc c'est bien, mais il s'occupe quand même des problèmes de sécurité en banlieue qui sont liés à l'immigration ».

Ainsi, parmi les jeunes étudiés, la polarisation gauche/droite lors des élections de 2012 apparaît fortement liée, d'une part à des différences d'origine nationale (puis de trajectoires migratoires lorsque l'on affine l'analyse), et d'autre part à des ressources inégales attachés à des statuts sociaux contrastés. Ces clivages sont relativement articulés dans leurs cas et soulignent l'intrication des propriétés sociales et des origines nationales dans la structuration contemporaine des classes populaires françaises. Pour ces jeunes vivant pourtant dans un même contexte de banlieue urbaine, des conditions d'existence, des expériences et des intérêts sociaux variés, induisant des positions diverses au sein des milieux populaires, sont donc au principe de comportements électoraux contrastés en 2012. On peut y voir une forme de conversion en matière politique de luttes sociales « ordinaires », qui s'expriment habituellement lors des rapports sociaux au quotidien (au lycée, dans le quartier, dans les transports, etc.), entre différentes fractions des classes populaires. Dans le contexte contemporain de faible mobilisation et d'une faible représentation politique de ces régions de l'espace social¹¹⁵, tout se passe comme si les luttes sociales se jouaient pour eux, non seulement individuellement, mais aussi davantage entre les différentes fractions des classes populaires que vis-à-vis des groupes dominants.

Les classes populaires et la politique : entre distanciation, autonomisation et différenciation

Par le croisement d'entretiens répétés dans différentes conjonctures et d'observations au sein d'un lycée professionnel, cette enquête auprès de jeunes des classes populaires scolarisés en banlieue parisienne éclaire certains des ancrages sociaux des rapports au politique. À l'encontre d'interprétations simplificatrices en termes de recul des « variables lourdes » ou de « déclin du vote de classe », les déterminations sociales – relatives à la fois au poids des propriétés sociales (position sociale, trajectoire, niveau culturel, ressources économiques, etc.) et à l'importance du contexte d'existence (périphérie urbaine, quartiers populaires, etc.) – restent fondamentales pour comprendre les appréhensions du politique et les mécanismes du (non) vote. Leur observation nécessite toutefois de se donner les moyens empiriques d'approfondir l'analyse sans se limiter à des catégories réifiantes et globalisantes (comme « les ouvriers » ou « les cadres » par exemple).

Si les travaux relatifs aux classes populaires connaissent un certain renouveau depuis une quinzaine d'années¹¹⁶, ceux questionnant leurs rapports au politique ne sont pas si nombreux¹¹⁷. L'enquête auprès de jeunes populaires scolarisés dans un lycée professionnel de banlieue apporte une contribution à la sociologie de

115. Voir par exemple MISCHI, 2010.

116. Notamment suite aux publications de BOURDIEU, 1993 ; et BEAUD, PIALOUX, 1999.

117. Pour une synthèse : PUDAL, 2000, 2009.

la politisation des classes populaires. Ces jeunes présentent tendanciellement des rapports distants – notamment si on les met en relation avec ceux d'autres groupes sociaux – avec la politique dite « légitime ». Leurs propriétés sociales, leurs socialisations et leurs conditions d'existence sont au principe de leur faible intérêt pour les affaires politiques. Ce non-intérêt commun masque toutefois une pluralité de formes de distanciation par rapport au politique, observables par le recours à des méthodes qualitatives ouvrant la voie à une désagrégation analytique du « populaire ». Ces formes de mise à distance de la politique « légitime » par les classes populaires renvoient dans le même temps à l'autonomie relative de leurs cultures et de leurs modes de vie par rapport aux normes dominantes. Ainsi, pour comprendre les rapports au politique des milieux populaires, la fausse dichotomie légitimisme/relativisme, ou s'il l'on préfère distance au politique *versus* capacité à opiner, à voter et à se mobiliser, peut être dépassée empiriquement. À rebours d'une pensée scolastique éloignée du terrain, ces deux postures ne sont en effet pas antinomiques et lorsqu'on les fait fonctionner ensemble empiriquement, elles se révèlent plutôt complémentaires.

En outre, ce type d'enquête approfondie donne accès aux différenciations et distinctions internes aux catégories populaires qui peuvent peser sur leurs attitudes politiques et leurs comportements électoraux. Cette étude apporte en ce sens des éléments de compréhension de la structuration contemporaine des classes populaires, dans les quartiers de périphérie urbaine au moins. La diversité des configurations de propriétés des jeunes populaires étudiés (les inégalités de ressources économiques et culturelles, les trajectoires sociales et migratoires, les filières de scolarisation, la variabilité des expériences sociales, etc.) induit des points de vue, des goûts et des dégoûts politiques contrastés. Si tous appartiennent objectivement aux classes populaires, cette différenciation des conditions d'existence, des intérêts et des rapports sociaux entraîne des orientations et des pratiques politiques divergentes, voire contradictoires. En particulier, cette étude souligne combien les luttes sociales au quotidien entre différentes fractions des classes populaires – notamment sous le rapport de leur stabilité sociale, de leurs ressources économiques et de leurs origines nationales – peuvent structurer leurs préférences politiques et leurs pratiques électorales, comme l'illustrent les orientations des enquêtés allant de la gauche à l'extrême droite en 2012. Tout se passe comme si leurs comportements électoraux constituaient des sous-produits des rapports sociaux et des conflits internes aux classes populaires contemporaines. Dit autrement, dans le contexte actuel, la position relative de ces jeunes au sein des milieux populaires façonne davantage leurs préférences politiques que leur position dans la structure des rapports de classes dans leur ensemble. Si l'on veut pousser plus loin l'analyse, au-delà des controverses souvent stériles sur la définition de ce qui est (ou non) politique, on pourrait sans doute approfondir l'étude de la différenciation des rapports à l'État et des attentes contrastées que cet ensemble d'institutions, contribuant largement à la distribution des positions sociales, peut susciter dans les catégories populaires comme d'ailleurs dans les autres groupes sociaux.

2

« Y a tellement de sujets moins médiocres ! » Les formes du relâchement politique des catégories supérieures

Thibaud BONCOURT, Kevin GEAY

Que savons-nous des rapports ordinaires au politique et au vote des classes supérieures ? Trop peu, sans doute. Paradoxalement, le renouveau des études consacrées à la bourgeoisie dans les sciences sociales françaises contemporaines n'a que peu contribué à mieux connaître cette facette du rapport au monde des classes supérieures. Le succès de l'hypothèse proposée par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot¹ selon laquelle la bourgeoisie constituerait la dernière classe *en soi* mais aussi *pour soi* a ainsi peut-être eu comme effet pervers de décourager les investigations empiriques consacrées à la dynamique de leur politisation. Plutôt que de s'en tenir à la lettre de ces travaux, qui concernaient avant tout la mobilisation territoriale et patrimoniale des classes supérieures, on a ainsi eu tendance à généraliser leurs conclusions à la question de la participation électorale et des pratiques politiques ordinaires. Ce glissement a pu s'opérer d'autant plus aisément qu'on a pris pour acquis, depuis la fin des années 1970 et la publication des travaux de Daniel Gaxie², que les catégories supérieures se caractérisent politiquement par une double compétence objective et subjective qui facilite, en toutes circonstances, leur participation politique. On aurait donc, d'un côté, une classe intéressée par la politique et la participation, entretenant un sentiment de légitimité à opiner, et, de l'autre, une classe caractérisée par son incapacité à s'acquitter du « cens caché » de la participation. Le point commun de ces deux interprétations est de constituer la bourgeoisie en « reflet symétriquement inversé de la situation des classes populaires aujourd'hui caractérisées par une faible compétence et par une faible capacité de mobilisation³ ». La fortune d'une telle construction s'explique sans doute par sa capacité à résonner avec notre connaissance intuitive des classes supérieures. Elle consiste à faire nôtre la perception qui oppose le « nous » populaire et le « eux » bourgeois, ces derniers étant constitués comment radicalement autres⁴. Sans nier les différences de politisation entre

1. PINÇON et PINÇON-CHARLOT, 2005 et 2010.

2. GAXIE, 1978.

3. AGRIKOLIANSKY, 2013.

4. AGRIKOLIANSKY, 2014.

catégories sociales, nous voudrions mettre à l'épreuve la thèse selon laquelle les classes supérieures entretiennent un intérêt constant et une compétence omnibus vis-à-vis de la politique. On doit à Richard Hoggart d'avoir le premier eu l'intuition que les catégories supérieures pouvaient entretenir leurs « formes propres de cynisme et de désenchantement⁵ ». Nous voudrions tester cette hypothèse à propos de ces enquêtés, dont les discours suggèrent en effet plutôt une forme de scepticisme vis-à-vis du politique, qui fonde fréquemment une certaine distance à la politique voire, dans certains cas, une tendance à la remise de soi.

Pour cela, il faut d'abord déconstruire la catégorie « classe supérieure », ou « bourgeoisie », en étant attentif à l'hétérogénéité de ses membres en termes de répartition des capitaux et d'ancrage spatial et professionnel. Nous faisons l'hypothèse que cette hétérogénéité se traduit par une diversité des rapports au politique et des formes de politisation.

Nous avons choisi de travailler sur deux groupes d'individus appartenant aux classes supérieures mais distincts du point de vue du milieu professionnel et du rapport au politique. Le premier se compose d'individus détenteurs d'un capital culturel important, puisqu'il s'agit de professeurs d'université (PU) choisis pour la diversité de leurs ressources intellectuelles. Issus des sciences exactes (mathématiques), des sciences de la nature (biologie), des disciplines économiques (gestion) ou des humanités (lettres), ils ont accumulé dans le cadre de leur formation et de leur activité professionnelle des capitaux intellectuels variés. Le fait que ces individus aient en commun un âge (entre 40 et 50 ans), un statut (professeur des universités) et un lieu d'activité professionnelle (la métropole bordelaise) permet de mieux isoler l'impact de ces ressources particulières sur leur rapport au politique.

Les membres du second groupe se distinguent de ceux du premier par la structure et le volume du capital qu'ils détiennent. Issus de la haute bourgeoisie parisienne⁶, ils cumulent en grande quantité différents types de capitaux. Ils se caractérisent d'abord par la détention d'un capital économique important, lié à l'exercice de professions fortement rémunératrices (cadres supérieurs, dirigeants de grandes entreprises, commissaires-priseurs, avocats, rentiers, artistes et écrivains) et la possession d'un patrimoine conséquent. Ils disposent par ailleurs de ressources culturelles (plusieurs d'entre eux ont un haut niveau de diplôme ou exercent des professions liées au monde de la culture) et réputationnelles importantes (illustrées par leur inscription au *Who's Who in France*⁷). Le fait que tous ces enquêtés aient en commun un capital économique important et possèdent leur lieu de résidence permet, là encore, d'apprécier les effets de la structure spécifique de leurs ressources sur leur rapport au politique.

5. HOGGART, 1970, p. 340-343.

6. Tous les enquêtés vivent dans les beaux quartiers du centre et de l'ouest parisien (7^e, 16^e, Vésinet, Neuilly-sur-Seine).

7. Le nombre de citations dans la presse (*Le Journal officiel*, *Le Monde*, *Le Figaro*, etc.), mais aussi les décorations officielles et le nombre de livres publiés, servent d'étalon réputationnel pour être sélectionné par le personnel du *Who's Who in France*. Sur l'intérêt et les limites de l'échantillonnage des membres de l'élite par la sélection d'individus dans le *Who's Who*, Cf. LEWANDOWSKI, 1974; DENORD, LAGNEAU-YMONET et THINE, 2011.

Il s'agit ainsi d'opérer une comparaison entre deux pôles des catégories supérieures que l'on qualifiera, par souci de simplicité, de pôles « intellectuel » et « économique ». Il ne s'agit pas de suggérer par là une homogénéité interne des deux échantillons, qui ne sont pas strictement cloisonnés, la structure des capitaux détenus n'étant jamais purement intellectuelle ou purement économique. Mais la comparaison entre ces deux catégories d'individus permet de mettre en évidence deux types de rapports au politique distincts.

L'observation comparative de ces deux séries de cas révèle d'abord une différence importante dans leur comportement lors des élections de 2012. Alors que les individus appartenant aux catégories intellectuelles supérieures ont majoritairement orienté leur vote à gauche, les membres du pôle économique ont systématiquement porté leur suffrage à droite. Ces comportements, conformes aux attendus spontanés, apparaissent cependant peu mystérieux d'un point de vue sociologique. Ils correspondent en effet au schéma classique d'un attachement partisan durable et présenté par eux-mêmes sur le mode de la naturalité⁸, comme une évidence liée à des affinités électives objectives entre position sociale et camp politique. Par contraste, l'étude des pratiques politiques quotidiennes des enquêtés (suivi de l'actualité, conversations et jugements politiques) permet de dégager d'importantes différences dans les formes de politisation des membres des deux pôles. Ce chapitre s'intéresse donc moins aux différences de positionnement qu'aux variations plus générales dans le rapport ordinaire au politique des enquêtés.

Les deux parties de l'argumentaire sont respectivement consacrées aux pôles intellectuel et économique des catégories supérieures. La conclusion croise ces terrains pour dégager des invariants et des fluctuations dans le rapport au politique de ces électeurs.

Les catégories intellectuelles supérieures : entre compétences professionnelles et remise de soi

L'observation des entretiens conduits avec les membres du pôle intellectuel de l'échantillon semble, dans un premier temps, révéler une série de formes de politisation et de comportements politiques conformes à l'idéal démocratique du citoyen civique, intéressé, informé et compétent. D'autres données conduisent cependant à nuancer ce constat en faisant apparaître des discours désabusés et critiques à l'égard du politique, ainsi que des manifestations de faible compétence. Pour comprendre cette ambivalence, nous pouvons faire l'hypothèse que cette coexistence d'indices de compétence et d'incompétence est liée à la spécificité du capital culturel accumulé par les enquêtés.

8. CAMPBELL *et al.*, 1960.

Des individus a priori conformes à l'idéal démocratique

Tous les enquêtés du pôle intellectuel affirment sans ambiguïté participer de manière soutenue aux élections et ne manquer un scrutin qu'occasionnellement. Qu'il s'agisse de faire usage d'un « droit fantastique », d'un « privilège » ou de voter « par culture », la participation électorale est revendiquée comme systématique et traduit un fort attachement à la norme civique. Elle est aussi révélatrice d'un intérêt pour la politique qui, s'il n'est pas toujours revendiqué comme important, est néanmoins perceptible dans la régularité des pratiques d'informations et dans la fréquence des conversations politiques des interviewés. Ces derniers font ainsi état d'un suivi régulier de l'actualité politique : qu'elle passe par la presse, la radio ou des chaînes télévisées d'information en continu, l'attention est dans tous les cas quotidienne. Les enquêtés décrivent, en outre, un cadre amical et surtout familial, propice à des discussions politiques régulières, à l'inverse par exemple des jeunes de classes populaires rencontrés dans le premier chapitre. Dans la conjoncture particulièrement intense de la campagne, ces échanges vont jusqu'à se faire quotidiens pour l'ensemble des enquêtés.

Civiques, intéressés, informés, les enquêtés apparaissent également compétents. Ils n'éprouvent ainsi pas de difficultés majeures dans la maîtrise des schèmes de classement liés à l'univers politique⁹. En particulier, ils se positionnent tous spontanément sur l'axe gauche-droite et revendiquent, dans certains cas, une affiliation à un parti politique identifié. Cet auto positionnement, presque toujours à gauche, est systématiquement étayé par des discours articulés mobilisant les catégories légitimes de l'entendement politique. Martin, professeur de mathématiques met ainsi en avant sa « culture de gauche » pour justifier son vote constant pour le Parti socialiste (PS), malgré les sentiments partagés qu'il peut nourrir pour certaines de ses personnalités. En écho, Gabrielle, professeure de lettres, revendique un vote toujours en faveur de la gauche et plus précisément du PS (« je ne saurais pas faire autrement »). Amélie, professeure de biologie, fait état de votes alternativement favorables au PS et aux Verts, deux partis qu'elle identifie comme « plus proches de ses convictions ». Bastien, professeur de gestion, décrit quant à lui par le menu son positionnement « radical de droite » et « modéré », qu'il associe à des personnalités comme Raymond Barre ou, dans une moindre mesure, François Bayrou ou Alain Juppé.

La maîtrise des schèmes de classement et la capacité à s'auto-positionner sont complétées par une certaine connaissance phénoménologique de l'univers politique. Cette dernière se manifeste d'abord par une connaissance des personnalités politiques, à la fois identifiées politiquement et reconnues physiquement. Elle est aussi perceptible dans la production par les enquêtés d'un discours sur le système politique lui-même. Elle est enfin tangible dans le suivi par les enquêtés de l'actualité de la campagne, les enjeux et propositions

9. On suit ici Daniel GAXIE en considérant que la compétence politique est à la fois liée à la « connaissance phénoménologique de l'univers politique » et à la « capacité plus générale à opérer une construction politique de l'espace politique » à partir de schèmes de classement comme l'axe gauche-droite. Cf. GAXIE, 1978.

évoqués par l'enquêteur suscitant généralement des réactions informées. Les données semblent ainsi renvoyer une image attendue des catégories intellectuelles supérieures civiques et compétentes.

Scepticisme et remise de soi

Leur rapport au politique ne peut cependant être réduit à cette apparente conformité à l'idéal démocratique. Deux caractéristiques des enquêtés entrent en effet en contradiction avec cet idéal. La première réside dans les discours fortement critiques tenus par les enquêtés à l'égard du personnel politique. Ces opinions, qui ne se contentent pas de viser les partis adversaires et portent sur l'ensemble du champ, prennent la forme de commentaires critiques, parfois méprisants, à l'égard d'hommes et de femmes politiques perçus comme inconsistants :

« [Dans cette campagne] on était sur "tout pour se faire élire". Tout pour se faire élire, et puis aux législatives c'est "tous derrière celui qu'a gagné". Il n'y a pas de programme. [...] Je sais pas si c'est un monde, le monde politique, qui a bien saisi dans quelle situation on était réellement. [...] Il y a peut-être beaucoup de gens, comme dans beaucoup de professions, [...] qui sont très bons et puis une frange qui sont pas très bons, qui se voient sans doute un peu plus que les gens qui sont très bons, etc. [...] Mais bon en même temps, si les Français étaient capables de juger les gens vraiment sur ce qu'ils sont capables de faire, leurs compétences etc., on aurait aussi peut-être un format d'homme politique qui serait un peu différent quoi. Quand on découvre que Montebourg, il peut pas faire grand chose quand des boîtes ont décidé de fermer... Je suis désolé, à mon avis faut être stupide pour penser qu'il pouvait faire quelque chose. » (Bastien, 45 ans, professeur de gestion)

« Le métier des politiques c'est quand même de gérer la société et d'inventer des solutions pour la gérer de manière novatrice et la plus adéquate possible. Je trouve que nos hommes politiques sont d'une indigence d'idées... sauf des idées que je qualifierais d'électorales. » (Gabrielle, 55 ans, professeure de lettres)

À défaut de prendre toujours cette tonalité véhémement, ces discours critiques prennent *a minima* la forme d'une déception quant aux dynamiques actuelles des campagnes et des débats politiques. La nostalgie est palpable lorsque les enquêtés évoquent le personnel politique antérieur et les campagnes électorales de leur jeunesse. Ces périodes passées sont enchantées et présentées comme le temps de vrais débats de fond, par opposition à des campagnes contemporaines plus superficielles :

« Si on compare la campagne aujourd'hui – si on mettait la télé – c'est dommage, là ils en passent plus, mais il y a des moments à la télé ils passent des rétrospectives des campagnes à l'époque, c'était autre chose quoi. [...] Je veux dire on avait vraiment des... il y avait de la consistance dans les discours quoi. Là il y a des moments moi je peux pas. Puis alors à droite comme à gauche. » (Amélie, 46 ans, professeure de biologie)

Ces discours désabusés ne se contentent pas de prendre pour cible le personnel politique. Ils s'étendent également à des médias présentés à la fois comme superficiels (peu attentifs aux mesures de fond et à l'affût de « petites phrases ») et « orientés » (prenant fait et cause pour l'un ou l'autre des camps politiques). Plusieurs enquêtés manifestent de ce fait la volonté de s'affranchir des discours médiatiques pour se forger des jugements mieux documentés. Ainsi en va-t-il de Martin, un professeur de mathématiques de 43 ans, qui condamne la mise en exergue médiatique de « petites phrases sorties du contexte » dans le but de « faire vendre les journaux ». Face à cette présentation « catastrophique » de la campagne, il préfère se faire sa propre idée en lisant des discours de candidats en intégralité. Bastien (45 ans, professeur de gestion), sur la base de critiques similaires, fait état de son « extrême méfiance vis-à-vis des médias ». Ayant « bien intégré les courants politiques » liés à une presse qu'il considère « non indépendante », il préfère glaner des informations de première main et « faire ses propres calculs ». Amélie (46 ans, professeure de biologie) évoque quant à elle sa déception à l'égard de « médias de plus en plus mauvais » et de débats politiques télévisés dont la piètre qualité est, selon elle, liée aux « journalistes qui [les] animent [...] qui ne sont pas du tout modérés, qui interfèrent, qui posent des questions ». Le scepticisme est ainsi très prononcé à l'endroit de tous types de médias.

Si scepticisme et défiance ne sont pas l'apanage des catégories supérieures (ils constituent plutôt une propriété de la période affectant de façon transversale l'ensemble du corps électoral¹⁰, plus particulièrement abordée au chapitre 7), ils représentent néanmoins un premier indice de non-conformité des catégories supérieures à l'idéal du citoyen électeur. Cette non-conformité peut en outre être mise en évidence à un second niveau, plus spécifique à ces catégories. En contradiction avec les indices de compétence identifiés plus haut, plusieurs enquêtés semblent en effet mal maîtriser certaines des propositions de campagne des candidats, pourtant très saillantes médiatiquement au moment de l'entretien. Amélie, professeure de biologie, manque ainsi de repères au sujet de deux mesures provenant respectivement de la gauche et de la droite (la taxe à 75 % des plus hauts salaires proposées par François Hollande et la TVA sociale intégrée au programme de Nicolas Sarkozy) dont elle cerne mal les contours et qu'elle n'attribue pas spontanément aux bons candidats. Sur ces points, elle abandonne les discours idéologiques ou techniques au profit de commentaires plus proches de ses expériences du quotidien, liées notamment à son entourage :

- « – Q : Les 75 % d'imposition des plus aisés...
- Amélie : Par Mélenchon alors ?
- Q : C'est Hollande qui l'a proposé.
- Amélie : [...] Alors redites-moi la mesure exacte parce qu'à force je... »

« – Q: Toujours sur la fiscalité, la TVA sociale...

– Amélie: Ben ça va un peu dans le même sens [que les 75 % d'imposition, auxquels je suis favorable]. Donc euh... alors après, vous voulez dire... Parce que moi je suis pas familière avec tous les systèmes de prélèvement aussi.

– Q: C'est l'idée d'augmenter la TVA pour alléger les charges sur les entreprises.

– Amélie: Ça je pense que c'est aussi une bonne... Enfin... Ça je pense que je ne peux pas me prononcer parce que au niveau, comment, mécanique du système ça demande quand même des notions en économie que j'ai pas. Mais ce que je sais par contre concrètement, c'est que les charges sur les petites entreprises qui démarrent, c'est extrêmement dur. C'est extrêmement dur de démarrer un business dans ces conditions et ça décourage, ça peut décourager des gens de le faire alors qu'ils seraient parfaitement compétents. Moi j'en connais comme ça, j'ai des amis qui ont démarré des boîtes. »

L'évocation de camps politiques particuliers (notamment les plus « extrêmes ») est pour les enquêtés une autre occasion de relâchement des discours idéologiques ou techniques. Les raisonnements argumentés font alors place à des dégoûts exprimés, chez certains individus, de manière viscérale, à l'image de Gabrielle, professeure de lettres, qui dit « vomir le personnage » de Nicolas Sarkozy. L'extrême droite, placée sur un plan différent des autres camps politiques, fait notamment l'objet d'une aversion sans équivoque qui justifie que les propositions de campagne émanant de ses candidats ne soient pas du tout prises en compte par les enquêtés.

La coexistence chez nos enquêtés de pratiques citoyennes légitimes et moins légitimes (scepticisme, jugements mal assurés, formes de remise de soi) rappelle les comportements « omnivores¹¹ » identifiés chez les membres des catégories supérieures par la sociologie de la culture. Comme le cas des pratiques culturelles, les pratiques politiques des catégories supérieures se caractérisent en effet moins par une forme de « snobisme » (consistant à n'adopter que les comportements les plus légitimes) que par un « éclectisme » (où des pratiques plus ou moins légitimes se retrouvent chez un même individu). Cette omnivorité est dans les deux cas associée à des « dissonances¹² » : les manquements aux pratiques légitimes sont vécus comme des « relâchements » ponctuels par les enquêtés issus des catégories intellectuelles supérieures. Ces derniers ont tendance à s'excuser de ces écarts et à en appeler à la bienveillance de l'enquêteur. Plusieurs enquêtés évoquent ainsi leur charge de travail importante (« excusez-moi, je n'ai pas eu le temps réviser ») ou leur distance à certaines thématiques (« ça, ce n'est pas mon domaine » ; « ça demande des notions en économie que je n'ai pas ») pour expliquer leur faible attention vis-à-vis de certains événements de campagne. Ces appels à la bienveillance révèlent à la fois une forme de compétence statutaire et un sentiment de manquement à cette capacité attendue.

11. PETERSON et KERN, 1996.

12. LAHIRE, 2004.

Une explication par le capital culturel

L'échantillon donne dès lors à voir une coexistence, chez les professionnels étudiés, d'une forte compétence politique sur certains points et de déclarations d'incompétence et d'approximations sur d'autres. Il met aussi en évidence la manifestation conjointe d'un fort degré de civisme et d'un regard cynique et critique sur le personnel politique et les médias. Cette ambivalence peut être expliquée à partir de plusieurs facteurs. Le genre joue ainsi, par exemple, un rôle évident dans le cas des femmes de l'échantillon. Moins tenues socialement d'afficher un intérêt et une compétence politique, ces dernières évoquent en effet plus souvent l'importance de l'opinion de leur conjoint que les hommes rencontrés. La période produit aussi des effets propres favorisant l'expression de scepticisme et de défiance chez des individus par ailleurs compétents. Ces facteurs semblent néanmoins insuffisants pour expliquer l'ensemble des modalités de politisation des individus étudiés. Le capital culturel détenu par les enquêtés et, plus particulièrement, les compétences intellectuelles spécifiques développées dans le cadre de leur activité professionnelle, semblent aussi avoir un effet propre sur leur rapport au politique.

En effet, les savoirs associés à la discipline d'appartenance semblent ici structurer le rapport au politique en alimentant à la fois des sentiments de compétence (dans les domaines proches des connaissances mobilisées dans le cadre de l'activité universitaire) et d'incompétence (pour des questions plus éloignées). Le cas d'Amélie (46 ans, professeure de biologie) est ainsi emblématique de cette coexistence de sentiments de forte auto-habilitation d'une part, et d'auto-déshabilitation et de remise de soi d'autre part¹³. Lorsque la discussion porte sur des thèmes liés à ses domaines d'enseignement et de recherche, elle formule des jugements précis et arrêtés sur les sujets et, par extension, sur leur traitement par les médias et le personnel politique. Elle fait aussi état de son fort engagement personnel, dans les cadres pédagogiques et médiatiques, pour orienter les débats. Elle s'emporte ainsi longuement, par exemple, sur « l'affaire Séralini¹⁴ », sur laquelle elle estime que « pas un média n'a eu un discours cohérent ». Cette insatisfaction l'a poussée à « rentrer dans les blogs de France Info, du *Nouvel Obs* etc. pour donner [son] point de vue » et à longuement expliquer à ses élèves le caractère fallacieux de la démarche de Gilles-Éric Séralini et de sa mise en récit médiatique. Par contraste, lorsque la conversation porte sur des questions économiques, les connaissances de l'enquêtée apparaissent limitées et elle se réfugie dans ses expériences concrètes, dans celles de ses proches ou dans les jugements de son compagnon pour forger des opinions mal stabilisées. Ses avis sur le personnel politique peuvent alors se faire plus esthétiques et impressionnistes que proprement politiques :

13. Sur l'auto-habilitation, voir GAXIE, 2007.

14. Cette « affaire » est liée à la publication en 2012 d'une étude sur la toxicité du *Roundup* et du maïs OGM. Dirigée par Gilles-Éric Séralini, cette étude a été d'abord relayée par le *Nouvel Observateur* avant d'avoir un fort écho médiatique. Elle a néanmoins fait l'objet de nombreuses critiques de la part de la communauté scientifique.

« Moi je ne suis pas capable de juger très honnêtement, je ne suis pas du tout dans le domaine économique. C'est vrai que l'économie est quand même au centre des projets présidentiels, je pense que vraiment il faut régler le problème économique... et social, mais économique il est quand même en grave danger. Moi j'ai pas la capacité – parce que je suis biologiste, je suis pas dans le domaine économique – j'ai pas la capacité de juger du bien-fondé de ce que [Jean-Louis Borloo] a pu dire, mais avec un regard quand même extérieur, j'ai le sentiment qu'il y avait de la réflexion et pas sans arrêt de la polémique. Après c'est aussi des jeux hein, souvent. Mais pour ce que j'en ai vu, je trouvais agréable, moi qui aime pas trop les discours où je comprends pas tout, je trouvais agréable la communication, et l'impression d'avoir en face de moi quelqu'un qui était convaincu lui-même, qui portait une volonté de faire du bien à notre pays. »

Les domaines de spécialisation intellectuelle agissent comme autant de « poches de compétences » qui génèrent des jugements étayés et arrêtés sur des événements ou des personnalités politiques. Parce qu'ils possèdent une maîtrise pointue de certains domaines spécifiques, les enquêtés sont prompts à dénoncer les raisonnements « hâtifs », « simplificateurs » voire « stupides » tenus sur ces sujets par des acteurs politiques et médiatiques. Cette revendication d'une expertise face à un personnel politique « incompetent » est révélatrice de la concurrence existant entre catégories intellectuelles supérieures et hommes politiques et, plus généralement, entre différentes fractions des catégories dominantes. Le professeur de gestion interrogé, Bastien, multiplie ainsi les jugements négatifs à l'égard d'un personnel politique qu'il considère comme incompetent, tout en en faisant part de sa sympathie pour des gouvernements « dépolitisés » et « techniciens », à l'image du gouvernement italien conduit par Mario Monti :

« Je vous avais fait part de mes réserves sur la politique en général au départ. On joue sur la crédulité un petit peu des gens, moi finalement ce qui me navre c'est que dans leur très grande majorité les gens sont pas en mesure d'apprécier le réalisme des propositions, d'où qu'elles viennent. [...] Mon positionnement modéré vient du fait qu'on est vraiment sur un chemin qui est extrêmement étroit pour prendre des mesures qui sont réalistes. Moi c'est vrai qu'à un moment donné, un gouvernement qui serait dépolitisé et plutôt technicien de façon à régler un petit peu les choses sans enjeu de réélection ou autre, ce serait sans doute pour nous aussi, un peu comme en Italie à un moment donné, une assez bonne solution pour rendre après dans quelques temps aux politiques une situation qui est un peu assainie. Je vois pas très bien après en faisant des demi-mesures où la logique est de respecter quelques promesses, je vois pas très bien où ça va nous mener en termes de résolution des problèmes. »

Plus généralement, la discipline d'appartenance peut aussi fournir, à travers le corpus de connaissances et les pratiques professionnelles qui lui sont associées, une grille de lecture du monde politique. Les savoirs structurent les schèmes de perception du politique par les catégories intellectuelles supérieures et la formation de leurs préférences politiques. Au cours de la campagne, ils semblent aussi être au principe d'une exposition sélective aux informations médiatiques et aux discours politiques. Le cas de Bastien illustre là encore ce phénomène, dans la

mesure où sa vision du politique est entièrement informée par un vocabulaire, des notions, des analyses et des analogies économiques. Il revendique ainsi, en tant que professeur de gestion, une capacité à effectuer lui-même des calculs pour produire ses propres interprétations à distance des commentaires journalistiques, et il fait fréquemment appel à des analogies économiques pour décrire les dynamiques politiques :

« J'ai une grille de lecture de la politique qui est très économique et financière, parce que c'est ma profession. Elle est à dominante économique et financière, elle est aussi sociale parce que je travaille beaucoup avec des DRH dans les entreprises, etc. [...] Le discours que je trouve démagogique de la part de la gauche, je suis désolé mais sur les retraites, je suis financier, je suis prof de finance en gestion, je fais mes calculs, si on regarde les calculs c'est simplement pas possible quoi. »

« On se retrouve à chaque fois avec un exécutif qui essaie de gérer avec 30 % d'opinions favorables, ce qui revient à peu près à ceux qui ont voté pour eux au premier tour. On s'aperçoit que même finalement dans la durée ils arrivent pas à fédérer plus loin que leurs partisans initiaux. Je connais moins bien les affaires publiques mais moi je vois bien l'entreprise : si vous gérez avec 30 % des gens qui vous suivent, 30 % de salariés, vous avancez pas quoi. C'est à un plus petit niveau mais récemment j'ai travaillé avec des boîtes où justement le problème c'était la mobilisation de leurs cadres et de leurs salariés. Si vous avez un salarié sur trois qu'est un peu mobilisé, un peu motivé, ça avance pas, la boîte elle avance pas. Peut-être que l'État il a pas besoin de 80 % de gens mobilisés mais je pense qu'il a besoin quand même d'une bonne majorité plutôt que de 30 % quoi. »

La capacité des membres de l'échantillon à mobiliser les savoirs associés à leur pratique d'enseignement et de recherche pour interpréter les événements politiques est cependant inégalement distribuée dans l'échantillon. Elle dépend en effet du degré objectif de connexion de la discipline en question à l'univers politique. Les disciplines proches des thèmes d'actualité (biologie, économie) ou propres à fournir des grilles d'interprétation des comportements sociaux (économie) sont ainsi mieux à même de constituer des points d'appui pour une politisation sélective que des disciplines plus distantes aux enjeux traditionnellement politisés (mathématiques, lettres). Dans ces derniers cas, les enquêtés tiennent des discours plus généraux sur l'univers politique, informés par une combinaison de bribes d'informations et d'expériences personnelles, dans une démarche de « bricolage¹⁵ » qui ne semble pas spécifique à cette catégorie de la population. L'influence de l'activité professionnelle sur le rapport au politique passe ici moins par une mobilisation des savoirs disciplinaires que par l'évocation des conditions concrètes d'exercice du métier :

« C'est vrai que depuis des années on n'a pas revalorisé les salaires de l'enseignement. Moi je suis professeure d'université depuis six ans et je gagne exactement la même chose que ce que je gagnais quand j'étais professeure agrégée dans le secondaire il y a vingt ans. Et tous les gens dans le supérieur, j'ai de jeunes collègues qui gagnent moins que ce qu'ils gagneraient s'ils étaient dans le secondaire. Et donc

15. Voir notamment BLONDIAUX, 1996; JOIGNANT, 2007.

oui, ça j'aimerais qu'on débâte un peu plus sérieusement de l'enseignement. Il y a un barrage qui est fait qui ralentit et qui empêche les carrières de progresser. Quand j'étais dans l'enseignement secondaire j'ai normalement progressé selon la hiérarchie et j'ai vu mon salaire augmenter rapidement correctement. À partir du moment où j'ai été dans l'enseignement supérieur, pouf, tout s'est arrêté. Et donc ça ça me semblerait important qu'on mette ce débat des salaires dans la fonction publique, qu'on revoie un peu. » (Gabrielle, 55 ans, professeure de lettres)

Les modalités de politisation des catégories intellectuelles supérieures ne peuvent, dès lors, pas être comprises sans référence à la spécificité du capital intellectuel accumulé par chaque individu. S'il ne constitue pas un principe explicatif unique, il peut fournir des grilles d'analyse et des instruments de jugements susceptibles de structurer fortement le rapport au politique de ces populations et d'informer leur vote aux élections de 2012.

Les catégories économiques supérieures : ancrage territorial dans les beaux quartiers et dégoût pour le politique

Si elle demeure elle aussi fortement attachée à la norme civique, la fraction économique de notre échantillon est encore moins conforme que la première aux attendus traditionnels en matière de politisation des groupes dominants. Les membres de la bourgeoisie à fort capital économique que nous avons rencontrés ne maîtrisent d'abord qu'en partie les schèmes de classement politique. Leur positionnement systématique en faveur de la droite modérée n'est ainsi pas adossé à une argumentation politique, mais plutôt justifié sous le vocable de l'allant de soi et de la fidélité à la tradition familiale¹⁶. Ils suivent par ailleurs l'actualité politique de manière épisodique et témoignent de connaissances phénoménologiques parcellaires sur le sujet. Les membres de la fraction économique de notre échantillon se distinguent cependant moins par une faible politisation que par les jugements qu'ils portent sur l'activité politique. Loin d'être valorisée, celle-ci est perçue comme vulgaire et médiocre, comparée à d'autres pratiques culturelles davantage légitimes. Les enquêtés affirment par ailleurs ne parler de politique avec leurs proches qu'en de très rares occasions, et avec déplaisir. Nous avancerons deux hypothèses pour expliquer cette forme spécifique de distance au politique.

Celle-ci est d'abord une mise à distance de l'élite politique parisienne, catégorie d'autant plus érigée en repoussoir qu'elle vit dans les mêmes territoires. La vie mondaine dans les beaux quartiers procure aux enquêtés de nombreuses occasions d'interagir avec des hommes politiques. Les enquêtés trouvent là l'occasion de se mesurer aux élus. Ce faisant, ils rejouent en face-à-face la concurrence qui oppose, au sein du champ du pouvoir, les professionnels de la politique aux élites économiques. Le second ressort du rapport oblique des enquêtés vis-à-vis du politique tient aux normes de la sociabilité bourgeoise, qui font de la politique un sujet de discussion inconvenant.

16. AGRIKOLIANSKY, 2011, p. 75.

Proximité spatiale et sociale aux élites politiques et désenchantement

Le dégoût affiché vis-à-vis de la politique est un moyen pour les catégories les plus dotées de se distinguer des professionnels de la politique avec lesquels elles sont en concurrence dans le champ du pouvoir. La fraction économique de notre échantillon oppose ainsi le pragmatisme économique aux concessions électoralistes, l'aventure entrepreneuriale à l'ennui suscité par « la fréquentation de préaux d'école » et des « banquets interminables ». C'est ce qu'exprime à merveille Guy, un énarque retraité, lorsqu'il justifie son pantouflage chez Sud-Aviation en ces termes :

« Pourquoi j'ai fait ma carrière dans le privé? Le type d'action dont j'avais été témoin [...] c'est insupportablement ennuyeux. Je veux dire, le détail de l'action qu'un type comme Hernu fait pour devenir presque numéro deux du premier gouvernement de Mitterrand sous la V^e République, c'est insupportable! La fréquentation de préaux d'écoles primaires, des militants de *base*, des *minables* petits présidents de comité, tout ça, ça existe toujours. Si tu veux faire une carrière dans ce métier, tu es obligé, même si tu es parachuté, de te *taper* ce genre de truc! Les banquets interminables, où tu discuteras cinquante fois, avec les mêmes, de la stratégie impliquée par rapport à un dissident monsieur untel, et [ton mesquin] comment on peut avoir sa peau en lui mettant des peaux de bananes sous les pieds, parce qu'il fait chier, qu'il est nuisible à l'unité du parti... enfin bon! Les cuisines internes! » (Guy, 84 ans, Cadre supérieur retraité)

On retrouve ici l'analyse bourdieusienne selon laquelle les dominants du pôle économique « ont souvent une image négative de l'univers politique dans la mesure où l'homme politique est soumis aux sanctions du vote et du jugement collectif et qu'il y a dans sa fonction une dimension de "service"¹⁷ ». Mais les dispositions aristocratiques de nos enquêtés n'expliquent pas entièrement leur rapport distant au politique. Il faut comprendre comment les habitants de beaux quartiers créent les *contextes* permettant de construire et de rejouer ce rapport singulier au politique. Nous faisons le pari que le mépris et l'apathie vis-à-vis du politique que l'on observe relèvent moins d'un « allant-de soi » que d'une résistance collectivement constituée et jouée dans les interactions quotidiennes propres à la vie dans les beaux quartiers.

Paradoxalement, la forme raffinée de désenchantement politique de notre population est confortée par sa proximité spatiale et sociale à l'élite du personnel politique. La vie professionnelle de nos enquêtés, premièrement, est l'occasion de rencontrer et de jauger les élus politiques. Les connaissances ainsi acquises sur ces derniers confortent les jugements négatifs sur le personnel politique puis, par rebond, sur l'activité politique en général. Gonzague, un administrateur dont la société « vend des personnalités publiques » afin d'effectuer des « ménages » pour des entreprises privées, a par exemple entendu Claude Allègre dire « des trucs qui étaient à frémir sur Ségolène Royal ». De même, une enquêtée appuie

ses jugements négatifs à l'égard de deux ministres du gouvernement Fillon sur les récits professionnels de son mari, à l'époque directeur d'une société d'armement :

« Mon mari présentait ses produits sur Dubaï. Donc sur son stand sont passés monsieur [Éric] Besson et monsieur [Gérard] Longuet. Mon mari m'a dit : "M. Longuet a posé des questions pertinentes, a vraiment pris du temps, quand je lui parlais il me regardait... on a pu avoir un vrai échange, et quelque chose... pas un échange superficiel". Voilà c'était vraiment quelqu'un de vraiment impliqué dans son boulot. Euh Besson voilà [elle hausse les bras et les fait lourdement retomber sur ses flancs] ! Depuis j'ai appris qu'il voulait reprendre un club de foot, qu'il s'en foutait de la politique [rires]... Voilà c'est quelque chose qui m'atterre, je me dis "mais qu'est-ce que le gars a fait ? Il a pris le vent là où ça le menait quoi". [...] Et donc quand mon mari est revenu il m'a dit ça, on a pu en discuter... j'ai pu savoir que monsieur Longuet c'était le ministre de la Défense... moi j'avais pas... j'avais un peu zappé ! [Rire coupable] Et du coup maintenant quand je lis la presse ça me permet de recadrer les types, de remettre les gens. » (Lise, femme au foyer, épouse du directeur d'une entreprise de sécurité et d'armement)

Qu'il s'agisse d'acheter un bien, de demander une expertise, des fonds ou un soutien symbolique pour sa campagne, l'homme politique est dominé dans ce type de situations puisqu'il est en demande de service. Il arrive parfois que cette demande se fasse trop explicitement et entre en contradiction avec les codes bourgeois de la bienséance. Ces interactions ratées sont pour nos enquêtés une preuve supplémentaire que les hommes politiques ne jouent pas le jeu de la proximité sociale avec suffisamment de tact. Ces moments viennent conforter les enquêtés dans leur faible estime du personnel politique, comme le raconte Guy, le dirigeant de Sud-Aviation cité plus haut, et qui raconte un échange avec un secrétaire d'État au Commerce extérieur dans les années 1960 :

« C'était un politico... un pourri total. Et il m'a fait des approches en me disant : "Votre Concorde – en disant sans le dire – votre Concorde je le sens pas aux États-Unis." [...] Ça voulait dire, comme il était très accointé avec les États-Unis, je me demande si sa femme n'était pas américaine... Ça voulait dire : "si vous ne me prenez pas comme agent confidentiel – ou lobbyiste officiel d'ailleurs – du Concorde aux États-Unis, je ne suis pas sûr que je le soutiendrai..." [Indigné] C'était dit presque comme ça ! » (Guy, 84 ans, cadre supérieur retraité)

La vie quotidienne dans les beaux quartiers est également faite de rencontres fortuites avec des professionnels de la politique. Ainsi, une enquêtée (Odette) va chez le même coiffeur que le couple Jean-Louis Borloo-Béatrice Schönberg, une autre (Lise) va chercher ses enfants à l'école Alsacienne en même temps qu'un ministre, une dernière (Abril) voit défiler les hommes politiques sous sa fenêtre de la rue du Bac, dans le 7^e arrondissement. Ces interactions donnent lieu à deux types de jugement.

Premier cas de figure, les enquêtés vérifient lors de ces interactions ce qu'ils pensaient déjà, à savoir que les hommes politiques ne vivent pas *réellement* « en accord avec leurs convictions » et ne « sont pas les moines soldats qu'ils prétendent être ». On s'étonne, par exemple, de voir « [Pierre] Moscovici et

[Julien] Dray trainer dans le quartier, dans les galeries, au Deux Magots, au Café de Flore » alors que « ce n'est pas leur place, ni leur job ». Nos interviewés, presque tous de droite, trouvent également là une occasion de critiquer « la gauche caviar ». C'est le cas par exemple d'un commissaire-priseur (Jean) qui a « surpris un proche de François Hollande dans une pâtisserie rue de Bourgogne » et qui trouve « intolérable » cette « gauche caviar qui parle de gens pauvres et [qui] va dans une des meilleures pâtisseries de Paris ».

Deuxième cas de figure, les enquêtés examinent le personnel politique à l'aune de critères physiques et moraux. Les élus croisés chez le coiffeur ou dans un dîner en ville – c'est-à-dire dans des espaces non dédiés à la politique – sont en effet dépouillés de leur statut d'hommes *publics*. Percevoir ces derniers comme des personnes *privées* autorise les interviewés à utiliser des registres critiques dépolitisés :

- « – Q: Pourquoi pas Bayrou ?
- Odette: Je le trouve antipathique.
- Q: Vous l'avez rencontré ?
- Odette: Je le vois dans la rue ! Ici y'a des quantités d'hommes d'État qui passent. On n'est pas loin de l'Assemblée nationale.
- Q: Et alors quand vous l'avez croisé vous avez pu discuter avec lui ?
- Odette: Oh jamais ! Trop laid ! Trop sale ! » (Odette, 87 ans, journaliste de mode retraitée et rentière)

De même, une autre enquêtée (Abril, 83 ans, architecte d'intérieur, rentière d'un propriétaire foncier, épouse d'un peintre académicien) à qui l'on présente une photo de François Mitterrand se souvient de lui comme d'un nouveau Pic de la Mirandole¹⁸ : « on le voyait avec Kiejman¹⁹, dit-elle avec dédain, qui est un grand ami à nous, avec son chapeau, entrer chez les libraires bras dessus bras dessous et tout ça ». On retrouve dans ces propos le mépris grand bourgeois pour toute forme d'étalage culturel, conception selon laquelle « les agréments de l'esprit ne valent rien sans ceux des mœurs et des manières²⁰ ». On retiendra surtout que ce jugement négatif est permis par la proximité sociale (François Mitterrand et l'enquêtée ont un ami en commun) et spatiale (ils partagent les mêmes librairies). On apprend d'ailleurs plus tard dans l'entretien que l'enquêtée a déjeuné plusieurs fois avec François Mitterrand, quand il était garde des Sceaux. Elle se souvient d'un homme loin d'être moralement irréprochable :

- « – Abril: Vous savez il était tellement coureur, à regarder toutes les femmes et à être tellement sûr de lui que je ne me souviens pas très bien de lui [...] Il était coureur ! Coureur ! Pas avec moi, je vous le dis tout de suite ! [rires]
- Q: Ah je n'allais pas vous le demander. La déontologie me l'interdit.

18. Jean PIC de la MIRANDOLE est un philosophe et théologien humaniste italien du xv^e siècle, moqué par Pascal et Voltaire pour son érudition superficielle.

19. Georges KIEJMAN est avocat et ancien délégué auprès des ministères de la justice, de la communication, puis des affaires étrangères.

20. MENSION-RIGAU, 2007, p. 238.

– Abril: Ah non pas du tout. Non non. Et je pense qu'il était assez fourbe. Parce que sa petite maison de Latché, ça fait rire les mouches. Parce que moi je sais les 300 hectares qu'il avait à côté, qu'il avait achetés aux gens à côté de la propriété de mes parents. Personne n'en parle ça! J'en ai jamais parlé. Je vous en parle à vous. Il était comme les autres. Plus. Oui oui ça... C'était un malin. D'ailleurs je ne sais pas si ses fils ont fait des carrières tellement prestigieuses. Y'a Christophe là il passait les valises d'argent. L'autre je sais pas ce qu'il fait. On ne peut pas dire que ce soient des grands messieurs. »

Que conclure de cet exemple? D'abord, que la proximité aux hommes politiques, spatiale (la librairie, le lieu de villégiature) comme sociale (les amis en commun) confortent nos enquêtés dans leurs jugements négatifs sur ceux-ci. Ces interactions participent fortement à la « forme raffinée de désenchantement²¹ » qui caractérise les catégories supérieures. Ensuite, que les élus ainsi croisés le sont en qualité de personnes privées, perception qui conditionne largement les catégories de jugement de nos enquêtés. En effet, la critique politique se fait à l'aune de critères dépolitisés, telle la conformité ou non aux codes moraux et physiques de la bourgeoisie. Ce dernier registre critique est capital: il permet à nos interviewés de parler de politique dans l'entre soi sans toutefois paraître indiscrets ou ennuyeux. Car les prises de position des individus de notre échantillon en ce qui concerne les discussions politiques entre proches sont ambivalentes. D'un côté, la politique est considérée comme un sujet médiocre et indiscret qu'il n'est pas convenable d'aborder. De l'autre, nos enquêtés parlent de politique sans en avoir l'air.

*Parler de politique « sans en avoir l'air »:
éthique de la sociabilité et conversation politique*

– Judith: Mais je ne parle ja-mais po-li-ti-que. Ça ne m'intéresse pas.
– Q: Et quand le sujet débarque un peu à l'improviste comme ça?
– Judith: Eh bien j'essaie de changer de sujet. Je dis: "On va parler d'autre chose parce que c'est rasaaaaant, mais c'est ennuyeeeeeeuuuu!" Mais... mais... [très fort, comme si elle parlait à une assemblée] Ça m'ennuuiiiiie, ça ne m'intéresse pas de savoir comment l'autre pense en politique, comment il va voter. Je m'en fous! Si, peut-être vous, parce que vous m'en parlez. Vous votez pour qui, vous? » (Judith, 50 ans, avocate en droit commercial)

À l'instar de l'avocate citée ci-dessus, les enquêtés déclarent, par principe, ne jamais ou presque discuter de politique avec leurs amis. Conformément à ce qu'observait Éric Mension-Rigau chez les grands bourgeois, « le langage traduit une volonté d'éroder les aspérités, de raffiner, de ritualiser. [...] Certains sujets, moins tabous certes aujourd'hui, mais sur lesquels le silence a longtemps été de règle, sont laissés de côté: l'argent, la politique, le sexe²² ». Ce précepte est systématiquement réaffirmé avec aplomb, à quelques variantes près selon les enquêtés:

21. HOGGART, 1970, p. 343.

22. MENSION-RIGAU, 2007, p. 235.

« Y'a trois sujets dont [on] ne parle jamais, c'est – je chasse un tout petit peu, j'ai des copains qui chassent mais j'aime pas, ça m'emmerde... donc je ne discute jamais politique, religion, et chasse. » (Gonzague, 62 ans, administrateur de sociétés)

« Ah non ! Si j'ai des amis à la maison, d'abord je crois qu'une des bonnes éducations c'est de ne parler ni de politique, ni de religion quand on a des amis... Ni de sa santé évidemment [Rires]... Donc je ne vois pas pourquoi on entamerait des... Y'a beaucoup de choses qui sont quand même plus intéressantes non ? » (Arbil, 83 ans, architecte d'intérieur)

Pourquoi est-il si malséant de parler de politique entre proches ? On peut sur ce point analyser avec profit ces extraits d'entretiens à l'aune du concept simmélien de « sociabilité », soit la forme ludique de la socialisation. Il existe selon Simmel « un *seuil* inférieur et supérieur de la "sociabilité" pour les individus ». Les individus cessent d'être sociables « aussi bien au moment où ils soumettent leur rencontre à un contenu ou à une fin objective, que lorsqu'ils donnent libre cours à ce qu'il y a d'absolument personnel et subjectif en eux²³ ». Autrement dit, la conversation sociable ne doit avoir pour fin qu'elle-même. L'homme sociable doit naviguer entre deux écueils. Il doit d'abord bannir de sa conversation tout ce qui est trop personnel, indiscret. Il doit ensuite s'abstenir de donner à la conversation un contenu objectif, tel la recherche de la Vérité ou de l'Intérêt. On comprend dès lors mieux ce qui rapproche la discussion politique des considérations religieuses ou sanitaires. Ces objets ont pour points communs d'être soit trop personnels, soit trop objectifs, et de rompre l'interaction sociable. Ainsi, l'individu qui parle de politique s'expose à être perçu à la fois comme ennuyeux (son esprit de sérieux ne sied pas à l'art de la conversation sociable) et indiscret. Bref, il sera jugé comme un individu peu fiable dans la performance collective qu'est la sociabilité bourgeoise.

Les hommes politiques rencontrés par nos enquêtés sont sans surprise les moins aptes à se comporter selon cette « éthique de la sociabilité ». Cette considération éclaire d'un nouveau jour la concurrence entre nos interviewés et le personnel politique. Condamner, comme le font nos interviewés, la « rusticité » et la « médiocrité » des hommes politiques, ce n'est pas seulement prendre de la distance par rapport à une profession réputée vile et ignoble. C'est réaffirmer que les principes même de métier et de sérieux sont exclus du champ de la sociabilité²⁴. On dira du bien de l'homme politique capable d'être désinvolte le temps d'une conversation, et du mal de celui qui n'y parvient pas. C'est par exemple ce qu'exprime un auteur-compositeur à succès qui, parce qu'il a des amis et un lieu de villégiature communs avec Nicolas Sarkozy, a eu l'occasion de déjeuner avec lui :

« Gabriel : Et là je suis en face de Cécilia Sarkozy. Sarkozy il est là... Y'a moi, X [un auteur-compositeur] il est là, le frère de Sarko. Et on s'emmerde ! Et on

23. SIMMEL, 1981, p. 127.

24. DEROCHE-GURCEL, 1993.

s'emmerde grave! Parce qu'il [Sarkozy] n'est pas drôle du tout et que... De quoi parlons-nous quoi!? Alors X, qui lui est un soporifique total quand il se met à parler, et puis il croit qu'il est un cadore en politique internationale... Alors moi je commence à piquer du nez sérieusement... Et là dans un silence, je ne sais pas pourquoi, je suis suicidaire total, je me dis que je vais raconter une histoire drôle. Putain!

– Q: [rires] Ça n'a pas marché!?

– Gabriel: Alors je te raconte l'histoire... Alors évidemment tout le monde est très attentif. Alors voilà ça se passe dans la savane. [...] Et y'a deux hippopotames l'un en face de l'autre, comme ça voilà. Une heure se passe, dans un silence total, deux heures, trois heures, et au bout de quatre heures y'en a un qui lève une paupière et qui dit: "C'est marrant j'arrive pas à me faire à l'idée qu'on est jeudi". Et là je me prends le bide du siècle. Mais pas un rire, les visages consternés... X qui lui, dès que tu lui racontes bite/couille/poil il est dans un état second, là rien. Tout le monde pique du nez dans l'assiette *sauf* Cécilia Sarkozy *raide défoncée* de rire. Mais sous la table quoi! Elle s'aperçoit qu'on est que deux à rire, et là elle se relève, elle s'adresse à Sarko et lui dit "Allez quoi Nicolas! C'est drôle!" [Sarkozy, sèchement] "Pas du tout". Alors là... tout était ruiné. Le repas s'est terminé dans le silence. Je lui dis au revoir il m'dit [dédain] "Salut"... Pas bien.

– Q: Ça n'a pas été le coup de cœur.

– Gabriel: Non pas bien du tout. Après je l'ai re-rencontré et il m'a fui. Je l'ai fui aussi, dans d'autres circonstances. » (Gabriel, 65 ans, auteur-compositeur-interprète)

Doit-on pour autant conclure que les membres de notre échantillon ne parlent jamais de politique? En fait, ces derniers parlent de politique selon une modalité compatible avec l'éthique de la sociabilité. Les cercles familiaux et amicaux sont des espaces où s'échangent à mots couverts les informations glanées çà et là sur les membres du champ politique. De tels propos sont acceptés dans la mesure où ils empruntent au lexique de la vie privée, du « psittacisme de salon » ou du commérage sur un élu qui aurait porté atteinte à l'honneur du groupe. « Mon père m'a dit que... », « mon mari m'a rapporté que », « il paraît que... », sont des tournures classiques qui signalent que l'information vient du groupe social de l'enquêté. Par conséquent, même si la politique est un sujet *a priori* banni des conversations entre proches, les discussions sur les amis communs, nombreux dans ce milieu où la sociabilité se pratique en vase clos, finissent souvent par concerner un homme politique. La vie privée est l'occasion de dénigrer les politiciens du groupe, d'en broser un portrait spirituel et moral, et ces derniers sont jugés *in fine* selon des critères peu propices à la montée en généralité et au débat d'idées. Nos interviewés parlent ainsi de politique sans le savoir mais aussi, pour reprendre l'expression de Michel Offerlé, « sans en avoir l'air²⁵ ». L'entretien mené avec Judith, l'avocate en droit commercial citée en épigraphe de cette partie, est à ce titre emblématique. Cette dernière déclare sans cesse ne pas s'intéresser à la politique et être « complètement nulle sur le sujet », auto-évaluation pertinente si l'on s'en tient à ses réponses aux

25. LE GALL, OFFERLÉ et PLOUX, 2012.

questions de connaissances phénoménologiques du champ politique²⁶. Pourtant, nous découvrons par hasard à la fin de l'entretien que l'enquêtée est très au fait de la vie politique bordelaise. Interrogée sur ce qu'elle pense d'Alain Juppé, l'avocate répond le trouver « brillantissime ». Tout juste, ajoute-t-elle, « mais à titre personnel », n'a-t-elle pas apprécié la façon « dont Juppé a succédé à Chaban ». Lorsque l'on creuse un peu, on s'aperçoit que la famille par alliance de l'enquêtée est celle de Jacques Chaban-Delmas. De fait, elle a souvent mangé avec « Jacques ». Ce dernier lui a tout dit de ses collaborateurs, Delors et Nora, et de sa préférence pour Valade, au détriment de Juppé. Lorsque nous faisons part de notre étonnement devant tant d'érudition sur un sujet relativement méconnu du grand public, notre enquêtée rétorque que cela n'a « rien à voir avec la politique », puisque « c'est perso ». Cette façon de considérer une information relevant objectivement du politique comme une connaissance « perso », et donc dépolitisée, revient souvent dans les entretiens. Ainsi, une autre enquêtée, Abril, dit écouter parfois son fils, directeur de théâtre, commenter l'actualité sur France Inter, mais nie toute portée politique à ce geste, au motif que « ce sont des choses uniquement familiales, qui n'ont rien à voir avec votre thèse [de science politique]. C'est pour pouvoir dire après à mon fils "t'as été formidable" ». Cette évaporation du politique se comprend si l'on a en tête que les enquêtés adhèrent à une définition légitime du politique, c'est-à-dire discursive et livresque, et donc incompatible avec le cadre privé.

Est-ce pour autant le signe d'une dépossession ? D'un côté, les enquêtés répondent de manière non politique à des questions politiques, et n'ont ni la connaissance phénoménologique ni l'intérêt politique d'ordinaire attachés à leur statut social. De l'autre, ils contournent les attendus statutaires associés à leurs positions et pallient leur faible niveau de compétence politique – cette dernière entendue au sens quasi scolaire du terme. De même que les dominants dévalorisent la théorie de l'art par rapport à l'expérience du connaisseur, nos enquêtés opposent au discours savant *sur* le politique leur expérience *des* hommes politiques. Cette connaissance intime des élus fonctionne à la manière de l'« appropriation des objets symboliques à support matériel [qui] comme le tableau porte à la seconde puissance l'efficacité distinctive de la propriété, réduisant au statut inférieur de *substitut symbolique* le mode d'appropriation purement symbolique²⁷ ». Cette forme particulière de politisation – rendue possible par la proximité aux élus – a des conséquences sur la manière dont se forment les jugements négatifs sur le politique de notre population : de même que la politisation contourne la politique, le regard oblique est moins dirigé sur *la* politique, entendue au sens d'activité symbolique ou partisane, que sur *les hommes* politiques.

L'étude permet ainsi de mettre en évidence des points communs et des différences dans le rapport au politique des catégories intellectuelles et économiques

26. GAXIE, 1978, p. 65.

27. BOURDIEU, 1979, p. 319.

supérieures. Au chapitre des points communs, les enquêtés se retrouvent dans des attitudes politiques contrastant avec l'image du citoyen idéal. Loin d'être parfaitement informés, ils font état de connaissances phénoménologiques²⁸ partielles qui traduisent une compétence politique fluctuante.

Sans remettre en cause les différences de politisation interclasses, ce constat invite à s'interroger sur les formes de relâchements politiques des classes supérieures. L'analyse révèle que celles-ci varient en fonction des différentes fractions des catégories supérieures. Pour le pôle intellectuel, les connaissances savantes accumulées au cours de la formation et de la carrière agissent comme autant de « poches de compétence » structurant un rapport au politique sélectif. À ce titre, ce qu'on caractérise traditionnellement comme étant l'ordinaire du rapport au politique des classes supérieures, c'est-à-dire une appréhension quasi-livresque et discursive, ne constitue plutôt qu'une modalité *ponctuelle* du rapport au monde politique des dominants du champ académique. Pour le pôle économique, ce sont les formes particulières d'ancrage spatial et de sociabilité bourgeoise qui créent les conditions de l'évitement du politique.

Ces conclusions ne doivent cependant pas conduire à durcir la frontière entre catégories intellectuelles et économiques supérieures. Plusieurs membres de l'échantillon occupent en effet des positions intermédiaires entre ces deux univers, qui se traduisent dans leurs attitudes, opinions et comportements politiques. Un professeur de gestion qui, à travers ses activités de conseil, est régulièrement amené à fréquenter des hommes politiques, fait par exemple état de son besoin de « sentir les gens » pour « voter à l'aise ». Il associe ainsi une grille de lecture du politique informée par ses connaissances savantes (caractéristique du pôle intellectuel) et une personnalisation des jugements informée par la fréquentation directe du personnel politique (caractéristique de la bourgeoisie économique des beaux quartiers).

Les résultats de cette enquête ne sauraient épuiser l'ensemble des questions que pose le vote des catégories supérieures. Par son caractère restreint, l'échantillon peine en effet à cerner toute la diversité des ressources sociales, économiques, intellectuelles et symboliques que peuvent détenir ces catégories. Mais l'analyse qualitative approfondie des trajectoires collectées permet d'ores et déjà de remettre en cause l'homogénéité trop souvent supposée de leur rapport au politique. Elle invite à explorer plus avant les relations complexes entre les comportements politiques et les différents types de capitaux détenus, à un moment donné et dans le temps, par les individus.

28. GAXIE, 1978.

« Je me sens devenir de droite » Trajectoires sociales et itinéraires électoraux

*Éric AGRIKOLIANSKY, Julien FRETTEL, Brigitte LE GRIGNOU,
Sabine ROZIER, Anne-France TAICLET*

La sociologie électorale, en quête d'un modèle explicatif des « choix » électoraux, débat depuis des décennies du poids des appartenances sociales sur les opinions et sur les votes¹. La fin du « vote de classe » et plus largement l'étiollement des liens entre appartenances sociales et vote sont au cœur de cette discussion. La réalité du phénomène et, plus encore, ses facteurs explicatifs sont l'objet d'appréciations divergentes : les uns voyant dans les transformations du vote, ouvrier notamment, l'indéniable signe d'une érosion des variables socio-économiques, dites « lourdes », et de leur influence sur l'expression électorale des préférences politiques ; les autres y décelant les marques non d'un étiollement mais de transformations en cours, d'ailleurs irréductibles au monde ouvrier, qui affectent aussi bien les conditions sociales ou économiques que les frontières des groupes sociaux ou encore l'offre politique. Force est cependant de constater que la confrontation scientifique à ce propos semble s'enliser. Comme l'a suggéré Patrick Lehingue², la mesure du « vote de classe » repose non seulement sur une conception simpliste et de la classe et du vote (qui revient le plus souvent à se demander si les ouvriers votent toujours à gauche), mais aussi sur des preuves empiriques fragiles. Reposant exclusivement sur des données quantitatives (questionnaires sur échantillons atomistiques), ces analyses mobilisent le plus souvent des catégories et des indicateurs très frustes au travers desquels la « position sociale » est appréhendée de façon sommaire : pour l'essentiel à partir de la situation professionnelle, de la PCS et du secteur d'activité de l'électeur lui-même. On mesure la considérable réduction que cela implique pour comprendre les appartenances sociales : non seulement les multiples nuances qu'agrègent les PCS sont effacées (un ouvrier d'atelier est-il comparable à un chauffeur ou à réparateur de machine à café ?), mais les facteurs contextuels sont eux aussi gommés – profession du conjoint, insertion géographique, appartenance à des associations volontaires et aux « styles de groupe³ » qu'elles proposent, etc. De plus, et

1. Pour quelques exemples de ces discussions : CAUTRÈS, MAYER, 2004 ; CLARK, LIPSET, 2001.

2. LEHINGUE, 2011, p. 235 et suiv.

3. ELIASOPH, LICHTERMAN, 2003.

surtout, cette définition est exclusivement synchronique. L'origine sociale des enquêtes est de fait le plus souvent négligée faute d'instrument adéquat pour la saisir convenablement. On ne sait le plus souvent rien des trajectoires sociales qui caractérisent les électeurs. Or, c'est un truisme sociologique que de dire que la position d'un individu à un moment donné n'a de sens que si on la replace dans une trajectoire. Non seulement parce que cette position n'est qu'un point parmi d'autres de cette trajectoire. Mais aussi parce que la perception subjective de la position et des formes d'identification qui y sont associées dépend autant de ce que l'on est à un moment du temps, que de là d'où l'on vient et de là où l'on peut espérer (ou craindre d') aller.

En ce sens, il paraît impossible d'analyser sérieusement les liens entre appartenances sociales et comportements politiques sans restituer un peu de la dynamique des trajectoires qui font les biographies. Si les enquêtes quantitatives post-électorales, qui reposent sur le simple codage des caractéristiques sociales élémentaires des électeurs, peuvent difficilement adopter une telle focale, les outils qualitatifs, et en particulier les entretiens qualitatifs panélisés utilisés dans l'enquête SPEL, se révèlent particulièrement féconds pour redonner une profondeur biographique aux variables lourdes, et penser l'articulation entre mobilité sociale et mobilité politique. C'est notamment en réalisant de longs entretiens répétés qu'il devient possible de saisir ce que les trajectoires sociales font aux trajectoires politiques. Là encore, il s'agit de dépasser une analyse qui se contenterait de commenter des tables de mobilité sociale (rapportant par exemple la profession passée du père à celle actuelle de l'électeur), pour étudier au microscope les petits mouvements, les nuances, les contradictions, les interprétations, les liens faibles et variables « légères » qui tissent la trame des trajectoires de vie et des itinéraires électoraux. Une telle attention permet en outre de rejoindre ce mouvement des sciences sociales⁴ qui, redécouvrant l'« événement », les perturbations, « bifurcations » et « tournants de l'existence », se préoccupe de la « dimension longitudinale des phénomènes sociaux » et des « parcours [...] considérés d'un point de vue moins balistique que processuel⁵ ». De même, cette attention aux mouvements de faible intensité invite à placer au centre de l'analyse les significations que les individus confèrent à leur position sociale, aux glissements qui caractérisent les trajectoires et aux préférences politiques qui y sont, parfois, associées. Si ce tournant a été pris depuis longtemps par la sociologie des pratiques culturelles⁶, ou, plus près de nos objets, par la sociologie de

4. Sur ce mouvement de la sociologie, qui aboutit à « donner du sens à des situations de rupture de parcours, de contingence et d'événements, contre lesquelles elle s'est en grande partie construite », et illustré notamment par les courants interactionnistes américains, par la sociologie des parcours de vie, ou par les approches biographiques, longitudinales ou processuelles, cf. BESSIN *et al.*, 2009.

5. *Ibid.*, p. 9. Cf. aussi sur ce point PASSERON, 1991, chapitre 8.

6. B. LAHIRE (2004) montre ainsi que la fréquence de ces petites et grandes mobilités sociales est au principe des profils culturels « dissonants », qu'il se donne pour objet d'étude. Il souligne en particulier que, s'agissant des pratiques culturelles, la confrontation précoce à des normes et des influences hétérogènes, au sein et en dehors de la famille, semble être de plus en plus fréquente.

l'engagement militant⁷, on sait en revanche peu de chose de la façon dont les trajectoires sociales affectent les choix politiques.

Ce chapitre se propose d'explorer quelques pistes qui s'inscrivent dans ce fructueux chantier de recherche. En premier lieu, parce que l'analyse biographique et processuelle des trajectoires, le « social en mouvement », montre combien il peut être trompeur de se limiter à une appréhension synchronique de la position sociale réduite à quelques indicateurs rudimentaires. Bien des choix électoraux s'éclairent sous un jour différent dès que l'on est en mesure de les replacer dans les histoires de vie qui leur donnent sens. La mobilité, comme la stabilité, se trouvent ainsi redéfinies et peuvent être réinterprétées. Cela suggère que toute appréhension synchronique de la relation entre vote et position demeure partielle. C'est pourquoi toute sociologie des choix électoraux doit sans doute inscrire cette dynamique temporelle au cœur de son projet. En deuxième lieu, l'appréhension fine des itinéraires des électeurs, mais aussi du sens qu'ils leur confèrent, permet justement de revisiter la question, classique, des liens entre mobilité sociale (déclassements, promotions, mouvements latéraux) et choix politiques. Les entretiens approfondis permettent en particulier de mieux saisir les logiques par lesquelles les préférences évoluent au cours des trajectoires sociales, mais aussi de comprendre comment des traces de socialisations politiques anciennes se maintiennent ou se transforment. Enfin, la saisie concrète des interactions entre identifications sociales et identifications politiques interroge sur le sens des causalités et donne à voir comment les identifications politiques peuvent, dans certains cas, agir en retour sur les identités sociales, c'est-à-dire comment les itinéraires de politisation peuvent aussi influencer sur les trajectoires sociales.

Le social en mouvements

Que se passe-t-il si l'on en apprend plus sur l'électeur que ce qu'en disent en général les questionnaires : c'est-à-dire plus que les éléments relatifs à la situation professionnelle et que l'indication du vote à l'élection considérée, et éventuellement à la dernière élection comparable ? Cet élargissement de la focale à des histoires de vie et de vote(s) permet de réaliser deux déplacements salutaires. Le premier permet de discerner que le poids des déterminants socio-économiques est loin de s'étioler, si on ne le réduit pas à l'effet mécanique d'une position sur une identification (partisane). À l'inverse, en restituant la complexité des positions, appréhendées comme des points de trajectoires dynamiques, et les sens que leur accordent les acteurs, on peut véritablement saisir l'ancrage social du vote. Le second suggère que la réhabilitation du rôle des variables lourdes ne signifie pas *statu quo* : envisager le social en mouvements implique de rompre avec une interprétation synchronique de l'équation établie entre appartenances et préférences politiques. L'hypothèse d'une stabilité électorale comme rapport ordinaire au politique (qui est au principe des approches déterministes du vote)

7. Notamment avec la notion de « carrière militante », cf. FILLIEULE, 2001 ; AGRIKOLIANSKY, 2001.

se trouve alors elle-même ébranlée. En restant attentif aux différentes mobilités sociales (et pas simplement aux grandes évolutions d'une « classe à l'autre ») on peut mieux comprendre le glissement des choix politiques, et ce qu'on nomme la volatilité, qui manifeste non une autonomisation des choix politiques individuels, mais reflète fréquemment les aléas des trajectoires sociales. Mettre en rapport les actes électoraux avec la trajectoire des enquêtés, les réinsérer dans des ensembles de liens sociaux constamment en mouvement, permet d'enrichir l'interprétation des oscillations du vote, y compris les plus erratiques, inattendues ou déconcertantes en apparence.

Appartenances sociales, identités et préférences politiques

Si l'on se limite à recueillir de façon non contextualisée les « raisons du vote » auprès des enquêtés, on est souvent tenté de lire le vote comme le fruit d'un choix guidé par une raison instrumentale et stratégique, pour l'essentiel fondé sur des appréciations politiques de l'offre politique (la capacité des candidats, les effets attendus de leur programme). Pourtant, ces choix électoraux changent de sens (et dans une certaine mesure prennent véritablement un sens) dès lors que ces comportements « politiques » sont ré-encastés dans les mondes sociaux et affectifs des individus. Mettre en lien les actes électoraux avec la position et la trajectoire des enquêtés, les réinsérer dans l'ensemble des perceptions du statut social et des anticipations de ses évolutions possibles, permet d'infléchir sensiblement l'interprétation des itinéraires de votes : non pas comme le reflet mécanique d'une position, réduite à la catégorie socio-professionnelle, mais plutôt comme le prolongement politique d'une identité sociale complexe composée d'éléments objectifs et d'une dimension subjective, elle aussi, déterminante.

Le contexte électoral comme celui de l'entretien réalisé en période électorale sont propices à l'expression par les enquêtés d'une posture d'hésitation évoquant le modèle idéal d'un électeur arbitrant entre les propositions et les qualités des candidats. C'est par exemple le cas de Sarah, âgée de 29 ans, cadre dans le service marketing d'une grande société de télécommunications, mariée et qui attend un enfant au moment de la campagne. Elle semble incarner l'archétype de l'électrice rationnelle : diplômée d'une grande école de commerce, passionnée par la politique, dévorant les informations sur le sujet. Très compétente politiquement, ses arguments sont développés et se réfèrent à des considérations proprement politiques. Elle s'appuie ainsi sur des indices censés évaluer les performances des uns et des autres en matière de résultats économiques comme de politique étrangère. C'est d'abord à l'aune de ces critères politiques et de jugements sur les candidats qu'elle formule une hésitation, répétée tout au long des entretiens, entre François Hollande (elle se dit pourtant de gauche et a déjà voté pour Ségolène Royal en 2007) et Nicolas Sarkozy. « Je change beaucoup d'avis », affirme-t-elle ainsi au mois de mars 2012. « Je ne suis pas épatée par Hollande [...], je le trouve décevant [...] Je pensais qu'il serait au-dessus, qu'il garderait son statut de M. Normal [...] je l'ai trouvé très agressif [...] à tel point que je me suis dit

que j'allais voter Sarkozy, mais en fait Sarkozy était pire... [rire]. » Son attitude apparente d'arbitrage rationnel face à l'offre politique s'illustre aussi dans de longs développements sur la politique économique, la situation actuelle de la France en Europe, et dans l'exposition de calculs sophistiqués auxquels elle semble se livrer pour anticiper son vote et ses effets potentiels (notamment sur les risques de voir Marine Le Pen accéder au second tour). Sarah incarne donc à première vue, y compris dans ses hésitations, une figure idéal-typique de la rationalité appliquée aux comportements électoraux : évaluant rétrospectivement les performances des sortants, anticipant prospectivement les capacités du challenger et élaborant une savante stratégie de vote destinée à en anticiper les effets.

Bien qu'affichant moins d'assurance dans son sentiment de compétence politique, Évelyne, 56 ans, titulaire du certificat d'études, secrétaire dans un organisme public d'études statistiques en santé publique, donne aussi à voir une posture d'hésitation, jaugeant de façon à la fois inquiète et impliquée les différents candidats. Elle exprime notamment une forte défiance à l'égard des deux « principaux » candidats, Nicolas Sarkozy semblant être devenu à ses yeux une figure repoussoir, tandis qu'elle n'accorde que peu de crédit à François Hollande qu'elle juge « pas rassurant, pas à la hauteur ». Son embarras est d'autant plus pesant qu'elle accorde de l'importance à l'échéance électorale (« nos dirigeants ont quand même notre avenir dans les mains »). Évelyne fait état de fortes préoccupations à l'égard de problèmes généraux (en particulier le chômage des jeunes et l'insécurité) et plus encore à propos de sa propre situation – proche de la retraite, elle s'inquiète d'une perte possible de revenus et d'un rétrécissement progressif des couvertures sociales. Par ailleurs cet embarras quelque peu paniqué face au choix est attisé par le fait que sa socialisation politique et son parcours électoral, contrairement à d'autres cas d'électeurs, ne semblent pas borner fermement l'espace des possibles politiques ; le rejet de Nicolas Sarkozy est le seul point de certitude ressortant des entretiens préalables au vote. Les deux candidats qui retiennent le plus positivement son attention et qu'elle désigne comme des options possibles sont Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Électrices incertaines, anticipant les effets de leur vote sur la situation économique et sociale de la France et sur leur propre situation, elles semblent incarner des citoyennes idéales pour lesquelles la campagne est un moment de délibération fondé sur l'appréciation des candidats et de leur programme et au cours duquel de nombreuses options sont ouvertes (elles affirment pouvoir voter à droite ou à gauche). Pourtant, le comportement électoral effectif de ces deux enquêtées lors des scrutins de 2012 vient fortement nuancer l'interprétation rationnelle et instrumentale du vote. Ainsi, Sarah vote « nul » au premier tour et Hollande au second, puis s'abstient aux législatives. Le récit qu'elle en fait suggère une dimension jusqu'alors inaperçue de son vote :

« Au premier tour j'ai fait un truc très bizarre, je ne pensais pas que je ferais ça, j'ai mis les deux bulletins, Hollande et Sarkozy, dans l'enveloppe, donc j'ai voté blanc en fait [...] En fait, je voulais que les deux arrivent au second tour. Après je m'en fichais un peu de qui était élu. Donc j'ai voté très tard vers 18 h, je

vote chez mes parents à M. [commune de la banlieue parisienne]. Donc je savais déjà qu'il n'y avait pas de risque... Et une fois que j'étais là, je me suis dit je vais quand même voter et j'ai mis deux bulletins dans l'urne. [...] Au deuxième tour, c'était un peu particulier, parce qu'il y avait ma maman qui était hospitalisée, et elle n'avait pas pu faire de procuration, et qui était très très triste de ne pas aller voter, qui était très angoissée... Et comme elle allait voter Hollande eh bien j'ai voté Hollande pour elle en me disant que moi j'aurais voté blanc... C'est comme si elle avait voté, donc j'ai voté pour elle... Mais dans ma tête j'ai un peu voté blanc aux deux élections. »

Quant à Évelyne, c'est de façon inattendue, eu égard aux premiers entretiens, que son vote au premier tour s'est finalement porté sur François Hollande. Son attitude au second tour – l'abstention – est davantage en affinité avec ses propos (« je ne veux ni l'un ni l'autre ») et la tonalité générale de défiance à l'égard des deux candidats. Ces votes constituent le dernier épisode d'un itinéraire électoral qui, en première approche, ne se prête pas à une interprétation évidente. Elle a voté pour François Mitterrand aux deux tours en 1981 et 1988, Arlette Laguiller en 1995 et 2002 (Jacques Chirac au second tour), puis Nicolas Sarkozy au premier tour de 2007 (s'abstenant au second).

Les comportements assez inattendus de ces électrices révèlent un rapport complexe à l'élection et à la campagne et dévoilent les racines sociales de ce qui s'apparente moins à une rationalité instrumentale qu'aux fortes tensions reflétant leur trajectoire sociale. Cette dimension se manifeste tout d'abord dans le caractère stressant, voire oppressant, que vient à revêtir le contexte de choix politique. Pour Sarah, la séquence électorale se révèle anxiogène, génératrice d'hésitations, d'incertitudes douloureuses. Pour cette électrice très intéressée par la politique, la campagne est paradoxalement un moment de souffrance (et non d'exaltation du débat démocratique) qu'elle voudrait voir cesser : « j'ai même plus envie qu'il y ait des élections », affirme-t-elle en mars. Évelyne aussi a vécu la période électorale sous l'emprise d'une anxiété et d'une tension croissantes : « j'en pouvais plus de ces élections, je voulais plus en entendre parler, ça a duré trop longtemps », dit-elle. Elle explique même s'être organisée pour ne pas avoir à voter au second tour (en prévoyant un déplacement ce week-end-là et en refusant délibérément de donner procuration).

L'importance accordée à l'enjeu électoral peut certes être liée à des attentes proprement politiques (victoire d'un camp, politiques publiques), mais son intensité particulière, presque douloureuse, s'explique par le fait que les choix politiques, loin d'être parfaitement autonomisés et déracinés, concentrent et expriment un ensemble d'attachements et de détachements et reflètent les tensions qui découlent des mobilités sociales.

Dans le cas de Sarah, le comportement électoral manifeste les tensions produites par sa position sociale, tensions que l'on perçoit d'autant plus que la période de l'élection est justement un *turning point* dans sa trajectoire personnelle, dont elle rend compte en confiant à l'enquêteur : « je me sens devenir de droite ». Sa trajectoire est un excellent exemple d'une ascension sociale qui

produit un habitus clivé entre un milieu d'origine (ses parents, divorcés, mais surtout sa mère avec qui elle a vécu) de gauche, favorisant la culture, l'art, etc. et une belle-famille qui appartient au contraire à la bourgeoisie versaillaise, de droite. Fille d'une professeure et d'un musicologue, musicien de jazz, elle se destine initialement à des études de médecine, mais intègre finalement une école de commerce, l'ESCP, et devient cadre marketing. Elle y rencontre son (futur) mari, issu de la bourgeoisie économique. Cette trajectoire manifeste bien le transfert des fractions inférieures de la bourgeoisie à capital culturel vers les fractions supérieures à capital économique. Ce transfert est jalonné de petits déplacements qui sont perçus par Sarah comme des ruptures et génèrent des doutes sur l'identification politique. Si elle perçoit qu'elle est en train « de grimper dans l'échelle sociale », elle rechigne cependant, encore, à s'identifier à son nouveau milieu. Si l'évolution de sa situation sociale est évidente, elle reste inachevée : les vacances passées avec ses parents, ou encore et surtout le fait qu'elle reste inscrite dans le bureau de vote de leur domicile, indiquent le fort attachement qu'elle conserve à ceux-ci et à l'identité politique à partir de laquelle elle se définit encore en partie. Lors d'un entretien, alors qu'elle est émue par l'image d'une usine en grève que l'enquêteur lui demande de commenter, elle affirme sous forme de boutade « je suis peut-être pas complètement devenue de droite ». Ses votes semblent donc prendre leur sens dans le cadre de la relation complexe à ses parents, et en particulier à sa mère : son vote au second tour (elle vote Hollande « pour sa mère ») notamment reflète ainsi la tension aigüe qui apparaît juste à ce moment entre deux pôles d'identifications contradictoires, sa mère et son mari, entre la fidélité à son milieu d'origine qui est très marqué à gauche et le milieu auquel elle accède au terme de son mariage (son mari, comme ses beaux-parents, votent à droite). La propension à considérer le politique comme relevant de l'« intime », à y « mettre de l'affect » n'est pas un trait psychologique, qui singulariserait cette électrice, mais manifeste simplement le fait que le vote reflète pour elle des conflits intimes, et *in fine* les spécificités de sa trajectoire sociale. L'identité politique est pour elle un marqueur extrêmement important de l'identité sociale : voter c'est dire qui elle est, alors que justement elle semble, à ce moment de transition biographique, être déchirée entre deux identifications contradictoires.

Chez Évelyne, la succession de choix électoraux quelque peu erratiques requiert, pour construire des interprétations qui donnent sens à ses positionnements politiques, sa mise en relation avec des éléments de trajectoire et des modalités d'ancrage social. La mobilité est moins nette, presque imperceptible si l'on raisonne en termes de CSP, mais elle est pourtant intensément vécue, sur le mode du risque de déclassement. Ainsi, les mobilités et les inscriptions dans les espaces professionnels, les expériences vécues et les allégeances construites au travail en particulier apportent des éclairages sur son rapport à la politique en général, et aussi plus spécifiquement sur ses différents votes.

Évelyne est issue d'un milieu très modeste (dernière d'une fratrie de onze, son père est ouvrier agricole et sa mère au foyer) et très peu politisé. Elle n'a pas souvenir de discussions politiques dans sa famille (« ils ne connaissaient pas et

n'avaient pas le temps de s'y intéresser ») et encore aujourd'hui, la politique n'a guère de place dans ses échanges intrafamiliaux. À 20 ans, en 1977, elle entre aux PTT comme factrice dans le 16^e arrondissement de Paris. Ce premier univers professionnel est celui de son initiation à la politique. Elle évoque avec nostalgie cette période où elle côtoyait des syndicalistes (sans l'être elle-même), où des mobilisations étaient organisées, où les discussions politiques allaient bon train, « ça bougeait, les gens se battaient, ils étaient pas résignés comme maintenant... Non, c'était bien, il se passait des choses, quoi, c'était plus motivant ». C'est donc dans ce contexte professionnel qu'émerge chez Évelyne un intérêt pour la vie politique qui s'est d'abord manifesté par un suivi enthousiaste de la campagne de 1981 et un vote convaincu pour François Mitterrand. Par la suite, le monde du travail sera pour elle non seulement un support d'expériences des rapports sociaux et de relations de domination qui constitueront l'une des matrices de son rapport à la politique, mais aussi, et de façon décisive, un lieu de construction de liens amicaux avec des collègues politisés qui se révéleront de puissants médiateurs de ses choix. À propos de son emploi actuel⁸, elle relate un épisode marquant pour elle, celui d'une réforme de l'organisation interne consistant à définir des catégories statutaires :

« [Cela] a créé beaucoup de tensions, alors qu'au début il y avait un esprit d'équipe, là ça mettait des différences entre les gens... Ca s'est pas bien passé. C'était vraiment une période dure... Moi j'ai toujours été contente d'aller travailler mais à ce moment-là je l'ai mal vécu, c'était tendu, il y avait beaucoup... d'injustice, de mécontentement... J'ai été arrêtée un temps... »

Si l'on reprend la chronologie, il apparaît que cette séquence d'ambiance conflictuelle autour de la mise en place des catégories statutaires (qu'Évelyne déplore comme « une non reconnaissance de la qualité du travail de certains » et « la récompense du copinage plus que des compétences ») coïncide avec la période électorale de 2007 et l'on peut faire l'hypothèse que cette séquence a dû donner un écho particulier à la thématique de la « valeur travail » promue par Nicolas Sarkozy (qu'Évelyne porte encore aujourd'hui au crédit du candidat, malgré sa grande réticence actuelle à son égard). Après cette période éprouvante et suite à un changement de direction, Évelyne réinvestit son travail et développe des relations plus personnelles et plus amicales avec certains collègues (au départ sur la base du vécu négatif de l'épisode des catégories). Outre les déjeuners et pauses café, certains de ces collègues l'associent aussi à l'organisation de leurs enquêtes, ce qui la reconforte et affermit son investissement dans le travail. Avec ces collègues plus jeunes et « assez à gauche », la politique retrouve une place dans les conversations quotidiennes, *a fortiori* pendant la période de campagne. Ce surcroît de politisation est source de satisfaction (« j'aime bien parler politique avec F. et J... Elles s'y connaissent beaucoup plus que moi... Je suis pas toujours mais... C'est intéressant... F. est très remontée, là! »), mais simultanément

8. Rappelons qu'elle est, depuis 2000, secrétaire dans un organisme public d'études statistiques en santé publique.

rehausse la pression du choix électoral qui se trouve sous l'observation (et le jugement) de ses collègues proches. Des éléments des entretiens laissent par exemple penser que l'intensité du rejet de Nicolas Sarkozy, l'insistance avec laquelle Évelyne fait de son éviction un enjeu, relève d'une sorte d'expiation du fait de s'être laissée ponctuellement séduire par le discours de ce candidat honni par ses collègues. Surtout, sans trop s'y attarder, elle explique son vote Hollande au premier tour, que les entretiens ne laissent pas présager, par le fait que « F. a fini par me convaincre que c'était la meilleure façon de barrer la route à Sarko ». Loin d'un vote de conviction (elle ne revotera pas pour François Hollande au second tour), on est plutôt ici en présence d'un acte d'allégeance qui se traduit politiquement par le fait que le choix politique reflète des formes d'attachement et de loyauté à des proches, construites dans le cadre professionnel, qui, comme souvent dans le parcours d'Évelyne, se révèle être le premier (et même le seul) espace de socialisation politique.

Une stabilité en trompe-l'œil?

Les entretiens approfondis permettent de redonner à la mobilité électorale sa complexité et à la rationalité sa dimension affective, parfois coûteuse et perturbante. On perçoit en outre combien la simple équation entre une position, saisie à un instant, et un vote est réductrice : dès lors que l'on met en mouvement cette image synchronique, il devient possible de restituer le sens politique donné à la trajectoire sociale, et du même coup la complexité des significations accordées au vote. Cet enseignement méthodologique ne vaut d'ailleurs pas que pour l'analyse des incertitudes et des mobilités électorales. À la lumière des données biographiques, même les cas de consonance politique et de stabilité électorale perdent leur simplicité et révèlent aussi des parcours plus accidentés et moins linéaires que prévu.

Le cas de Patrick illustre bien ce phénomène. Dirigeant d'une grande entreprise de distribution, celui-ci a voté en 2012 en faveur de Nicolas Sarkozy. Ce vote semble assez logiquement refléter sa position, ses valeurs et ses intérêts. Cela fait plus de 30 ans qu'il est chef d'entreprise, affirme-t-il. Il se souvient avoir bataillé contre les syndicats, lutté contre les 35 heures, défendu le principe du travail le dimanche, et pris des décisions difficiles (« quand il faut faire le sale boulot, je le fais »). Sa « politique » à lui, c'est de « faire marcher l'entreprise ». Son jugement sur les choix gouvernementaux ou les politiques publiques du moment est conforme à cette orientation. On ne parle pas assez des « commerçants ». Les aides sociales sont, juge-t-il, préjudiciables à l'autonomie individuelle : « On ne devrait pas laisser les gens dans cet état-là, il faut qu'on les redresse, pas qu'on les laisse se coucher. » Les enjeux qui importent sont avant tout budgétaires : « Je trouve que Hollande refuse de voir la vérité sur les problèmes économiques et sur la perte de compétitivité. »

De ce point de vue, son vote UMP de 2012 n'est guère surprenant et confirme la prégnance de ce qu'il est socialement sur ce qu'il pense politiquement. Clore

3 la réflexion sur ce point serait cependant une erreur. Car si l'on ne se limite pas aux quelques informations lapidaires, qui pourraient résulter des réponses à un questionnaire « sortie d'urne », le tableau se complexifie singulièrement. D'abord parce que, au cours des longs entretiens qu'il nous accorde, ses positions se nuancent et se révèlent bien moins homogènes qu'elles ne le paraissent au premier abord. Ainsi salue-t-il, par exemple, des mesures en faveur des salariés les plus fragiles – comme le droit de partir en retraite à 60 ans pour ceux qui ont cotisé 41,5 ans – ou dénonce-t-il l'existence de mesures jugées injustes socialement – « ce n'est pas normal que les retraités paient 1 % de CSG en moins ». Mieux encore, sur l'axe gauche-droite qui lui est soumis, il se déclare « plutôt à gauche ». Plus surprenant enfin, on découvre en revenant sur ses choix politiques passés que lors des scrutins antérieurs à 2012, il avait pour habitude de voter à gauche (PS). Il affirme même avoir participé aux primaires pour désigner le candidat du PS aux élections présidentielles de 2012...

Saisie avec cette focale plus large, la trajectoire politique de ce chef d'entreprise apparaît peu compréhensible, sauf à postuler qu'il incarnerait l'archétype de l'électeur indécis, tenté par la droite et la gauche, prêt à se laisser convaincre par les propositions électorales et les candidats. Est-il plutôt un citoyen attentif et engagé qui accorde son vote en fonction des enjeux du moment ou selon les deux axes (degré de libéralisme économique et degré de libéralisme culturel) supposés servir aujourd'hui de boussole aux électeurs? Les raisons qu'il invoque peuvent effectivement le laisser penser: en 2012, explique-t-il en votant Nicolas Sarkozy, la « raison » l'a emporté sur le « cœur ». « Je ne pense pas faire un vote sentimental » confie-t-il, « je ne vais pas laisser mon cœur parler, je vais voter pour le meilleur non pas pour moi mais au niveau général ». Mais là encore, ce serait passer à côté de l'essentiel qui réside justement dans les logiques de la trajectoire sociale. Si le vote « sentimental » le tente, ce n'est pas parce que son cœur balance entre l'humanisme socialiste et le réalisme économique de la droite, mais simplement parce que cette incertitude est le produit des déchirements de sa propre trajectoire personnelle. Ce dirigeant d'une grande entreprise est en effet né dans une famille pauvre et a connu une extraordinaire ascension professionnelle. Il est ce faisant resté très longtemps fidèle aux valeurs politiques de son milieu d'origine. Fils d'un ouvrier menuisier décédé précocement et d'une mère femme de ménage, il « monte » de son village à Paris pour y faire son apprentissage dans une charcuterie. « J'étais ouvrier et plutôt contre les patrons » se souvient-il: « Les patrons, c'étaient des têtes de cons! » Deux éléments ont contribué, insensiblement, à le faire dévier du destin qui lui semblait réservé et à l'arracher à son milieu d'origine. Un handicap tout d'abord. Le jeune garçon est malentendant. Moqué par les autres enfants, peinant à communiquer avec les autres, il s'est très tôt réfugié dans la lecture. Bon élève, il a conservé, après l'arrêt de l'école, un goût pour le savoir. Second élément ayant contribué à faire dévier sa probable trajectoire: une opération des tympans dont il bénéficie à l'âge de 19 ans, qui lui permet de recouvrer ses capacités d'audition; il entend, peut enfin communiquer et élargir ses horizons. Cette quasi renaissance nourrit ses ambitions: il

est pressé de « grimper, monter », de rattraper le temps perdu. Il s'investit dans son travail, quitte les charcuteries de quartier pour devenir attaché commercial dans des groupes industriels. Il entrevoit aussi dans le militantisme politique un moyen de donner une nouvelle impulsion à sa vie, surtout aux lendemains de mai 68. Car bien qu'il soit resté à l'écart des événements, il pressent qu'il y a là un moyen de progresser.

Aussi décide-t-il de s'engager dans un parti. À quelle porte frapper ? Venant d'une famille de sensibilité communiste, mais travaillant dans un milieu commerçant où l'influence des organisations syndicales ou des partis de gauche ne se fait guère sentir (« j'étais soumis à l'autorité, et pas politiquement formé »), il trouve dans le nouveau Parti socialiste naissant, qui succède à la SFIO en 1969, une organisation conforme à ses vues et à ses aspirations. Il s'inscrit alors dans l'une des sections parisiennes de ce parti, y côtoie des jeunes qui feront plus tard carrière, et deviendront même, pour certains, ministres. « J'étais un bon militant », se souvient-il. Il envisage même, à un moment, de revenir dans sa région d'origine pour tenter de s'y faire investir et élire. Mais se rendant compte qu'il n'a « pas du tout le même parcours » que les autres, et pressentant les difficultés, il renonce à ce projet : « La politique, je trouvais ça formidable, mais j'ai été obligé de m'installer à mon compte parce que mes patrons me refusaient la situation à laquelle j'avais droit. » L'insuffisance de ses diplômes l'empêche d'évoluer professionnellement. Aussi décide-t-il de quitter le salariat pour créer son propre commerce. Il saute le pas à l'âge de 29 ans, en 1975. Les débuts sont éprouvants : « C'était mal vu, l'image des patrons était très négative. » Mais la chance lui sourit. Les clients affluent. Il ouvre un nouveau magasin, puis un autre. Plus de trente ans plus tard, il est à la tête de l'une des plus grandes enseignes de la grande distribution française, dont près des deux tiers des magasins ont ouvert leurs portes au-delà des frontières françaises. Le fils d'ouvrier est devenu un grand patron qui va graduellement abandonner ses engagements politiques initiaux. Son intégration dans des réseaux professionnels profondément attachés aux valeurs libérales l'en éloigne ainsi progressivement, même si la rupture avec son ancienne « famille » politique ne semble pas être complètement consommée – nous y reviendrons.

Cette trajectoire, comme bien d'autres que nous retrouverons par la suite, révèle le caractère souvent illusoire d'une naturalité et d'une stabilité du vote, pour peu que l'on se donne les moyens, empiriques en l'occurrence, de replacer les attitudes déclarées dans la trame de l'histoire biographique. Raisonner en termes de trajectoires plutôt que de positions donne accès au désordre, réaliste, du mouvement et permet de mieux appréhender l'expérience très commune de la mobilité. En ce sens, la question des effets politiques de la mobilité sociale devrait être au centre de toute sociologie du vote. Or cette question, si elle est abordée, est souvent une « boîte noire » dont on convient des effets mais dont il est souvent difficile d'appréhender empiriquement les mécanismes.

Mobilité sociale et mobilités politiques

La question des relations entre mobilité sociale et comportements politiques est un thème classique pour la science politique. S'agissant des attitudes et des préférences électorales, elle a suscité deux séries d'hypothèses⁹. La première, qui porte plutôt sur les expériences de déclassement, met l'accent sur la dimension traumatique de la mobilité et sur le stress du déracinement, susceptibles de produire de la dissonance cognitive, de la frustration et *in fine* des attitudes conservatrices, xénophobes et réactionnaires¹⁰. Une seconde hypothèse, plus récente et plus complexe (le modèle dit « additif »), invite à considérer les processus d'« acculturation¹¹ » qui accompagnent la mobilité¹², et notamment la double socialisation politique des individus en situation de mobilité (au sein du milieu d'origine et du milieu d'accueil¹³) qui façonne potentiellement des identités politiques ambivalentes. Ce modèle, qui compare les comportements des mobiles (ascendants et descendants) à ceux des individus « immobiles » de chaque groupe, permet de mettre en évidence un processus d'« ajustement » des mobiles aux valeurs de leur (nouveau) groupe social.

Une telle analyse repose sur des données statistiques, seules à même de révéler les régularités observées, mais qui cependant en limitent aussi la compréhension. D'abord, parce que les seules mobilités qui peuvent être repérées sont de « grande » amplitude et aisément objectivables (enfants des classes populaires devenus membres des classes supérieures, par exemple). Du même coup, toutes les « petites » mobilités verticales ou latérales (du capital économique vers le capital culturel par exemple, ou du privé vers le public) sont difficilement saisissables – alors que rien n'indique que leurs effets soient négligeables. De plus, les enquêtes par questionnaires peuvent difficilement isoler la dimension subjective de la mobilité, qui constitue sans doute l'indicateur le plus intéressant de son ampleur, et qui demeure indispensable pour comprendre ses effets¹⁴. Enfin, les données quantitatives achoppent sur la question de la temporalité et des processus d'acculturation qui se déroulent sur la durée. Il paraît en effet, relève Bruno Cautrès, « peu probable que l'ajustement des individus mobiles aux valeurs et normes de leur catégorie de position sociale occupée soit un processus instantané¹⁵ ». C'est précisément à ce travail d'adaptation dans la durée que des entretiens répétés donnent accès. Les trajectoires sociales de nos enquêtés (essentiellement quoique non exclusivement ascendantes), qu'elles soient de grande ou

9. Cf. BOY, 1978 et 1980; CAUTRÈS, 1995.

10. Cette équation entre mobilité et conservatisme, fondée sur un modèle du traumatisme, se trouve au centre de nombreux travaux anglo-saxons : LIPSET, RAAB, 1978; GUSFIELD, 1986; ZURCHER, KIRKPATRICK, 1976; WOOD, HUGUES, 1984. Pour une éclairante discussion de ce présupposé de la sociologie des effets politiques de la mobilité, cf. les stimulantes remarques de GUSFIELD, 1962.

11. C'est le terme proposé par Bruno CAUTRÈS (1995), qui se réfère à un article de Peter BLAU consacré au sujet : BLAU, 1956.

12. Cf. notamment JACKMAN, 1972.

13. BOY, 1980.

14. Cf. DURU-BELLAT, KIEFFER, 2006; MERLLIÉ, 2006.

15. CAUTRÈS, 1995, p. 216

de faible ampleur, fournissent un éclairage original sur deux mécanismes sociologiques clefs, permettant de mieux comprendre les liens entre mobilité sociale et mobilité politique : d'abord celui de la « conversion » par lequel les électeurs en mobilité en viennent à modifier, progressivement, leurs préférences ; ensuite celui de la « rémanence » qui module et limite les déplacements des électeurs en mobilité et actualise leur passé pour parfois produire des attitudes hybrides, ambiguës, clivées.

Conversion et ajustement(s)

Comment les mobilités sociales peuvent-elles contribuer à la redéfinition des préférences politiques ? On ne peut en effet postuler un effet mécanique d'acculturation qui effacerait le passé à mesure que s'écrit le présent. Pas plus que l'on ne peut supposer que les normes et les valeurs s'imposent par une sorte d'enchantement aux agents sociaux. Pour comprendre comment ces valeurs sont progressivement incorporées et activées, il faut à l'inverse identifier et analyser les médiateurs et les médiations par lesquels elles transitent. Il faut aussi appréhender les mécanismes cognitifs et interactionnels qui aident à s'identifier au présent et à mettre à distance le passé.

Le premier vecteur identifiable de la conversion renvoie aux effets de socialisation des études, souvent longues, qui permettent d'accéder à de nouveaux mondes professionnels, eux-mêmes porteurs de règles et de rôles ayant potentiellement un sens politique. Nombre de cas de notre corpus illustrent les effets (re) socialisateurs de l'engagement dans des études supérieures, puis dans une activité professionnelle éloignée du milieu social d'origine. Dans ce cadre, la période de passage de l'adolescence, et de la dépendance aux parents qu'elle implique, à l'âge adulte, caractérisée notamment par le départ du domicile familial, est déterminante.

La trajectoire sociale de Julien, fils d'ouvriers, diplômé en gestion (banque, bourse, gestion de patrimoine) à l'Institut d'administration des entreprises et occupant un poste de direction dans une banque privée, en charge du développement de « produits financiers et du conseil en ingénierie financière et juridique », offre une bonne illustration de ce « passage ». Ce banquier, financier, très engagé à l'UMP, a vécu dans une banlieue populaire d'une grande ville de province, dans une famille ouvrière (les deux parents sont ouvriers), politisée, « passionnée de politique » et « de gauche », père socialiste et mère communiste. La plaisanterie de Julien rappelant que « tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes », se rapporte à la branche maternelle de sa famille, espagnole immigrée dans les années 1930, « très à gauche », « certains communistes ».

L'éloignement par rapport à son milieu semble être clairement le fruit de la fréquentation de l'université et de ses études de gestion. Le désir d'études est ancien : Julien rappelle que, premier de sa famille à passer le bac, il a d'abord souhaité « faire médecine » puis préparer Saint-Cyr, avant de s'inscrire en licence d'AES puis en master de gestion. Cette voie d'ascension sociale par le diplôme est

soutenue par sa mère « qui lit beaucoup, c'est d'ailleurs pour ça que j'ai fait des études, j'ai été habitué à lire énormément de tout, tout le temps ». Malgré cette proximité, la prise de distance commence à 19 ans à la faveur de l'installation de l'étudiant dans un appartement autonome, et semble directement refléter la nature de la formation qu'il suit et qui contribue à redessiner sa perception de la société et, ce faisant, à participer de son émancipation. « J'ai appris à raisonner à l'université », affirme-t-il avant de souligner l'importance, à ses yeux, des études d'économie (« les clefs du monde, les clefs de l'environnement ») dans son évolution :

« Je bascule tout doucement parce que je me rends compte qu'un patron d'entreprise c'est pas forcément... Je commence à comprendre... Je me rends compte que le capitalisme n'est pas aussi diabolique que veut bien le dire cette gauche [...] de mon environnement communiste... Cette gauche qui diabolise, mais alors complètement! Une espèce d'individualisme sauvage du capitalisme... Et je me rends compte que c'est un système qui a permis le développement du bonheur... »

Le processus est graduel jusqu'à l'adhésion au RPR à la fin des études de gestion.

Le cas de Léa, qui renvoie à une trajectoire politique inverse, manifeste également, à un moment clef de l'entrée dans l'âge adulte, le poids central des études et de l'identification aux normes du futur métier. Léa, 52 ans, est architecte et cogérante, avec son mari, lui aussi architecte, d'une agence d'une dizaine de salariés. Elle est issue d'une famille, installée en Bretagne, de la bourgeoisie commerçante aisée : le père était concessionnaire automobile et la mère a travaillé plusieurs années avec son mari, avant de donner des leçons de piano. Elle décrit sa famille comme « très catholique », pratiquante, et « giscardienne, centriste quoi ». À 15 ans, très intéressée par la politique, elle s'engage dans la campagne pour l'élection de Valéry Giscard d'Estaing et adhère même au mouvement des jeunes giscardiens (*Génération sociale et libérale*) : « c'est vrai que j'étais pas hyperconvaincue non plus... Ce que j'aimais en fait c'était l'engagement finalement... et Giscard, parce que mes parents étaient pour Giscard... Et mon prof d'anglais... » Elle conservera ce fort intérêt pour la politique mais rompt rapidement avec ses préférences adolescentes et familiales, puisqu'en 1981 (elle a alors 22 ans), elle vote pour François Mitterrand et n'a pas depuis lors, c'est-à-dire depuis une trentaine d'années, dérogé à ce vote socialiste du second tour (si l'on fait exception de 2002). Elle-même situe ce « basculement » dans ses premières années d'études d'architecture à Paris où elle part à 18 ans, sans toutefois pointer un événement déclencheur. Le processus de « conversion » est rapide (entre 18 et 22 ans) mais passe par une étape intermédiaire : lors de ses premières années parisiennes, Léa reste inscrite sur les listes électorales au domicile de ses parents en Bretagne et « revient » voter pour « l'écologie ». Ainsi, il semble que son premier vote à gauche (socialiste en l'occurrence) coïncide avec son inscription sur les listes électorales parisiennes, marquant l'ancrage dans un nouvel environnement

et entérinant la rupture avec le milieu d'origine. La transformation ne se réduit cependant ni à l'effet d'une rencontre ni à une influence des pairs, au long des six années d'études d'architecture. La rencontre avec son mari, lui aussi étudiant en architecture, semble davantage conforter une évolution que la déclencher : « on a cheminé de la même façon. On venait tous les deux d'une famille plutôt de droite, on a cheminé vers la gauche de manière naturelle... » De même, dans ce cas l'environnement étudiant n'est pas perçu par Léa comme propice à une réflexion politique susceptible de fonder des choix :

« Chez les archis, il n'y a pas forcément d'engagement, en tout cas d'engagement politique [...] c'était pas une préoccupation chez les étudiants architectes, nous on était issus des Beaux-Arts et, en dehors des études, ce qu'on aimait c'était faire la fête, faire des fanfares... Mais y avait pas vraiment d'engagement. »

Toutefois la « conversion » a quelque chose à voir avec l'univers professionnel qu'elle intègre. Elle rapporte ainsi le souvenir d'une discussion marquante avec son premier « patron » d'une agence d'architecture, alors qu'elle est jeune étudiante :

« Ce qui m'a fait peut-être un peu basculer dans ma tête c'est que... l'architecte chez qui je travaillais, qui avait une cinquantaine d'années, avait dit... "On ne peut pas être architecte et de droite, c'est pas possible, parce c'est un métier ouvert aux autres..." C'est vrai que je trouvais que c'était un petit peu radical comme position mais en même temps j'adhérais assez à cette thèse... On fait un métier où normalement on s'occupe des gens, d'un environnement, d'un mieux habiter... À partir de là on avait plutôt des valeurs de gauche. »

En fréquentant ses pairs, Léa confère ainsi progressivement à l'exercice de son métier le sens d'un véritable engagement, citoyen voire moral, qui vient à la fois conforter et s'adapter « naturellement » à ses « valeurs » de gauche. Le terme « valeurs » revient très souvent dans son propos et désigne aussi bien ce qui est spécifique à chacun des camps (elle cite ainsi « des valeurs de justice, des valeurs plus égalitaires, plus humaines, où l'humain est au centre des préoccupations », opposées à celles de droite, « des valeurs de profit au détriment de la personne humaine »), que ce qui transcende le clivage.

Pour Julien, comme pour Léa, la conversion politique est donc directement le fruit de la rupture qui accompagne l'accès à des études supérieures et l'engagement dans un nouvel univers professionnel porteur de valeurs politiques : celles de l'entreprise pour la gestion, celles du rôle social et citoyen de l'architecte.

On peut voir ici un « effet d'imprégnation » déterminant, et d'autant plus fort que la transmission de ces nouvelles valeurs repose sur des médiateurs constituant des « autrui significatifs¹⁶ » qui favorisent la conversion en servant de modèle et de guide. En cherchant systématiquement les relais de la socialisation, on voit alors que celle-ci repose moins sur une imprégnation désincarnée que sur un constant travail d'ajustement à des individus ou des groupes spécifiques. Le rôle de ces proches « qui comptent » est particulièrement perceptible dans

16. MEAD, 1963.

les deux cas évoqués. Pour Léa, il s'agit de son mari, lui aussi architecte, et qui connaît une trajectoire politique similaire à celle de sa compagne. Pour Julien, le banquier UMP, la promotion sociale et l'évolution des identifications politiques sont portées par une tante, qui est aussi sa marraine, chef d'entreprise et personnalité politique locale de droite (maire d'arrondissement puis conseillère municipale Divers droite). Cette tante, titulaire d'un certificat d'études primaires, est à plusieurs reprises citée comme un exemple de réussite et un modèle à suivre, de même que les cousins qui sont étudiants à l'Université: « J'irai ici et je ferai mieux qu'eux », se souvient-il.

Un troisième exemple manifeste lui aussi l'importance des proches dans les processus de conversion. Il s'agit de Danielle, pneumologue dans un hôpital privé, mariée à un médecin libéral, et électrice régulière de l'UMP, notamment aux quatre tours des élections de 2012. Elle vient d'une « famille de gauche, ouvrière, paysanne, socialiste », très politisée et, parmi les personnes qui ont « compté » dans sa sensibilisation politique, elle cite immédiatement son père. Ouvrier, devenu par « petite ascension interne » ingénieur d'une entreprise publique, il est un « homme de gauche », un temps encarté au PC puis au PS, qui a « beaucoup influencé » sa fille: « Ils avaient fait les grèves de 36 et ils en parlaient x et x fois [...] Ils avaient obtenu les congés payés... J'ai baigné là-dedans toute petite. » Cet engagement familial pèse sur la socialisation politique de la jeune femme qui a 17 ans en 1968, est séduite au lycée par les enseignements de sa professeure de philosophie (Huguette Bouchardeau, future secrétaire nationale du PSU) et participe aux manifestations étudiantes: « J'étais dans les amphis avec tout le monde. » Le début de ses études de médecine, ainsi que la rencontre avec son mari, aujourd'hui oncologue libéral, apparaissent comme les facteurs d'un tournant, social et politique, qui l'amène, à 23 ans, à voter pour Giscard d'Estaing pour la présidentielle de 1974. La conversion manifeste moins ici l'apprentissage abstrait de nouvelles normes (par exemple adossées à un ethos professionnel) que le rôle de proches qui vont favoriser de nouvelles identifications, sociales et politiques, et permettre la mise à distance du modèle de référence familial. Elle insiste, en plaisantant à demi, sur le rôle joué par son conjoint et surtout par sa belle-famille (un beau-père comptable, « en profession libérale ») dans sa « conversion » qu'elle présente comme une identification à des valeurs morales, et notamment la « tolérance », qui est un terme qui revient fréquemment dans son discours:

« J'ai rencontré mon mari... Et voilà que lui son grand-père était un "jaune", j'ai failli pas me marier [rire]... Et finalement, à la rencontre de cette famille qui était ma belle-famille, j'ai appris la tolérance, et ça, ça m'a beaucoup influencée. »

Elle dessine des deux familles deux portraits contrastés, qui opposent la pondération à la radicalité:

« C'était pas du tout le même réseau que moi où on était des espèces d'écorchés vifs révoltés alors que chez eux... Ils avaient déjà pris le temps de réfléchir, me semblait-il... C'est vrai que ça m'a influencée et que j'ai beaucoup... beaucoup

moins “milité” entre guillemets... Je me suis dit que de chaque côté il y avait des arguments posés et intéressants... Il y avait beaucoup de bagarres inutiles dans ma famille, des discussions sans fin le dimanche midi, tout le monde s’engueulait [...] tout toujours très théâtral et extrémiste... Alors que dans ma belle-famille, pas du tout, il y avait un grand respect de ce que disait tout le monde, aucune bagarre. »

Elle semble même trouver dans les qualités morales de sa belle-famille la justification de sa prise de distance :

« Et surtout moi je pensais que la gauche avait le privilège du cœur et ils m’ont démontré... que non, [...] j’avais l’impression que tous les gens défavorisés votaient à gauche et que les gens favorisés votaient à droite, j’avais été élevée dans ce principe, quoi, la lutte des classes, et des trucs comme ça, et puis... Et bien non... »

Elle décrit son vote pour Nicolas Sarkozy aux deux tours de 2012 comme le fruit de discussions avec son mari (elle dit le plus souvent « on ») et avec ses enfants, qui « eux n’ont pas hésité, ils comprenaient même pas pourquoi j’hésitais » et qui l’ont convaincue de la solidité de ses convictions et de la justesse de ses choix :

« Je me suis décidée au dernier moment... En finalement me disant que le personnage était une chose mais que je ne votais pas pour le personnage et que finalement j’étais plus d’accord avec les idées qu’il véhiculait plutôt que les autres partis... »

On voit bien ici les fondements sociaux de ses jugements (la vulgarité de l’affrontement populaire *vs* l’intelligence de son milieu d’adoption – dans lequel on réfléchit et on respecte les autres). On perçoit aussi comment de petites différences (son père initialement ouvrier est devenu, par « petite ascension interne », ingénieur d’une entreprise publique, alors que son beau-père est comptable libéral) peuvent prendre le sens d’un fossé social et politique. On voit enfin à l’œuvre le travail répété d’ajustement et d’entretien de la conversion, pour permettre la gestion d’un passé toujours susceptible de resurgir et de fragiliser les identifications sociales et politiques.

Les logiques de la rémanence

Les modalités de la conversion sont donc plurielles : elles résultent tant de l’infusion de valeurs, de normes, de rôles attachés à des univers étudiants ou professionnels, que de l’influence des (plus ou moins) proches dans l’acculturation sociale et politique.

Cependant force est aussi de constater que la conversion ne conduit jamais à un complet effacement du passé. L’hypothèse de l’acculturation postule une double socialisation : celle des apprentissages primaires, au cours de l’enfance ; celle de la rencontre lors de l’entrée dans l’âge adulte, ou à l’occasion des différentes étapes de la vie professionnelle, avec d’autres valeurs et croyances. C’est donc plutôt en termes de sédimentation que l’on doit penser ce processus, en

étant attentif aux allégeances contradictoires produites par ces dépôts successifs de normes, de souvenirs ou d'émotions.

On est alors amené à s'intéresser aux mécanismes de la rémanence par lesquels les formes anciennes de socialisation subsistent ou resurgissent et particulièrement au sens conféré par les individus à leur trajectoire. Le plus souvent, note Bernard Lahire, « les tables de mobilité sociale restent silencieuses sur les valeurs que les individus affectent à leur déplacement¹⁷ ». Rares en effet sont les enquêtes qui se penchent à la fois sur les effets des socialisations successives et partiellement contradictoires et sur le travail d'interprétation effectué par les « mobiles », qui aboutit à dire le sens de l'expérience, vécue comme promotion ou déclassement, et produit des effets sur l'insertion dans le « groupe d'accueil¹⁸ ». Cette dimension vécue, stigmatisée à tort, note Camille Peugny¹⁹, comme « psychologique », a le mérite de mettre l'accent sur les tensions voire les contradictions générées par les socialisations successives et de saisir les manifestations d'« habitus clivés », comme par exemple les hésitations ou les choix apparemment contradictoires. Elle éclaire aussi, offrant une nouvelle illustration du vote comme acte collectif (familial en l'occurrence), les vecteurs et logiques sociales des tensions ravivées par les injonctions à choisir que sont les campagnes électorales et les mécanismes mobilisés par les individus pour les gérer. Ainsi, tous nos enquêtés « mobiles » (y compris ceux qui expérimentent une forme de déclassement), quel que soit leur rapport à leur socialisation politique initiale, disent une forme de loyauté – qui s'exprime dans des modalités diverses – à l'égard de leur milieu d'origine.

Patrick, ce fils d'ouvrier devenu un grand patron, qui a longtemps voté pour le PS et se revendique aujourd'hui du camp du « pragmatisme », le formule justement : « Il y a quand même une sensibilité qui reste ». Il évoque sa femme qui a toujours voté pour le Parti communiste (« c'est plus par fidélité, c'est pas intellectuel ») et, ce faisant, il met à jour les pressions familiales constitutives du mécanisme de loyauté et qui jouent comme une force de rappel au respect des convictions héritées.

« Le dimanche, se souvient-il, on parlait politique, c'était le drame pour les enfants, parce qu'on finissait toujours par s'engueuler. C'était un jeu, mais les enfants, ils ne comprenaient pas! [...] Elle, elle lâchait pas le morceau! »

Chez Pascal, à l'inverse, le sentiment de loyauté envers les valeurs familiales héritées est beaucoup moins prégnant, même s'il en reste indéniablement quelque chose. Né dans une famille de la bourgeoisie parisienne très ancrée à droite, diplômé d'une maîtrise de gestion et d'une grande école de commerce, il affiche aujourd'hui de solides convictions de gauche. À l'entendre, ce cadre

17. LAHIRE, 2004, p. 413.

18. C'est ce processus qui est au cœur des recherches de Jules NAUDET (2012 et 2014) sur les mobilités ascendantes.

19. Cf. PEUGNY, 2006, p. 447. L'auteur cite d'ailleurs les travaux de Katherine NEWMAN qui, à partir d'une analyse qualitative, par entretiens approfondis, de trajectoires de déclassement aux E. U., renouent avec cette approche « psychologique » et soulignent l'importance des troubles produits par la mobilité. NEWMAN, 1986 et 1988.

d'une institution bancaire, aujourd'hui âgé de 50 ans, a rompu précocement, et complètement, avec les valeurs de sa famille – son père affiche des convictions clairement conservatrices, voire extrémistes : « C'est un fachos, il est... irrécupérable, il voit le "péril musulman" à tous les coins de rue. » Pourtant, à bien l'écouter, il semble malgré tout avoir conservé quelques traces de sa socialisation familiale – celles qui s'accordent le mieux aux valeurs de son milieu d'adoption et à son positionnement politique actuel. Certes, Pascal a rapidement noué, à l'adolescence, des amitiés dans un milieu homosexuel plutôt orienté à gauche, et fait sécession assez tôt. Il se souvient ainsi que son tout premier vote, en 1981 (il a alors 19 ans), est allé au candidat du Parti socialiste, François Mitterrand. Son « entourage amical », comme il le dit de manière euphémisée sans le caractériser plus précisément, a fait, selon ses propres termes « son éducation politique » : « pour moi, précise-t-il, la famille est moins importante que l'environnement amical. Les amis, on les choisit ». Il est resté depuis lors fidèle aux valeurs de gauche et qualifie lui-même sa « sensibilité » de « PS coloration écologiste, plutôt à gauche du PS ». Il alterne, lors des élections nationales, entre divers candidats de gauche, opte en 2012 pour la candidate d'Europe écologie-Les Verts (EE-LV) au premier tour et pour le candidat du Parti socialiste, au second tour. Toutefois, on observe la persistance, dans le regard qu'il porte sur le monde qui l'entoure et sur les personnalités politiques, de valeurs issues de son éducation familiale. La mère de Pascal est protestante – alors que son père est catholique. C'est dans une école privée empreinte des valeurs du protestantisme (l'École alsacienne) que le garçon a été scolarisé en primaire et au collège avant de rejoindre un lycée public. Et de nombreux indices témoignent, dans le rapport qu'il entretient aux autres et à son travail, d'un esprit, valorisant l'autonomie et la responsabilité individuelles, qu'on pourrait qualifier de « typiquement protestant ». Il dit avoir très tôt perçu la nécessité de se laisser guider par ses désirs et de vivre sa vie comme bon lui semblait, au risque de bousculer les normes familiales : « Il faut d'abord trouver son équilibre pour vivre bien, c'est essentiel, pour être bien dans sa tête, être autonome... Mais sans vivre égoïstement. » Spécialisé dans la gestion de grandes fortunes privées, il refuse systématiquement de conseiller à ses clients les placements spéculatifs recommandés par son entreprise :

« J'explique qu'il est possible de gagner de l'argent par des méthodes correctes [...] parce que les grandes fortunes ont les moyens de participer à ce genre de produits. On peut très bien gagner de l'argent sur des actions classiques si on est bien conseillé, en prenant des risques mesurés. Après, il y a la fiscalité, mais pour moi la fiscalité du capital devrait être plus importante que celle du travail. »

Se disant « non carriériste », allergique à la compétition interindividuelle et à la hiérarchie, il explique avoir décidé de rester un simple « commercial ». L'éducation protestante de cet « original très classique », comme il se qualifie lui-même, colore ainsi d'une manière particulière son rapport à la politique. Ses choix sont certes guidés par les programmes et les idées mais aussi et surtout par ses jugements portés sur l'intégrité morale des candidats et des élus. Il accorde

ainsi prioritairement sa confiance à des personnalités de caractère, qui manifestent du « courage » (car « il faut savoir dire ce qu'on pense »), occupent des positions marginales ou dissidentes dans leur propre camp et ont des convictions clairement affirmées : « Il y a un moment, il faut mettre un grand coup de pied dans la fourmilière, c'est indispensable. » Il privilégie ceux qui refusent le moindre compromis avec les valeurs économiques libérales.

On le voit, même dans les cas de forte mobilité politique – liée à une forte mobilité sociale « latérale » –, certains des éléments de la socialisation d'origine peuvent continuer d'affleurer et paradoxalement faciliter l'acculturation à de tout autres valeurs, notamment quand certains aspects de cette socialisation primaire peuvent être aisément « accommodés » aux nouvelles valeurs des milieux d'adoption.

Les traces de la socialisation politique initiale sont particulièrement perceptibles chez les enquêtés lorsque la période électorale, et la situation d'enquête, leur imposent de justifier leur vote. On voit alors combien ces structures incorporées sont régulièrement (plus particulièrement à l'occasion des élections) actualisées par les proches, les parents, fratries ou amis d'enfance, qu'il s'agit de ménager ou dont il s'agit de préserver les choix. La distance, idéologique et sociale, tend alors à être atténuée voire masquée, et cette euphémisation peut prendre la forme d'une réticence à endosser complètement un tournant électoral qui est justifié par le bon sens, le pragmatisme ou les « valeurs », plutôt que par des raisons idéologiques.

Julien, le banquier militant de l'UMP déjà rencontré, évoque sa socialisation politique initiale sur un mode enchanté :

« J'ai un très beau souvenir c'est l'élection de Mitterrand, j'avais 10 ans... Pourquoi parce que j'habitais V., ville ouvrière et fortement immigrée, et ce qui s'est passé le jour de l'élection de Mitterrand, et c'est toujours, malgré mes convictions aujourd'hui à droite, mon plus beau, un de mes plus beaux souvenirs politiques, parce que... La liesse qu'il y a eue à ce moment-là chez les gens de gauche, et notamment les ouvriers dont fait partie ma famille! »

Il assume une double distance, sociale et politique, par rapport à ses parents en en atténuant la portée. Il maintient les liens, en invoquant, contre toute forme de dogmatisme, des valeurs de tolérance et pondération :

« J'ai réussi moi à sortir de ma chrysalide pour penser par moi-même, mais en gardant... Je suis un hybride finalement, je ne suis pas un ayatollah du vote contre la gauche, moi je comprends que... Je suis fils d'ouvrier, je comprends qu'un ouvrier vote Mélenchon... »

Nombre de ses analyses politiques aboutissent à éroder la frontière gauche – droite, comme si les choix qui sont les siens étaient davantage pragmatiques que partisans :

« Est-ce que la sécurité est de droite ou de gauche? Je refuse de penser [...] que la personne de droite veut vivre en sécurité et celle de gauche non. Est-ce que la santé est de droite ou de gauche? Est-ce que le travail est de droite ou de

gauche? Non [...]. Vous voyez ce que je veux dire, sur tous les grands sujets, il y a des possibilités d'avoir des consensus. »

Un terme résume cette qualité, faite de bons sens, de pragmatisme et de morale, l'« humanisme », qu'il s'agisse de « l'humanisme de Jacques Chirac », de celui des militants RPR ou du sien propre :

« Je m'encarte au RPR [...], je suis rassuré de voir que finalement, en face de moi, c'est idiot hein, j'ai pas des monstres, j'ai des gens tout à fait normaux, qui ont des convictions qui ressemblent aux miennes, en tout cas de plus en plus, et que même des gens qui sont de conditions sociales beaucoup plus élevées que la mienne sont parfaitement fréquentables et peuvent être humanistes. »

La tension se résout finalement dans l'évolution (la conversion?) de sa famille, qui se rapproche de lui. Sa mère en effet, qui a longtemps non seulement voté mais milité au Parti communiste et qu'il a « toujours essayé de [...] faire changer d'avis », est aujourd'hui « complètement dépolluée de ça » et a voté pour Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012. Son père quant à lui vote blanc puis cesse de voter, tandis que sa plus jeune sœur, de 20 ans, vient de s'engager à l'UMP.

Pour d'autres, la double socialisation est plus laborieuse. On se souvient de Danielle, pneumologue, issue d'une famille ouvrière, de gauche, « convertie » à la droite depuis ses études de médecine, son mariage et sa rencontre avec sa belle-famille, soit depuis plus de 40 ans. L'explication de son vote de 2012 s'apparente à une forme de justification de la distance prise avec ses parents et plus largement son passé. Elle rapporte ainsi des « discussions un peu pénibles » avec des amis qui avaient voté à gauche, ne comprenaient pas sa décision, et lui reprochaient son vote, ce qui lui « a fait quelque part un peu mal ». Elle évoque ses parents qui « en vieillissant, deviennent extrêmement intolérants... curieusement avec en particulier tout le Maghreb, tous les musulmans » et, du même coup, instaurent eux-mêmes une distance insurmontable et justifiée. Toute discussion devient alors non seulement difficile mais vaine : « Je me dis que si un jour ils votent pas socialiste, ce serait bête qu'ils votent Front national. » « Ces tournures racistes, ça me désole », conclut Danielle, en une dernière remarque qui désigne une acculturation réussie mais qui « fait quelque part un peu mal. »

Pour d'autres enfin, les plus jeunes, en cours d'éloignement du domicile familial, le processus de socialisation plurielle génère des tensions et troubles plus manifestes et des comportements électoraux étonnants. La loyauté à l'égard des parents et d'un passé proche tend alors à se dire et se pratiquer explicitement.

Tel est le récit de deux trentenaires, Sarah (déjà évoquée) qui, par son mariage, accède à une bourgeoisie plus fortunée que sa famille d'origine, et Chloé, qui connaît un léger déclassement. L'une et l'autre, qui appartiennent à des univers sociaux très différents, amorcent lors de l'élection de 2012, une prise de distance et, dans le même temps, donnent un gage à leur mère respective, qui pourtant semble constituer un obstacle à l'expression de leur opinion et de leur vote.

Sarah, cette cadre supérieure qui, on l'a vu, hésite longuement en 2012, se sent « devenir de droite » sous l'influence de son conjoint et de sa belle-famille

fortunée, ne se résout pas à l'avouer à sa famille et notamment à sa mère. La tension s'exprime ici dans des discussions politiques (« difficile d'éviter »), qu'elle supporte de moins en moins, « ça m'énerve » et « on s'engueule ». « Il sont simplistes [...] pour eux Sarkozy est quoi qu'il fasse un salaud, sans chercher à comprendre. » C'est cette rémanence, accompagnée de concessions de plus en plus difficiles au passé, qui éclaire son vote nul du 1^{er} tour – elle glisse dans l'enveloppe un bulletin Hollande et un bulletin Sarkozy – et son vote socialiste au 2^e tour, cadeau, offrande, à sa mère hospitalisée.

Chloé (dont nous retrouverons le cas développé à la fin du chapitre), chef de salle dans un café-restaurant, est fille de fonctionnaires territoriaux syndiqués à la CFDT et électeurs de gauche. Elle est en voie d'adopter les points de vue et préférences politiques du milieu de la restauration qu'elle a intégré, et choisit quant à elle d'afficher sa fidélité en optant pour la formule de la procuration : « ma mère n'a qu'une peur, que je devienne patronne et que donc je vote à droite ! Là je lui donne procuration alors elle est sûre que je vais bien voter [rires] ».

On voit, à travers ces exemples et ce travail d'ajustement, combien le choix électoral et les tensions qui l'accompagnent dépassent le cadre du politique ; combien un vote peut être beaucoup plus et beaucoup moins qu'un vote ; comment il peut être utilisé comme un « raccourci » pour désigner une appartenance et dire une identité sociale et combien dès lors il est irréductible au seul choix politique.

Les effets sociaux des identifications politiques

Si l'on perçoit combien les identités sociales, et leurs glissements, peuvent façonner les identités politiques, il serait trompeur de n'appréhender cette relation qu'à sens unique. À l'inverse, les cas analysés invitent à renverser la question : quels sont les effets des préférences et des choix politiques sur les identités et les trajectoires sociales ? Pour ceux qui sont les plus politisés et attentifs aux enjeux de l'élection, donc au sens de leur vote, l'élection peut en effet constituer une situation de crise, qui fonctionne comme une sorte de révélateur des évolutions sociales, un moment de vérité où il n'est plus possible de dissimuler ce qu'on est devenu. Le contexte électoral favorise alors des ruptures ou des redéfinitions de soi qui peuvent être exposées aux plus proches (les parents notamment). Mais un autre type d'effet du politique sur les trajectoires sociales est aussi observable : dans certains cas les identifications politiques peuvent contribuer au maintien, voire au renforcement des sentiments d'appartenance préexistants, alors même que les intéressés sont en proie à des épreuves personnelles d'une grande intensité, susceptibles de remettre en cause des composantes essentielles de leur identité sociale.

Mobilités politiques et glissements identitaires

Une campagne électorale n'a sans aucun doute rien à voir avec ce qu'on appelle en sociologie politique un « événement ». En effet, rien ou si peu ne semble rapprocher pareille compétition électorale, fût-ce à l'occasion de l'élection du président de la République, de quelque bouleversement que ce soit au cours duquel se réaliserait une mise en suspens du temps et des rapports sociaux ordinaires. Pour autant, il arrive que certains électeurs soient non seulement atteints par l'effervescence d'un enjeu électoral, qui va produire de l'émotion et du regain d'intérêt, mais aussi et peut-être plus encore soient comme « pris à partie » par le jeu électoral au point d'être amenés à revoir ce qu'ils sont socialement et politiquement. Parce qu'ils sont confrontés à des inflexions dans le cours de leur existence à ce moment précis du temps social, parce qu'ils sont en quelque sorte plus vulnérables que d'habitude sur le plan des identités qui les qualifient socialement, la campagne électorale, puis l'obligation sociale à voter qui la clôt, a comme pour effet de produire du déséquilibre, des doutes et des réactions plus que d'ordinaire. C'est donc la conjonction entre le poids relatif du rendez-vous électoral, relatif mais non négligeable, et la moindre assurance ontologique qui est celle d'électeurs ayant à vivre des changements biographiques ou de nouveaux agencements à la fois relationnels et existentiels, qui peut produire ce qu'on appellera un « effet de campagne » sur le vote des votants.

C'est ainsi le cas de Nikola, 45 ans, né à Paris peu après l'immigration de ses parents d'un pays d'Europe orientale, chargé de trésorerie de change dans une société de finance, et résidant à Boulogne-Billancourt. Son itinéraire électoral, assez stable jusqu'en 2012, marque un léger glissement par rapport à sa famille, qui semble faire écho à de petits déplacements sociaux. Ces déplacements sont d'abord un léger déclassement en termes de capital culturel : son grand-père paternel était un universitaire reconnu dans son pays, où il fut conseiller du gouvernement avant la guerre, et constitue une référence forte dans la famille ; son père (aujourd'hui retraité) était chargé de recherche au CNRS (en économie) et sa mère a exercé la profession d'architecte. Lui-même a en revanche mené des études un peu laborieuses (redoublement de la terminale, puis d'une année de licence, échec au diplôme de maîtrise, qu'il revendique néanmoins), dérogeant à la tradition familiale de détention d'un capital culturel relativement distinctif (par ailleurs reprise par sa sœur cadette, diplômée de Sciences Po et exerçant une profession intellectuelle). Sa carrière professionnelle est assez stagnante, il déplore n'être pas monté en grade et, après vingt ans, d'occuper toujours un poste plutôt subalterne. Il pratique volontiers l'autodérision à ce sujet. Politiquement, ses pratiques et positionnements politiques reflètent ce micro déclassement par rapport à l'héritage. Quand ses parents sont nettement à droite, avec une matrice anti-communiste liée à leur histoire (ils ont quitté un pays communiste), lui se déclare « de centre-droit », ce que traduisent au demeurant ses votes successifs aux élections présidentielles de 1988 (Raymond Barre puis Jacques Chirac), 1995 (Jacques Chirac deux fois), 2002 (blanc au premier et au second tour) et 2007

3 (François Bayrou et vote blanc). Mais en 2012, son itinéraire politique connaît une inflexion inédite quand il décide de voter Hollande aux deux tours. Bien plus que par un glissement idéologique ou un nouvel arbitrage à l'égard de biens proprement politiques (à aucun moment il ne met d'ailleurs son vote en rapport avec une offre programmatique ou des thèmes de campagne), cette première incursion dans le camp de la gauche s'explique par la conjonction de différents facteurs qui ont tous à voir avec ses positions dans divers espaces relationnels et à la fluctuation au moins conjoncturelle de celles-ci : fort rapprochement amical avec un sympathisant du PS, fils d'immigrés d'Europe de l'Est, avec qui il partage une certaine fierté des origines, différend avec son père et colère contre son milieu professionnel et ses supérieurs (frustration ancienne de ne pas être promu, de ne pas être augmenté, attisée par un dernier épisode : après avoir mis en place un outil de gestion, il a été écarté de son utilisation) : « Mon vote c'est ça, vous m'avez niqué, je vais vous niquer aussi. » L'antipathie qu'il dit éprouver à l'égard de Nicolas Sarkozy ainsi que la présomption de victoire de François Hollande renforcent le choix pour le candidat socialiste. On pourrait ajouter à cela le vote de sa conjointe (elle accorde usuellement son suffrage aux socialistes mais Nikola explique qu'ils parlent très peu de politique entre eux et récuse toute idée d'influence de sa part) et celui de sa sœur (à gauche, dont il s'est rapproché ces dernières années), comme causes souterraines ayant contribué à rendre envisageable le vote qu'il s'appête à faire et à lui donner une incarnation familière.

Ces éléments conjugués ont rendu possible la conception du vote Hollande comme « coup », préparé assez à l'avance (lors de la prise de rendez-vous pour l'entretien qui précède l'élection, il annonce à l'enquêteur « une surprise ») et exposé avec une certaine délectation. Le vote est ici réapproprié comme un instrument de rétorsion symbolique, passant par la transgression de l'interdit de la gauche qui prévaut aussi bien dans son milieu familial que professionnel, sans qu'il implique forcément une conversion durable. Dans l'entretien postérieur à la séquence électorale, Nikola semble ainsi chercher à minimiser la portée de ce premier vote socialiste. Il commence d'ailleurs par indiquer qu'il est « revenu vers ses idées » aux législatives, où il a voté pour un candidat UMP. Il insiste sur le fait qu'il n'attend rien de spécial de Hollande et multiplie les exemples et arguments pour affirmer que la droite et la gauche ne sont pas très différentes, et commence déjà à tenir un discours critique sur le nouveau président de la République. Bref, sans regretter son vote, il énumère une série de réserves qui semblent vouloir indiquer qu'il n'a pas pour autant « basculé à gauche ». Cela d'autant moins que ses ancrages sociaux semblent offrir peu de raisons de consolider durablement un glissement politique.

On voit ici que l'encastrement social des comportements politiques se manifeste à plusieurs niveaux. Les espaces, familial et professionnel, de socialisation contribuent certes à borner l'espace des possibles politiques, ce qui n'exclut pas des déplacements significatifs (pour la personne concernée). Ces déplacements politiques sont tout aussi socialement encadrés, d'une part parce qu'ils sont médiatisés par des proches, d'autre part parce qu'ils traduisent des formes de

réappropriation du vote comme expression de mouvements, plus ou moins durables, au sein de rapports sociaux.

Ce qu'une campagne peut « faire » à des électeurs ne se voit sans doute jamais autant que quand il s'agit de « jeunes » électeurs qui ne sont pas encore tout à fait établis socialement. Par conséquent, ils sont plus plastiques aux effets de la mise en branle de l'enjeu électoral²⁰. La réalité de ce qu'a à vivre Chloé²¹, pas encore trente ans, chef de salle dans un café-restaurant à Paris, éclaire ce type de processus. En effet, celle-ci, après avoir suivi des études de master dans la communication culturelle, s'est mise à travailler dans la restauration où elle avait déjà exercé des « petits boulots » d'étudiante. Faute de pouvoir trouver un emploi dans le secteur culturel, elle est amenée à s'interroger sur son identité lors de la campagne présidentielle. Fille de deux fonctionnaires territoriaux intervenant dans le domaine de l'enfance spécialisée, syndiqués à la CFDT et votant avec constance et grande conviction pour le Parti socialiste, elle a longtemps cru être aussi profondément socialiste que ses propres parents : lors des premiers instants du premier entretien, son vote socialiste s'apparente à une *standing decision*. Pourtant le contexte de la campagne de 2012 la conduit à réviser ce qu'elle pense être politiquement et même à projeter ce que pourrait être son évolution électorale future. La campagne, parce qu'invitant tout un chacun à dire ou redire ce qu'il croit être politiquement²², l'a poussée à affirmer ses différences à l'égard de ses parents et, par conséquent, à les assumer au point de réaliser qui elle est en train de devenir tant professionnellement que socialement. Si 2012 ne l'a fait pas passer de gauche à droite (elle raconte avoir eu énormément de plaisir et d'intérêt, en 2007, à soutenir Ségolène Royal pour son charisme et son volontarisme), les discours du candidat Nicolas Sarkozy sur l'inflation fiscale, l'insécurité et la lutte contre l'assistanat l'interpellent profondément :

« Moi qui vote à gauche depuis toujours, qui me sens de gauche, je me rends compte qu'il n'y a que la droite qui me parle. Il n'y a qu'elle qui parle de fiscalité, de travail et d'immigration. Or c'est mon quotidien les *Roms* qui volent nos clients sur nos terrasses et le fait qu'on ne trouve pas de serveur à embaucher car les jeunes ne veulent pas bosser en fait. »

Chloé, on s'en souvient, se préserve du vote à droite en 2012 en donnant une procuration à sa mère. Mais elle n'en n'est pas moins convaincue d'avoir franchi une étape importante de son existence et d'appartenir à un monde professionnel très différent de celui de ses parents. Cette prise de conscience s'est faite progressivement, à mesure de la montée en intensité de la campagne. Lors du premier entretien, cette enquêtée se présente sans ambages comme une électricienne du Parti socialiste, heureuse de son choix, s'appêtant à rééditer ce qu'elle avait

20. Au sujet des « jeunes » électeurs auprès desquels nous avons enquêté, il est certain que la panélisation sociologique, logiquement, a constitué un « effet d'enquête » encore plus fort que chez d'autres les incitant à une attention inhabituelle à la politique. Cet effet-là est à ajouter à celui de la campagne.

21. Déjà rencontrée *supra*.

22. Certains des jeunes collègues de bistrot de Chloé se plaisent à la « charrier » en lui suggérant qu'elle pourrait être en réalité de droite.

déjà fait en 2007. Mais lors du second entretien, les propos de Chloé changent, tout comme le ton et le goût avec lesquels elle s'explique²³. Plus la compétition semble atteindre son point d'acmé, en termes d'effervescence et d'enjeu, et plus il lui est comme commandé de révéler, autant aux autres qu'à elle-même, quelle offre électorale fait véritablement écho à son existence quotidienne et aux propos qu'elle tient sur ses conditions de vie – et de vue – professionnelle.

Cet effet de révélation qu'induit la campagne électorale, et dont le vote qui s'ensuit est l'indice sinon l'expression, est sans nul doute encore plus marquant chez une autre enquêtée d'à peu près le même âge que Chloé.

Yamina, qui a 31 ans en 2012, suit la campagne avec une extrême attention. L'acuité qui est la sienne a comme raison l'ethnicisation dont elle se sent l'objet depuis quelque temps et que la campagne accentue. Yamina dit se « sentir arabe », selon sa propre expression, tant elle prend pour elle, et surtout contre elle, les discours de Marine Le Pen mais plus encore peut-être ceux de Nicolas Sarkozy au sujet de l'immigration. Or, cette jeune femme n'a jusqu'alors jamais su ni cru être autre chose que « bêtement française ». De parents nés en Algérie, français, ouvrier pour le père et aide-soignante pour la mère, elle a grandi dans un quartier résidentiel assez privilégié d'une ville moyenne du Nord-Est de la France. Elle a fréquenté les bons établissements de la ville jusqu'à intégrer la classe préparatoire du meilleur des lycées de l'académie. Cette entrée en hypokhâgne lui a permis d'intégrer un IEP de région dans un premier temps, puis Sciences Po Paris où elle obtient un master. Quand nous la rencontrons au début de l'année 2012, elle vient de subir des déceptions professionnelles. D'abord dans une ambassade où elle a eu à subir les jeux troubles et intéressés de certains de ses supérieurs hiérarchiques. De plus, elle vient tout juste de claquer la porte d'une association humanitaire dirigée par un entrepreneur de cause particulièrement tyrannique. Elle ne travaille alors pas et entame une psychothérapie pour « se refaire une santé et repartir ». Aussi, dans ses propos, affleure l'idée que toutes ces déconvenues ont pour point commun qu'on lui fait payer son identité de femme d'origine maghrébine, chose dont elle n'a jamais eu conscience jusqu'à il y a peu²⁴. Ce stigmate qui lui colle dorénavant à la peau est, à ses yeux, comme renforcé et confirmé par les orientations programmatiques qu'a choisies le candidat de la droite française principalement :

« C'est chaud en ce moment avec la campagne et Sarkozy, je ne me suis jamais sentie regardée comme ça avant, je me prends des regards et des réflexions sans arrêt. Et pas seulement moi, des collègues de ma mère à l'hôpital lui ont dit de rentrer chez elle ! Dire ça à ma mère qui est française, c'est ouf ! »

23. L'enquêteur comme certains de ses proches notent un raidissement de sa part. On dit d'elle qu'elle n'a jamais « fait aussi sérieuse » et « dure ». Si ces changements de trait ont sans doute à voir avec la fatigue qu'engendrent les conditions de travail de Chloé, tout se passe comme si cette fatigue ou ce sérieux faisaient désormais « système » avec ses nouvelles orientations politiques.

24. Yamina nous dira comprendre « après coup » pourquoi elle avait fui la sociologie durant son cursus de Licence : « je crois que je ne voulais pas savoir tout ça, cela ne m'aurait pas fait avancer je crois. Maintenant, c'est évident que la sociologie ça m'intéresse trop ».

L'impact qu'à la campagne de 2012 sur Yamina n'est pas négligeable, bien que tous les effets que dit ressentir cette femme ne soient évidemment pas imputables aux seuls discours de Nicolas Sarkozy. Néanmoins la campagne joue ici comme un révélateur cristallisant le sens de ses différentes expériences professionnelles et sociales qu'elle ressent comme de la discrimination. Elle qui a voté en 2007 pour François Bayrou au premier tour, puis en faveur de Nicolas Sarkozy au second tour, voit en outre nombre de ses repères mis à mal. Cette nouvelle campagne l'incite alors à annoncer une nouvelle orientation professionnelle ayant partie liée avec son récent stigmate de « beurette ». Yamina déclare vouloir ouvrir « un restaurant halal chic » et, par ailleurs, ne voit que « Jean-Luc Mélenchon pour se défendre ». Tout dans ce qu'elle dit rappelle sa mue statutaire et politique. Au point où on l'entendra parler de lutte des classes lors du dernier entretien, elle qui avait placé de forts espoirs en Dominique de Villepin en 2008²⁵.

Ces deux exemples nous donnent ainsi la possibilité de penser la part que peut avoir une campagne présidentielle sur la redéfinition des ancrages sociaux du vote. Dans le cas de Chloé, la campagne accompagne sinon accélère – ou facilite – une mue sociale et idéologique qui est à l'œuvre depuis plusieurs années. Elle s'éloigne de sa mère progressivement parce qu'elle s'insère dans un tout autre secteur d'activité. Son vote à gauche est sur le point de ne plus avoir de sens. L'enjeu présidentiel, le seul enjeu politique auquel elle prête attention et ce par le truchement de la procuration, accentue et objective les distances sociales en train de se faire avec le cocon familial. En ce sens, la conjoncture électorale n'est pas qu'un révélateur, elle agit aussi au travers des débats et des prises de positions qu'elle alimente.

Au sujet de Yamina, l'impact est plus fort encore et le moment présidentiel vient comme briser une identité déjà fragile. L'ethnicisation dont elle se sent victime a forcé, à ses yeux, un rapport avec l'inflation discursive jetant l'opprobre sur les étrangers pendant la campagne. Mais en proportion, il faut considérer ce qui s'est joué à cette occasion comme l'épreuve de trop dont Yamina a été le sujet, après probablement de multiples micro-stigmatisations comme l'obstination de l'un de ses enseignants de master à la voir se spécialiser sur le monde arabe (« mon directeur de mémoire voulait absolument que je travaille sur le monde arabe car il me disait que j'irais plus vite comme ça, alors que je n'y connaissais rien moi à son monde arabe, que je n'avais rien à voir avec ça et que je ne parlais même pas arabe ! »). Le harcèlement au travail et les allusions de nombreux hommes au sujet de son « orientalité » (« Je me rends compte que beaucoup d'hommes m'ont regardée comme la Shéhérazade, la femme arabe prude mais qui dans le fond aime leur charme et les désire »), au point de découvrir alors qu'elle était, malgré elle, « arabe ».

25. Après avoir cherché à rallier « République solidaire » de Dominique de Villepin, Yamina devra se résoudre à quitter ce mouvement lorsqu'elle réalisera que les troupes de cette jeune formation sont « très maghrébines ». Il y a là comme un paradoxe intéressant et qui se dénouera lors de la campagne de 2012 dans la mesure où Yamina a tenté sa chance partisane pour les prises de position de l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac au sujet du monde arabe tout en regrettant que les militants de ce dernier aient partie liée avec ce même monde arabe.

Épreuves sociales et stabilité des identifications politiques

La campagne peut, nous l'avons vu, contribuer à réorganiser les repères identitaires des individus qui s'y trouvent plus ou moins exposés, ébranler la stabilité des liens qui les unissent à leurs proches (ou au contraire l'affermir), et affecter, en retour, la perception de leur positionnement politique. Mais les allégeances politiques ne sont pas que les simples réceptacles de processus qui leur seraient extérieurs. Elles peuvent aussi avoir une vie propre, et contribuer, à leur tour, à filtrer la perception de soi, des autres et de l'environnement social, notamment quand elles sont le fait d'individus ayant un intérêt pour la politique, bien insérés dans des milieux politiquement homogènes. La force des liens politiques redouble alors celle des liens sociaux. Et quand ces liens sociaux se distendent, ou quand ils sont ébranlés par un événement qui risque de les mettre à l'épreuve, les croyances préexistantes peuvent agir comme un filtre protecteur. Elles offrent alors un cadre de lecture qui permet de rationaliser l'expérience vécue et de lui donner un sens facilitant le maintien des identifications sociales.

C'est ainsi que l'on peut lire le cas de Paul, jeune cadre supérieur de 37 ans (marié, diplômé d'une grande école de commerce, deux enfants, vivant dans l'Ouest parisien, de droite) qui apprend soudainement que la direction de la société dans laquelle il travaille, en difficulté, a décidé de se séparer d'une grande partie de ses managers. Et ce, en leur demandant de démissionner. Le choc est rude. Plutôt que d'accepter les conditions qui lui sont imposées – un départ volontaire assorti d'une indemnité inférieure au minimum légal –, il décide de s'opposer à la direction en se lançant, avec l'une de ses collègues (de gauche) dans la création d'une section syndicale (CFE-CGC) afin de se faire élire comme délégué du personnel. Durant près d'un an et demi, son quotidien sera radicalement transformé : devenu délégué du personnel, il passera son temps entre le soutien à ses collègues – mis au placard, brimés, habités par un sentiment de désespoir et d'inutilité tel qu'ils éclatent souvent en sanglots dans son bureau –, les rendez-vous à l'inspection du travail, les audiences aux prud'hommes et les visites aux responsables de son syndicat. Sa collègue, éprouvée, déposera deux arrêts maladie de trois mois au cours de la même période. Lui résistera à cette longue épreuve et partira au bout de 15 mois, quand il estimera que la proposition financière qui lui est faite est acceptable et qu'il est temps de s'en aller.

Cette expérience s'est-elle traduite par un infléchissement, même léger, de ses croyances antérieures ? Pas le moins du monde. Certes, il dit avoir découvert à quel point « l'humain » pouvait « être nié » dans les entreprises : « j'ai découvert la souffrance des gens au travail ». Il dit aussi avoir changé de regard sur les syndicats. Mais la logique qui gouverne les fonds d'investissement, à l'origine de la décision de licenciement des salariés, n'est pas en cause : « moi j'ai des copains qui bossent dans le *Private Equity*, qui investissent dans des sociétés pour les revendre mais qui ne sont pas du tout à l'image des gens que j'ai rencontrés ! » Le licenciement qu'il a subi n'est nullement décrit comme le produit d'un « système », mais comme la conséquence, assez circonstancielle, d'une défaillance individuelle :

celle du dirigeant de l'entreprise, qui aurait été « à bout de course », et aurait fait « les mauvais choix au mauvais moment ». Les convictions préexistantes de l'intéressé, attaché à une certaine idée de l'autonomie et de la responsabilité individuelles, semblent même avoir agi comme un filtre au travers duquel l'épreuve vécue, objectivement déstabilisante, a été recodée dans les termes d'une aventure personnellement enrichissante.

À 37 ans, Paul nous dit qu'il est à un tournant de sa vie et qu'il s'interroge sur son avenir. Veut-il vraiment poursuivre une carrière de cadre dans une autre entreprise, au risque de devoir subir la même expérience dans quelques années, mais à un âge où il sera beaucoup plus difficile de retrouver un emploi ? N'est-il pas temps de reconsidérer ses choix professionnels ? Son propre père a su, à un moment crucial de sa vie, prendre la bonne décision. D'origine arménienne, né en Syrie, il habitait le Liban, était alors étudiant en médecine, et venait de se marier. Contre l'avis de ses beaux-parents, il a décidé de partir avec sa jeune femme en France, convaincu qu'« il n'y [avait] pas d'avenir ici ». Quelques années plus tard, la guerre civile éclatait au Liban et lui donnait rétrospectivement raison. « Ça a été un acte visionnaire », confie Paul, manifestement convaincu d'être lui-même aujourd'hui confronté à un moment tout aussi décisif, et à la nécessité de faire le « bon choix ». « Il y a quelque chose en l'air autour de moi, quelque chose qui se joue » confie-t-il, en expliquant à demi-mot qu'il envisage de s'installer à son compte. Le moment est propice : « j'ai un petit capital et une femme qui a un bon salaire ». Aussi appréhende-t-il son licenciement et la situation de privation d'emploi dans laquelle il se trouve moins comme une injustice que comme un « challenge » personnel, dont il estime, à bien des égards, tirer des enseignements utiles pour l'avenir. Non seulement, explique-t-il, cette expérience lui a donné l'occasion de se livrer à un examen des errements du dirigeant, mais elle l'aide aussi à identifier les pièges dans lesquels il ne faut pas tomber :

« Je me suis beaucoup rapproché de la difficulté de ce que pouvait être diriger une boîte, de voir qu'une décision pouvait enclencher une succession d'erreurs incroyables et qu'il fallait beaucoup de courage pour revenir sur ses décisions, revenir sur ses erreurs. »

Mais cette expérience a aussi été une véritable école de découverte de soi-même, en lui permettant de mieux prendre la mesure de ses potentialités : une capacité à affronter l'adversité, à tenir bon, et à prendre des risques – il a osé partir alors qu'il ne savait pas de quoi l'avenir serait fait. Autant de qualités propices à une reconversion professionnelle réussie quand on envisage, pour échapper aux écueils du salariat, de devenir gérant de sa propre affaire²⁶.

Ainsi, ce qu'on aurait pu être tenté d'interpréter comme une expérience déstabilisante, susceptible de bousculer les identifications sociales – et la sensibilité politique – de l'intéressé, a au contraire contribué à les renforcer. Faut-il y voir l'expression d'une « foi » accrue, typique des défenses spontanément activées par

26. Ce qu'il fera quelques mois plus tard, en ouvrant, avec l'un de ses amis d'enfance, un commerce de bouche haut de gamme.

3 des individus confrontés à des situations génératrices de dissonance cognitive²⁷? Il nous semble qu'il s'agit plutôt d'un effet de l'interprétation rétrospective de cette expérience par l'intéressé, à l'aune à ses chances objectives de « rebond » professionnel, qui le conduit à recoder cette épreuve en une expérience riche d'enseignements pour l'avenir. On peut ajouter que Paul mobilise davantage le registre de la morale pour penser l'accident biographique qui a été le sien que celui du politique. Dès lors, la logique qui gouverne le système économique est sauve à ses yeux : seuls ceux qui ont failli par leurs erreurs de jugement sont coupables. Cette expérience a été vécue subjectivement comme un moment décisif, rejouant certaines des épreuves de l'histoire familiale à l'issue heureuse – et à ce titre, il est positivement investi. Mais comme elle a aussi été interprétée au prisme de valeurs familiales congruentes avec les valeurs libérales (volontarisme, liberté, souci d'indépendance), son ancrage dans le réseau des identifications sociales et des convictions politiques préexistantes a été considérablement facilité. On le voit, les systèmes de valeurs – et partant, les identifications politiques – ne sont pas de simples variables dépendantes des trajectoires sociales, elles peuvent aussi jouer la fonction de filtres perceptifs des expériences sociales traversées au point, éventuellement, de devenir « motrices ».

Au terme de ces développements, on peut tirer deux conclusions. D'abord, il paraît désormais difficile de limiter l'analyse de l'ancrage social du vote à l'équation synchronique entre une position (le plus souvent réduite à la CSP) et un vote ponctuel. Si les données quantitatives sur le poids des variables lourdes demeurent, certes, indispensables à la compréhension des logiques sociales du vote, on comprend qu'elles restent aussi insuffisantes. Les entretiens biographiques éclairent ainsi la dynamique diachronique des positions et des choix qui sont moins figés qu'ils ne paraissent au premier abord. Ils offrent en outre la possibilité de saisir les mécanismes qui sont au principe des rapports entre mobilité sociale et comportements politiques (les logiques de conversion et de rémanence). On devine, ensuite, à travers les différents cas exposés, combien il est important d'accorder une attention à la dimension *subjective* des expériences (sociales et politiques) vécues par les enquêtés si l'on veut en rendre compte de manière adéquate. Toute analyse qui se contenterait d'apprécier objectivement les situations décrites, sans prendre en compte la manière dont elles ont été personnellement vécues, s'exposerait probablement au risque d'un malentendu interprétatif. Toutes les informations relatives au statut et au vote devraient ainsi être réintégrées dans le cadre des significations que les acteurs leur confèrent. C'est, en effet, paradoxalement, en réintégrant les trajectoires sociales et leurs significations au cœur des analyses du vote qu'on peut se donner les moyens de saisir certains des effets proprement politiques des campagnes électorales.

27. FESTINGER *et al.*, 1956.

4

« Quand j'ai le 20 Minutes, je vais directement : Horoscope »

Les campagnes des électeurs

Clémentine BERJAUD, Daniel GAXIE

Il existe un sens commun appliqué aux campagnes électorales. Elles constituent un moment politique particulier, mélange de routines et d'événements prévisibles, mais aussi, dans le même temps, d'effervescence collective et de mobilisations. L'élévation du niveau d'attention aux péripéties politiques conduit beaucoup d'acteurs et de commentateurs à tenir pour acquis que les campagnes électorales sont le moment où les électeurs font leurs choix et qu'ils sont donc attentifs aux discours et aux propositions des candidats. On présuppose aussi souvent que les électeurs suivent les rebondissements de cette effervescence collective, notamment les principaux meetings électoraux, la participation des principaux candidats aux émissions de télévision et surtout le débat entre les candidats du deuxième tour, souvent considéré par les commentateurs comme le moment clé qui détermine les résultats de l'élection. Les transformations structurelles de la couverture médiatique des campagnes ont renforcé ces présupposés. Il existe désormais des chaînes télévisées d'information continue qui martèlent en boucle les informations les plus sensationnelles, à commencer par les « événements » de la campagne. Les « grands » meetings des principaux candidats sont retransmis en direct et prolongés par une avalanche de commentaires qui en scrutent le contenu, les intentions et les effets potentiels. Les commentateurs tendent à universaliser à l'ensemble des citoyens l'excitation toute particulière qui caractérise leur rapport intéressé aux événements qu'ils font profession d'analyser. Ils glissent facilement du constat de l'élargissement de l'audience des faits divers du microcosme politique et de leurs analyses, à la représentation tacite d'un corps électoral massivement attentif et réactif.

On ne sait pourtant pas grand-chose de la manière dont les citoyens suivent les campagnes électorales. La plupart des enquêtes commerciales ou académiques les interrogent sommairement sur leur intérêt (déclaré) pour la campagne. On découvre ainsi que l'attention accordée à la campagne électorale est inégale selon les élections et les individus, mais, dès qu'il s'agit d'élections « importantes », qu'elle est globalement supérieure à l'intérêt plutôt faible habituellement accordé

à « la politique¹ ». On apprend que les citoyens s'informent principalement par l'intermédiaire de la télévision, et on s'interroge du même coup pour savoir si cette « télévision fait l'élection² ». On imagine plus ou moins tacitement que les électeurs sont désireux de s'informer en première personne et par leurs propres moyens sur les déclarations et les orientations programmatiques des candidats. Il semble aller de soi que cette bonne volonté citoyenne est inégale, mais cependant assez largement partagée. On postule plus ou moins que c'est ainsi que se font les choix électoraux³.

Les entretiens conduits dans le cadre de l'enquête SPEL ont permis d'interroger diverses personnes à propos de la manière dont elles ou ils suivent une campagne électorale, dans le cas d'une élection considérée comme majeure. Les limites quantitatives et l'absence de représentativité de l'échantillon ne permettent pas de prétendre à une description exhaustive des modalités de suivi de la campagne par des citoyens appelés à exercer leurs droits et devoirs électoraux⁴. Toutefois, en dépit de ses limites, l'enquête livre des aperçus sur les appropriations très polymorphes des campagnes, sous le rapport non seulement du niveau, mais aussi des contextes, des modalités, des incitations et des objets de l'attention accordée à ce moment fort des systèmes démocratiques.

Une attention variable

On sait que ces appropriations sont très variables si l'on examine l'attention accordée au déroulement de la campagne. Les modalités concrètes de ces différences sont pourtant rarement observées et documentées. C'est la distance, l'indifférence, voire la méfiance, qui prédominent chez ceux qui sont les moins impliqués dans les questions politiques. Ce sont des formes d'attention intermittente, sélective, partielle et finalement limitée qui caractérisent la plupart des électeurs. C'est uniquement parmi les membres des fractions les plus sensibilisées du public que l'on peut rencontrer des personnes qui se rapprochent un tant soit peu de la représentation normative officielle d'un citoyen attentif à la campagne et soucieux de prendre connaissance des propositions des candidats.

Un premier résultat de l'enquête, au demeurant déjà bien établi, est que le nombre, la fréquence et le contenu des supports médiatiques consultés, sont corrélés au niveau de politisation et donc à la position sociale de chacun. Les enquêtés les plus distants du politique, qui appartiennent pour la plupart aux catégories faiblement dotées en capitaux culturels et économiques, sont aussi ceux qui se tiennent le plus souvent à l'écart de la campagne électorale⁵. Les membres des fractions situées plus haut dans l'espace social apparaissent plus impliqués. Ils

1. CAMPBELL *et al.*, 1960.

2. BLUMLER, CAYROL, THOVERON, 1978.

3. PERRINEAU, 2013.

4. Le plus grand nombre d'entre eux résidant en région parisienne, la lecture de la presse régionale est rarement mentionnée. Les personnes rencontrées ne font guère usage des réseaux sociaux et des sites d'information et de discussion sur Internet.

5. GAXIE, 1978; BOURDIEU, 1979

consultent par exemple plusieurs médias à plusieurs moments dans la journée. Quelques cas emblématiques permettent d'illustrer cette diversité des modes de suivi de la campagne à travers les médias.

Sur le continuum d'investissements qui caractérise l'échelonnement de l'attention que des citoyens inégalement concernés accordent à une campagne électorale, même de « premier ordre », les élèves du lycée professionnel présentés dans le premier chapitre, qui appartiennent aux milieux populaires, se situent nettement du côté de la distance et de l'indifférence. Nelly, 18 ans, mère sans emploi, père inconnu, vit dans une cité HLM réputée difficile. Elle n'est pas inscrite sur les listes électorales, mais ne s'en rend compte que quelques jours avant le premier tour. Elle est très distante du politique en général, et des élections en particulier. Elle exprime un fort sentiment d'incompétence à propos des questions politiques. L'entretien réalisé avec elle à la mi-février 2012, montre que l'attention qu'elle accorde à la campagne, pourtant pleinement lancée, est inexistante :

« – Q : Est-ce qu'il y a quelque chose qui t'as marquée dans l'actualité ces derniers jours ?

– Nelly : [silence] Rien.

– Q : Et chez toi, ils parlent de l'actualité ? De ce qui se passe ?

– Nelly : Mais, en fait, quand je rentre, j'ai un rituel, enfin... J'ai un truc trop précis, genre je rentre, bon, là en ce moment, quand je rentre y'a une *Famille en Or* [jeu télévisé], après y'a *Money Drop* [idem], et après, je zappe la 6, y'a vite fait le journal de 19 h là...

– Q : Le 19h45 ? Tu regardes ?

– Nelly : Non. Je vais sur mon PC [dans sa chambre], et dès qu'y a *Scènes de Ménages* [série télévisée] je reviens [...].

– Q : Et t'écoutes la radio ?

– Nelly : Non.

– Q : Et Internet ?

– Nelly : Tout le temps ! *Facebook*, *Youtube*... euh... Si je fais des devoirs aussi, je cherche ce que j'ai besoin genre si j'ai un devoir en français ou que... direct recherche ! Si je comprends pas un mot... ou quoi... direct recherche [...]

– Q : Et les journaux ?

– Nelly : [silence] À part vite fait quand j'ai rien à faire, vraiment... rien, vraiment rien à faire, le 19h45.

– Q : Les journaux papiers je voulais dire...

– Nelly : Non, franchement le matin, quand j'ai le 20 minutes, je vais directement : Horoscope.

– Q : Et après tu regardes le reste ?

– Nelly : Non, jamais.

– Q : Même dans le train ?

– Nelly : Dans le train j'ai ma musique. »

Ce cas n'est évidemment pas isolé. Il est typique de l'indifférence à l'égard des questions politiques d'une partie des milieux populaires⁶. Il se peut que, dans ce cas particulier, l'indifférence soit accentuée en raison de l'âge, caractérisé par le

6. HOGGART, 1970.

défaut de responsabilité professionnelle et familiale, et par un effet de génération résultant de l'accès à la majorité civique dans un contexte politique marqué par l'absence d'utopies mobilisatrices et d'oppositions idéologiques systématiques entre les principaux partis. Un tel cas est intéressant à plusieurs titres. Il montre que la prégnance de la norme citoyenne qui enjoint de suivre la campagne pour décider de son vote est loin d'être générale. Il enseigne également que l'accès, formellement ouvert à tous, à de nouvelles sources d'information et de communication par Internet et les réseaux sociaux, n'implique pas que tous leurs usagers en fassent des usages « politiques⁷ ». Une telle absence d'investissements politiques et électoraux doit être soulignée car elle est généralement ignorée, voire déniée, par la politologie classique. Elle paraît même invraisemblable à l'aune de l'ethnocentrisme intellectuel, voire militant, de beaucoup de commentateurs et même d'électeurs plus impliqués.

Cette distance à l'égard de la campagne et du politique n'est pas remise en cause alors même que ces jeunes lycéens se trouvent exposés à des informations et commentaires politiques, par l'intermédiaire de leurs proches ou plus directement. On se souvient de l'exemple de Manon développé dans le chapitre 1 (bac pro secrétariat, père agent de sécurité, mère employée municipale subalterne) qui ignore la candidature de Nicolas Sarkozy, pourtant annoncée dans l'édition du jour d'un journal gratuit qu'elle a consulté le matin même. Un autre exemple en ce sens est celui de Damien, 19 ans, qui prépare un baccalauréat professionnel option ébénisterie, fils d'un cheminot et d'une mère au foyer, locataires d'un appartement dans une commune de banlieue, dont la situation économique est moins difficile que celle de la famille de Nelly citée ci-dessus. Lorsqu'on l'interroge sur ses pratiques culturelles, on observe qu'il oppose une indifférence constante et nullement coupable aux messages médiatiques qui sont situés à sa portée :

« Je regarde pas la télé, franchement, depuis genre 4 ans, je trouve ça ridicule... Et puis ça me permet de me concentrer sur autre chose... Mes parents, ma mère, eux, ils regardent les infos, mais moi en général je suis en haut pendant ce temps... [...] [à propos de ses lectures de journaux] Oui j'ai des magazines sur le graff et sur les tatouages, parce que je graffe, quand j'ai le temps, je regarde les modèles, les dessins... de journaux ben *Direct Matin* par exemple, les pages culture en fait, c'est le seul intérêt, les spectacles, les concerts, la musique, tout ce qui est rock, hip hop, acid jazz ça j'aime bien. » [Pas de mention des rubriques politiques, ni de consultation du *Nouvel Obs* que son père lit « parfois ».]

Il utilise « beaucoup » Internet, « pas pour ce qui se passe ! », mais pour ses cours, son association de danse hip-hop et pour la musique sur *You Tube*. Pendant son stage en entreprise, « il entend la radio » (mise par son patron), mais rien n'a attiré son attention, comme son condisciple Alvaro, 20 ans, élève de la même classe, placé en famille d'accueil et vivant dans une commune de banlieue populaire, qui rapporte que son père (commercial) « écoute Europe 1

7. MORLEY, 2006 ; COMBY, 2013.

tous les matins », mais s'empresse d'ajouter « j'y fais vraiment pas attention, je m'en fous donc... ».

De manière inattendue, des personnes situées à l'autre extrémité du continuum d'investissements politiques, peuvent également se tenir à l'écart de la campagne électorale. On le voit avec Pierre, dont le cas sera développé dans le chapitre 5. Âgé de 82 ans, parisien, c'est un cadre à la retraite, diplômé d'une grande école de commerce, mais qui n'a jamais cessé de travailler, puisqu'il dirige depuis vingt ans une petite société « familiale » (avec sa femme et son frère). Issu d'une famille qu'il qualifie de « bourgeoise » (son père, polytechnicien, était cadre dirigeant d'entreprise) et « gaulliste », il est marié à une femme sans profession, protestante, croyante et pratiquante. Lui-même affirme être croyant, mais peu pratiquant (« trop peu », précise-t-il). Pierre a des préférences électorales bien établies. Il exclut d'emblée un vote de gauche, affirmant qu'il a « toujours voté à droite ». Il mobilise des catégories idéologiques abstraites pour exprimer des opinions structurées et répétées dans le temps. Il met un point d'honneur à exprimer des points de vue « personnels », à ses yeux irréductibles aux discours partisans dont il se méfie et se distingue sans cesse. Il vote à droite, mais prend soin d'ajouter qu'il n'est pas de droite, car les partis généralement étiquetés comme tels ne le sont pas à ses yeux. Il appelle de ses vœux une droite qui serait « libérale, morale, nationale », caractérisée par : « moins d'État », le refus du mariage gay (une « nation » c'est « une famille avec un papa, une maman et des enfants », dit-il) et surtout moins d'immigrés « arabo-musulmans » qui « menacent l'identité judéo-chrétienne de la France ». Ses investissements politiques développés contribuent paradoxalement à le rendre insensible aux péripéties de la campagne électorale. Au cours des trois entretiens, il n'évoque jamais les événements ou les polémiques de la campagne, ni la personnalité ou les propositions des candidats. Il s'informe beaucoup, avant, pendant et après la campagne, mais en essayant « de ne pas se faire bourrer le crâne ». Il lit *Le Figaro*, il est abonné à *Valeurs actuelles*, il recommande la lecture d'une feuille d'information, *Les quatre vérités*, qui est aussi un site de droite radicale sur Internet, il aime bien regarder les documentaires sur Arte, mais il est dans l'impossibilité de citer une émission ou un débat politique qu'il aurait regardé durant la campagne. Ses orientations semblent également faire obstacle à des conversations avec ses proches. Il affirme être « très ouvert » et aimer « parler de [ses] opinions », même avec « des gens de gauche », mais il concède avoir des « opinions très particulières », et ne pas être toujours écouté. Quelques mois après les élections, il dresse un bilan catastrophique de la situation du pays et ajoute : « Cela fait des années que je le dis, mais on me prend pour un imbécile, pour un vieux radoteur. » Il ajoute qu'il parle de moins en moins politique avec sa femme « car elle est acquise à la politique de Monsieur Sarkozy, elle est légitimiste », et avec son frère, « qui est européiste ».

À des niveaux d'attention intermédiaires, le suivi de la campagne s'opère à travers des consultations plus ou moins régulières de médias « grand public », ou d'usages intermittents, superficiels ou partiels d'organes de presse à contenus « politiques » plus développés.

Amandine, par exemple, fille d'un ingénieur, titulaire d'un BTS, a créé une entreprise de fabrication d'accessoires de mode qui ne lui permet pas de se rémunérer suffisamment pour vivre. Elle doit compléter ses revenus par une autre activité, en tant que vendeuse ou consultante. Elle suit la politique d'assez loin, a voté deux fois en onze ans et suit la campagne électorale à un rythme comparable. Elle lit *Le Monde* quand elle rend visite à ses parents, environ tous les deux mois. Elle s'informe surtout par la radio (« des fois j'écoute *FIP*, l'après-midi quand je travaille ») et par les journaux télévisés « quand je rentre, deux ou trois fois par semaine, *France 2*, *Canal*, *BFM* ».

Isabelle consulte elle aussi principalement des médias plutôt « grand public », mais de manière plus régulière et plus approfondie qu'Amandine. Fille d'une employée et d'un infirmier, divorcés, licenciée en Lettres, elle est responsable administrative dans un établissement d'enseignement public. Elle suit attentivement la campagne, principalement par l'intermédiaire de la télévision. Elle a regardé « les débats lors des élections primaires [du Parti socialiste et des Radicaux de gauche] presque en entier ». Pendant la campagne, elle s'informe par l'intermédiaire des chaînes d'information continue, « tous les jours, le matin au réveil, pendant que je me prépare et que je prends mon chocolat ». Elle regarde également le journal de la Deux, tous les soirs :

« Je sais que tout le monde n'a pas ce qui passe sur les chaînes du câble, et donc il faut que je regarde aussi ce qui passe sur les chaînes hertziennes... C'est intéressant de faire un parallèle... Le journal du soir, ils sont limités, il faut qu'ils passent dans tous les domaines. »

Elle regarde régulièrement *C dans l'air*, une émission de débat télévisé. Elle ne lit pas de journaux. Elle et son mari recevaient *Le Nouvel Obs*, mais elle trouvait les numéros « un peu légers » et elle n'a pas renouvelé l'abonnement. Elle peut acheter un numéro de *Libération*, une fois, au plus deux fois, par mois. Le week-end, quand elle a un peu de temps, elle consulte *Médiapart* et le site du *Monde*. Elle écoute aussi la radio, *RFI* et *France Inter*, notamment quand elle se déplace en voiture le matin pour conduire son enfant en bas âge chez la nourrice. Le cas d'Isabelle est intéressant dans la mesure où il permet d'observer que, dans certaines fractions intermédiaires du public, c'est à travers des médias généralistes que s'organise l'attention relativement soutenue accordée à la campagne. Ces médias sont intermédiaires du point de vue du contenu, dans la mesure où ils sont développés pour ce qui concerne les cadrages prédominants des comptes rendus médiatiques (sondages, considérations tactiques, style et communication des candidats) mais ignorent ou minimisent d'autres dimensions de la campagne (programmes, débats sur des enjeux politiques ou de politiques publiques).

Christine, quant à elle, est fille de patron (garagiste) d'une entreprise employant une quinzaine de salariés, licenciée en Langues Étrangères Appliquées, cadre administratif intermédiaire dans une école privée d'ingénieur, après une assez longue période de chômage. Elle suit un peu moins attentivement la campagne qu'Isabelle, mais elle s'informe également par l'intermédiaire de médias

diversifiés. Elle a lu *Libération* à un certain moment de sa vie. Elle lit *Le Monde* depuis qu'elle est étudiante. Elle achète le journal au numéro, trois fois par semaine, et elle le parcourt dans le métro pendant 30 minutes. Elle lit la une, les rubriques société, « les trucs de culture », l'international, un peu l'économie, « si c'est grand public », mais pas trop la finance. Sa lecture de ce journal est donc peu centrée sur la couverture de la campagne. Elle est abonnée au *Courrier international*, mais n'a pas le temps de le lire. Elle est abonnée au *New York Herald Tribune* à raison d'un numéro par semaine. Elle lit « assez rarement » *El País*. Elle écoute la radio, surtout *France Inter*, tous les matins pendant une quinzaine de minutes. Elle ne regarde pas les journaux télévisés, car elle trouve que c'est une perte de temps, toutefois, pendant la campagne, elle trouve que c'est intéressant, « pour connaître la personne ». On voit à travers cet exemple que, toujours dans certaines fractions intermédiaires du public, l'usage éventuel de médias de référence à contenu plus diversifié est relativement intermittent, sélectif et pas nécessairement centré sur les éclairages politiques et électoraux qu'ils proposent.

À des niveaux d'attention encore supérieurs, l'investissement est plus approfondi et plus systématique. Il se traduit par un usage régulier et diversifié de médias, notamment de médias dont les rubriques politiques, aux divers sens du mot, sont particulièrement développées, et par des discussions quotidiennes avec des proches. En ce sens, on peut analyser l'exemple de Sarah, 29 ans, fille d'un universitaire musicien et d'une mère « dans le marketing », diplômée d'une école de commerce, cadre à la direction marketing d'une entreprise du CAC 40, mariée à un cadre supérieur d'entreprise et présentée dans le chapitre précédent. Elle s'informe en continu, avec la radio le matin, Internet dans la journée, les chaînes d'information continue le soir, complétées par des lectures des journaux. Elle regarde « pratiquement tous les soirs » une émission politique en compagnie de son mari. Dans le même sens, Martin, professeur de mathématiques dans l'enseignement supérieur de 43 ans est abonné au *Nouvel Observateur*, qu'il lit régulièrement, écoute la radio matin et soir, visite les sites internet du *Monde* et de *Libération*, et regarde les réunions électorales sur les chaînes télévisées d'information continue.

Enfin, le cas de Julien, 40 ans, marié, deux enfants, directeur commercial d'une banque privée, habitant une grande ville de province est intéressant en ce qu'il montre que ces niveaux d'attention élevée s'accompagnent d'un rapport critique aux médias et d'une pratique de la comparaison, sous-tendus par le souci d'élaborer une position « personnelle » informée et réfléchie qui caractérise les catégories les plus politisées du public :

« Comment on s'informe de la politique? Mal, mal... J'écoute beaucoup la radio [en voiture car il se déplace beaucoup pour des raisons professionnelles]. *BFM*, ça c'est parce que je suis dans la finance et l'économie, mais sur *BFM* vous avez beaucoup d'interviews de politiques, mais là spécifiquement sur les points économiques, sur les projets, donc c'est plutôt intéressant. J'écoute *RMC Info*, même si je ne supporte pas trop Jean-Jacques Bourdin, parce que c'est aussi... euh... C'est quand même la parole donnée à l'ensemble de la population. [...] En termes de journaux, c'est de moins en moins, les journaux locaux notamment, je trouve qu'il

n'y a plus aucun intérêt... Si! Les pages sportives du lundi... Je lis *Le Point*, je lis *L'Express*, plutôt des magazines [...], je refuse de lire *Libération*, comme je refuse de lire *Le Figaro*, parce que eux alors, vraiment... Ils ont chacun un candidat... Ce n'est pas que j'ai de la méfiance mais je m'ennuie à entendre toujours les mêmes discours, faits par toujours les mêmes personnes... Donc je suis assez sélectif et je dirais que mon plus gros, ma plus grosse lecture politique, c'est dans les romans que je lis, c'est *Alternatives économiques* par exemple [...]. Je ne regarde plus les journaux télévisés, on est devenu... Le gars qui fabrique des fromages de chèvres dans le Larzac... Je ne vois pas ce que ça a à faire dans un journal télé, je trouve que c'est trop sensationnel... En fait, je suis adepte aujourd'hui des chaînes d'information, *BFM*, *LCI*, *iTélé*. Pourquoi? Parce que ce que je viens chercher c'est pas l'analyse mais l'information [...]. J'aime bien regarder certaines émissions politiques par contre, mais [...] y a des gens que j'aime pas en politique. Mais justement une émission avec Mélenchon, je vais la regarder, je vais pas zapper parce que j'aime pas être primaire à ce point-là, pourtant j'aime pas le personnage, je trouve que ce qu'il véhicule ne va pas, mais je regarderais plus une émission avec Mélenchon, parce que je me dis je veux pas être trop sectaire, y a certainement quelque chose qui est bien, je la regarderais plus facilement que Sarkozy. »

Ces niveaux différenciés d'attention à la campagne sont un cas particulier du degré d'intérêt habituellement accordé aux questions politiques, qui est lui-même en relation avec le niveau culturel et la position sociale, comme le confirment les exemples ci-dessus. Mais l'attention accordée à la campagne est aussi affectée par le contexte particulier de l'effervescence collective d'une élection considérée comme majeure.

L'attention en contexte

Cet effet du contexte particulier de la campagne ne concerne pas toutes les fractions du public. Ceux qui se tiennent à distance de la politique sont peu soucieux de suivre la campagne, et inversement, avec l'exception de personnes comme Pierre qui est caractéristique d'une fraction limitée de la population⁸. Symétriquement, ceux qui manifestent un haut niveau d'intérêt dans les périodes « routinières » ne sont pas beaucoup plus attentifs au moment des élections, même si les situations à leurs yeux intéressantes et dignes d'attention tendent alors à se multiplier. C'est plutôt avec les personnes de niveau d'implication intermédiaire que l'on peut observer un accroissement des investissements dans le contexte particulier d'une élection considérée comme importante. L'effet du contexte électoral peut être observé au moment de la campagne et plusieurs mois après les élections quand l'effervescence est retombée. Interrogée immédiatement après les élections présidentielle et législatives, Christine, cadre administratif intermédiaire dans une école d'ingénieur, décrit la légère augmentation de sa fréquentation des

8. Bernard Denni évalue à 3 % de son échantillon les personnes qui déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique (en général) mais peu ou pas du tout à la campagne pour l'élection présidentielle de 2012. Cf. son article en ligne [<https://sites.google.com/a/iepg.fr/trielec/resultats-analyses/enquetes-pre-electorales/vague-2---octobre-2011/interetpouurlapolitiqueet>].

médias pour la seule élection présidentielle, et la retombée dès que surviennent les élections des députés : « J'avais peut être pris un journal en plus, tu vois un *Libé*, au lieu d'attendre le soir, j'ai acheté *Libé* le matin et le soir j'ai acheté *Le Monde*. Pour les élections législatives, j'ai dû me cantonner aux infos [de la radio]. » Les investissements politiques d'Amandine (entrepreneure, fabrication d'accessoires de mode) semblent à la baisse quand on la retrouve au mois de janvier 2013 :

« C'est encore plus haché qu'avant, je regarde un peu la télé quand je dîne et que je suis toute seule, je regarde le journal télévisé. Des fois quand je prends l'avion, j'achète le *Courrier international*, de temps en temps. J'ai pas le temps de me mettre à lire dans les transports, j'ai deux changements. Le soir, je suis trop fatiguée, je préfère lire un bouquin, un roman. C'est tellement déprimant ce que l'on entend. Quand je suis chez mes parents, je lis *Le Monde*. C'est vraiment une question de temps, je travaille tous les week-ends, quand j'ai du temps libre, j'ai surtout pas envie de lire des trucs déprimants. »

Bien qu'elle formule le sentiment d'un affaissement de ses pratiques d'information, on constate qu'il n'y a guère de différence entre ses déclarations pendant la campagne (cf. *supra*) et après les élections. Seule l'écoute d'une radio – *FIP* – n'est plus mentionnée. La déception très forte qu'elle exprime plusieurs mois après l'élection de François Hollande, combinée avec les difficultés économiques qu'elle affronte en permanence, ont affaibli sa détermination à suivre l'actualité, mais n'ont pas beaucoup affecté ses pratiques. Christine (responsable d'un service administratif d'un établissement d'enseignement public) se déclare elle aussi moins intéressée par la politique, ce qui l'a conduit à réduire le temps qu'elle lui consacre, sans changer les modalités de suivi de l'actualité qu'elle décrivait au moment de la campagne (cf. *supra*) :

« – Q : Vous continuez à suivre ?

– Christine : Beaucoup moins ! *iTélé* oui, mais moins qu'avant. J'ai beaucoup moins de temps. Je regarde plus trop les émissions politiques, sauf le weekend. Je ne regarde plus le soir, parce que je n'ai plus le temps, je lis [elle rit] je lis beaucoup en ce moment. J'ai laissé tomber la politique, j'ai beaucoup d'autres sujets d'intérêt, je m'intéresse moins à la politique, je regarde le journal [TV] et c'est tout, depuis les grandes vacances. »

Ces déclarations sont doublement intéressantes. Elles indiquent que le rapport que des citoyens ordinaires entretiennent avec la politique n'est pas seulement fonction des dispositions politiques et sociales des individus. Ce rapport ne peut être caractérisé de manière fixiste, indépendamment des contextes où il se développe⁹. La comparaison et la possibilité offerte par le dispositif méthodologique de suivre ces enquêtés durant plusieurs mois montrent en même temps que les effets de contexte politique provoquent des variations d'ampleur limitée plus qu'ils ne bouleversent le rapport au politique.

9. Ces éléments de contexte sont observables dans une situation d'entretien, ce qui confirme que le contexte de l'entretien n'est pas le seul élément qui pèse sur les déclarations qu'il permet de recueillir, contrairement à ce que certains présumés radicalement « pragmatistes » laissent entendre.

Outre la campagne elle-même, la répétition des entretiens permet enfin de percevoir la manière dont les variations de rythme de vie des enquêtés, qu'elles soient de nature professionnelle ou personnelle, affectent l'intensité de leur suivi de l'actualité politique. Amélie, professeure de biologie à l'université explique ainsi, quelques semaines avant l'élection présidentielle, que sa propre implication dans la campagne des élections universitaires la tient éloignée des événements politiques nationaux. Six mois plus tard, elle évoque également le fait qu'une combinaison de changements professionnels et familiaux la conduise à relâcher son attention :

« Donc effectivement, depuis juin, qu'est-ce qui s'est passé? Il y a les vacances, il y a eu une reprise ici extrêmement chargée, maintenant je sais ce que c'est qu'être au Conseil scientifique et en commission restreinte, ça veut dire deux-trois réunions par semaine moyenne. Je suis au CNU aussi donc pareil, il y a la campagne de qualif[ication]. Il y a toute la partie enseignements. Et finalement je me suis dit "Si je ne veux pas mourir..." donc je fais ça : le soir, plutôt que de m'intéresser au... Parce que c'est vrai qu'avant je, déjà sur la route *France Info* et après je regardais généralement quand même les infos, des débats politiques dans la deuxième partie de la soirée, vers 22 h. Et là j'ai décidé de ne plus faire ça, donc je fais du loisir, et je suis très contente [rire]. Donc c'est vrai que j'ai très peu de recul par rapport à ce qui s'est passé [...]. J'ai un peu lâché et je me suis dit que – c'est pas que ça m'intéresse pas mais ce que je me suis dit aussi c'est que là on est un peu en période de mise en place du nouveau gouvernement encore, on va dire que jusqu'à Noël ça va être ça. Je les laisse un peu prendre en main leur boulot avant de porter un quelconque jugement d'efficacité. [...] J'ai honte quand même, parce qu'en tant qu'adulte responsable on se doit quand même de s'informer mieux, mais j'avoue je me suis désintéressée en me proté... en me donnant une excuse très facile, en me disant "on va les laisser démarrer puis on verra dans six mois". [...] Si vous voulez faut vivre aussi.

En plus moi j'ai beaucoup changé dans ma vie familiale, j'ai ma fille aînée qui est plus à la maison, donc c'est pas pareil. Avant on parlait, par exemple ma fille aînée qui est là sur la photo, qui est à la fac, justement je crois que je vous l'avais dit, tous les repas le soir on a toujours un grand sujet de conversation. Elle, elle est très dans la science donc on parlait pas mal science mais il nous arrivait quand même de pas mal parler politique, économique, etc. Et comme son père – on se compensait un peu, mon mari suivait peut-être mieux certaines affaires que je peux le faire, donc ça nous entretenait dans la discussion, le suivi de certaines choses. Puis elle, dès le lendemain elle disait "Mais alors, ce que tu m'as dit hier, et alors qu'est-ce qui s'est passé aujourd'hui, est-ce que t'as entendu tel ou tel truc?" Parce que elle, elle est intéressée. Voilà, alors elle, elle est plus là donc voilà, on discute plus trop de ça. C'est vrai, je suis sûr que ça a contribué. [...] Donc c'est vrai que sauf que pour des domaines très précis d'intérêt, que je vous ai cités, pour le reste j'ai... »

Ce cas illustre donc la manière dont contexte électoral et contexte familial sont liés pour comprendre ces variations d'investissements dans le temps. Dès lors, les niveaux d'attention à la campagne apparaissent comme socialement ancrés et variés conjoncturellement, y compris dans une perspective longitudinale. Les électeurs se différencient de surcroît par la diversité de leurs modes d'appropriation des éléments de la campagne.

Des modes d'appropriation divers

Conformément aux présupposés courants, certains s'informent en première personne pour faire leurs choix. Mais loin d'être une règle générale, cette pratique constitue plutôt un cas particulier. Nolwenn, jeune femme professeure des écoles, correspond assez bien à ce mode d'appropriation spécifique :

« Ce qui m'a fait évoluer, c'est le dernier débat, quinze minutes par candidat. J'ai trouvé Sarkozy et Hollande sur leur ligne, très absents, rien à prouver. J'ai trouvé Mélenchon toujours aussi convaincu de ce qu'il faisait, sur les salaires, sur la BCE. Après l'émission, j'ai essayé de lire les quatre programmes. On a un pack et on n'est pas forcément d'accord avec tout. Je me suis dit, fais une liste de ce qui est important pour toi et regarde ce qui est moins rédhibitoire. Sur le site du *Monde*, on a tous les candidats et il y a cinq thèmes. On a chaque candidat qui répond aux mêmes questions. Je les ai tirés [imprimés], en essayant de les lire et en mettant des points verts quand j'aimais, des points rouges quand j'aimais pas, et deux points verts quand c'était vraiment une bonne idée pour moi et deux points rouges quand c'était rédhibitoire. [Elle montre à l'enquêteur] Je me suis rendue compte que j'y arrivais pas par cette méthode-là. »

Ce mode d'appropriation est évidemment lié aux dispositions scolaires développées d'une enseignante. Il s'explique aussi par l'incertitude et l'indécision où se trouve cette jeune femme. Son indécision semble liée à la position particulière qu'elle occupe dans son milieu professionnel. Elle habite à Paris l'appartement dont ses parents sont propriétaires et qu'ils ont quitté quand ils se sont installés en Bretagne, dans la maison familiale de sa mère, au moment de leur retraite. Elle paye un loyer inférieur au prix du marché, et il arrive que ses parents lui fassent cadeau du montant mensuel au moment des fêtes ou de son anniversaire. Elle commence à vivre en couple avec un jeune entrepreneur en informatique et leur vie commune semble avoir des conséquences économiques positives pour eux. À salaire égal, sa situation économique est plus favorable que celle de beaucoup de ses jeunes collègues célibataires, ou même de ceux qui sont mariés avec un conjoint de même milieu bénéficiant de revenus équivalents. En revanche, sa situation est moins aisée que celle de ses collègues mariées à un cadre supérieur d'entreprise. Cette situation en porte-à-faux s'accompagne d'un rapport de plus en plus critique à son milieu professionnel. Ses collègues de travail sont pour la plupart orientés à gauche et elle-même envisage comme une évidence de voter pour le candidat du Parti socialiste au début de la campagne au mois d'octobre 2011. Elle est cependant de plus en plus critique à leur égard et leur reproche avec véhémence leur conservatisme syndical, pédagogique et corporatiste. Sa prise de distance à l'égard de son milieu professionnel s'accompagne d'une prise de distance à l'égard de la gauche. De manière inattendue, et sans avoir fait état dans les entretiens antérieurs à l'élection d'une intention en ce sens, elle finira par voter pour Nicolas Dupont-Aignan, candidat de la droite souverainiste, au motif que l'Europe est un problème capital et que ce candidat est le seul à ses yeux à prendre en compte la dimension européenne. On peut donc penser que, outre ses dispositions scolairement constituées,

c'est l'incertitude politique et électorale où elle se trouve, en raison de la pente de sa trajectoire qui l'éloigne de son milieu et des orientations prédominantes de ses membres, qui la prédispose à cette forme d'appropriation de la campagne centrée sur la comparaison appliquée des programmes. Loin d'être universelle, l'attention en première personne à la campagne orientée par le souci de choisir entre des candidats et des programmes apparaît à travers cet exemple comme soumis à des conditions très particulières et notamment à des effets de mobilité et de recomposition des appartenances et allégeances, dont la subjectivation, on l'a vu dans le chapitre 3, peut trouver à se manifester dans le rapport au politique et même plus spécifiquement dans le choix électoral.

Les appropriations en première personne ne procèdent d'ailleurs pas toujours d'une préoccupation proprement électorale. Ainsi, Lionel, jeune entrepreneur dans l'évènementiel s'intéresse à la campagne, plus pour ce qu'elle comporte d'innovations communicationnelles que pour son issue électorale. Ce type d'appropriations professionnelles se retrouve d'ailleurs dans d'autres cas, comme pour Aïssa, professeur de sciences économiques et sociales dans l'enseignement secondaire. Il explique qu'il suit les élections avec beaucoup d'intensité par devoir envers les élèves. Il ajoute qu'il refuse de subir et qu'il applique un filtrage en recourant à Internet pour voir les émissions télévisées de manière décalée dans le temps, comme s'il entendait rester le « maître d'œuvre » de son agenda médiatique.

Mais ce type de suivi de la campagne en première personne est un cas particulier qui ne doit pas être généralisé. Beaucoup de personnes s'informent par la médiation d'autrui. Une jeune femme, Jessica, fille d'un militaire, titulaire d'un CAP restauration, serveuse dans un bar et électrice du Front national, déclare d'emblée ne rien savoir en politique et finira par prendre conscience au fil des entretiens qu'elle est mieux informée qu'elle ne le supposait *a priori*. En écoutant ses clients, souvent des comédiens politisés d'un théâtre proche du restaurant, en jetant un coup d'œil sur l'exemplaire du *Parisien* qu'elle donne à ceux qui le demandent, via des applications de son *iPhone* qui ne sont pas centrées sur les sujets politiques, tels que *Public* et *Closer*, elle a accumulé de manière kaléidoscopique et presque subliminale, diverses informations pour lesquelles elle n'a pourtant pas d'appétit particulier.

Une partie du public suit la campagne électorale et, plus généralement, toute actualité, par l'intermédiaire et, dans certain cas, au hasard, des investissements d'autrui¹⁰. C'est aussi le cas de Sofia, lycéenne de milieu populaire, père incarcéré, mère décédée, qui vit seule dans une banlieue éloignée: « J'aime bien *Le Parisien*, et *Direct Matin* ou *Métro* moins, sans plus quoi... Oui, bon, je vais pas l'acheter! Je connais des personnes qui l'ont et voilà, mais je vais pas aller l'acheter tous les matins comme des vieux! [rires] » Elle en lit principalement les pages « faits divers », la politique n'est « pas trop [son] truc ». Elle a aussi accès à des magazines *people* (*Oups* et *Public* qu'elle « aime bien »), chez des amis, mais elle n'envisage pas non plus de les acheter (« Je vais pas payer un euro pour un truc que c'est que du

10. BRACONNIER, 2010.

pipeau si ça se trouve! »). Elle lit aussi des magazines « féminins », pour les pages mode, que certaines de ses amies lui transmettent après les avoir lus.

Dans d'autres cas encore, le suivi de la campagne est collectif et s'effectue notamment en famille. Valentin, un autre élève de terminale du lycée professionnel, est le fils d'un commerçant (kiosque) et d'une éducatrice en crèche. Son père tient la télécommande et impose les programmes de télévision, comme ce fut le cas pour les débats entre les candidats et comme c'est régulièrement le cas avec *BFMTV* le soir en rentrant. C'est lui aussi qui fait entrer des journaux dans la maison et anime les discussions à table, guidant ainsi le rapport à la politique en général et à la campagne en particulier de sa femme et de son fils.

Dans la même logique, il arrive que l'information résulte de comptes rendus de sources auxquelles la personne n'a pas eu directement accès¹¹, comme on le voit avec l'exemple d'Amélie, professeure de biologie dans l'enseignement supérieur :

« [Avec mon mari] on est complètement, on est vraiment, ce qui est pas toujours le cas dans les couples je crois, on est vraiment en accord. Je trouve très intéressant ce que lui en dit. Alors c'est vrai que sur la question de l'information, je vous dis, c'est vrai que j'ai peu de temps, j'écoute la radio voilà, en gros. Lui écoute d'autres sources, pas forcément les mêmes que moi, donc c'est vrai qu'on échange là-dessus. On échange pas mal avec nos enfants aussi. Pas nécessairement que de la politique, pas de la politique au sens "on va voter pour ci ou ça", mais au sens stratégies politiques, économiques etc. Ça nous occupe en général dans les repas. Chaque repas le soir, on discute de ça, parce que les enfants sont intéressés aussi. [...] On le fait de façon... Pas du tout pour les influencer, c'est très factuel, il y a un peu d'historique... Enfin quand on peut, moi, je suis pas très... Je suis pas... J'avoue que mes connaissances sont assez limitées, mais mon mari il arrive à bien leur expliquer quelles sont les différentes mouvances, sans forcément les critiquer, en étant objectif. »

Le rôle de certains proches particulièrement importants se rapproche d'un rôle de « tuteur » pour les individus les moins politisés, comme l'illustrent, par allusion, les propos d'Abril, architecte d'intérieur de 83 ans, épouse d'un peintre académicien, lorsqu'elle déclare à l'enquêteur :

« Alors c'est complètement secret? Entre nous deux? Parce que je n'ai jamais autant parlé politique depuis que je suis née [elle éclate de rire]. Autant vous dire, j'ai même pas dit à mon mari que vous veniez parce que je me suis dit qu'il allait dire... Qu'il allait comparer, me donner des fiches, etc. »

Enfin, l'influence du collectif apparait de manière plus labile dans certains entretiens, il n'est pas imputé à une personne en particulier mais relève plutôt des « activités en famille » ou encore des activités professionnelles des enquêtés¹². Isabelle, citée plus haut, souligne par exemple l'importance des journaux télévisés regardés le soir en famille, habitude routinière qui joue sur son propre suivi de la campagne sans qu'elle l'envisage à la première personne. Le « on » ou le « nous » sont ainsi régulièrement mobilisés par ces enquêtés. S'agissant des cercles

11. HUCKFELDT, SPRAGUE, 1995.

12. DEVILLARD *et al.*, 2013.

d'interactions quotidiennes¹³, le travail est aussi un lieu de suivi collectif. Là encore, les habitudes, les discussions ordinaires médiatisent et organisent le rapport à l'actualité¹⁴, en temps de campagne comme hors campagne. L'attention accordée à la campagne n'est donc pas seulement un effet de dispositions et de contexte, mais aussi d'appartenance à des milieux qui sont plus ou moins incitatifs ou dissuasifs.

Les incitations à suivre (ou à ne pas suivre) la campagne

Les dispositions à accorder, ou non, du temps et de l'intérêt à certains aspects de ce qui constitue une campagne électorale sont activées ou renforcées dans le cas de l'appartenance à des milieux incitatifs.

C'est du côté des enquêtés les plus dotés en capitaux culturel et économique, tels ceux rencontrés dans le chapitre 2, que l'on s'attend à observer le plus d'incitations à suivre la campagne électorale¹⁵. De tels effets sont perceptibles, mais en creux : c'est moins le suivi effectif de la campagne qui est remarquable que l'ensemble des excuses et justifications avancées par les enquêtés pour justifier leur « trop » faible attention. Une bonne entrée pour saisir ce trait saillant consiste à interroger les enquêtés sur leur lecture des titres de presse les plus légitimes. On découvre alors qu'un journal comme *Le Monde* n'est pas toujours consulté, et que ce défaut est souvent rapporté sur le mode de l'aveu de péché politico-culturel.

Les (non) lectures du journal *Le Monde*

« Je m'intéresse un peu comme tout le monde à la politique, mais je ne me précipite pas pour lire *Le Monde*. » [Abril, architecte d'intérieur]

« Ah ouais *Le Monde* moi je comprends rien. Je décroche au bout de... non pas que... C'est un journal intelligent, franchement, mais il est trop long. » [Gonzague, président de société]

« *Le Monde* m'a toujours mais alors *rasé* au-delà de toute imagination. [Oui?] Ah mais... J'ai essayé... à la fac de droit, [sévère] il fallait lire *Le Monde*... J'ai jamais pu. J'ai jamais pu. Ces grandes feuilles... Maintenant ils ont diminué un peu le format mais... Ces grandes pages *énormes*... » [Quilina, avocate]

« Alors je ne le lis pas, mais je vais sur le site du *Monde*. À la fac y'a *Libé*. Parfois je le prends quand j'ai envie mais je le lis rarement en entier. Pff... honnêtement je fais un peu du grignotage partout, je ne m'informe pas... vraiment. » [Camille, préparatrice à l'agrégation de lettres modernes]

« J'ai essayé de le lire, ça me... Je le trouve un peu difficile. C'est un journal que je trouve difficile. Je le trouve très austère. Je le trouve... très... J'ai envie de dire un peu plat... [se ravise] Enfin non mais j'en sais rien. » [Hugo, commissaire-priseur]

13. ZUCKERMANN, 2005.

14. GOULET, 2010.

15. Les analyses sur ce point ont été réalisées par Kevin GEAY.

Ces justifications prouvent que les injonctions à suivre la campagne ont bien été perçues par ces enquêtés, mais aussi que la « faute » que constitue à leurs yeux le fait de pas s'y plier ne leur semble pas si grave qu'elle doive rester cachée de l'enquêteur. Les enquêtés préfèrent par ailleurs invoquer des prétextes relationnels ou matériels pour justifier qu'ils suivent la campagne via des médias culturellement moins légitimes. Hugo, jeune commissaire-priseur, déclare lire *Paris Match* « en diagonale » au moment de la journée où il est intellectuellement las, c'est-à-dire « avant de se coucher », ou passe de *France-Inter* à *Europe 1* « mais de manière très rapide, cinq minutes au p'tit dèj ». Camille, femme au foyer, épouse de PDG, affirme ne jamais regarder la TV, si ce n'est au lit, quand elle est « enfin toute seule, et que les enfants sont couchés ». Certains moments et lieux semblent plus propices au relâchement des pratiques de suivi de l'actualité. Ils ont pour point commun de soustraire l'enquêté aux regards extérieurs d'une manière suffisamment fugace pour qu'on ne puisse pas le suspecter de se complaire dans le relâchement : le coucher au lit, le réveil sous la douche, le petit-déjeuner dans la cuisine, le trajet en voiture vers le bureau, l'attente chez le médecin et les vacances à la plage. Lorsqu'il doit invoquer des circonstances atténuantes, l'enquêté peut également rappeler la gratuité de telle ou telle activité jugée « indigne », à l'instar d'une enquêtée qui avoue lire *Le Figaro Madame* « sans trop savoir pourquoi, puisque c'est un peu vide », mais uniquement parce qu'elle « le reçoit sans s'être abonnée » (Abril). Dans le même registre, la lecture assidue des rubriques mondaines du *Figaro* telles que « Le Carnet du jour » ou « Le Figaro & Vous » est justifiée avec détachement, d'un point de vue pratique ou ludique, parce qu'on y « apprend beaucoup de choses, les décès, les naissances et les fiançailles », ou que l'on reconnaît un proche dans le compte rendu d'une soirée mondaine.

Quand ils suivent la campagne via des médias à faible légitimité culturelle, les enquêtés les plus dotés socialement insistent pour dire que c'est au second degré, « pour rigoler, glousser gentiment ». Dans le même sens, c'est en invoquant l'humour et pour montrer qu'ils ne sont pas dupes que certains déclarent consulter « la presse d'opinion » comme cette femme au foyer qui lit *Le Figaro* « même si parfois c'est assez drôle quand même, ils sont quand même tellement connotés ». La consultation de titres de presse réputés moins légitimes est présentée comme quelque chose que l'on fait sans y penser, la tête ailleurs. C'est le cas d'une étudiante en lettres qui « passe sur le site *Rue 89* », sans prendre ce journal en ligne « vraiment au sérieux » puisqu'elle « sai[t] bien que c'est vraiment n'importe quoi leur traitement de l'info ». Ce type de consommation au second degré, sans engagement revendiqué, constitue une variante bourgeoise de la manière dont les ouvriers s'approprient la culture légitime en sachant en prendre et en laisser¹⁶. Une différence réside dans ce que cette forme d'acquiescement limité répond moins ici à la nécessité de « ne pas s'en laisser conter », qu'à celle de garder la face devant l'enquêteur. Car le second degré est une arme

16. HOGGART, 1970.

de défense redoutable de l'enquêté, puisqu'« en l'absence d'observation directe des comportements, l'enquêteur est totalement démuni pour démêler le second degré inscrit au cœur de la pratique, du second degré invoqué *a posteriori* pour se protéger¹⁷ ». Mais, que le second degré soit réel ou invoqué, sa convocation montre que la possibilité d'un soupçon de relâchement, et donc l'injonction collective diffuse au sérieux de l'investissement électoral à l'œuvre dans le milieu d'appartenance, ont été perçus par l'enquêté.

Dans d'autres cas, les incitations sont plus directes et présentées comme telles par les électeurs, qu'ils en soient les initiateurs ou les destinataires. On le voit dans l'exemple de Laurence, hôtesse de l'air en pré-retraite, dont le mari attend qu'elle soit à ses côtés pour regarder les émissions de la campagne à la télévision. Partie quelques jours avec une amie pour un voyage d'agrément en Corse entre les deux tours de l'élection présidentielle, elle s'organise pour regarder le débat entre les deux candidats du deuxième tour, car elle sait que son mari va l'appeler au téléphone pour en parler.

À l'inverse, pour les jeunes de catégories populaires rencontrés dans leur lycée professionnel¹⁸, on n'observe pas de conversations sur des questions d'actualité électorale lors des heures de pause ou de récréation. La norme tacite est de ne pas évoquer certains sujets, notamment politiques. Les écarts à la norme sont immédiatement sanctionnés, les élèves se moquant des rares allusions à ces sujets. Les moqueries et les interruptions découragent par avance, en toutes circonstances, y compris au moment d'une élection que d'autres jugent importante, toute intervention sur la politique ou les élections. Les sociabilités tissées entre ces jeunes lycéens concourent à la mise à distance du politique. Le désintérêt pour la campagne est lié à des investissements alternatifs. Il va de soi que l'on s'intéresse à d'autres choses et ces intérêts partagés sont normés. L'appartenance au groupe des pairs renforce alors les propensions à se tenir à l'écart et l'indifférence est collectivement assumée. Elle est garantie par les quolibets rigolards qui accueillent toute tentative d'orienter les conversations de groupe vers la campagne électorale en cours. Paradoxalement, on observe des mises à distance collectives analogues à l'autre extrémité de l'espace social. L'accord des enquêtés issus de plusieurs fractions de la haute bourgeoisie à propos de la « vulgarité » des activités et des acteurs politiques, illustré notamment dans le chapitre 2, peut aussi dissuader d'orienter les conversations mondaines sur ces sujets. Ces effets de milieu ne s'exercent pour autant que lorsque l'harmonie des dispositions existe au sein du groupe. On se souvient de l'exemple de Damien, un des lycéens, qui se tient à l'écart quand ses parents regardent le journal télévisé. Le groupe familial ne parvient pas, dans son cas, à infléchir sa propension à l'indifférence politique.

Au-delà des pairs, le milieu professionnel peut également, sous certaines conditions, être à son tour « dés-incitatif », comme dans le cas de ce directeur d'un magasin de luxe, âgé de 37 ans. Nicolas n'a guère l'occasion de discuter

17. LAHIRE, 2004, p. 56.

18. Voir chapitre 1.

de sujets politiques: « Je ne parle jamais de politique au boulot [...] C'est pas l'endroit où... On doit pas partager des convictions ». Tout au plus évoque-t-il la possibilité de parler « éventuellement de politique étrangère. » Avec ses amis et ses proches, il « évite de parler avec des gens qui ont des avis très tranchés. Ça peut vite dégénérer. Je préfère parler économie », ce qu'il trouve « plus intéressant », se sentant « plus concerné », sauf avec sa sœur et son mari enseignant, qui votent à gauche, avec lesquels il évite aussi de parler: « Je discute jamais avec ma sœur, on n'est pas d'accord [...]. Elle a une vision de l'entreprise qui est fautive, biaisée. Pour elle c'est le "grand capitalisme". » Dès lors, sa faible insertion dans des espaces de discussion politique¹⁹, au travail comme avec ses proches (il n'a aucun « ami militant politique »), semble alimenter une attention oblique aux phénomènes politiques.

Le suivi de la campagne peut donc être guidé par les proches, en fonction de diverses interactions. Le rôle des leaders d'opinion²⁰ transparait ici, entre prescripteurs d'investissements dans la campagne, et relais médiatiques, dans la vie quotidienne des enquêtés, dans leurs contextes les plus immédiats. Ces contextes sont en outre le reflet de leurs appartenances à des régions de l'espace social au sein desquelles les normes relatives au suivi de la campagne sont travaillées et rappelées si nécessaire par les autres. Socialement différenciées, ces normes peuvent encourager ou au contraire décourager l'attention à la campagne, qui varie encore sous le rapport de ses points de focalisation.

Des appropriations éparées

La notion « d'événements » de campagne, galvaudée par les commentateurs, mérite tout d'abord examen, car il est sans doute peu d'occurrences, s'il en est, qui fassent événement pour tous. Certains élèves du lycée professionnel retiennent par exemple plutôt des faits divers survenus au même moment que des péripéties de la mobilisation électorale, à l'exemple, à nouveau, de Damien inscrit dans l'option ébénisterie, fils d'un cheminot et d'une mère au foyer :

« Et le truc de Toulouse ["affaire Merah"], ça c'est ouf, ça m'a choqué, comment finalement il meurt en se jetant par la fenêtre! Le problème c'est d'ôter la vie comme ça à des gens! C'est pas un problème juridiquement ou tout ça, c'est le principe, et expliquer son geste... Jamais on saura... Mais ça fait peur ce genre de truc. »

Perçu comme un événement marquant de cette campagne par certains, l'affaire Merah est totalement absente d'autres entretiens pourtant réalisés à la même période. Quand elle est mentionnée par les fractions du public plus attentives à la campagne, elle n'est pas envisagée comme politique et n'est pas mise en lien avec la question électorale. Les rares aspects de l'actualité électorale que les lycéens évoquent entre eux, sur le mode de la plaisanterie, dans une situation d'enquête

19. DUCHESNE, HAEGEL, 2004.

20. KATZ, LAZARSFELD, 1955.

qui les oriente sur ce sujet, relèvent de l'anecdote, comme le coup de foudre sur l'avion présidentiel le surlendemain de l'élection.

On ne peut recenser ici la diversité des sujets qui retiennent l'attention d'électeurs inégalement politisés et attentifs, mais l'enquête révèle d'autres variations liées aux modes de suivi de campagne. Une même situation – par exemple le débat de l'entre-deux tours – peut être décryptée selon des modes de réception différents, comme le suggère ce compte-rendu de Valentin, l'un des lycéens, fils d'un commerçant et d'une éducatrice en crèche :

« Oui mon père il a mis le débat, c'est important tu vois, et donc on a attendu que ça commence, on pensait que Sarko était le plus fort pour, c'est son point fort... Qu'il allait le laminer en fait! Mais ça a pas marché... Au final, il s'est très bien débrouillé, il a tenu tête quoi. Moi j'ai rigolé quand même, mes parents non, ils étaient genre sérieux, bon sauf au truc du menteur, là, ils se sont marrés "menteur c'est mal!" trop drôle! C'était comme un match de judoka ou de boxeur, bam bam, très serré en plus! D'ailleurs, on a dit c'était match nul à la fin... Finalement rien a changé quoi, mais j'ai bien aimé. »

Cette lecture sportive du débat est très éloignée du tableau à points verts et rouges soigneusement élaboré par Nolwenn, la professeure des écoles (cf. *supra*). Comme d'autres enquêtés, cette dernière révèle par ailleurs une focalisation accrue sur les personnes des candidats. Le contexte d'une élection présidentielle incite une partie du public à se concentrer sur des personnages, comme on le verra dans le chapitre 6. L'enquête montre toutefois que rares sont les enquêtés qui suivent attentivement l'ensemble des déclarations des candidats, et plus rares encore ceux qui s'informent de leur projet, avant de faire leur choix. Dans la mesure où les enquêtés ont gardé quelque souvenir des propositions d'un candidat, c'est par bribes et sur un ou deux points qui les intéressent plus particulièrement pour des raisons diverses.

Dans cette logique d'une compétition généralement perçue comme un affrontement de personnages, le débat de l'entre-deux tours est ainsi davantage l'occasion de discuter des qualités et des travers des protagonistes que d'évoquer leurs propositions ou de préciser son choix du deuxième tour. Le compte rendu, nullement particulier, de Christine (cadre administratif intermédiaire dans une école privée d'ingénieur) le confirme :

« Je l'ai pas regardé [le débat] intégralement car j'avais une visite à l'hôpital, j'ai suivi jusqu'au bout, et même au-delà avec les commentaires, j'ai trouvé gênant de la part du président sortant, actuel, certaines allégations du genre, "vous êtes un menteur", c'était agaçant, ça revenait souvent, on cherchait les reproches chez l'autre, un peu des deux côtés, ça me gêne toujours ça. Je trouve qu'on perd son temps, son énergie, on sait très bien que c'est pas parce qu'on change de président que le nouveau sera sans faille, sans reproche, et qu'il n'aura pas trempé dans des trucs moyennement satisfaisants. On a entendu des choses sur le jour où Sarkozy a reçu les bienfaiteurs de l'UMP au Bristol, ça les démange de mettre à mal leur adversaire, c'est un peu... Mais je trouve toujours cela un peu polluant. Il y a eu pas mal de perte de temps, les chiffres, toujours les chiffres, ils s'accordent aussi peu sur les chiffres, par exemple du chômage. L'un prend les chiffres du BIT pour

qu'ils soient plus faibles, et l'autre ceux de Pôle Emploi, et on arrive à des choses complètement aux antipodes. J'ai trouvé... Trop de chiffres, de pourcentages, on sait très bien qu'on fait parler les chiffres un peu comme on veut, ça donne pas une vision plus claire à l'auditoire. Sarkozy reste quelqu'un de très persuasif, il y a quelque chose qui fait que tu le suivrais bien, il est toujours les mains dans le cambouis, à dire qu'il les met, qu'il va encore les mettre plus, il n'a pas de limites physiques, il semble pas tellement s'épuiser à la tâche, et quand on voit la crise, on pense qu'on a besoin de quelqu'un de très résistant. Il paraît plus crédible parce qu'il a eu la tâche en main depuis cinq ans, il sait de quoi il parle quand même, je le trouve assez entraînant, j'aime pas le personnage, mais je lui trouve une aptitude, pas à fédérer, mais à entraîner, à persuader, supérieure, du charisme, plein de choses individuelles qui me gênent par certains côtés, mais je lui reconnais une plus grande force à l'écran, il passe presque mieux, pas dans le fond où il m'intéresse moins. À la fin du débat, j'étais pas top confiante pour Hollande, j'étais un peu inquiète, j'avais pas entendu que Bayrou... Je suis rassurée depuis que Bayrou a incité à voter Hollande. »

À travers ce dernier exemple, on remarque enfin que l'attention accordée à la campagne n'est pas toujours orientée par le souci de décider de ses choix. Christine a voté pour François Hollande aux deux tours de l'élection présidentielle, et pour un candidat soutenu par le Parti socialiste aux deux tours des élections législatives. Elle évoque la probabilité de voter en ce sens dès le mois d'octobre 2011, même si elle envisage un moment la possibilité de voter au premier tour pour la candidate écologiste. En dépit de ces orientations, son jugement sur le déroulement du débat est, on vient de le voir, plutôt favorable à Nicolas Sarkozy. L'attention qu'elle a accordée au débat n'a dès lors pas eu d'effet sur ses choix. Finalement les appropriations des campagnes ne sont pas nécessairement articulées aux mécanismes des choix électoraux.

La question des effets des campagnes électorales peut donc en conclusion être reposée au regard des pratiques de suivi des électeurs ordinaires. Beaucoup de choses ont en effet été écrites pour tenter de modéliser la relation entre le degré d'exposition des électeurs et l'effet possible de la campagne sur les choix électoraux, notamment à propos de son caractère paradoxal (ceux qui ne suivent pas les campagnes ne sont pas affectés par elles, mais ceux qui les suivent très attentivement non plus puisqu'ils sont aussi ceux dont les opinions politiques sont les plus structurées, bien en amont de l'élection²¹). Toutefois, ces travaux prennent souvent appui sur une typologie réductrice des attitudes face aux campagnes électorales. Les données quantitatives qu'ils mobilisent généralement mesurent des oppositions trop simples entre ceux qui « suivent beaucoup ou un peu » la campagne et ceux qui ne la « suivent pas » (suivi établi à partir de déclarations des personnes interrogées dont on ne peut présumer qu'elles adoptent une échelle commune pour l'apprécier). Ce chapitre montre que les attitudes à l'égard de la campagne se révèlent plus complexes et plus dispersées qu'on ne le suppose généralement. Il est exact que l'on observe des cas illustrant l'opposition polaire

21. ZALLER, 1992.

entre indifférence et mobilisation active, mais la plupart des entretiens révèlent un rapport intermédiaire, parfois ambivalent, à la campagne, mêlant le suivi intermittent et sélectif, parfois prescrit par les proches, et une distance méfiante fondée sur un regard oblique. Nos observations invitent à déconstruire le degré de suivi de campagne, mais aussi ses liens supposés avec la décision électorale. Entre appréciations d'allure sportive, jugements ludiques sur les personnes, mises à distance et appréciations désinvoltes et contradictoires, nombre d'électeurs ne mobilisent pas les informations fragmentées et partielles qu'ils parviennent à rassembler pour faire leur choix au moment du vote. En ce sens, le temps de la décision électorale n'est pas toujours celui de la campagne.

**« Il y a de fortes chances
que je sois obligé de voter Sarkozy »**
(In)certitudes des choix électoraux

*Éric AGRİKOLIANSKY, Lorenzo BARRAULT-STELLA, Julien FRETTEL,
Brigitte LE GRIGNOU et Anne-France TAICLET*

Les entretiens répétés avec les électeurs, avant, pendant, après la campagne électorale, donnent accès, *via* les hésitations, les atermoiements, les regrets affichés ou l'anxiété révélée, aux coulisses de la décision électorale. En interrogeant ainsi les électeurs, on perçoit à la fois leur doute en action, lorsqu'il faut choisir, mais aussi la complexité des dimensions de ce choix qui s'articule aux contextes dans lesquels ils sont immergés et à leurs histoires passées, politiques mais aussi privées. C'est alors l'occasion de s'arrêter sur les mécanismes et interactions qui « font » les choix, mais aussi de déconstruire l'idée d'un choix électoral comme décision exclusivement politique et sa mise en récit, souvent héroïque.

Les entretiens donnent en effet à voir la pluralité des mécanismes à l'œuvre et suggèrent qu'il n'y pas *une* mais *des* manières diversifiées de décider, qui n'ont pas toutes un sens politique. Ils permettent de rompre avec quelques lieux communs de l'analyse des choix électoraux. En premier lieu, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, avec la représentation d'un électeur rationnel qui ferait un usage utilitaire de la campagne comme outil d'aide à la décision et qui, après information, délibérerait en son for intérieur pour désigner le candidat le plus proche de lui en termes politiques. Ou encore la représentation, d'abord portée par les professionnels de la communication, d'une « bonne » ou d'une « mauvaise » campagne, élément central du processus d'une décision exclusivement centrée sur l'évaluation des performances politiques des candidats. Nos résultats sont congruents avec ceux des rares enquêtes « au concret » sur le processus de décision électorale en train de se faire¹ qui tendent à infirmer ou plutôt à relativiser ces visions surplombantes et mettent l'accent sur la pluralité et la discontinuité de cheminements parfois « impénétrables ». Il ne s'agit certes pas d'affirmer que les électeurs ne font jamais des choix informés et dotés d'un sens politique, mais de considérer qu'il ne s'agit que d'une modalité parmi d'autres, et plutôt rare, du choix électoral.

1. Voir notamment BERELSON *et al.*, 1954; BRACONNIER, DORMAGEN, 2007.

L'analyse des entretiens révèle plus précisément trois modalités principales de cette décision qui élargissent singulièrement le spectre des raisons habituellement prêtées à l'électeur. La première modalité correspond à des trajectoires de rupture et à ce que l'on a coutume de désigner comme des « comportements volatils » qui correspondent à des variations fortes des choix électoraux d'un scrutin à l'autre. Décrite comme manifestant les évolutions d'électeurs de plus en plus rationnels et sensibles à la conjoncture, la volatilité a été au cœur des débats scientifiques des dernières décennies. Les entretiens constituent un outil particulièrement pertinent pour appréhender ces comportements et décrire les rationalités qui en sont au principe. Cependant, ils révèlent moins des formes de rationalité stratégique que des logiques inattendues qui invitent précisément à récuser l'alternative simpliste entre rationalité et irrationalité.

La deuxième modalité concerne les cas, plus fréquents, de « grande stabilité » qui manifestent un phénomène mis en évidence, il y a près de soixante-dix ans, par les chercheurs de Columbia: le faible impact des campagnes sur des choix (mais peut-on encore les nommer ainsi?) faits en réalité bien avant l'élection. « *The election is over* » écrivait Paul Lazarsfeld² en 1944, assertion qui semble encore valoir aujourd'hui pour un grand nombre d'électeurs. Mais les entretiens permettent ici de mieux cerner les mécanismes qui sont au principe de cette stabilité, qu'ils renvoient à une indifférence protectrice à l'égard de la politique ou à un travail d'évitement des dissonances.

Enfin, la troisième modalité reflète les processus de « renforcement » des convictions qui, dans une conjoncture d'effervescence électorale, se cristallisent sous l'effet des rencontres et notamment des interactions et micro incitations exercées par les proches. Ces derniers cas montrent, comme l'avaient encore suggéré les travaux de Paul Lazarsfeld, que la campagne électorale est rarement un moment de choix abstrait entre des politiques et des programmes électoraux, mais le plus souvent l'occasion de réactiver des mécanismes d'identification enfouis. La mobilisation des électeurs s'appuie alors sur les relations sociales ordinaires qui constituent du même coup les principaux canaux conducteurs de l'effervescence électorale.

Les logiques de la volatilité

Les cas qui se donnent en premier lieu à voir comme les plus remarquables dans notre corpus sont ceux d'« inconstance », repérés par les spécialistes de sociologie électorale sous le terme de « volatilité » électorale, et caractérisés par une forte évolution des choix électoraux d'une élection à l'autre, ou d'un scrutin à l'autre. Pratique faussement simple, dont la mesure, comme la consistance, peuvent être discutées³, la volatilité a suscité deux types d'explications contradictoires. Pour les uns, elle serait le fait d'électeurs flottants, instables

2. LAZARSFELD, 1944.

3. LEHINGUE, 1997.

parce qu'ignorants et irrationnels, c'est-à-dire peu informés sur la politique, peu attentifs à la campagne et aux enjeux, et ne disposant pas d'un système structuré de préférences stables – donc plus sensibles aux facteurs de court terme qui ponctuent la campagne ou plus susceptibles de faire, d'une élection à l'autre, des choix peu cohérents politiquement⁴.

Pour les autres, en particulier ceux qui analysent les transformations contemporaines du vote, la volatilité serait progressivement devenue la marque d'un électeur affranchi de la « camisole de force » des déterminants sociaux⁵ et qui exprimerait, de cette façon, un véritable « choix » politique et incarnerait, de façon exemplaire, un « nouvel électeur rationnel⁶ » appelé à devenir la figure dominante du citoyen contemporain.

Quel éclairage une enquête par entretiens approfondis peut-elle apporter à ces débats ? On notera d'abord que les exemples de volatilité électorale (étroitement définie ici comme passage de la frontière entre gauche et droite, dans les intentions ou les votes effectifs) sont relativement rares dans notre corpus : sur la base d'une comparaison des votes des 1^{ers} tours 2007 et 2012, ils représentent environ 20 % de notre échantillon (contre près de 60 % de comportements stables⁷). Il semble donc que l'hypothèse d'une généralisation de la volatilité mérite d'être relativisée⁸. Néanmoins, elle existe et ne peut être ignorée. Or, les entretiens approfondis réalisés tout au long de la campagne de 2012 permettent d'observer au microscope les logiques qui sont au principe de ces volatilités. Les cas, très contrastés, de Dimitri (en classe terminale d'un lycée professionnel), d'Anne-Marie (pharmacienne), de Véronique (compagne sans profession d'un homme d'affaires fortuné) et de Julien (banquier, militant actif d'un grand parti), mettent ainsi en lumière plusieurs mécanismes au principe de ces « décisions » électorales. Cependant, il paraît pour le moins audacieux, au vu des cheminements concrets des électeurs, de les décrire comme des choix purs, ou d'y discerner un « effet de conversion » d'une campagne électorale assidument suivie. Il faut au contraire restituer la logique singulière de ces votes qui ne relèvent ni de la pure rationalité d'un électeur calculateur comparant les offres politiques, ni de l'accumulation incohérente de choix aveugles. Ces volatilités, qu'il faut désigner au pluriel tant elles renvoient à des situations diverses, prennent à l'inverse sens dans le cadre des histoires personnelles de ces électeurs. Parfois loin de la politique et de la campagne officielle, leurs itinéraires suggèrent l'importance des interactions avec

4. Ce constat a en particulier été établi par les enquêtes fondatrices de la sociologie électorale américaine qui observaient que les électeurs inconstants se recrutaient parmi les moins intéressés par la politique et les moins informés. Cf. LAZARSFELD *et al.*, 1944, CAMPBELL *et al.*, 1960, CONVERSE, 1962.

5. KEY, 1966.

6. HABERT, LANCELOT, 1988.

7. Les 20 % restants correspondant à d'autres formes de mobilité : intra-camps ou surtout entre participation et abstention ou entre bulletins exprimés et votes blancs (15 %). Il faut noter que nous avons exclu de cette comparaison les électeurs qui n'étaient pas en âge de voter en 2007. Pour une présentation détaillée de ces résultats, cf. chapitre 8.

8. Les recherches qui tentent de reconstituer l'évolution historique de la mobilité en France aboutissent d'ailleurs à un constat similaire, cf. par exemple JADOT, 2000.

les proches (les conjoints, les enfants) et des rencontres contingentes qui interviennent dans le temps de la campagne, mais en dépassent largement les limites. Ainsi les récits de nos enquêtés permettent-ils d'affirmer, avec Patrick Lehingue, que « l'électeur a ses raisons que la pure rationalité logique ignore⁹ » et que, ni stratégies ni idiots culturels, ils suivent des logiques autres et diverses : les uns, très distants de la politique, produisent à partir d'expériences immédiates et de savoirs ordinaires des choix qui peuvent sembler déconcertants ; certains mobilisent des logiques affectives en faisant prévaloir la loyauté familiale et la conformité aux proches ; d'autres enfin manifestent que l'engagement militant, et ses déceptions, peuvent produire de l'*exit* et des conversions inattendues.

Une logique personnelle : « Y'a que les cons qui ne changent pas d'avis »

Dimitri¹⁰, 20 ans, scolarisé en terminale de bac pro ébénisterie, offre un cas exemplaire de « volatilité » électorale sur le temps court de la campagne de 2012, dont les logiques particulièrement inattendues méritent que l'on s'y attarde. Déclarant initialement son intention de voter pour la candidate du FN, il donnera finalement sa voix au candidat du Front de gauche (Jean-Luc Mélenchon). Tiendrait-on ici le cas exemplaire qui manifesterait la porosité entre l'extrême droite et l'extrême gauche, et finalement la collusion, que bien des commentateurs annoncent et dénoncent, entre ce qui est souvent décrié comme « populismes » simplistes ? L'analyse de la trajectoire de Dimitri montre que ses votes sont loin de revêtir le sens politique que l'on est tenté de leur prêter, ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas de sens mais un sens enfoui, un « texte caché » du vote¹¹, que seule l'analyse minutieuse de sa trajectoire et de ses relations sociales dans la conjoncture électorale peut justement révéler.

Inscrit automatiquement sur les listes électorales par la municipalité, Dimitri est très distant de la politique et peu compétent politiquement, comme d'autres jeunes des milieux populaires rencontrés. D'origine franco-polonaise et blanc de peau, Dimitri vit en cité HLM en banlieue parisienne avec sa mère (assistante maternelle contractuelle de la municipalité communiste) et le nouvel ami de celle-ci (d'origine tunisienne, sans papiers, sans emploi). Son père, ancien boucher aujourd'hui retraité qu'il voit occasionnellement, habite dans le périurbain en province (il vient d'accéder à la propriété), se dit ouvertement raciste et vote régulièrement Front national depuis plusieurs années. Lors du premier entretien à l'hiver 2012, Dimitri insiste beaucoup sur l'enjeu de l'immigration qui serait la « base » des problèmes de l'insécurité et du « chômage de masse en France ». Construisant, comme d'autres membres des fractions supérieures des classes populaires¹², l'étranger en bouc-émissaire, il dit envisager de voter « Marine » (Le Pen), qu'il considère « convaincante » et n'ayant « pas peur de

9. LEHINGUE, 2011, p. 198.

10. Un des 10 enquêtés jeunes de quartiers populaires (chapitre 1).

11. Selon l'expression de Céline BRACONNIER (2012b, p. 356), empruntée à James C. SCOTT, 2009.

12. BEAUD, PIALOUX, 1999.

dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ». Lors du deuxième entretien quelques semaines avant le premier tour, ses préférences semblent stables, voire renforcées, puisque Dimitri réaffirme vouloir voter pour Marine Le Pen. Il évoque notamment la récente affaire Mérah pour étayer son point de vue anti-immigrés (« les arabes sont des singes [...] dehors les bougnoules ») et anti-islam (« les musulmans, c'est des bouchers, regarde Ben Laden ou ce qu'ils font aux femmes »), qui apparaît cette fois plus assumé, sans doute du fait de la relation de confiance qui commence désormais à s'établir avec l'enquêteur. Il raconte aussi avoir, quelques jours auparavant, échangé au téléphone avec son père qui l'aurait félicité de vouloir voter FN. À l'issue de ces deux premiers entretiens, un vote FN consolidé par les discussions avec des proches durant la campagne semble ainsi probable.

Cependant, aux lendemains des scrutins début juin 2012, Dimitri explique avoir finalement voté au premier tour pour « Michelin » (pour Jean-Luc Mélenchon, dont il ne mémorise ni le nom ni le parti), et pour Sarkozy au second. Il s'abstient ensuite au premier tour des législatives avant de voter PS au deuxième tour. Ce jeune des milieux populaires, peu politisé et faiblement compétent, adopte ainsi, en moins de deux mois lors des quatre tours de scrutins de 2012, quatre comportements politiques contrastés : il passe d'une intention réitérée de vote à l'extrême droite à un vote pour la gauche de la gauche, puis pour la droite, suivi d'une abstention et d'un vote pour la gauche.

Comment expliquer sociologiquement ce comportement, cas archétypique de « volatilité », sans recourir ni à une explication en termes d'effets purement conjoncturels – et quelque peu mystérieux – des campagnes (voire d'effets médiatiques¹³) qui façonneraient les préférences des électeurs, ni à une interprétation normative et ethnocentriste consistant à y voir un enchaînement de conduites « irrationnelles », un vote aveugle reflétant le désespoir des classes populaires face à la crise (économique, politique, etc.) ?

C'est en restituant les temporalités propres des décisions électorales de Dimitri, leurs contextes de production et les multiples relations sociales dans lesquels il est pris, que l'on peut saisir les « rationalités » de ses votes, en apparence contradictoires, et de leur agencement. Dit autrement, ce type de « volatilité » ne se réduit pas à une succession de choix rationnels et informés (l'enquêté connaît en l'espèce très mal les programmes des candidats), ni à une succession de hasards dénués de logique. Il doit se lire à la lumière de ses conditions sociales et du contexte. Ainsi, le premier tour a lieu pendant les vacances scolaires de printemps et, à cette période, Dimitri travaille en intérim et distribue des publicités (de couleur rouge) pour un opérateur téléphonique dans un quartier parisien (qu'il ne connaît pas, ayant peu l'habitude de « bouger sur Paris »). À cette occasion, il est par hasard amené à côtoyer pendant quatre jours des militants pro-« Michelin »

13. C'est l'hypothèse séminale d'un P. CONVERSE qui suggère que si ce sont les moins compétents et les moins informés qui sont les plus volatils, c'est parce qu'ils sont aussi les plus susceptibles d'être influencés par l'accroissement très sensible du flux d'information que génèrent les campagnes de haute intensité comme celles des élections présidentielles. Cf. CONVERSE, 1962.

(du Front de gauche) qui eux aussi distribuent des tracts (rouges) à la sortie du métro et avec lesquels il se lie progressivement. Dimitri raconte longuement ses discussions avec les militants du Front de gauche, notamment lors des pauses repas prises en commun. Il explique combien ceux-ci lui auraient fait comprendre que « Michelin », qu'il ne connaissait pas avant et dont il ignore tout, « veut défendre les jeunes et faciliter leur emploi », ce qui semble particulièrement le concerner puisqu'il envisage de commencer à travailler dès la rentrée suivante. Son « changement d'avis », comme il le dit, renvoie ainsi à ses discussions avec des acteurs politisés qui l'orientent, rencontres rendues possibles à la fois par la conjoncture électorale (le travail de campagne est alors particulièrement visible) et par des contingences personnelles le conduisant à être exposé au travail politique (par son déplacement dans ce quartier de centre-ville lié à son besoin de travailler). Cependant, la transformation de ses préférences électorales ne résulte pas seulement de ce « hasard », elle est aussi liée à certaines de ses dispositions personnelles, notamment d'une part sa socialisation professionnelle « par anticipation¹⁴ » (« je dois trouver un job en septembre donc si ça peut m'aider, je suis pour lui c'est logique »), et d'autre part la « fibre sociale » que lui aurait transmise sa mère, contractuelle de la fonction publique municipale dans une commune de gauche, avec qui il vit mais ne parle jamais explicitement de politique (« elle me dit tout le temps qu'à l'école on manque de moyens, elle le voit bien dans son travail elle [...] ma mère elle veut toujours aider les autres »). On peut voir dans cette conversion sur le temps court – entre une intention de vote FN et un vote effectif pour Mélenchon – un effet inattendu de la conjoncture électorale de haute intensité, à condition de préciser que celui-ci n'opère pas par les médias mais par le biais d'interactions de face-à-face. En outre, lorsqu'il vote « Michelin », Dimitri n'a pas parlé avec son père au téléphone depuis quelque temps. On pourrait ainsi considérer que les interactions avec des militants du Front de gauche activent certaines de ses dispositions (tendanciellement en affinité avec Mélenchon) au détriment d'autres désormais mises en sommeil (davantage pro-Marine Le Pen à l'image du rejet des immigrés). Il n'y a d'ailleurs de son point de vue pas de contradiction (« y'a que les cons qui ne changent pas d'avis » affirme-t-il finalement pour s'expliquer) entre ses intentions initiales et son vote effectif, tant il ne maîtrise ni les catégories politiques, ni les programmes, ni les positionnements partisans. Bref, dans ce cas, c'est paradoxalement une faible maîtrise de la politique (une faible compétence) qui confère aux choix de Dimitri une cohérence et une forme de rationalité, perceptibles dès lors que l'on prend la peine d'en reconstituer les conditions pratiques.

La suite de son itinéraire électoral en 2012 relève de logiques similaires et souligne que la modification de ses préférences électorales n'a pas induit de transformation plus générale de son rapport distant et faiblement informé au politique. Dimitri vote en effet Sarkozy au second tour de la présidentielle, avec une

14. Le concept de socialisation par anticipation est emprunté à Robert K. MERTON, 1969. Sur l'importance du rapport à l'avenir en matière de (non) politisation des catégories populaires : BARRAULT-STELLA, 2010.

argumentation cohérente : « Michelon s'est fait éliminer et Marine aussi, donc Sarkozy ça me semblait le mieux vu que Michelon, Marine et lui sont d'accord sur les jeunes et l'immigration. » À l'occasion du dernier entretien quelques mois plus tard, il raconte s'être abstenu lors du premier tour des législatives parce qu'il a « préféré aller faire un foot avec des potes » et a ensuite « oublié ». Sa mère l'a bien rappelé à l'ordre le soir, mais « c'était trop tard pour y aller » et, selon lui, « ce n'est pas trop grave de toute façon vu qu'on avait déjà voté le président juste avant ». C'est d'ailleurs pour faire plaisir à sa mère qu'il ira voter au second tour des élections législatives la semaine suivante, expliquant au passage avoir choisi « Hollande » (qu'il connaît désormais) sur les conseils maternels, défendant l'idée qu'il « faut voter pour le président pour qu'il ait un vrai pouvoir après puisque c'est lui qui a gagné ». La transformation de ses préférences est certes en lien avec la conjoncture électorale mais doit moins à la campagne électorale, entendue comme publicisation des enjeux et commentaires politiques, qu'aux interactions dans lesquelles il est pris au moment du scrutin. Elle a aussi pour conditions de félicité des dispositions potentiellement contradictoires liées à l'hétérogénéité de ses socialisations (un rejet des immigrés et un souci d'aider autrui), une grande distance au politique, une faible compétence et des choix politiques peu stabilisés.

Une logique affective : « j'ai plus tellement d'avis... »

J'ai surtout mon fils aîné qui écoute beaucoup les choses et qui en voulait énormément à Sarkozy »

Une autre modalité de la volatilité est illustrée par le cas d'Anne-Marie qui subit manifestement des pressions contradictoires le temps de la campagne et fait finalement un choix opposé à ses convictions et votes antérieurs, en se conformant au point de vue d'un « autrui significatif », son fils. Moins spectaculaire et plus argumentée que celle de Dimitri, la volatilité d'Anne-Marie est cependant exemplaire d'une rationalité affective, difficile à mettre en lumière mais tout aussi difficile à récuser et que même les théoriciens du choix rationnel ne peuvent ignorer. C'est cette logique que reconnaît Anthony Downs lorsqu'il admet que « dans le monde réel, certains hommes votent effectivement pour faire plaisir à leur femme et *vice versa* plutôt que d'exprimer des préférences politiques. Et un tel comportement est souvent hautement rationnel au regard de la situation domestique dans laquelle il intervient¹⁵ ».

En 2012, Anne-Marie, pharmacienne de 58 ans, qui vote au premier tour pour Eva Joly et au second pour François Hollande, fait un choix surprenant au regard de ses votes passés, voire un choix déroutant pour l'enquêtrice qui a recueilli les témoignages de sa détestation de la gauche. La « décision » toutefois a été précédée et préparée par une campagne marquée d'abord par l'indécision, des hésitations profondes génératrices de troubles et de stress. Le choix d'Anne-Marie met en lumière un effet anxiogène, rarement souligné, de la campagne

15. DOWNS, 1957, p. 8, cité in LEHINGUE, 2011, p. 199.

(lié à une offre abondante et pas toujours intelligible et lié au « devoir » de choix qui exige des arbitrages). Ici, chez une électrice modérément intéressée par la politique mais qui a des convictions profondes, notamment religieuses, le processus d'arbitrage repose moins sur une confrontation programmatique (à l'instar d'un électeur rationnel supposé évaluer l'utilité qu'il anticipe de son vote en comparant programmes et bilans) que sur une confrontation de loyautés.

Cette tension aboutit à un vote contraint, à l'opposé de convictions politiques initiales qui la situent plutôt à droite. Invitée à se positionner sur un axe gauche-droite, Anne-Marie dit à la fois sa méfiance de toute radicalité et son ancrage à droite : « C'est pas évident hein... On a tendance à se mettre au centre... Je vais me mettre "plutôt à droite", je crois... » Par ailleurs, nombre de ses propriétés renvoient à une socialisation qui la positionne à droite : elle vient d'une famille de la moyenne bourgeoisie de province (père ingénieur, mère couturière à domicile), de parents catholiques pratiquants et gaullistes : « Le général de Gaulle, moi ça m'impressionnait beaucoup quand je le voyais à la télé, et puis je voyais que mes parents [...] Je le voyais quand ils étaient contents, quand untel avait été élu, [...] La gauche, j'avais compris que ça leur plaisait pas tellement. » Elle-même catholique longtemps pratiquante « à fond la caisse », pharmacienne d'officine (propriétaire de sa pharmacie où elle travaille avec deux employées à l'époque des entretiens), mariée quinze ans avec un dentiste libéral, dont elle a divorcé, il n'est guère surprenant qu'elle affirme sa fidélité au choix de ses parents. Elle rapporte ainsi son souvenir de l'élection de François Mitterrand en 1981 (elle a alors 27 ans) :

« Je me rappelle tout à fait, moi je l'avais vécue comme quelque chose d'horrible, je me rappellerai toujours, j'étais à A., et il y avait un ciel très lourd, très... Comme un orage qui allait éclater, ça m'avait frappée, je m'étais dit : "mon Dieu, est-ce qu'il y a un rapport?" »

Pour 2012, elle produit des jugements sur les candidats et sur certains enjeux qui la positionnent sans conteste à droite :

« Sincèrement, j'ai pas du tout envie de voter pour..., euh..., pour François Hollande, mais vraiment pas du tout... Parce que le système socialiste [...], les 35 h, tout ça, nous les professions libérales, les 35 h c'est quelque chose qui nous a vraiment plombées... »

Pour Anne-Marie, cette campagne de 2012 rompt cependant avec les précédentes dans la mesure où son vote habituel, pour la droite et en l'occurrence pour Sarkozy, paraît empêché. Dès le premier entretien, elle fait allusion à plusieurs reprises à cette difficulté : « J'aurais bien voulu voter pour quelqu'un d'autre que Sarkozy, mais voilà... Je vois pas... [...] Et puis je vous dis, à gauche j'ai vraiment pas envie, vraiment pas du tout. » Tout au long de la campagne, elle balance entre la recherche d'arguments en faveur de Sarkozy (« Remarquez, je trouve qu'il se débat, il en fait hein ! »), et la quête d'un candidat de substitution (elle aurait volontiers voté « DSK », ou Jean-Louis Borloo ou « Monsieur de Villepin »). Un mois avant le premier tour, elle désigne, à la surprise de l'enquêtrice, les

candidats pour lesquels elle pourrait voter, Hollande et Mélenchon: « C'est vrai que Mélenchon, il a réuni du monde dimanche [...] pourtant il faisait un temps pourri. »

Elle s'autocritique souvent, se reprochant de ne pas suivre suffisamment la campagne ou d'être indécise. Elle rapporte des discussions politiques fréquentes avec son compagnon et son fils aîné, qui compensent son faible intérêt pour la politique: « Heureusement qu'à la maison on en parle un peu, c'est vrai j'aime bien écouter les enfants, leurs idées [...] Heureusement qu'ils sont là pour me donner des idées, pour me..., parce que c'est vrai que... pffff. »

Pour comprendre à la fois son hésitation à voter, comme elle l'a toujours fait, pour la droite et notamment, comme en 2007, pour Sarkozy, et son intérêt soudain pour Mélenchon, il faut remonter à l'élection présidentielle de 2007 et aux discussions politiques entre elle et son fils aîné. Alors que le cadet ne s'intéresse pas à la politique et vote blanc aux deux tours de la présidentielle (en 2007 et 2012), l'aîné « a des idées assez arrêtées, mais enfin on peut discuter, on arrive à discuter ». Il s'est produit, dans la vie de ce fils aîné, peu de temps avant l'élection de 2007, un événement qui a eu des répercussions importantes sur sa vie professionnelle et sur ses choix politiques:

« Il faut dire qu'il a pas eu de bol parce que lui il voulait être professeur de physique donc il a présenté les examens pile l'année où Sarkozy a supprimé la moitié des profs [...] et il s'est fait recalé à l'oral [...]. Et il en veut à la terre entière pour ça, entre autres à Sarkozy d'avoir supprimé tous les profs [...], il avait compris que j'avais voté Sarkozy et il s'était ouvertement moqué de moi, grandement même [...], il m'en voulait peut-être un peu quoi. »

Cette « moquerie » se transforme en 2012 en influence plus efficace à la faveur de plusieurs phénomènes qui se conjuguent. Un premier élément réside dans la difficulté d'un jeune ingénieur en nanotechnologies à trouver un emploi durable, situation qui contribue à nourrir l'anxiété de sa mère et à la sensibiliser non seulement à la situation (elle lui paie des séances de *coaching*), mais aussi aux propositions de son fils. C'est ainsi qu'elle se déclare intéressée par Mélenchon, à la suite de l'initiative de ce fils qui « monte à Paris » pour un meeting de Mélenchon: « Il m'a éveillée à Mélenchon. »

Elle dit tout au long de la campagne la tension que provoque son indécision confrontée au devoir de voter: « Je me sens un devoir même si là ça va être difficile », « Il faudra bien que je me décide. » Elle exprime, en rapportant son choix final, les regrets de quelqu'un qui aurait renoncé à faire prévaloir son point de vue. Elle vote au premier tour pour Eva Joly, choix qu'elle avait initialement exclu en dépit de sa sensibilité à l'écologie, du fait de son hostilité à la personnalité de la candidate d'EELV. Et au deuxième tour:

« Euh... Il se trouve... Euh... que j'ai eu beaucoup de mal, voilà, oui ça a été très compliqué... de me décider... Voilà, j'ai fini par voter Hollande, mais ça a été dur pour moi... Je voulais voter pour personne en fait... et... euh... C'est...

euh... Disons que... En gros s'il avait fallu voter ni pour l'un ni pour l'autre, disons que ça m'aurait arrangée. »

Son bilan de la campagne est quelque peu désabusé. Elle exprime un regret teinté de culpabilité : « Finalement j'aurais préféré ne pas aller voter au deuxième tour, quoi voilà [...] J'avais pas franchement envie que ce soit Hollande qui passe mais bon... » Elle ne se souvient pas si elle a voté pour les élections législatives : « euh... Je me rappelle plus, j'ai pas dû voter parce que je me rappelle plus [...], je m'en rappelle plus, c'est grave hein ! C'est très grave [...] Ça ne m'intéresse plus du tout ».

On a ici l'exemple d'un cheminement difficile vers une « décision » qui, à première vue, apparaît peu rationnelle : en contradiction avec les convictions et votes antérieurs, prise sans référence explicite aux programmes, sur un mode coupable. Un an après l'élection, c'est l'électrice elle-même qui, revenant sur son vote, en restitue la logique affective :

« Moi je... J'ai plus tellement d'avis... J'ai surtout mon fils aîné qui écoute beaucoup les choses et qui en voulait énormément à Sarkozy [...], je me suis dit c'est pas possible je vais pas voter pour un gars qui, enfin... Pour le gars qui d'après mon fils... »

La double volatilité de Véronique – qui s'abstiendra après avoir annoncé sa ferme intention de voter aux quatre tours de scrutin et qui affirme qu'elle aurait soutenu Sarkozy alors qu'elle se présente comme une électrice « plutôt de gauche » – illustre aussi la force de ces incitations, souvent tacites, émanant des entourages qui amènent les électeurs, en l'occurrence souvent les électrices, à s'aligner sur le comportement de leurs proches (enfant(s), conjoint, etc.). Cette femme de 58 ans, sans profession, divorcée, vit en concubinage depuis quelques années avec un industriel et administrateur de banque, qui « a beaucoup de moyens » et lui assure une « vie très, très confortable ». Lors du premier entretien, en novembre 2011, elle paraît très motivée par l'élection qui s'annonce, alors que, restée (mal) inscrite dans un département du Sud depuis son divorce au début des années 2000, elle ne votait plus. Quoiqu'habituellement peu intéressée par la politique et l'information politique, elle annonce s'être réinscrite sur les listes électorales parisiennes et avoir l'intention de voter à tous les scrutins de 2012. Son concubin fréquente les milieux économiques et politiques (à Paris comme en province où se trouvaient son usine et leur résidence secondaire). Elle évoque ainsi des discussions et rencontres, par exemple lors de dîners qu'elle organise, avec des personnalités de droite ou de gauche, locales ou nationales. Elle dit aussi parler beaucoup de politique avec son compagnon, « en parler tous les jours un peu avec lui qui suit ça de très près », même si « on n'est pas d'accord ».

S'agissant de ses choix électoraux, passés et à venir, elle se présente comme une électrice « plutôt de gauche... socialiste... qui a toujours voté à gauche ». Elle évoque mai 68 et les occupations d'usines, « c'était la fête, la liberté, le changement ». Ses souvenirs de vote sont imprécis, mais elle se rappelle « avoir voté Mitterrand en 1981 » et « sans doute en 1988 », et « avoir pu voter Arlette

[Laguiller] dans les années 1970 ». Sa trajectoire professionnelle dans les années 1980, descendante par rapport à la « droite bourgeoise » dont elle est issue, semble d'ailleurs conforter cet ancrage. Elle abandonne ses études, après un an dans une école d'art, et devient « décoratrice d'intérieur » ; son activité périlleuse, elle subit « une faillite » et se retrouve en position précaire, vivant dans des « banlieues difficiles » en « n'ayant rien ».

Fin 2011, elle annonce qu'elle votera sans doute à gauche en 2012, même si son choix n'est pas arrêté. Elle n'aime pas vraiment François Hollande, qu'elle juge « un peu faible », qui « n'a pas les épaules », et en novembre, sa préférence se porte sur Jean-Luc Mélenchon dont elle aime « l'agressivité » qui « a des convictions », ce qu'elle préfère à « une gauche trop tiède ». Entraînée par l'élan de ce début de campagne, elle affirme « qu'il faut un grand changement, une rupture » et évoque même « Dédé le rouge » (*i. e.* André Chassaigne, membre du PCF et un temps possible candidat alternatif du Front de gauche).

Pourtant, la campagne semble avoir un surprenant effet de démobilisation sur cette électrice. Dès le second entretien (avril 2012), son attitude vis-à-vis de l'élection et de la campagne a radicalement changé, elle la trouve « franchement pas intéressante » : « j'ai un peu suivi au début et là je suis découragée [...], le manque de propositions des principaux candidats, il n'y a rien ». Elle réaffirme cependant son projet de voter Mélenchon au premier tour « même s'il n'est pas très cohérent », mais est beaucoup moins assurée de son vote de second tour : « Ensuite mon problème c'est que si c'est entre Hollande et Sarkozy le second tour, je vais avoir beaucoup, beaucoup de mal. » Et ses doutes vont s'amplifier au point d'aboutir à un vote blanc lors du premier tour de scrutin et à trois abstentions lors des tours suivants. Elle explique n'avoir pas pu se déplacer au second tour de la présidentielle (elle n'a pu rentrer à Paris pour voter car son concubin a eu « un petit problème de santé ») et affirme cependant que si elle avait pu voter, elle aurait voté « sans doute pour notre président [*i. e.* Nicolas Sarkozy] en désespoir de cause ».

Pourtant si la campagne aboutit à cette radicale démobilisation (aucun vote), ni cet *exit* ni ce retournement des choix ne sauraient lui être imputables. Avec cette campagne qu'elle suit « un petit peu », « pas de très près », comme d'ailleurs elle n'a « jamais suivi de très près la politique », elle renoue avec un rapport indifférent qui ne surprend pas chez une électrice qui ne vote plus depuis plus de dix ans. C'est plutôt du côté de l'influence de ses proches, et des tensions entre ses orientations passées (vers la gauche) et les incitations dissonantes de son entourage, qu'il faut chercher la clef de ce retrait et particulièrement de ses doutes croissants sur François Hollande. Le rôle de son conjoint, industriel, administrateur de banque, « abonné au *Figaro* », « plutôt de droite » juge-t-elle, le rôle des amis de celui-ci, qui sont « pour les deux-tiers de droite », et de ses propres amis de gauche qui eux lui disent « qu'ils vont voter Mélenchon au premier tour et Sarkozy au second », semblent prépondérants. Il s'agit moins ici d'incitations explicites, moins encore de consignes de vote, que de micro pressions, exercées par des jugements et confidences sur les personnes, et génératrices de tensions.

Lorsqu'aux lendemains des élections, elle évoque ses non-votes (blanc puis abstentions), elle suggère le poids de ces incitations : « Je ne pouvais pas choisir. » Elle exprime son impossibilité de trancher entre les deux principaux candidats, entre droite et gauche, entre son passé et ce qu'elle est devenue : « Autour de moi les gens ont voté blanc, même les gens de gauche me disaient "il faut voter Sarkozy", alors forcément j'étais un peu perturbée », perturbations d'autant plus fortes qu'elle n'a guère d'autres sources d'information que ses proches.

Il faut souligner ici l'effet paradoxal d'une campagne qui démobilise, qui contribue à (re)produire de la distance et de l'abstention. Cet effet, négatif, résulte pourtant moins sans doute d'une « mauvaise » campagne ou d'un suivi insuffisant, que de la réactivation, à la faveur des élections, de tensions sociales préexistantes. Dans ce cas d'abstention aussi, « *the election is over* ».

Une logique militante : « Pour l'instant il y a rien qui me botte, et pour tout vous dire, le militant, ou il est militant toute sa vie ou à un moment il prend du recul... »

Julien illustre un troisième type, original, de volatilité, celle d'un électeur très investi (qui a été militant) et très compétent politiquement. On pourrait être tenté, face à cette indéniable capacité à faire un choix informé, d'y voir l'archétype du « nouvel électeur rationnel » qui peut s'affranchir des partis politiques pour se décider personnellement sur des enjeux, si toutefois, cette figure n'était brouillée par celle d'un militant victime de *burn out* et animé par une logique de revanche. Ce banquier, financier, de 40 ans, que nous avons déjà rencontré¹⁶, militant longtemps activement engagé, adhère à l'âge de 25 ans au RPR puis à l'UMP, où il accède à des responsabilités au niveau départemental puis national et vote pour ce parti depuis lors. En 2012, pour la première fois, il va voter blanc aux deux tours de l'élection présidentielle (« Et je pense que je vais continuer au vu de ce qui se passe : les primaires à l'UMP c'est un échec total »), et va contribuer localement à l'élection du candidat PS au 2^e tour des élections législatives.

Il n'est donc pas un électeur « ordinaire » : il déploie, à l'appui de ses choix, une rationalité de quasi professionnel de la politique. Il est probablement celui de nos électeurs qui se rapproche le plus de la figure de l'électeur rationnel : il est et se tient très informé, non seulement des « arcanes de la politique » mais aussi des candidatures, des programmes et projets. Il insiste à plusieurs reprises sur sa « passion » pour la politique, sur son goût pour le débat, pour l'analyse. Son engagement à droite est argumenté et ses hésitations fondées sur une analyse comparée des programmes et surtout des bilans, proposant ce qui s'apparente à un « vote rétrospectif ». Pourtant, après avoir fait la campagne de 2002 « à fond derrière Chirac », celle de 2007 « à fond derrière Sarkozy », en 2012 il hésite. En retrait de son parti depuis 2009, il livre une lecture de la campagne de 2012 qui

16. Cf. chapitre 3.

emprunte ses arguments davantage à son histoire, quelque peu amère, de militant qu'à la seule logique des offres partisans.

La justification de ses hésitations varie peu au fil des entretiens. Elle est organisée autour de trois axes dont l'importance respective, quant à elle, se dévoile progressivement. En janvier 2012, il se dit déçu et démobilisé, d'abord par le mandat du président sortant :

« Déçu oui parce que Sarkozy a apporté beaucoup d'espoir à beaucoup de gens [...] et que rien ne s'est fait. Je pense en plus que le principal défaut de Sarkozy c'est qu'il s'est très mal entouré [...]. La déception elle est d'autant plus importante quand on a attendu beaucoup de quelqu'un. »

Il est critique ensuite de la politique locale et notamment du choix des candidats, souvent imposés par Paris :

« Il y a eu encore une fois une vraie guerre au sein de la droite locale, comme d'habitude c'est décidé sur Paris quel sera le candidat [...]. On prend un peu les gens pour des idiots [...]. Cette éternelle bagarre, le recyclage des perdants [...], le recyclage des perdants, c'est ce qui a fait que beaucoup, beaucoup de gens ont baissé les bras. »

Il est amer enfin de la place, excessive, occupée par ceux que l'on peut appeler les « héritiers » : « Dernière chose, il y a un énorme trou en politique, c'est ma classe d'âge. Les 35-45 ans sont... sont inexistantes... » Il déplore que la promotion ne se fasse pas du tout sur « le talent ou le mérite ou les compétences, mais sur des critères complètement fallacieux » et le fait que « seuls arriveront en tête ceux qui ont le meilleur réseau et ceux dont il avait été décidé qu'ils soient élus ».

Cette « démobilisation politique » le conduit à hésiter, d'autant plus longuement qu'il récuse le « vote par défaut » et qu'il n'envisage pas d'alternative, ni à droite ou au centre (il exclut un vote Bayrou), ni à gauche. Ainsi, trois mois avant le premier tour, il n'a pas choisi et associe nettement son indécision à sa déception militante : « Pour l'instant il y a rien qui me botte, et pour tout vous dire, le militant, ou il est militant toute sa vie ou à un moment il prend du recul... »

Certes à un mois de l'élection, il semble avoir légèrement évolué et se résoudre à ce vote par défaut qu'il décriait :

« Je ne sais toujours pas... Je suis toujours dans l'incertitude, je reconnais, malgré moi, et ça m'ennuie de le dire, mais Sarkozy me semble le plus à même de tenir le gouvernail [...] donc il y a de fortes chances que je sois obligé de voter Sarkozy. »

Mais finalement il ne s'y résout pas. Il choisit donc le vote blanc à la présidentielle, le vote de conviction au premier tour des législatives (pour un candidat divers droite) et, suite à l'échec de ce dernier, le vote socialiste au second tour, pour un adversaire en qui il voit « un bel intellectuel, une belle personnalité, qui fait le boulot. »

Après les élections, il justifie sa décision avec les trois mêmes arguments : critique du bilan du président sortant (« Il se bagarre sur la viande halal, on s'en

fout, il se bagarre sur l'insécurité, là aujourd'hui, on s'en fout! »), dénonciation des erreurs de la droite locale (l'investiture de « celui qui a perdu la circonscription imperdable en 2007 ») et déploration de l'absence de rétributions du militantisme, sous la forme notamment des investitures, qui aboutissent au « ressassement et re-blanchiment des mêmes hommes ». Le dernier entretien, plus propice aux confidences, confirme et précise l'importance de ce dernier point puisque le militant déçu reconnaît son intérêt pour un mandat de député européen (« déjà parce que c'est moins compliqué d'être sur la liste ») ou de conseiller régional.

Ainsi, cette forme de volatilité qui pourrait, à première vue, être exclusivement interprétée comme le « choix » d'un électeur rationnel, informé, qui étudie les bilans, compare les programmes et les candidatures, qui ne se laisse pas dicter sa conduite par les partis politiques, relève-t-elle d'abord d'une déception personnelle que seule la trajectoire sociale et militante permet de saisir. Elle peut être lue, notamment le vote socialiste au second tour des législatives, comme la revanche d'un militant « méritant », dont le haut niveau professionnel et intellectuel n'est pas reconnu, face aux héritiers et aux appareils. C'est cependant une arme ponctuelle qui n'empêchera par Julien, qui se dit « toujours passionné », de participer non seulement aux élections primaires pour la sélection du candidat tête de liste pour les municipales de 2014 mais aussi à la campagne du candidat désigné.

Ce rapport inchangé à la politique est d'ailleurs une caractéristique de ces itinéraires mobiles, comme si, une fois l'effervescence électorale retombée, chacun retrouvait ses marques : Dimitri sa distance assumée à la politique, Anne-Marie son ancrage à droite, Véronique son indifférence, Julien son goût pour l'engagement militant.

Que ces cas nous apprennent-ils au final sur les logiques de la volatilité électorale? On aurait en effet tort de ne les considérer que comme des idiosyncrasies, mosaïque d'anecdotes, certes plaisantes, mais à partir desquelles on ne pourrait construire des interprétations plus générales. Ces cas, saisis dans leur singularité, permettent, par cette singularité même, de comprendre certains mécanismes de la volatilité, et ce faisant de la « décision » électorale. D'abord, ils suggèrent qu'il est impossible de parler de volatilité au singulier tant sont diverses les logiques et situations qui sont au principe de l'inconstance électorale. Entre Dimitri et Julien ce sont, par exemple, deux rapports radicalement différents à la politique qui se déploient : dans un cas c'est la très grande distance à la politique qui rend possible la mobilité, alors que dans l'autre c'est au contraire le fort investissement en politique qui la suscite. En ce sens, il paraît impossible de déconnecter l'analyse de la volatilité électorale de celle des rapports ordinaires au politique. Cependant, et c'est un deuxième enseignement, cela ne doit pas nous conduire à postuler deux modèles irréductiblement opposés de mobilité : l'un *irrationnel*, fondé sur l'ignorance et reflétant l'incohérence de choix pratiquement au hasard, l'autre *rationnel* fondé sur l'évaluation des programmes et l'anticipation des performances du futur élu. Ainsi, même les moins informés et intéressés peuvent étayer leurs choix par des raisons politiques : Dimitri n'est pas totalement

ignorant des programmes, dont il reconstruit au besoin les points saillants. De même ses choix sont-ils loin d'être incohérents, si l'on se donne la peine d'écouter la cohérence qu'il leur confère. À l'inverse, les plus compétents sont loin de produire des choix exclusivement fondés sur l'évaluation des programmes et des politiques publiques : leurs raisons renvoient tant à des questions publiques qu'à des enjeux privés (impliquant notamment leurs proches) et s'appuient sur une rationalité davantage affectuelle qu'instrumentale. En ce sens, les entretiens révèlent en dernier lieu la force d'un mécanisme qui semble peser ici de façon déterminante sur les variations du vote : le poids des relations interpersonnelles et des micro pressions exercées par les proches. Précocement identifiées dans les travaux de Katz et Lazarsfeld¹⁷, revenues sur le devant de la scène grâce au renouveau des approches contextuelles du vote¹⁸, ces interactions révèlent ici leur importance dans une décision électorale qui paraît dès lors plus souvent le fruit d'une action collective que d'un raisonnement individuel. Dans les cas présentés ici ce sont bien les échanges ordinaires avec des autrui significatifs (le conjoint, les enfants, le cercle des proches) qui semblent influencer le plus sur le vote. Il faut certes préciser que ce ne sont pas les vertus démocratiques des conversations et discussions politiques qui sont à l'œuvre, mais plutôt ce que ces conversations activent : les liens sociaux (de fidélité et de loyauté) forts qui assurent la continuité des héritages familiaux et/ou qui donnent sens à la position et à la trajectoire sociale. Voter c'est dire qui l'on est et ce que l'on est, mais pas dans un espace public abstrait : c'est l'exprimer auprès de ses proches, ceux avec qui l'on vote justement. Les incitations interactionnelles repérées ici illustrent de ce fait moins un travail conscient de persuasion que la force ordinaire des rappels à l'ordre : à l'ordre de la tradition familiale, de la position sociale et du milieu d'appartenance ou encore de l'identité politique. Bref, les interactions s'apparentent au chaînon manquant entre les normes incorporées (les identités sociales et politiques) et les pratiques électorales effectives. Elles donnent à l'acte de vote sa dimension pratique : non un choix abstrait, fruit d'un calcul, mais un comportement ancré dans la sociabilité, support d'échanges entre proches. On comprend alors aussi que ces normes puissent être perturbées par les petites variations qui affectent la vie sociale : l'insertion dans des milieux (amicaux, professionnels) dissonants ; la confrontation entre parents et enfants ayant intégré au cours de la scolarisation de nouveaux cercles sociaux ; la recomposition des couples dont les conjoints expérimentent de petites altérations de leur position, etc. On comprend également que lorsque la politique tient une place secondaire dans les pratiques de sociabilité, voire ne tient pas de place du tout, le vote puisse constituer un acte sans véritable enjeu, aux significations abstraites et désincarnées. L'importance de ces mécanismes dépasse d'ailleurs la simple question de la volatilité puisqu'on en retrouve la prégnance à propos des autres types de cheminement qu'il est possible d'identifier dans notre corpus.

17. KATZ, LAZARSFELD, 1955.

18. Cf. HUCKELDT, SPRAGUE, 1995 ; ZUCKERMAN, 2005 ; BRACONNIER, 2010.

Le poids des routines ou les cheminements immobiles de la décision

Les cas de volatilité, on l'a dit, sont l'exception et ne doivent pas masquer un mode de décision, plus fréquent et même banal, fondé sur la reproduction de choix passés. Ces cas de « grande stabilité », dans lesquels les choix sont faits bien avant l'élection, sont la norme (ils représentent près de 60 % des comportements dans notre échantillon). Mécanismes repérés de longue date et déclinés sous des appellations diverses – « prédispositions politiques », « *standing decision* », « électeurs constants » des enquêtes de Columbia¹⁹, ou « identification partisane » décrite par le paradigme de Michigan²⁰, ils n'en demeurent pas moins énigmatiques, tant leur « évidence » semble se dispenser de commentaires. D'autant que cette stabilité s'accompagne le plus souvent d'un faible investissement politique. Comment alors comprendre ces choix réitérés, de la part d'électeurs largement indifférents et ignorants des enjeux électoraux et des positions partisans, sinon comme une non décision, une routine, activée ou réactivée, à l'occasion de la campagne électorale, mystérieux produit d'une socialisation de long terme aux effets largement inconscients ? Les entretiens répétés avec des électeurs offrent la possibilité d'éclairer ce processus en s'arrêtant sur les mécanismes d'identification, à un groupe social, à une famille ou à un parti politique, qui convertissent les goûts et dégoûts en vote. Ils montrent ce faisant que la stabilité reflète une grande variété de rapports au politique dont on peut isoler deux types : dans le premier la stabilité manifeste une faible attention à la politique, voire même une forme de défiance, et « va sans dire », reposant sur des identifications sociopolitiques fortes. Dans le second, qui concerne plutôt les classes supérieures et le vote conservateur, la stabilité s'accompagne de compétence et d'intérêt, ce qui implique alors un actif travail d'évitement que réalisent certains de ces convaincus pour contourner la contradiction et éviter les situations d'hésitation durant la campagne.

Cas le plus fréquent, la stabilité politique s'appuie sur une forte identification sociale construite à partir des grands principes de clivages qui ont structuré la lutte politique dans la France contemporaine (ouvrier *vs* bourgeois, catholique *vs* laïc). Ainsi, André, ancien mineur à la retraite de 81 ans, constitue une sorte d'idéal-type d'un rapport au politique à la fois routinisé et fondé sur une articulation étroite et durable entre appartenance sociale et identification partisane. Sa trajectoire se caractérise par une forte stabilité sociale, un ancrage géographique pérenne (dans une municipalité communiste) et une fidélité électorale à toute épreuve. Lui-même fils de mineur, il dit avoir « repris de lui [son père] » le vote communiste. Il a toujours voté PCF, ou pour les candidats soutenus par le parti : ainsi en 2012, il vote Mélenchon au premier tour de la présidentielle et s'abstient au second tour, faute de candidat communiste. Le sens donné à cette régularité est peu étayé, c'est avant tout le père (« il faisait comme ça alors je l'ai suivi et ça m'est resté ») et le fait que : « c'est quand même le parti qui défend le plus les ouvriers ».

19. LAZARSELD *et al.*, 1944.

20. CAMPBELL *et al.*, 1960.

Ses jugements sur les candidats et la campagne de 2012 sont peu développés. Les sujets dont il parle le plus et avec le plus d'implication sont l'immigration et la sécurité. Il tient d'ailleurs sur ces questions des propos que l'on classerait très à droite. Il serait cependant trompeur de traquer les contradictions entre des préférences incorporées de longue date et ses jugements sur la compétition, tant le vote, son vote pour le Parti communiste, est pour André quelque chose qui va sans dire. D'autant plus que la politique et les élections constituent finalement des préoccupations très secondaires. André, qui n'a jamais milité, manifeste en général une attitude distanciée à l'égard de la politique et de l'élection, typique de ce regard oblique que portent les membres des classes populaires sur les jeux de la politique²¹, perçus comme étrangers. Ses jugements sur les candidats, sur les enjeux, sur la politique, semblent déconnectés de la question du choix électoral qui est réglée de longue date et qu'il accomplit significativement dès l'ouverture du bureau : « comme ça, après je suis tranquille ». Cette imperméabilité de la question électorale est aussi renforcée par une représentation de la distance entre *eux* (les responsables politiques) et *nous* (« les ouvriers, les petits »), qui fait du vote un rituel, voire une routine dont il ne semble pas attendre grand-chose et qu'il effectue mécaniquement, sans y penser et sans avoir besoin d'en expliciter les raisons. Cette distance à la politique fonctionne alors comme garant, paradoxal, de la stabilité des choix. Elle semble d'ailleurs constituer une modalité assez fréquente d'un rapport au politique que l'on trouve chez plusieurs électeurs de notre corpus.

On en trouve ainsi une autre illustration chez Patricia, 42 ans, récemment promue cadre intermédiaire dans un grand groupe hôtelier. Électrice PS depuis toujours, elle dit avoir hérité précocement cette préférence pour la gauche, *via* deux parents « de sensibilité socialiste » et intéressés par la politique. Elle se remémore par exemple « la grande joie » du père (artisan menuisier) en 1981 après l'élection de François Mitterrand, ou encore une seconde expérience socialisatrice forte : sa participation aux mouvements étudiants et lycéens contre la loi Devaquet de 1986. Depuis son premier vote, en 1988, ses choix électoraux sont stables : elle vote systématiquement (« c'est essentiel, c'est un droit, il faut y aller ») et toujours pour le PS, ce qu'elle fera également aux deux tours de l'élection présidentielle de 2012. Or, à l'inverse de la représentation caricaturale d'un électeur assidu voire fanatisé, cette forte fidélité semble désinvestie²² et semble même s'accompagner d'un détachement croissant de la politique. Elle affirme ainsi, quitte à le regretter, s'intéresser beaucoup moins aujourd'hui à la politique que dans sa jeunesse, et n'avoir de discussions politiques ni avec ses collègues ni avec ses amis (« une fois comme ça s'il y a un sujet, mais quand on se voit on a plus envie de boire un coup et de décompresser »), ni même avec son conjoint : « ça peut arriver mais le soir on est crevés... Il dort devant la télé! »

21. Sur le regard oblique des classes populaires à l'égard de la politique, cf. HOGGART, 1970 ; SCHWARTZ, 1991.

22. Sur cette notion, cf. GAXIE, 1993.

Ce mélange de fidélité et d'indifférence à la politique représente une modalité ordinaire du rapport au politique d'une partie des électeurs qu'une forte socialisation politique familiale dispense de s'intéresser durablement aux jeux politiques. Parce qu'ils se sentent peu ou pas compétents, parce que leur entourage ne les incite pas à s'intéresser à ces questions, ils entretiennent un rapport presque naturalisé au vote, dans lequel on peut voir, dans le cas de Patricia, la rémanence d'une socialisation primaire : « je sais pas, ça doit être ancré », se borne-t-elle à affirmer pour expliquer la constance de son vote, « il est très possible que je reste ancrée dans cette opinion toute ma vie ». Dans ces cas, on peut faire l'hypothèse que l'indifférence et la distance constituent une manière de se mettre à l'abri de l'influence potentiellement perturbatrice de la campagne, à l'instar de ce « gouffre insondable d'indifférence » dans lequel Richard Hoggart voit une protection des classes populaires contre la propagande, commerciale ou politique²³. En utilisant un repère simple (le clivage droite-gauche et en son sein une marque politique facilement repérable), ces électeurs restent à l'écart des hésitations et « dissonances cognitives » que pourrait produire l'évaluation incessante des performances des candidats et de leurs programmes par les médias.

Cependant, pour certains, stabilité et identification partisane s'arriment à un fort intérêt pour la campagne électorale et la vie politique en général. Le choix de ces électeurs repose alors sur une argumentation politique qui les rapproche en première analyse des « *pure issue voters* », ces électeurs « sophistiqués » qui, selon les chercheurs de Michigan²⁴, raisonnent et se déterminent en fonction des enjeux politiques débattus par les candidats. On pourrait, pour ceux-là, croire le mystère de la décision dissipé, et adhérer au récit, cohérent, d'un électeur doté de convictions solides que la campagne lui donne l'occasion d'évaluer. Le processus toutefois n'est pas toujours aussi clair ni la figure de l'électeur aussi tranchée. Dans ces cas, le fort investissement dans le suivi de la campagne et la volonté de jouer le jeu de l'élection entrent en tension avec la rémanence des choix passés. En témoigne l'exemple de Pierre²⁵, électeur de droite de longue date, qui manifeste à la fois un intérêt fort et un évitement actif de la campagne électorale de 2012. Pierre, 82 ans se distingue par la netteté de ses choix électoraux et par sa capacité à produire des opinions cohérentes fondées sur des principes généraux et des valeurs. Lors du premier entretien, quatre mois avant le scrutin, il affiche déjà des intentions de vote très claires, au moins dans ses choix négatifs. Il exclut ainsi d'emblée un vote de gauche, affirmant qu'il a « toujours voté à droite ». Ce choix apparaît cohérent avec ses propriétés sociales : cadre à la retraite, puis à la tête d'une petite société « familiale », diplômé d'une grande école de commerce, issu d'une famille qu'il qualifie lui-même de « bourgeoise » (son père, polytechnicien, était cadre dirigeant d'entreprise) et « gaulliste », croyant mais peu pratiquant, marié à une femme protestante, croyante et pratiquante. Son vote à droite est aussi cohérent avec le catalogue des valeurs et des mesures politiques qu'il attend,

23. HOGGART, 1970, p. 331-332.

24. CAMPBELL *et al.*, 1960.

25. Nous avons rencontré cet électeur dans le chapitre 4.

telles la lutte contre l'immigration « arabo-musulmane » ou pour la réduction du nombre de fonctionnaires.

Toutefois le récit que fait cet électeur de son rapport à la politique et au choix électoral, sa singularité revendiquée, le distingue de la figure archétypique de l'identification partisane. D'abord parce qu'il exprime une insatisfaction vis-à-vis de l'offre politique. Compétent et raisonnant à un haut niveau d'abstraction (en économie, ou histoire politique), il travaille à produire une opinion en première personne, irréductible à ses yeux à une offre standardisée dont il se méfie et se distingue sans cesse. Il affirme ainsi qu'il vote à droite (ou plutôt pour « ce qu'on appelle à tort la droite ») mais qu'il « n'est pas de droite », au sens où les partis de droite ne lui conviennent pas. Il dévoilera d'ailleurs progressivement au fil des entretiens qu'il vote depuis longtemps pour le Front national, sauf au second tour de 2007 où il affirme « s'être fait avoir par Sarkozy ». Ensuite parce que son haut niveau de sophistication politique contribue à nourrir une forme d'insensibilité à la campagne électorale – dont il discute très peu des enjeux ou des propositions concrètes des candidats –, et une forme de méfiance à l'encontre des médias, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Son exposition à la campagne est donc singulière à la fois reflétant une grande stabilité (le vote FN et l'exclusion de tout autre choix alternatif, l'éventualité d'un vote à droite lorsque les logiques de la compétition électorale ne lui laissent pas le choix) et s'apparentant à un évitement, tant il craint de « se faire bourrer le crâne ». Il récuse la plupart des médias, au premier rang desquels la télévision, et affirme préférer des sources d'informations alternatives, notamment une feuille d'information, *Les quatre vérités*²⁶. Cette méfiance exacerbée à l'égard des médias produit une sorte d'isolement qui le tient à l'écart des rebondissements de l'actualité politique, mais aussi des personnalités des candidats, de leurs propositions concrètes, ou des événements de la campagne. Tout se passe donc comme si cette forte armature idéologique, qui l'amène à produire une position politique qu'aucune offre ne vient réellement satisfaire, le préservait de l'effervescence des débats et discours de la campagne.

En définitive, ces cas de grande stabilité, fondée ou non sur une argumentation politique, confirment non seulement que, pour nombre d'électeurs, l'élection est « jouée d'avance » mais aussi que les effets des campagnes, loin d'être mécaniques, s'exercent dans des conditions complexes. On voit combien les choix électoraux se structurent, explicitement ou silencieusement, en amont de la campagne, qui semble « glisser » sur ces électeurs sans les toucher. On voit aussi, ce que soulignent des travaux déjà anciens²⁷, que l'indifférence aussi bien que l'intérêt pour la politique peuvent protéger de la « propagande » politique. Pour les plus éloignés de la politique, qui produisent un vote de routine, la campagne est au mieux inutile. Les électeurs plus politisés, quant à eux, qui ont les opinions les plus affirmées, restent insensibles à une campagne qui n'est

26. C'est aussi un site de droite radicale sans référencement partisan, mais qui renvoie notamment à « Riposte catholique » et « Nouvelles de France ».

27. CONVERSE, 1964; ZALLER, 1992.

pas à la hauteur de leur sophistication politique et se révèle insusceptible de modifier leur « choix ». Ils multiplient ce faisant les sources d'information et se construisent une campagne à leur mesure en tentant d'éviter la confrontation à des discours dissonants.

L'activation des préférences ou comment devenir ce que l'on a toujours été

Un troisième cheminement de la décision électorale est celui d'électeurs qui effectuent un léger déplacement le temps de la campagne et/ou qui affichent une forte hésitation au début de la campagne avant de renouer avec leur vote habituel. Il s'apparente aux fameux « effets limités » des campagnes électorales, mis en évidence par Paul Lazarsfeld et ses collègues²⁸ qui pointent, dans une conjoncture d'effervescence, une action de renforcement de convictions « déjà là ». Au regard des cas précédents de volatilité ou de stabilité qui manifestent indifférence ou insensibilité à la campagne, on rejoindra Patrick Lehingue, pour qui le renforcement de convictions préexistantes constitue le « principal résultat de campagnes qui, à la fois, sensibilisent, mobilisent et réactivent des loyautés – domestiques, sociales, autant que politiques – très antérieures au calendrier électoral²⁹ ». De ce point de vue, les entretiens répétés, sans bouleverser des résultats bien établis, contribuent à affiner la connaissance concrète de ces mécanismes de consolidation. Deux phénomènes en particulier ont pu être observés qui renouvellent et enrichissent l'hypothèse des effets de renforcement.

L'un a trait, à nouveau, à l'importance des mécanismes interactionnels (les discussions et micro incitations émanant des entourages proches des électeurs) qui, dans nos exemples et particulièrement chez les moins politisés, priment sur les dispositifs médiatiques et leurs effets cognitifs. On peut ainsi, en réinscrivant les processus de décision des électeurs dans leurs milieux d'appartenance, observer comment la campagne peut contribuer à une homogénéisation des groupes primaires, en enclenchant une « mise en conformité aux opinions dominantes de l'entourage³⁰ ».

L'autre, qui fait voir une relation dialectique entre l'effet de doute ou d'hésitation produit par l'injonction démocratique (qui choisir?) et la possibilité de se laisser à nouveau convaincre, pourrait être qualifié d'effet « restaurant chinois ». Un peu à la manière de ces cartes de restaurant qui enchantent par la diversité de l'offre, mais qui conduisent pourtant *in fine* aux mêmes choix (pour les sempiternels nems et le canard laqué³¹). Dans le cas d'une offre électorale élargie et médiatisée, on peut décrire un effet d'enchantement démocratique (et aussi de désenchantement méthodologique tant il contribue à relativiser la réalité des « choix » effectués), produit par la campagne et qui aboutit à placer certains

28. LAZARSELD *et al.*, 1944.

29. LEHINGUE, 2011, p. 153.

30. *Ibid.*, p. 153.

31. Le lecteur substituera à ces exemples ses propres habitudes gastronomiques.

électeurs, ceux qui jouent le jeu, en situation de se laisser convaincre de faire ce qu'ils ont toujours fait, tout en pouvant décrire, et penser, leurs habitudes comme un *choix*.

Cet effet de renforcement peut jouer de différentes façons, selon l'investissement consenti par les électeurs et donc selon leur appropriation de la campagne. Nous avons ainsi repéré chez nos enquêtés trois types de rapports à la campagne qui engendrent trois façons différentes de se laisser convaincre de « choisir » ce que l'on a déjà choisi.

Les plus politisés et les plus exposés à la politique vont trouver, d'abord dans le suivi des médias, « un stock d'arguments » confortant leur loyauté partisane et leurs bonnes raisons de voter. C'est, par exemple, le cas de Nicolas, cadre de 37 ans, directeur d'un magasin d'une société de produits de luxe, dont le choix est esquissé dès le premier entretien. Il a voté Bayrou en 2007 et il se dit prêt à recommencer au premier tour et « à se laisser tenter par Hollande » au second, ce qu'il fera en définitive en 2012. Entre le premier entretien et le vote effectif, se déploie, le temps de la campagne, une série d'arguments et de jugements qui confirme l'hypothèse d'une stabilité à peine ébranlée mais rarement explicitée comme telle (il se dit longtemps hésitant et incertain de son vote). Issu des classes supérieures intellectuelles (le père est un enseignant du supérieur devenu diplomate), évoluant professionnellement dans le monde du commerce de luxe, il rejette violemment la droite « *people* » et sa vulgarité. Il déteste Nicolas Sarkozy qui est à ses yeux trop « *bling bling* » et ceux qui l'entourent (« Morano est d'une bassesse » ; « Bertrand est lamentable »). Catholique pratiquant, avec sa femme, il se sent proche de François Bayrou, mais laisse toutes les possibilités ouvertes. Électeur intéressé par la politique, il a suivi certains événements de la campagne, notamment le meeting de Nicolas Sarkozy à Villepinte, et est en mesure d'analyser les discours et programmes dont il affirme vouloir faire un comparatif avant le premier tour. En réalité, et faute de temps pour s'informer, il va fonder ses évaluations moins sur les programmes que sur les personnalités, plus particulièrement celles de Sarkozy « *bling bling* » et de son entourage. Ainsi les jugements sur le « sarkozysme primaire », la campagne devenue « de la variété » et sur l'équipe de Sarkozy (« Voir Morano, Bertrand dans son giron, ça me semble complètement dingue... Pour un chef d'État quand même... » ; « Les Nadine Morano, les Bertrand et même Copé... Je les trouvais d'un niveau absolument incroyablement bas »), sont repris à l'identique lors des trois entretiens.

Cette répétition, jointe à un vote conforme aux intentions premières, indiquent la stabilité de ses goûts qui tranche d'ailleurs avec une relative versatilité de ses votes (Bayrou, blanc en 2007 ; Bayrou, Hollande en 2012) et le flou de ses « opinions » exprimées de façon informelle au cours des entretiens. Goûts qui doivent leur stabilité à des structures de jugement incorporées où l'évaluation du politique se mêle aux jugements proprement sociaux et qui opposent par exemple la grandeur des vrais hommes d'État, des « sages », à la « bassesse » des entourages « lamentables » de Nicolas Sarkozy. Rien d'étonnant dès lors que ces goûts et

surtout dégoûts, profondément ancrés, soient très peu affectés par la campagne qui a pour seul effet de conforter Nicolas dans ses raisons de ne pas voter Sarkozy.

Léa, cette architecte de 52 ans³², qui annonce sa décision de longue date de voter pour François Hollande en 2012 et s'y tient, qui s'intéresse « depuis toujours » à la politique, offre une autre illustration, plus exemplaire encore, d'une électricienne qui suit la campagne avec attention pour conforter ses choix. Elle va y puiser des arguments qui renforcent son ancrage à gauche. Dès le premier entretien en novembre 2011, elle affirme son intérêt pour la politique, son intention de voter aux prochaines élections, présidentielle et législatives, et son choix socialiste : « oui, bien sûr, j'ai même voté aux primaires socialistes... , donc je suis déjà impliquée, on va dire, dans cette élection ». Cette orientation socialiste est ancienne (elle se souvient de son premier vote socialiste, en 1981, à 22 ans), stable (elle n'a, à l'exception de l'élection présidentielle de 2002, jamais fait un autre choix au second tour – interrogée sur son vote du second tour à l'élection présidentielle de 2012, elle plaisante en répondant « Devinez ! ») et raisonnée. Le vote socialiste est ainsi discuté au sein de la famille, partagé par son conjoint (lui aussi architecte et cogérant d'un cabinet de dix salariés) et par ses quatre enfants : « Les enfants, on discute politique avec eux à table, au moment des votes aussi, [...] il se trouve qu'on a à peu près les mêmes idées, donc ça se passe pas trop mal. »

Cette orientation est aussi celle du groupe d'amis :

« Il se trouve qu'on a pas mal d'amis qui pensent comme nous, et c'est plutôt pas mal parce que ça nous conforte dans nos discussions, par exemple dernièrement aux primaires socialistes [...] on a tous voté, enfin pas tous parce que j'ai pas que des amis qui sont de gauche, et pas que des amis qui votent Hollande, mais il y en avait pas mal qui ont voté François Hollande... »

Elle suit l'actualité politique régulièrement, essentiellement en écoutant la radio (France Inter), en suivant le JT de France 3 à 22 h, et en lisant *Le Monde Diplomatique*, auquel elle est abonnée. En période de campagne électorale, cette recherche d'information est enrichie par le suivi régulier des meetings et émissions politiques télévisées.

En définitive, sa seule hésitation, elle aussi très raisonnée, concerne le vote du premier tour. Léa rapporte avoir souvent, depuis 30 ans, voté pour les écologistes au premier tour. En 2012, elle évoque à nouveau l'éventualité d'un vote « Vert » :

« Eva Joly éventuellement, j'attends de voir aussi son programme, et puis les tendances du premier tour, parce que ce que je souhaite c'est évidemment que ce soit François Hollande qui passe, mais je pense que l'écologie c'est tellement un sujet important actuellement que peut-être au premier tour... »

On peut toutefois repérer, dans le déroulement de la campagne de 2012, une part d'imprévu qui est indéniablement un « effet » de la campagne sur cette électricienne aux choix *a priori* immuables. Cet imprévu est la candidature de Jean-Luc

32. Nous avons déjà rencontré Léa dans le chapitre 3.

Mélenchon dont les prestations en meetings vont être progressivement appréciées par Léa qui ne lui est pas acquise : lors du premier entretien, en novembre 2011, elle désigne Jean-Luc Mélenchon parmi les candidats pour lesquels elle ne votera pas : « j'aime assez la personnalité mais je trouve qu'il a vraiment un ton... très dédaigneux vis-à-vis de beaucoup de personnes... Enfin je trouve que par contre il fait avancer le débat, quelque part c'est important qu'il soit là, mais je ne voterai pas pour lui ». En avril 2012, elle révisé son jugement et ses intentions : « je trouvais Mélenchon sectaire, hautain [...] et là, je l'ai trouvé formidable... Un tribun extraordinaire... C'est celui qui porte le plus ses convictions [...], c'est un formidable espoir soulevé ». Elle s'en explique et admet changer d'avis « en écoutant les uns et les autres », à la fois les candidats et ses amis : « ce soir on sort avec des amis, on va en rediscuter, on va en rediscuter. Ils sont tous de gauche [...], on va en parler », c'est-à-dire comparer les candidats, afin notamment de « donner des signes pour qu'Hollande soit un peu plus à gauche », et évaluer, à partir des sondages, la nécessité d'un vote utile.

On le comprend donc, l'hésitation et même le changement d'orientation sont limités au premier tour et sont le fait d'une électrice intéressée, informée, qui joue le jeu, collectif, de l'évaluation comparée des candidatures et des programmes, sans pour autant renoncer aux principes qui guident ses choix, fermes et stables, depuis plusieurs décennies. Et qui reste au final très fidèle à ses intentions déclarées et à ses pratiques anciennes. D'une certaine façon, cette matrice de changement qui la conduit à voter pour un petit candidat de gauche au premier tour, puis socialiste au second, est une structure stable qui conditionne l'espace des choix possibles. Après les élections, elle confirme ses choix :

« Non je n'ai pas de regret d'avoir voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour, pour autant je ne regrette pas non plus d'avoir voté François Hollande au deuxième tour. »

Ce faisant, on mesure aussi que l'effet de renforcement produit par la campagne n'est pas mécanique : parce qu'ils cherchent à se laisser (re)convaincre, les électeurs peuvent infléchir à la marge leur choix, à la condition cependant que les alternatives s'inscrivent dans la logique des préférences antérieures.

Chez les électeurs plus circonspects et moins politisés, la campagne peut en second lieu déclencher « un processus d'activation des prédispositions sociales à voter pour tel ou tel parti³³ », qui passe par un intérêt croissant pour la campagne lié à l'exposition à des messages médiatiques, et surtout à la médiation de proches plus politisés, qui confirment et confortent les raisons d'adhérer ou de rejeter. De ce rôle essentiel joué par les sociabilités et discussions avec les proches dans la réactivation des préférences ou des dégoûts politiques, on peut, parmi plusieurs cas, sélectionner deux exemples.

D'abord celui de Valentin, 20 ans, issu d'une famille relativement populaire (un des jeunes des milieux populaires parmi les mieux dotés de notre corpus), fils d'un petit commerçant en kiosque en grande difficulté et d'une éducatrice

33. LEHINGUE, 2011, p. 153.

5 en crèche municipale. Il vit dans un appartement HLM hors d'un grand ensemble et est scolarisé en terminale de bac professionnel ébénisterie au sein du lycée populaire étudié. Lors du premier entretien début mars 2012, il raconte longuement ses hésitations pour les élections des mois d'avril et mai, hésitations qu'il met en relation à la fois avec ses faibles connaissances politiques et avec la temporalité de l'entretien (« La campagne est pas vraiment commencée en plus, je crois donc je me déciderai quand j'aurai bien vu tout ça »). Il démontre toutefois à plusieurs reprises au cours de la discussion une certaine sympathie pour le candidat de l'UMP (« Sarkozy n'est pas si nul que tout le monde le dit, il faut voir... »), précisant notamment que ses parents en sont des électeurs réguliers. Il insiste toutefois sur le fait que son « choix n'est pas fait ». Lors de l'entretien suivant, peu avant le premier tour de la présidentielle, il se dit toujours indécis mais raconte avoir « écouté un peu les débats » pour se faire son avis. Il évoque plusieurs discussions avec son père devant le journal télévisé du soir qui l'auraient aidé à mieux comprendre les enjeux de ces élections. Qu'il s'agisse des problèmes dans les banlieues, du chômage ou des difficultés économiques, il explique que Nicolas Sarkozy, s'« il n'est pas parfait [...], il a fait de son mieux avec la crise ». Il prend notamment l'exemple du petit commerce de son père et du « trop de taxes qu'il y a déjà et que Hollande veut encore augmenter », pour justifier une méfiance à l'égard du candidat du PS. À l'exception de nos entretiens, les discussions avec son père devant la télé, en présence de sa mère qui « parle peu de ça car elle est d'accord », sont les seules qu'il évoque en relation avec les élections : « Mon père lui il sait, c'est pas un spécialiste mais il suit depuis longtemps, il a de l'expérience donc je lui fais confiance même si je me fais mon avis personnel aussi. » Lors des entretiens ultérieurs, Valentin justifie ses quatre votes en faveur des candidats de l'UMP (Nicolas Sarkozy aux deux tours de la présidentielle, un candidat dont il ignore le nom aux législatives) comme « un choix réfléchi du fait des problèmes économiques de la France ». Tout se passe donc comme si la conjoncture électorale, par le biais de discussions avec son père, renforçait chez lui des dispositions favorables à la droite issues de sa socialisation familiale antérieure. S'il dit avoir « beaucoup hésité », il adopte au final le choix qui (lui) semblait le plus probable dès le premier entretien au début de la campagne.

On peut mentionner ensuite le cas de Sofiatou, qui illustre, quant à lui, un effet de renforcement plus tranché sans presque d'hésitations. Âgée de 19 ans, noire de peau, inscrite en terminale de bac pro Vente au sein du même lycée populaire, elle a toujours vécu dans une cité HLM du Nord de Paris. Aucun de ses cinq frères et sœurs n'a fait d'études supérieures et ses parents ne sont pas diplômés. De nationalité sénégalaise, contrairement à Sofiatou qui est française, son père et sa mère sont respectivement ouvrier industriel et sans emploi. Si cette enquêtée raconte ne pas être « sûre de pour qui » elle va voter lors du premier entretien, elle sait par contre d'ores et déjà « qui (elle) déteste » : « Sarko et Le Pen c'est les pires des racistes. » Elle ne connaît pas encore bien les principaux candidats au mois de mars 2012 (le nom de Hollande ne lui revient pas), mais pense voter « peut-être pour la gauche ». La suite de l'enquête permettra d'établir

qu'elle a voté pour François Hollande aux deux tours de la présidentielle et pour le PS aux deux tours des législatives. L'enjeu du racisme apparaît central pour elle, ce qui fait écho à ses propres expériences de la discrimination³⁴. Elle évoque à plusieurs reprises des discussions à ce sujet avec ses proches, qui auraient conforté ses choix électoraux :

« Hollande lui il est pas raciste c'est sûr, tout le monde sait ça [...] l'autre jour on en a parlé d'ailleurs avec mes copines³⁵ d'ailleurs. Y a une Marocaine dont le père aime pas les Arabes t'imagines, et on se disait que c'était abuser et que valait mieux voter gauche quand même. »

Si Sofiatou « ne regarde pas les infos et tout ça », l'intensité de la conjoncture électorale la conduit à discuter un peu de la présidentielle (en lien avec un enjeu saillant pour elle du fait de ses expériences personnelles) avec certains de ses proches, confirmant alors ses préférences pour la gauche. Là aussi, la période de campagne engendre un renforcement des dispositions politiques par le biais de discussions avec l'entourage.

Enfin, un dernier type, plus rare, de mécanisme de consolidation des préférences est le contact direct avec des militants et élus, qui peut contribuer à remobiliser, autour d'une identité partisane ancienne, des électeurs inquiets et perplexes. C'est ainsi qu'une rencontre de deux heures avec un ministre peut suffire à balayer les doutes et à conforter les choix de toujours. Chef d'une entreprise de textile du Nord de la France, Bernard, 65 ans, est très préoccupé par la dégradation de la situation économique (son entreprise de broderie est la dernière à se maintenir dans un secteur et une région sinistrés économiquement) et exprime une indétermination inquiète. Ainsi lors du premier entretien, en décembre 2011, il affirme qu'il a l'intention d'aller voter mais « ne sait pas pour qui ». Pourtant lorsqu'on l'interroge sur ses votes, passés et proches, il déclare qu'il est « de droite » et a toujours voté « à droite ». Comme ses parents (dont il a hérité l'entreprise qu'il dirige aujourd'hui), il se qualifie de gaulliste et affirme avoir « chialé » à la mort « du grand Charles ». Cependant, cette fidélité de longue date à un parti, qui l'amène sans surprise à voter Sarkozy aux deux tours de 2012, comme en 2007, semble fragilisée par un contexte de crise économique générateur de doutes. Lors du premier entretien, il rappelle qu'il est « plutôt de droite », et « pas convaincu par Hollande », mais affirme aussi être ouvert et « apprécier certains hommes de gauche, Delors, Strauss-Kahn ». De façon également surprenante, il affirme « adorer Mélenchon, enfin l'écouter... C'est un personnage [...]. Il est convaincant ». Il est circonspect à propos du président sortant : « bon Sarkozy, ce n'est pas ma tasse de thé », mais en ce moment avec la crise « il a l'air de dépenser beaucoup d'énergie », mais « je ne sais pas ce que ça va donner ». La profusion de l'offre politique et l'abondance de la couverture médiatique des préparatifs de campagne semblent donc favoriser chez cet électeur l'expression d'hésitations permettant d'envisager des possibles pourtant bien

34. Voir le chapitre 1.

35. Elles sont également issues de l'immigration.

improbables (un vote à gauche, mais réservé à des personnalités qui ne seront pas candidates).

La répétition des entretiens permettra d'observer les effets, chez un électeur stable, de l'évolution de la campagne vers la constitution d'un contexte favorable à la remobilisation et à la cristallisation des préférences. Dans le second entretien, en avril 2012, on peut mesurer comment, en l'espace de quelques mois, les positions de Bernard ont évolué. D'une part, son hostilité à la gauche est réactivée : il juge que Hollande « n'a pas la stature d'un président... ». L'évolution de ses positions sur Mélenchon est la plus frappante : « Mélenchon c'est un bon tribun, mais quand je l'entends vomir sur les gros salaires alors qu'il touche cinq ou dix fois ce que je gagne, alors là... Il passe plutôt pour un guignol... ». Ses préférences à droite sont elles aussi réactivées : « Bon, mais j'en reste au même truc, pour moi la personne la plus à même, c'est Sarko. Je me trompe peut-être, mais bon [...]. Bon je trouve que Sarko il a pas eu le temps de finir son boulot. » Il revient plusieurs fois sur son principal argument : « Il doit pouvoir finir le boulot », qui semble bien correspondre à l'*ethos* de l'entrepreneur valorisant l'effort et le travail bien fait.

La période de campagne semble donc avoir produit une « recristallisation » de préférences anciennement acquises. Rien n'indique toutefois qu'il s'agisse là d'un effet de la communication politique. La campagne dans les médias ne l'intéresse que « moyennement ». Il lit un journal régional et suit les actualités télévisées mais évite les débats qui « le gonflent ». Il se dit même « dégoûté » par les invectives échangées par les candidats. De ce point de vue, la campagne médiatique aurait plutôt sur lui un effet de démobilisation³⁶.

L'élément déclencheur réside ailleurs : une rencontre qui produit le contexte favorable à une réactivation des réseaux sociaux et politiques et à une remobilisation sans réserves. C'est une sollicitation directe de la part du député local (« sans étiquette » affirme-t-il, mais « rallié à l'UMP ») qui va convaincre Bernard de l'efficacité du gouvernement en place et de la nécessité de laisser au président sortant « le temps de finir le boulot ». Invité par ce député à un repas dans un château, en compagnie d'une quinzaine d'entrepreneurs, du préfet et d'un ministre (Frédéric Lefebvre), il redécouvre, à la faveur d'une interaction positive, au sein de son groupe de pairs, les valeurs et le plaisir de l'entre soi. Il rapporte d'abord le rôle central du ministre dans sa remobilisation : « Je l'appréciais pas trop, Lefebvre, je le trouvais hésitant, un vieux beau..., mais j'ai été convaincu du contraire en deux heures de temps. » Puis il fait le récit, enchanté, ponctué de rires de contentement, d'une confrontation entre le ministre et l'administration, en la personne du préfet, qui tourne à l'avantage du premier : « Alors là je te raconte pas ce que le préfet a pris dans la tronche... Ouh la la... Bien emmené. Ça m'a fait assez plaisir... Ça m'a fait plaisir... Et Lefebvre, j'ai été convaincu, il connaît son sujet sur le bout des ongles. »

36. Effets de démobilisation analysés, par exemple, à propos de la communication négative des campagnes américaines, cf. ANSLABEHERE *et al.*, 1994.

Cette séquence, qui regroupe des chefs d'entreprise sollicités par un député autour de professionnels de la politique, marquée par la présence d'une personnalité de l'UMP qui prend ouvertement partie pour les entrepreneurs contre l'administration, constitue, à n'en pas douter, un moment intense de sociabilité, à l'intersection du politique et du social. La stabilité des préférences politiques de ce chef d'entreprise, le récit jubilatoire qu'il fait de cette rencontre, autorisent à y voir un moment clef – de cristallisation des préférences – de la campagne.

Pour conclure, on peut souligner combien le recours aux entretiens répétés dans différentes temporalités est utile pour comprendre les logiques de la décision électorale. En articulant l'analyse des choix politiques aux trajectoires sociales et aux contextes d'interaction dans lesquels ils se réalisent, il est en effet d'abord possible de dépasser l'alternative entre une rationalité électorale fondée sur des anticipations purement politiques et les motifs irrationnels que l'on attribue parfois aux moins compétents politiquement. Ce que l'on voit à l'inverse apparaître, c'est la multiplicité des rationalités à l'œuvre dans la décision électorale. Mieux encore, on peut affirmer que le modèle d'une décision rationnelle pure, ou son négatif d'un choix totalement hasardeux, sont des constructions de l'esprit que l'on ne rencontre pas dans la réalité. Étroitement articulé à l'identité sociale et à l'image de soi, le vote reflète en ce sens ensuite l'insertion des électeurs dans des milieux sociaux, diversement politisés, mais qui sont les principaux vecteurs de l'effervescence électorale. On se donne ainsi les moyens de percevoir ces « pouvoirs invisibles³⁷ » que Lazarsfeld avait mis en lumière et de comprendre les mécanismes par lesquels ils opèrent. Cette enquête confirme en ce sens l'importance de l'influence des proches et des interactions ordinaires qui jouent un rôle central à la fois dans la mobilité mais aussi dans le renforcement des convictions qui surviennent au cours des campagnes électorales. Ce faisant, on saisit en outre que ces campagnes ne puissent être réduites à leurs manifestations médiatiques, ni à leurs effets de conversion (d'ailleurs presque imperceptibles ici) : si elles produisent des effets ce n'est qu'indirectement, en générant une effervescence qui multiplie au sein des groupes primaires (familles, amis, voisins) les occasions d'échanges (sur l'élection, le vote). Ce sont alors ces interactions qui renforcent à la fois les normes civiques (produisant ce faisant des incitations à la participation) et qui réactivent l'ancrage social des choix politiques. Lorsque les électeurs interrogés disent parler de politique, ce n'est pas pour débattre ou se forger une opinion dans un espace public abstrait, mais pour échanger avec leurs proches sur le sens du vote et sur l'identité qu'ils donnent à voir en votant comme ils le font. Ce sont donc bien des liens sociaux puissants, fortement ancrés dans les trajectoires familiales ou individuelles, qui sont activés et qui agissent à travers ces interactions. On comprend aussi, *in fine*, que le vote ne revête que rarement le sens exclusivement politique qui lui est le plus souvent attribué. Ce ne sont en effet pas les jugements sur les partis ou les candidats qui font le choix, mais

37. GRUMBACH, HERPIN, 1988.

5 les échanges avec les proches et les habitudes, reflétant l'histoire longue de la socialisation et de l'insertion dans des milieux sociaux spécifiques, qui en constituent les principaux ressorts. On perçoit aussi la réduction à laquelle conduit un questionnement uniquement centré sur les raisons politiques du vote, et sur les effets des campagnes sur la perception des candidats, qui ignorerait les histoires sociales, les logiques affectuelles et les sociabilités dans lesquelles ces jugements sont encastrés.

6

« Nabot! » « Gros pouf! » Jauger, juger la politique

Daniel GAXIE, Jérôme HEURTAUX, Anne-France TAICLET

L'hypothèse que les citoyens mobilisent des « raccourcis d'information » quand ils doivent faire un choix au moment des élections est avancée à partir des années 1980 par un ensemble d'auteurs souvent désignés sous l'étiquette de « cognitivistes¹ ». Elle a connu depuis, et elle connaît toujours, une fortune suspecte. La difficulté ne vient pas de l'affirmation de l'existence de tels raccourcis d'informations ou autres « heuristiques de jugement ». On sait de longue date que, contrairement à la représentation « officielle » des démocraties représentatives, beaucoup de citoyens ne se lancent pas dans une longue et coûteuse (en temps) enquête comparative sur les programmes, déclarations ou décisions des candidats avant de se décider. Ils vont au plus vite dans leur choix, ce qui justifie l'idée de raccourcis d'information. Ils prennent en compte divers éléments qui simplifient leur tâche de citoyen électeur – par exemple l'appartenance partisane, les qualités morales personnelles supposées, telle déclaration, décision ou non décision sur un sujet considéré comme particulièrement important (ou plutôt leur perception relative à telle déclaration, décision ou non décision) des candidats, ou l'évolution de leur situation économique personnelle. Certains ont recours à de petits algorithmes de décision, que l'on peut qualifier d'« heuristiques de jugement ». C'est le cas, par exemple, quand ils accordent leur confiance aux recommandations d'un proche ou d'un syndicat. Non seulement l'existence de raccourcis d'information ne soulève guère de difficulté, mais on peut suivre les « cognitivistes » quand ils soutiennent que tous les citoyens en font usage au moment de voter. On peut même ajouter qu'il en va plus généralement de même quand il faut exprimer un point de vue sur un sujet « politique » quelconque². Très rares sont ceux, s'il en est, qui s'imposent un travail systématique et exhaustif d'information avant de voter, de répondre à une question d'une entreprise de sondage, de former une opinion relative à une déclaration télévisée d'un dirigeant politique ou d'argumenter dans une conversation courante. Même les

1. Il serait trop long de citer et de discuter ici les nombreux auteurs qui ont développé des analyses en ce sens. Ce point a été développé *in* GAXIE, 2007.

2. Voir en ce sens l'exemple des jugements formés à propos de « l'Europe », *in* GAXIE, HUBÉ, de LASSALLE et ROWELL, 2010.

plus informés et les plus compétents des citoyens, y compris ceux qui prennent appui sur les catégories « idéologiques » – que l'on peut qualifier « d'idéologues » à la suite des chercheurs de l'université du Michigan³ – prennent appui sur des raccourcis. C'est mobiliser un raccourci d'information que d'expliquer, par exemple, que l'on est hostile à la construction européenne (telle qu'elle a été conduite jusqu'à présent) parce qu'elle est d'orientation « libérale ». Parler de raccourcis d'information ne signifie pas que ceux-ci sont « superficiels ». Des argumentations politiques sophistiquées prennent aussi appui sur des instruments de ce type. Les cognitivistes en concluent, là encore à juste raison, que les citoyens mobilisent des raccourcis très divers : considérations à dominante éthique sur la personne des candidats, appartenance et identification partisans, catégories idéologiques empruntées aux débats politiques courants, arguments empruntés à des convictions religieuses, imputation à un candidat de l'évolution négative ou positive de sa situation économique personnelle...

Mais si les cognitivistes admettent la diversité et l'hétérogénéité des instruments cognitifs qui servent de point d'appui aux citoyens pour former leurs jugements sur des sujets « politiques », ils minimisent la portée de ces différences en affirmant que, quels que soient les raccourcis qu'ils mettent en œuvre, et quel que soit leur degré de sophistication, les citoyens aboutissent aux « mêmes résultats⁴ » : le vote pour l'un des candidats. Les « cognitivistes » engagent ce faisant une nouvelle controverse. Ils désignent leurs adversaires comme « minimalistes », Philip Converse⁵ étant le premier visé. Les enquêtes menées par ces « minimalistes » ont établi de longue date que beaucoup de citoyens (américains ou d'autres pays, y compris la France) sont minimalement intéressés par les questions politiques et informés à leur sujet. Ils ont également montré que les investissements politiques augmentent avec le niveau d'éducation et le milieu social et dépendent également du sexe et de l'âge des individus. Le camp cognitiviste ne remet pas en cause ces résultats d'enquête, mais il en relativise la portée en faisant valoir que, quels que soient leurs niveaux d'information et d'intérêt pour la politique, tous les citoyens se déplacent pour voter. C'est l'intérêt même des tests de connaissance politique pratiqués par les minimalistes pour mesurer les inégalités de compétence cognitive qui est mis en question. Les auteurs cognitivistes soutiennent par exemple qu'il n'est pas nécessaire de pouvoir citer le nombre de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies pour voter.

Ce corps d'hypothèses mérite d'être nuancé, car on sait par ailleurs que la probabilité de participer aux élections, spécialement aux élections dites de second ordre, dépend du degré d'implication politique, donc de tous les facteurs qui commandent cette implication, notamment du volume de capital culturel. Il en résulte que l'abstention augmente au fur et à mesure que la distance à l'égard de la politique s'accroît et donc que la position sociale s'abaisse. Dans tous les

3. CAMPBELL *et al.*, 1960.

4. LUPIA, McCUBBINS, 2000, p. 50.

5. CONVERSE, 1964 et CAMPBELL *et al.*, 1960.

pays, une fraction importante, et d'ailleurs croissante, des milieux populaires se tient à l'écart des consultations électorales. Il n'est donc pas exact de soutenir que tous les citoyens participent aux élections quel que soit leur équipement cognitif. Toutefois, dans le sens des arguments « cognitivistes », nous pouvons observer que la plupart des élèves du lycée professionnel analysés dans le premier chapitre du présent ouvrage ont participé aux quatre tours des élections de 2012. Faut-il pour autant endosser l'ensemble des propositions et présuppositions cognitivistes ?

Cette controverse fait écho à d'autres débats qui se sont développés en France. Il a été reproché à des auteurs, notamment Pierre Bourdieu, étiquetés comme « légitimistes », de se référer à une vision officielle et partielle de la politique et de ne pas voir que les individus apparemment dépourvus d'informations sur la politique institutionnelle disposent d'autres ressources cognitives compensatoires⁶. D'autres auteurs ont soutenu que la problématique de la compétence politique revient à dupliquer des mesures de performance scolaire et permet aux intellectuels qui la développent de chercher à disqualifier la démocratie, à imposer leur vision hiérarchique de la société et à se placer en toute innocence ou perversité ethnocentrique au sommet d'une hiérarchie qu'ils ont eux-mêmes construite⁷.

La question de la compétence politique est sans doute l'une de celles qui ont été le plus continument, obstinément et farouchement débattues dans l'histoire des sciences sociales. Le corps d'hypothèses cognitiviste est la dernière en date des stratégies qui convergent pour ignorer, occulter ou minimiser les inégalités culturelles, et notamment les inégalités dans les rapports au politique. Au-delà du vote, l'un de ses présupposés est que tous les citoyens peuvent mobiliser des raccourcis et émettre des opinions sur tous les sujets. L'enjeu est la restauration du principe d'égalité devant le politique mis à mal par les minimalistes. Cette restauration intéresse à son tour la consolidation d'intérêts intellectuels de certaines traditions de recherche, la réaffirmation de certitudes ethnocentriques inscrites dans les socialisations des chercheurs et la préservation de la façade officielle des démocraties représentatives.

Comme beaucoup de controverses, celle qui a été soulevée par les cognitivistes produit des effets scientifiques vertueux dans la mesure où elle invite à examiner de plus près l'équipement cognitif, c'est-à-dire les éléments d'information et les instruments d'évaluation, mobilisés par des individus quand ils forment des jugements sur des objets politiques, notamment des dirigeants, des candidats, des déclarations, des enjeux ou des décisions. La littérature cognitiviste ne propose guère de recensements systématiques, mais plus souvent des exemples ou des illustrations de « raccourcis d'information ». L'ambition de ce chapitre est donc, tout d'abord, de procéder à un inventaire des instruments cognitifs mobilisés lors des entretiens de l'enquête SPEL. Il interroge en second lieu le postulat d'égalité devant le politique. Les possibilités d'intervention et la responsabilité

6. GRIGNON, PASSERON, 1989 ; PUDAL, 2009 ; DUCHESNE, HAEGEL, 2001.

7. DONEGANI, 1997.

normative des ressortissants d'un État démocratique ou, pour faire bref, « le métier de citoyen », ne se résumant ni ne se limitent au vote. La signification et l'analyse du vote ne doivent pas davantage être réduites à la seule participation. Il faut donc s'interroger pour savoir si les citoyens sont également en mesure, non seulement de désigner, mais aussi de contrôler, leurs représentants, ainsi que le présuppose la « formule politique » officielle des démocraties représentatives. Plus généralement, il faut encore examiner si les citoyens sont également équipés pour identifier et faire valoir leurs intérêts, dans les circonstances où ils sont en situation de le faire, par exemple dans les innombrables bribes de conversations ordinaires où se construisent des opinions collectives dotées de force sociale, ou, de façon plus intermittente, mais avec au moins autant de force sociale, quand ils sont interrogés par les entreprises qui réalisent des « sondages d'opinion ».

Une question de recherche est de savoir comment l'équipement cognitif des individus est affecté par leur rapport au politique et en particulier par le degré d'intérêt et par leur niveau de compétence statutaire spécifique. Le chapitre sur les jeunes élèves du lycée professionnel a mis en évidence la constance de leur participation aux divers tours de scrutin, mais aussi la faiblesse et les limites de leur équipement cognitif. Ils se prononcent sur un nombre limité d'objets politiques avec un stock limité d'informations et d'instruments d'évaluation. Ces lycéens votent, mais ils sont loin de posséder des instruments pour se prononcer sur les principaux enjeux construits à travers la campagne et pour évaluer les candidatures à cette aune, et même à d'autres. La problématique cognitiviste ignore largement les spécificités de ces fractions du public. Elle vise tacitement et elle se révèle plus pertinente pour les fractions politisées ou intermédiaires. De fait l'inventaire présenté dans ce chapitre repose sur les observations menées à partir d'un échantillon réduit, à une exception près, à quelques membres de fractions de catégories intermédiaires et supérieures urbaines disposant d'un capital culturel relativement important.

Quand on choisit, comme c'est le cas avec les analyses développées dans ce chapitre, de partir des nombreux jugements émis par les personnes interrogées au fil des entretiens pour examiner leurs points d'appui, on perçoit que les analyses « cognitivistes » manquent de recul méthodologique et théorique. D'abord, parce que la répétition des entretiens dans le temps met en lumière la dimension contextuelle des jugements émis par ces électeurs. Ensuite, parce que l'inventaire des instruments et des principes mobilisés pour juger les candidats révèle, à la fois, leur grande diversité mais aussi les inégalités qui différencient les électeurs, notamment en fonction de leur degré de compétence politique. Enfin, les entretiens permettent de nuancer l'articulation entre jugements et votes : les principes formulés pour jauger programmes et candidats ne sont pas tous, loin s'en faut, au principe des choix électoraux.

Des instruments mobilisés en contexte

Quand on se tourne vers les fractions politisées ou intermédiaires, on observe tout d'abord que les instruments d'évaluation mobilisés pour former des jugements sur des objets politiques dépendent de contextes institutionnels, politiques et personnels. On a en effet constaté des différences dans la sélection des instruments d'évaluation selon la nature de l'élection, la conjoncture politique ou la situation personnelle. Le contexte d'une élection présidentielle incite par exemple à se prononcer sur les principaux candidats. À l'inverse, pour les fractions intermédiaires et supérieures du public, l'évocation des élections législatives déclenche des activations différentes et conduit à prendre en compte les appartenances partisans plutôt que la personne des candidats, qui ne sont pas toujours connus, surtout dans les grandes villes où l'anonymat est plus important. La personnalisation des perceptions s'impose assez naturellement dans le contexte d'une élection présidentielle, d'une part parce que beaucoup de personnes interrogées se sentent à l'aise dans ce registre et aussi, d'autre part, parce que toute l'organisation et le déroulement de la campagne les invitent à se focaliser sur cette dimension de l'élection.

Le public des fractions intermédiaires et supérieures a le sentiment de « connaître » certains des protagonistes. La distinction entre ceux que l'on « connaît » et ceux que l'on ne connaît pas est un premier principe de distinction. Ce sentiment de « familiarité » avec les grands personnages politiques est l'un des facteurs de la prééminence de l'élection présidentielle. En ce sens, Bastien, professeur de gestion à l'université, explique qu'il vote régulièrement aux élections présidentielles, mais plus irrégulièrement pour les scrutins régionaux et départementaux, parce que « par principe, je ne vote pas pour des gens dont j'ai le sentiment que je ne les connais pas ».

Les électeurs prennent appui sur des bribes d'information relatives à certains des principaux acteurs politiques pour échafauder des conjectures sur leurs traits de caractère. Ils font « flèche de tout bois » et prennent en compte des anecdotes rapportées par les médias ou des proches et ce qu'ils ont pu eux-mêmes observer, le plus souvent lors des passages des femmes et des hommes politiques à la télévision. Le sentiment de familiarité s'exprime plus fortement lorsqu'un électeur s'est « approché » d'un candidat à la présidentielle. Christine, une cadre intermédiaire dans une école d'ingénieur, a eu l'occasion de croiser François Hollande à plusieurs reprises dans la rue, et elle en retire le sentiment qu'il est « abordable » et qu'il s'intéresse à ce que pensent les gens. Elle a noté qu'il avait suivi un régime amaigrissant. Elle en déduit qu'il est « soucieux de son image », mais peut-être électoraliste. Elle s'interroge toutefois sur sa « sincérité » et, en début de campagne (octobre 2011), elle le juge difficile à cerner et « imprévisible ».

Quand le cadre envisagé est celui des élections municipales, les jugements concernent souvent également les principaux élus mais aussi quelques problèmes privilégiés par chacun, tels que les transports, le logement, le stationnement ou la propreté de la ville. Dans une ville de dimension plus réduite où les liens de

sociabilité sont nombreux, les élus sont souvent mieux connus des électeurs, dont beaucoup s'expriment sur leurs traits de caractère et leur personnalité. Fabienne, 57 ans, femme au foyer, résidant dans une commune rurale de la Manche, évoque son enfance en Bretagne où « la politique, pour moi, c'était très incarné, c'était untel, c'était Georges Lombard⁸, c'était Eugène Berest⁹ ».

Les jugements et les instruments de jugement sont également dépendants d'autres éléments de contexte à caractère conjoncturel. Lors du premier entretien en début de campagne, quelques jours après le deuxième tour de la primaire pour la désignation du candidat du Parti socialiste et des radicaux de gauche (16 octobre 2011), c'est par comparaison, défavorable, avec Martine Aubry que Christine évalue François Hollande. Elle prend appui sur l'identité de genre (« c'est une femme, elle doit être réaliste et proche des réalités »), sur son apparence physique (« elle a un peu d'embonpoint, c'est une bonne vivante, et elle n'est pas soucieuse de son image », contrairement à François Hollande), sur ce qu'elle sait ou croit savoir de ses origines familiales (« elle est la fille de quelqu'un de bien, elle a dû avoir une éducation intéressante ») et de sa carrière politique (elle voit dans son passé comme « Premier ministre » (*sic*) un élément supplémentaire qui permet de conclure qu'elle est plus « proche des réalités » et des « nécessités des Français »).

Mais de tels jugements en contexte sont évidemment plus ou moins éphémères et relatifs. Interrogée au lendemain de l'élection présidentielle, Christine procède cette fois à une comparaison, entre les deux candidats du deuxième tour, favorable à François Hollande pour qui elle a voté :

« J'ai voté pour le plus raisonnable si on considère, non pas la carrure, mais la propension à rassembler. J'espère l'aptitude à gouverner de façon collégiale, en rupture avec l'image du trop président de son prédécesseur. J'attends une prise en considération de tout un tas d'aspirations, que ça ressemble plus à quelque chose de social. Au départ, comme beaucoup de gens, c'est ce qu'on entend, je le trouvais trop consensuel, ne s'affirmant pas assez. Je le perçois un peu moins comme cela, il a beaucoup travaillé. Dans le débat télévisé de cette semaine (débat entre les deux candidats du deuxième tour), je l'ai trouvé tout sauf mou, c'était une mauvaise image que j'avais, il veut tout sauf ressembler à celui qui le précède, il s'auto modère un peu. »

La dimension contextuelle de l'évaluation peut résulter de la conjoncture politique, comme dans l'exemple précédent, mais aussi de la situation personnelle de l'individu. Nolwenn, jeune professeure des écoles, présentée au chapitre 4, sort d'une expérience professionnelle douloureuse quand elle réalise le premier entretien, en octobre 2011. Titulaire remplaçante, elle a été affectée pendant trois mois dans une classe particulièrement difficile d'un quartier populaire de l'Est parisien. Elle n'a jamais réussi à s'imposer face à des élèves turbulents et indisciplinés, presque tous nés dans une famille issue de l'immigration « visible ». À la fin du trimestre, elle est prise d'une crise d'angoisse en pleine nuit et doit

8. Maire de Brest de 1959 à 1973.

9. Maire de Brest de 1973 à 1977.

subir un traitement psychiatrique de longue durée. Les opinions qu'elle exprime lors du premier entretien, par exemple son appréciation du Parti socialiste dont elle se dit proche, sont centrées sur la question de l'immigration, qui lui paraît essentielle, mais très imparfaitement affrontée par les politiques. Toutefois, cette préoccupation disparaît dès le deuxième entretien, peut-être en lien avec une amélioration de son état psychique. Explicitement interrogée sur ce changement d'attitude, elle explique en souriant que ce n'est pas l'immigration qui constitue un problème, mais l'emploi.

Différents types d'instrument pour juger la politique

Les instruments mobilisés varient également en fonction des thématiques sur lesquelles les enquêtés sont sollicités. Juger les personnes, le déroulement et le contenu d'une campagne électorale ou la vie politique en général ne sollicite pas les mêmes appuis cognitifs. Dans le cadre d'une campagne pour une élection présidentielle, les jugements sur les personnes tendent, on l'a déjà souligné, à s'imposer de manière prédominante. Toutefois, plusieurs types d'instruments relatifs aux personnes sont mobilisés, des plus universels aux plus particuliers.

Des jugements universels à composante éthique

Les jugements à composante éthique sont les plus répandus. Ils prennent appui sur une compétence sociale générale, à tout le moins dans les publics moyens ou supérieurs. Dans la mesure où un personnage politique est « connu », rares sont ceux qui ne disposent pas d'un minimum de moyens de jugement sur ses traits de caractère ou de comportement avérés ou supposés.

Les manières de parler (hésitation *vs* détermination, langage raffiné *vs* vulgaire) et de se conduire en public (maîtrise de soi *vs* style tapageur, prestance *vs* absence de prestance), l'*hexis* corporelle (élégance, séduction...), les compétences communicationnelles (proximité, capacités d'écoute et de conviction), le style général (dynamisme *vs* mollesse, discrétion *vs* clinquant, sérieux et travailleur *vs* superficiel et paresseux, rassembleur *vs* diviseur), les qualités éthiques (honnêteté, droiture, impartialité, intégrité, humanité) sont les catégories de jugement les plus fréquentes. Ce sont des éléments de jugement des personnages politiques largement répandus, non pas chez tous, mais chez ceux qui accordent un minimum d'attention aux péripéties politiques. En revanche, les appuis sur des instruments de jugement proprement politiques, par exemple ceux qui renvoient à l'opposition de la « droite » et de la « gauche » (par exemple François Hollande : « est-il vraiment de gauche? ») et, *a fortiori*, les étiquetages idéologiques qui circulent dans les débats politiques (libéral, social libéral, social démocrate, populiste) sont peu fréquents et ne s'observent que dans les fractions les plus politisées du public. Plus rares encore sont les jugements qui se réfèrent, non aux réalisations, mais aux potentialités d'un homme politique (ce qu'il ou elle pourrait faire s'il était en position). Certaines références aux comportements « connus » des hommes et

femmes politiques, à partir desquels on infère des traits de caractère, se mélangent cependant parfois avec les compétences qu'on leur reconnaît (ou pas), mais aussi avec leurs actions (promesses non tenues, cafouillages, manque d'autorité).

Ces opérations de jugement ne sont pas indépendantes des cadrages médiatiques courants. Dans les fractions intermédiaires et supérieures du public, nombre d'électeurs reprennent sans toujours s'en rendre compte des commentaires médiatiques sur tel ou tel personnage politique. En ce sens, les références aux « compétences économiques » supposées de Dominique Strauss-Kahn sont nombreuses. Martine Aubry n'est pas jugée sur sa maîtrise des dossiers économiques, mais plutôt comme « Madame 35 heures ».

Les attitudes, traits de caractères et valeurs attribués aux acteurs politiques diffèrent peu d'un électeur à l'autre, au moins pour ceux qui s'expriment sur ces terrains. On s'aperçoit ainsi que les jugements sur les principaux protagonistes du spectacle politique sont relativement indépendants des préférences politiques. Les personnes interrogées qui expriment des opinions sur ces sujets ne privilégient pas les mêmes qualités sociales, mais elles dessinent en creux des portraits assez largement partagés des principaux candidats. L'« agressivité » de Marine Le Pen, le « clinquant » de Nicolas Sarkozy, la « mollesse » de François Hollande, sont évoqués par beaucoup des personnes de notre corpus. Tout se passe comme si les membres des publics observés puisaient dans un stock commun, ou partiellement commun, de valeurs, souvent morales, pour juger les hommes politiques, même s'ils peuvent dans certains cas en minimiser la portée pour justifier une préférence pour un personnage politique dépeint négativement. Jeanne, 86 ans, professeure de lettres classiques à la retraite, éléctrice de droite, explique en ce sens qu'elle a voté pour Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002, bien qu'elle réprouve ses idées : « on l'a beaucoup noirci » et « je ne voulais plus de Chirac ». En 2012, elle soutient Nicolas Sarkozy, qu'elle accuse pourtant d'avoir abandonné les valeurs auxquelles elle est attachée et dont elle dénonce « l'électorisme » de la campagne. Elle fait valoir qu'« il a eu le courage » de faire certaines réformes et qu'il faut donc « sauver le soldat Sarko ».

Des jugements fondés sur l'expérience personnelle

Un autre registre courant d'appréciation consiste à porter un jugement sur des acteurs politiques (candidat, gouvernement, président) à partir d'une évaluation des répercussions (supposées) de leurs actions ou de leur inaction sur soi. C'est, de manière typique, le principal registre mobilisé par Amandine¹⁰, 29 ans, fille d'un ingénieur géologue dans une grande entreprise industrielle, titulaire d'un BTS dans une école d'arts appliqués, entrepreneure à la tête d'une très petite entreprise de fabrication d'accessoires de mode. En dépit d'une aide financière de sa famille, elle rencontre beaucoup de difficultés pour développer les activités de sa société. Elle a été allocataire du RSA et elle ne peut vivre des bénéfices de son

10. Dont les pratiques médiatiques ont été plus précisément présentées chapitre 4.

entreprise. Au moment du premier entretien, elle travaille trois jours par semaine comme vendeuse dans un magasin de prêt-à-porter et trois jours pour sa société. La situation de cette société est préoccupante et elle se demande si elle va pouvoir continuer dans cette voie. Elle suit la politique d'assez loin et elle a voté deux fois en onze ans. Lors de la campagne électorale de 2012, elle veut voter parce qu'elle est mécontente du gouvernement : « j'ai monté mon entreprise, le gouvernement a beaucoup parlé qu'il aiderait les petites entreprises, elles n'ont pas eu lieu ; il y a des aides aux grosses entreprises, aux gens qui ont beaucoup d'argent... On accuse les gens qui touchent des aides sociales de paresse. Il [Nicolas Sarkozy] aide ses amis et pas le reste de la population ». Au mois de janvier 2013, c'est à l'aune des mêmes critères qu'elle exprime sa déception à l'égard du président François Hollande, pour qui elle a voté aux deux tours de l'élection présidentielle :

« Je suis assez déçue finalement, je pense que les prochaines élections, je ne voterai pas, si ça continue comme ça, je trouve que la politique, c'est vraiment décevant. Ils continuent dans la même stratégie, notre pays est en train de s'enfoncer, et il y a rien qui est fait. Le *made in France* de toute façon ça sert à rien. Il y a aucune aide qui est donnée. Ce qui me pose problème, c'est de ne pas trouver de travail. On a l'impression qu'on n'a pas d'avenir en France. Ils aident pas du tout les jeunes entreprises. On sait pas où va l'argent. François Hollande, il est comme les autres, il dit des choses qu'on ne fait pas. S'il voulait soutenir le *made in France*, ça serait déjà un point de départ. Il serait obligé de faire fabriquer plus de pièces en France. Cela relancerait l'économie. »

Une logique analogue est repérable dans le discours de Dimitri, 20 ans, élève en lycée professionnel (spécialité ébénisterie), qui juge les hommes politiques en fonction de leur positionnement vis-à-vis de l'enjeu de l'immigration, qui le touche directement :

« C'est les immigrés, les Arabes et les Noirs, qui foutent le bordel et rackettent les gens, tout le monde le sait. Tu vas en banlieue, dans mon quartier, dans le train, ça se voit direct. Faut pas déconner. Qui peut dire le contraire ? Marine elle le dit haut et fort... et elle a raison ! C'est pour ça que je l'aime bien, elle fait pas genre. »

Son opinion sur l'immigration est le résultat d'une mise en relation des enseignements qu'il est enclin à tirer de ses expériences avec des immigrés et sa perception du discours politique de la dirigeante du Front national sur l'immigration.

De tels jugements sur des objets politiques par appréciation des effets sur soi sont plus divers que ne le suggèrent les références classiques de la littérature académique qui analysent l'expérience individuelle comme l'une des ressources dont disposent les individus pour s'exprimer dans l'ordre politique¹¹.

Ils diffèrent selon le degré auquel les individus se bornent au constat et à l'imputation des effets sur soi ou sont en mesure de discuter les décisions et les politiques censés affecter leur situation, voire d'entrer dans la discussion de ce qu'il conviendrait de faire. Les jeunes élèves du lycée professionnel sont plutôt du

11. Par exemple : GAMSON, 1992.

côté du constat et de l'imputation minimalistes, comme Ana, 19 ans, qui impute à la police, et non aux acteurs politiques, la responsabilité de l'insécurité (chapitre 1), alors qu'Amandine, l'entrepreneure, est davantage en mesure d'entrer dans la discussion de ce que devrait être une politique de soutien au *made in France*. Entre autres arguments, elle dénonce par exemple la possibilité d'obtenir le label en se bornant à apposer un accessoire sur un vêtement.

Une autre différence réside dans le degré d'importance accordée au critère de l'appréciation des effets sur soi. Il peut être considéré comme secondaire, comme un élément d'appréciation parmi d'autres, ou comme un argument prédominant – comme dans le cas de l'entrepreneure – voire exclusif. On voit, par exemple, dans le cas de Christine, cadre administratif intermédiaire dans une école d'ingénieur, que l'appréciation des effets des décisions politiques sur sa situation personnelle ou celle de ses proches est secondaire :

« – Tu attends quelque chose de particulier pour toi, tes proches ?

– J'arrive jamais, j'attends jamais quelque chose pour moi directement. L'ISF, je suis pas concernée, quand il y a une réforme fiscale en vue, je me dis pas... si je me dis globalement, c'est encore les classes moyennes qui vont... oui j'appartiens aux classes moyennes. Dans la réforme de l'éducation, j'ai encore une raison d'y voir un bénéfice direct car mes enfants ne sont pas encore sortis du système scolaire et universitaire. Si on change le quotient familial, ça peut me concerner un peu, mais j'ai compris qu'il y aurait des compensations, c'est un truc complexe, j'ai pas compris... »

Pour Amélie, professeure de biologie à l'université, la prise en compte de ses intérêts propres est un élément parmi plusieurs autres. Elle a « toujours eu une conviction de gauche modérée, donc plutôt socialiste ». Elle a aussi des « convictions écologistes ». Elle a toujours voté à gauche. Elle a été marquée par le discours de Nicolas Sarkozy sur la recherche et elle se dit « anti-sarkozyste parce que, notamment vis-à-vis de notre profession, il a été extrêmement humiliant ».

Certains enquêtés s'attachent même à récuser explicitement toute forme d'explication de leurs avis et préférences politiques par des « intérêts personnels », semblant même dans certains cas conférer une certaine indignité à ce type de motivation. Nathalie, 50 ans, titulaire d'un diplôme universitaire de troisième cycle, est documentaliste dans une filiale de la Banque de France. Très informée par la lecture professionnelle quotidienne de plusieurs journaux, l'écoute de la radio (*France Inter*) et d'émissions politiques à la télévision et par la participation à des discussions sur des forums, elle se montre très intéressée par la politique en dépit des jugements vigoureusement négatifs qu'elle porte sur ses acteurs et ses contenus. Lors du premier entretien, elle évacue d'emblée, de sa propre initiative, toute interprétation de ses jugements comme expression d'intérêts personnels directs, à tout le moins d'intérêts définis dans un sens matériel et/ou financier : « C'est pas pour moi que je dis ça, c'est pas le sujet, moi ça va, je suis casée, j'ai un appart', un boulot stable, je m'en sors bien, je me fais pas de souci pour moi. » Par la suite et tout au long des quatre entretiens, elle ne fera que très marginalement allusion à des éléments relatifs à sa situation personnelle. Elle développe

en revanche des points de vue affirmés sur la politique étrangère, nourris de lectures et d'échanges dans des réseaux amicaux. L'Union européenne, l'OTAN, la situation au Moyen-Orient font partie de ses sujets de prédilection, sur lesquels elle argumente avec une certaine virtuosité, combinant énonciation d'éléments factuels, analyse de causalités et expression de considérations normatives. Sa propension à placer son discours sur la politique à l'échelle internationale va de pair avec une attitude assez fuyante face aux questions relatives à son parcours, sa situation, ses ancrages sociaux, comme si, pressentant l'analyse sociologique dont ses opinions politiques allaient faire l'objet, elle se refusait à donner toute clé d'élucidation de ses dispositions et intérêts personnels, quelle qu'en soit la nature. Replaçant toujours la conversation sur des sujets politiques, qu'il s'agisse de la régulation du secteur bancaire ou des déclarations de tel représentant, elle se plaît à exposer sa perception informée et non naïve des « règles du jeu », en décryptant ou prédisant les stratégies et calculs des acteurs politiques.

Plutôt que ses intérêts personnels « immédiats », ce sont des sujets qui lui tiennent à cœur – notamment la politique internationale et la finance – et qui sont constitués comme enjeux des débats publics, que Nathalie met en avant pour se prononcer sur les prises de position ou les décisions des acteurs politiques.

Au-delà des interrogations sur les personnalités politiques, les sujets de référence de ceux qui, comme elle, adoptent ou privilégient ce mode de production particulier ne sont pas privilégiés au hasard. Certains d'entre eux sont révélateurs des principes fondamentaux de la vision du monde et donc de la position dans le monde social des individus. On le voit par exemple dans le cas d'Anne-Marie, pharmacienne indépendante, qui se plaint de sa charge de travail et de la faible rentabilité de son officine lors d'une première rencontre. Quelques mois après, elle a licencié ses deux employés et s'est associée avec un autre pharmacien. Elle paraît moins anxieuse de l'avenir économique de son entreprise, mais se plaint toujours de sa charge de travail. Sa vision du monde est en relation avec sa situation de membre d'une profession indépendante qui paye de sa personne et qui n'admet pas que d'autres puissent bénéficier d'aides publiques sans la contrepartie de leur travail. Comme beaucoup d'autres, elle s'interroge sur la réalité des différences qui séparent les deux principaux candidats : « Voila c'est le contexte qui fait qu'on se demande où on va, disons que c'est vrai que les élections, je sais pas si ça va changer quelque chose au problème, que ce soit François Hollande ou Sarkozy, on en sera toujours au même point. » Mais, les principes fondamentaux qui structurent sa vision du monde, et reflètent notamment l'exercice d'une profession indépendante, reprennent vite le dessus et lui permettent de faire des différences : « je pense que ce sera pire avec Hollande quand même, parce qu'il veut tout donner, la vie facile... la vie agréable, ça existe pas ça (rire) je pense pas... voila il veut revenir sur les retraites ». Si elle n'envisage pas de voter pour Marine Le Pen, notamment parce qu'elle « veut enlever l'Europe », elle se sent proche d'elle sur « un sujet qui lui tient à cœur » :

« Je le vois dans mon travail, toutes ces populations tunisiennes, algériennes, bon faut pas cataloguer, mais ils ont tendance quand même à profiter de notre système, moi le nombre de gens que je vois qui vivent sans travailler, et que je te touche le ça, le la, les médicaments gratuits, bon au bout d'un moment ça passe plus quoi, voilà... ils arrivent ici faut tout, faut tout donner gratuit, puis tout, tout de suite, hein, tout, et puis j'ai pas d'argent pour payer, il me faudrait ci, il me faudrait là, bon, moi ça me dérange au quotidien. »

Isabelle prend elle aussi souvent appui sur les sujets qui lui tiennent particulièrement à cœur et qui sont évoqués dans le cours de la campagne (cf. aussi chapitre 4) pour s'orienter en politique. Martiniquaise, fille d'une employée et d'un infirmier, elle doit son ascension au système éducatif. Elle est titulaire d'une licence de langues et elle regrette de ne pas avoir achevé sa maîtrise de linguistique. Néanmoins, elle a réussi un concours de recrutement dans la fonction publique et elle est responsable administrative dans un établissement d'enseignement supérieur. Elle est mariée avec un étranger non européen, lui aussi engagé dans le système universitaire, avec qui elle élève un enfant en bas âge. Les questions de l'éducation et de l'immigration sont centrales pour elle, comme on peut l'observer dans la récurrence de leur invocation à l'appui des jugements qu'elle exprime au fil des entretiens. Elle reproche à Nicolas Sarkozy de « ne pas être réceptif aux préoccupations de ceux qui n'ont pas des salaires mirobolants » et de reprendre des « idées des partis extrêmes » en matière d'immigration :

« Sur les pratiquants musulmans, l'histoire du voile, je crois qu'il y a les moyens de régler cela. Il faut que cela passe par le dialogue. L'immigré dans un premier temps, il faut qu'il trouve sa place dans la société. Une fois qu'il aura trouvé sa place, je pense qu'il acceptera. »

Elle fait très vite son choix en faveur de François Hollande pour des raisons symétriques. Dès le premier entretien elle annonce qu'elle « votera pour le candidat socialiste, pour le candidat et pour le parti ». Elle a toujours voté pour le PS. Ses grands-parents qui l'ont élevée étaient de gauche. Elle soutient le PS « parce qu'il partage ses idées », en particulier le « social » :

« Le PS privilégie l'éducation, et l'éducation c'est le nœud du problème, c'est une priorité. Il faut plus d'enseignants, tous les jours on a des exemples de classes surchargées. J'ai eu l'occasion de faire un stage et j'ai vu comme c'est difficile. J'avais des difficultés en maths et je pense qu'un petit coup de pouce, un peu plus de disponibilité, cela aurait pu changer les choses. »

Christine, déjà évoquée plus haut, fille de garagiste, doit elle aussi sa position sociale à ses études et, en particulier, à sa licence de langues étrangères appliquées qui lui a permis de faire une partie de sa carrière dans une grande société où elle s'occupait des expatriés, avant de devenir responsable administrative dans une école d'ingénieurs où elle fait encore appel à ses compétences linguistiques pour s'occuper des élèves étrangers. Comme pour Isabelle, les questions d'éducation constituent un élément central pour décider de ses orientations. Dans les propositions de François Hollande, elle retient le rétablissement de l'ISF et « ce qui

est côté éducation, arrêter l'hémorragie des profs et de tous les adjoints à l'éducation, ça me paraît d'une urgence extrême ». Interrogée sur les premiers pas de la nouvelle équipe gouvernementale après l'élection de François Hollande, elle revient sur ses sujets de prédilection pour exprimer son soutien : « ça me va les postes dans l'éducation, cela me paraissait une urgence, qu'on révise la fiscalité, cela me paraît incontournable, même si tout le monde va en suer un peu pour ne pas être plus en déficit ». Quelques mois plus tard, au début de l'année 2013, alors que le doute tend à s'installer, elle a toujours les mêmes raisons d'espérer :

« Y a aussi des choses qu'il me plaît de voir arriver, mais elles sont lentes et elles vont prendre du temps aussi, je pense à des créations de postes, à des rétablissements de certains, les RASED, j'avais l'impression que des choses allaient être faites, j'ai cru comprendre qu'à la rentrée il y aurait encore plein de difficultés de recrutement. »

Des jugements fondés sur des convictions religieuses

Une modalité supplémentaire de production de jugements sur des objets politiques consiste à prendre appui sur un corpus de croyances et de valeurs à caractère religieux. Les cas d'électrices catholiques, qui entretiennent un commerce régulier avec l'institution religieuse permettent d'analyser la relation entre les jugements sur des objets politiques et « un système symbolique¹² », dont la solidité varie d'ailleurs d'une personne à l'autre, et qui s'incarne dans des pratiques quotidiennes. Ainsi, pour Fabienne, la famille est à la fois une valeur fondamentale et un ensemble d'expériences de la vie de tous les jours. Elle réside avec son mari et ses quatre enfants dans une grande maison, ancienne propriété de la famille noble de son mari. Elle a quitté la vie professionnelle en 1998 pour s'occuper de ses enfants, notamment d'un fils handicapé. Issue d'une famille gaulle, mariée à un électeur de droite, se disant favorable à une « droite sociale », elle est imprégnée des valeurs familiales et des questionnements éthiques tirés de l'enseignement de l'Église catholique. Lors d'un déjeuner familial, deux des enfants se disputent au sujet du Front national. À l'instar du déroulement d'un groupe de parole comme il en existe dans l'univers ecclésiastique, les parents attendent que la tension diminue avant de « reposer des questions fondamentales : sur quoi porte-t-on le regard sur une personne ? Est-ce que la valeur d'une personne est liée à la religion, sa race ? ». De son point de vue, la qualité première d'un homme politique est sa capacité presque christique à « être incarné » :

« J'ai besoin de quelqu'un qui soit suffisamment incarné dans la vie du quotidien [...]. Comment vous allez comprendre les gens si vous ne savez pas qu'une famille vient de voir augmenter le prix de l'essence, que le café devient inabordable pour une famille nombreuse et le pain, on est tous avec nos machines à pain et je fais pas partie des gens à plaindre. »

12. MICHELAT, SIMON, 1985.

L'inclination à valoriser de « vrais sujets de société » (le mariage gay, l'homoparentalité) semble avoir la même origine : « Ce sont des vrais choix, des tournants auxquels notre société, quoi... Voilà je dis pas notre pays parce que finalement elle dépasse notre pays, c'est une question de la société européenne. » Les valeurs les plus importantes sont alors pour elle :

« – Fabienne: Tout ce qui protège l'humain, la dignité de l'homme et dans le sens le plus absolu, quoi, tout ce qui va concourir à élever une société à... je suis chrétienne alors je vais avoir ce filtre-là, si vous voulez, de faire avancer une société vers plus de... on a quand même une jolie devise égalité fraternité... [tout bas] je cherche la troisième... »

– Q: Liberté!

– Fabienne: Liberté [rires]. Elle doit être sacrément bafouée, déjà... [rires]. Vous voyez ce que... c'est quelque chose qui est très beau. Marchons vers ça. Est-ce que ce qu'on fait nous conduit vers ça? C'est un joli filtre pour choisir dans quelle direction... »

Mariée à un diacre, rédactrice en chef du journal diocésain, avocate au tribunal ecclésiastique, ex-enseignante de catéchèse, elle cumule les éléments d'appartenance à l'institution religieuse dont elle semble avoir assimilé le discours. « Ce qui est important, c'est que chacun soit en vérité. Si déjà on sentait ces valeurs-là au niveau de l'État, qu'est-ce que ce serait bien. » Le travail est une valeur positive :

« On aurait dû encourager à la création d'emplois parce que ça c'était une dynamique qui élevait l'homme quand je vous parlais des images dans la bible il y en a un qui est couché et un autre qui est assis. Et quand je vous parle de l'homme qui travaille, vous l'imaginez debout. »

L'argent doit être moralisé. L'engagement de la France en Afghanistan? : « On a acheté l'affection des États-Unis, quand on dit à ses enfants que l'affection ne s'achète pas... » Sur l'abattage rituel : « il faut que tout se fasse dans la dignité ». Un président doit être « respectable ». François Mitterrand reste à ses yeux « une énigme », surtout dans sa vie personnelle :

« En soi qu'il ait eu un enfant hors mariage, mais qu'on ait mobilisé autant de choses de la République pour couvrir ça, faut replacer aussi dans le contexte tout le monde n'aurait pas accepté d'élire un président qui avait un enfant hors mariage. L'inhumation (en présence de ses deux femmes), c'était un peu surréaliste. L'ambiguïté religieuse de faire baptiser sa fille, sa communion, d'insister beaucoup pour qu'elle fasse sa communion et puis d'être l'homme qu'était au-delà de tout ça. »

Cette focalisation sur les valeurs la conduit à identifier des aspects de la vie privée des personnalités publiques qui passent généralement inaperçus aux yeux de ceux qui ne partagent pas ce prisme d'évaluation. Même Marine Le Pen trouve une certaine grâce à ses yeux car « derrière il y a une femme, il y a une mère, avec sa vie, hein, elle s'est séparée de son mari, divorcée, je sais pas, mais elle est complètement encore dedans ». Elle réprouve pourtant le Front national qui va

« à l'encontre des valeurs qui font avancer le monde ». De même qu'elle ne se soumet pas à la pression de son entourage en faveur de Nicolas Sarkozy, déclarant avoir voté pour François Hollande, sans pourtant l'afficher: « je ne m'en vante pas trop devant ma famille parce que c'est à cause de quelqu'un comme moi que... je pense que le regard qui serait posé sur moi dans mon milieu serait un peu étonné, c'est tellement plus simple de mettre sur son Facebook "bravo Nicolas" je trouve ça épouvantable ». Pour elle, ce n'est pas un « chevalier blanc », un « sauveur », qu'il faut chercher dans le vote: « ce sont les valeurs de la société qu'il faut recadrer, et choisir en fonction de ça, la place de l'argent par exemple et comment on gagne son argent, est-ce que c'est en travaillant ou en spéculant, en faisant de la finance? » Elle a donc choisi François Hollande, plus modeste à ses yeux, même s'il est aussi un homme politique comme les autres: « les enfants d'Hollande, qui sont plus dans la vie vont (toutefois) permettre à ce type de se rendre compte ». La foi de Fabienne fonctionne comme une « médiation idéologico-religieuse¹³ », qui fournit des « catégories de perception morales et religieuses¹⁴ », la conduisant à une préférence électorale éloignée de ses « intérêts objectifs »:

– Fabienne: Indirectement, on raisonne en fonction de sa situation personnelle, nous on risque de faire partie des gens qui vont être taxés par la gauche, parce qu'on a des revenus, on a beaucoup de charges, des revenus du capital qui nous coûtent cher, on risque d'être taxés sur nos revenus et sur notre capital, si on regarde nos intérêts on n'a pas intérêt à voter Hollande.

– Q: Et pourtant vous avez voté pour Hollande...

– Fabienne: Moi je l'ai fait parce que je regarde plus la construction de la société, j'ai 56 ans, je veux encore voter par rapport à moi pendant 3 mandats, 15 ans, jusqu'à 80 ans après je demanderai à mes enfants quelle société ils veulent. »

Comme le notaient Guy Michelat et Michel Simon dans les années 1970 à propos des électeurs catholiques:

« Nos enquêtés ne situent pas la chose politique principalement au niveau des problèmes sectoriels ni catégoriels, mais à un niveau plus global et pour ainsi dire principal, intensément valorisé sur le plan affectif¹⁵. »

Chez cette électrice qui se dit volontiers incompétente devant l'enquêteur, le schème éthique avec lequel elle juge la politique apparaît comme un prisme compensatoire particulièrement solide.

Instruments de jugement et compétence politique

Les instruments mobilisés pour porter des jugements et, plus généralement, pour s'orienter dans l'univers politique, dépendent doublement du niveau de compétence politique: d'abord par le nombre et la diversité des éléments

13. DÉLOYE, 2007.

14. *Ibid.*

15. MICHELAT, SIMON, 1977, p. 476.

d'appréciation ; ensuite par la capacité à les articuler. Cette capacité est étroitement liée au sentiment de compétence, inégalement distribué parmi le public.

Compétence subjective et richesse des instruments de jugement

Dans les fractions les plus politisées du public, les jugements sur les principaux candidats se fondent à la fois sur les traits perçus de leur *hexis* et de leur *ethos*, et sur leurs orientations politiques générales, y compris sur leurs positions à propos de divers enjeux de politiques publiques.

Nathalie, documentaliste pour une filiale de la Banque de France, dont on a vu qu'elle est particulièrement informée et politisée, est un cas symptomatique à cet égard. Elle multiplie les appréciations sur les personnes de plusieurs candidats, qu'elle assortit de jugements experts reposant sur des critères et des catégories politiques, voire politologiques. Exprimant avec virulence une appréciation très négative du personnel politique dans son ensemble, vitupéré pour sa « médiocrité » et sa « nullité », elle se livre à des considérations « politiques » spécifiques sur une série de personnalités politiques, parmi lesquelles un tout petit nombre (Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon et dans une moindre mesure Marine Le Pen) lui inspire une relative bienveillance, justifiée par leur « hauteur de vue », la « qualité de leur expression », leur « courage », leur « point de vue intéressant sur l'Europe ». L'aversion inspirée globalement par « nos politiques » culmine dans l'exécration de Nicolas Sarkozy, à propos duquel elle exprime avec insistance un dégoût viscéral, quasi haineux. Ses opinions sont composites au sens où elles s'appuient sur des instruments cognitifs diversifiés. Son aversion pour Nicolas Sarkozy procède de considérations relatives à son apparence physique (« le nabot », sans épargner son adversaire, « ce gros pouf ») et de critères moraux (« c'est un traître », « il est aveuglé par sa petite ambition personnelle minable », « je ne lui fais absolument pas confiance »). Des appuis plus spécifiquement politiques sont également mobilisés : la déploration de la « médiocrité » des dirigeants politiques est soulignée par la comparaison avec des figures également issues de l'univers politique qui constituent des contre-exemples valorisés, qu'ils soient historiques (De Gaulle) ou plus contemporains (Mandela, Obama). Surtout, toutes ses évocations d'hommes ou de femmes politiques sont étayées par des références à des décisions ou positions précises qu'ils ont prises et qui sont discutées, en termes soit idéologiques, soit tactiques, soit d'efficacité.

Dans les fractions les plus politisées du public, les jugements multidimensionnels, indissociablement éthiques, sociaux et politiques, prennent appui sur les principes fondamentaux d'une vision du monde en cohérence avec la position relative dans le monde social. Le jugement porté par Gabrielle, professeure de lettres à l'université, sur Nicolas Sarkozy est sans appel : il symbolise pour elle « le règne de l'argent, de la vulgarité ». Le jugement est sans appel car général : Nicolas Sarkozy « a entraîné une dégradation sociale, culturelle, intellectuelle, morale, importante ». Le rapprochement des pièces du procès montre que cette

universitaire portée à ériger la culture en principe légitime de hiérarchisation reproche fondamentalement à Nicolas Sarkozy sa préférence pour l'argent comme principe concurrent d'appréciation de la valeur des êtres sociaux. C'est au nom des valeurs de l'*intelligentsia* qu'elle reproche à Nicolas Sarkozy sa distance à l'égard des valeurs culturelles et intellectuelles de l'*intelligentsia*. Symétriquement, Bastien, professeur de gestion à l'université, également consultant pour diverses entreprises, s'oriente en politique du point de vue de ceux qui, comme lui, sont portés à privilégier les réalités et les valeurs de l'économie et de la finance :

« Je me suis intéressé à la politique *via* ce qui se passait pour mon métier. J'ai une grille de lecture de la politique qui est très économique et financière, parce que c'est ma profession. Elle est à dominante économique et financière, elle est aussi sociale parce que je travaille beaucoup avec des DRH dans les entreprises. »

C'est de ce point de vue qu'il prend ses distances avec la gauche :

« Le discours que je trouve démagogique de la part de la gauche, je suis désolé, mais sur les retraites, je suis financier, je suis prof de finance en gestion, je fais mes calculs, si on regarde les calculs c'est simplement pas possible quoi. »

L'existence d'orientations et d'attachements politiques divers, stables, fermes, précis, développés et articulés est une composante de la compétence politique cognitive des segments les plus politisés du public. La professeure de lettres se dit « résolument du côté gauche », entre « gauche » et « centre gauche ». Elle « a toujours voté à gauche, toujours voté PS, sauf une fois pour les Verts, mais pas à la présidentielle », elle « ne saurait pas faire autrement ». Le professeur de gestion se décrit comme « radical de droite, plutôt tendance Borloo ». Il se dit « modéré », « centre droit modéré ». Il exprime une forte aversion pour les extrêmes :

« Je suis dans la modération, c'est une façon de faire dans mon activité professionnelle, aussi, moi je travaille beaucoup avec des entreprises. Avoir des positions radicales, j'ai bien vu l'inefficacité [...] Dans l'entreprise si vous avez des positions radicales ça fonctionne pas. »

Ces préférences politiques stables, générales et structurées reposent sur des schèmes d'appréciation généraux, qui sont transposables à un très grand nombre d'objets (enjeux professionnels, enjeux généraux, personnalités politiques).

Dans les fractions les plus informées et compétentes du public, les jugements sur les personnes sont difficilement détachables d'orientations politiques et idéologiques générales. Dans le contexte d'un premier entretien en début de campagne électorale, Danielle, médecin, multiplie les jugements sur les personnes : François Bayrou est « trop mou », Dominique de Villepin a « plus de classe », Dominique Strauss-Kahn est « brillant », Martine Aubry, « pas brillante », Marine Le Pen, elle a « horreur de sa voix ». Certains de ces jugements ne sont pas sans lien avec ses orientations politiques et idéologiques. Elle n'apprécie pas Eva Joly : « Non elle m'énerve [...] elle minaude, je la vois pas présidente... et puis ses trucs écolos [...] les écolos sont trop excessifs dans tout. » Elle est

plus positive à propos de Dominique Strauss-Kahn : « j'aurais voté pour lui sans aucune hésitation [...] il est brillant, c'est ce qui manquait à gauche, des gens un peu brillants, qui apparemment connaissait l'économie ». Danielle a 62 ans. Elle est pneumologue en libéral dans un hôpital privé, associée à une collègue. Elle ne manque pas d'ajouter qu'elles emploient deux secrétaires : « On est des employeuses. » Elle est mariée à un médecin oncologue, mère d'une fille cadre supérieure dans une entreprise internationale. Toute la famille vote à droite et discute volontiers de sujets politiques. Au début de la campagne, elle se déclare déçue par Nicolas Sarkozy :

« Je l'ai élu en 2007 [...] j'ai pas trop envie de voter pour lui [...] il y a un côté qui m'a déplu dans la personne... autant j'avais trouvé son côté dynamique... il s'attaquait aux retraites et tout, au début ça partait très bien... et puis après... un peu... enfin ce côté *bling bling* et en même temps vulgaire... j'apprécie pas trop. »

Dans le même temps, elle envisage déjà de voter pour lui :

« Peut-être que je voterai quand même pour lui, parce que j'ai un gros hic avec la gauche, parce que c'est forcément de savoir que Martine Aubry va revenir et que les 35 heures, nous à notre niveau [...] quand j'ai fait passer ma secrétaire aux 35 heures, les complications [...] le bazar que c'est... pffff... je me dis oh la la, non, on va pas revenir dans des imbroglios pareils... ça me gêne pour voter à gauche. »

Finalement elle votera pour Nicolas Sarkozy aux deux tours de l'élection présidentielle et pour l'UMP aux deux tours des élections législatives :

« Je me suis décidée au dernier moment... en finalement me disant que le personnage était une chose, mais que je ne votais pas pour une personne et que finalement j'étais plus d'accord avec les idées qu'il véhiculait plutôt que les autres partis. »

Sentiment d'incompétence et limitation des instruments de jugement

La disposition à porter des jugements sur un sujet quelconque dépend du sentiment de compétence à se prononcer. Le nombre d'objets sur lesquels des citoyens sont en mesure de formuler des jugements dépend de leur compétence subjective et donc de leur compétence statutaire. Tous les citoyens ne disposent donc pas d'instruments de jugements, même très « raccourcis », pour se prononcer sur une gamme (relativement) étendue d'objets politiques (acteurs, enjeux, prises de position, décisions) ou sur une gamme (relativement) étendue des dimensions d'un objet. Même si chacune est affectée d'une spécificité, et donc d'une autonomie relative, les compétences cognitives et statutaires tendent à se renforcer mutuellement.

À des niveaux intermédiaires de compétence politique, on observe que les individus s'habilitent tacitement pour exprimer un avis sur certaines questions et s'expriment avec plus de prudence, voire s'abstiennent de se prononcer, sur d'autres. On le voit dans le cas de Maurice et France, un couple de retraités,

anciens sous-officiers, qui sont à l'aise pour approuver l'action de Nicolas Sarkozy dans le domaine des retraites (« il est certain qu'il fallait faire une réforme, les gens vivent de plus en plus vieux, les retraites, il va arriver un moment où il va falloir les financer »), mais beaucoup moins assurés quand il faut se prononcer sur la gestion de la crise: « Je crois qu'il a bien géré la crise... pour ce qu'on pouvait comprendre, parce que ça nous échappe un petit peu, cela m'avait semblé pas mal, les dettes tout cela c'est catastrophique. »

À ces niveaux intermédiaires, les préférences politiques peuvent servir de filtre de perception et assurer un minimum de cohérence aux jugements, au moins pour ce qui concerne les objets politiques les plus accessibles. Ainsi, Maurice et France, qui ont toujours voté à droite, trouvent des arguments pour justifier leur opposition à François Hollande:

[France] « Moi j'aime pas Hollande, je trouve qu'il est... il a aucune connaissance de la politique internationale. »

[Maurice] « Je l'ai entendu hier, il disait "j'orienterai d'une manière différente la politique de l'Europe", est-ce qu'il pourra faire quelque chose? On a été emmerdé je ne sais combien de temps pour diminuer la TVA dans les restaurants et lui je ne sais pas s'il va pouvoir changer quelque chose. Il est un peu prétentieux de ce côté-là. »

Mais il est des objets d'accès plus difficile pour les publics intermédiaires, et *a fortiori* pour les publics les plus à distance, à propos desquels un défaut de moyens de jugement peut être observé. Ainsi Christine, cadre administratif intermédiaire, explique que sa préférence pour Martine Aubry exprimée en début de campagne repose « à la fois (sur) son programme et sa personne », mais ajoute aussitôt qu'elle n'est « pas très avertie sur son programme ».

Toujours à des niveaux de compétence intermédiaire, et donc *a fortiori* pour les personnes encore plus à distance du politique, on observe des difficultés d'explicitation et surtout des abstentions, voire des refus explicites de s'aventurer sur certains terrains. Ce résultat remet en question l'hypothèse que tous les citoyens seraient minimalement mais également équipés de raccourcis cognitifs, hypothèse qui est pourtant au fondement de la méthodologie et des principes d'interprétation des sondages d'opinion courants. On observe par exemple que France, retraitée, ancienne sous-officier, éprouve beaucoup de difficultés à se prononcer sur des catégories d'orientation aussi courantes que la droite et la gauche. Elle se déclare « à droite », mais ne peut répondre quand on lui demande ce que cela signifie pour elle: « Je peux pas vous dire. » Quand on essaie de lui faire préciser par opposition ce qu'elle n'aime pas dans la gauche, elle rit, mais ne peut préciser davantage: « Je peux pas vous dire, peut-être que j'ai toujours été comme cela. » France et son mari apparaissent ainsi relativement désarmés pour expliquer et justifier certaines des raisons de leurs préférences. Ils ne disposent pas des instruments cognitifs nécessaires pour introduire un minimum de cohérence entre leurs préférences avérées pour la droite et les arguments qu'ils bricolent pour essayer de caractériser les différences entre les camps. C'est au prix d'une

retraduction éthique que France parvient à trouver une fragile justification de son hostilité envers la gauche : « La gauche, dans la majorité des cas, ce sont des gens jaloux, envieux, ils veulent la place et quand ils sont là ils ne font pas grand-chose. » Elle est à court d'arguments et va presque dans le sens inverse de ce qu'elle voudrait démontrer quand il faut justifier cette opinion que la gauche ne fait pas grand-chose : « Pourquoi nous avoir fait les 35 heures ? On l'a payé cher, on va le payer maintenant surtout, c'est vrai qu'une femme qui se retrouve à faire les 35 heures, c'est le paradis, rentrer chez soi de bonne heure. » De même, quand elle se hasarde sur le terrain de l'explicitation de ce que signifie le « socialisme » pour elle, elle ne peut que s'engager dans un travail de retraduction qui la conduit à donner des gages au camp adverse qu'elle cherche pourtant à critiquer :

« Mon mari disait l'autre jour qu'est-ce que le socialisme ? On dirait que c'est s'entraider, nous avec des amis on s'est toujours entraînés, il y a cela à faire, viens je vais t'aider, tu as un problème on va en parler ensemble, on va se dépanner, ça c'est plus à gauche peut-être qu'à droite. »

Son mari, qui sent que sa position n'est pas très assurée, intervient pour conclure de manière minimaliste : « Disons qu'on n'est pas à gauche parce que les hommes politiques de gauche nous conviennent pas. »

Le cas de Sébastien, 50 ans, ancien trader, conseiller fiscal en gestion de patrimoines d'une cinquantaine d'années, qui fait état d'un fort intérêt pour la politique est révélateur des différences qui séparent l'équipement cognitif et les dispositions subjectives des fractions les plus politisées et ceux des catégories intermédiaires auxquelles le couple d'anciens sous-officiers peut être rattaché. Sébastien se dit « libéral ». Il vote à toutes les élections, généralement pour le RPR et l'UMP, car il « exècre les centristes », qu'il juge indécis et tacticiens. Son analyse de la politique s'appuie principalement sur une grille de lecture économique, étroitement liée à son activité professionnelle, qui fonctionne comme principe général, architectonique, d'organisation et donne une cohérence objective à toutes ses opinions. Peut-être stimulé par la situation d'entretien et par le plaisir d'en remonter au politiste qui l'interroge, il décrit la politique comme un « marché » sur lequel des offreurs de programmes et d'idées cherchent à convaincre des consommateurs avec des produits frelatés ou inutiles, mais qui sont ajustés aux règles impitoyables de l'univers médiatique, dont il dénonce notamment la dictature de l'image et de l'instantanéité. Il n'est dès lors pas étonnant que, dans ces circonstances et de son point de vue, « les principaux problèmes n'ont pas été évoqués pendant la campagne : la dette en premier lieu ». Le monde politique, inféodé à « la technostructure », avec « des députés qui ne connaissent pas l'entreprise », est aussi un théâtre hyper-personnalisé sur lequel s'affrontent des acteurs peu soucieux d'efficacité et de l'intérêt général (« on se souviendra d'Hortefeux, pas de ce qu'il a fait »), et incapables de normalité : « Ce sont pour moi des assoiffés de pouvoir, des assoiffés d'ambition, c'est pas des mecs normaux. Ils ont des agendas de malades. » L'entretien donne lieu à une entreprise de dévoilement des ressorts cachés de la vie politique, sans toute-

fois aboutir à un rejet généralisé de la politique (sur le mode « tous pourris »). L'analyse stratégiste développée par l'enquêté ne débouche pas sur une disqualification morale des hommes politiques. Cet ancien trader désormais en charge des intérêts de ses clients n'a rien contre les *homo politicus economicus*. Il regrette toutefois leurs excès. La corruption, l'appât du gain, ne trouvent pas grâce à ses yeux. Il reproche à Nicolas Sarkozy un manque de retenue durant son mandat : « Tu vas l'avoir ton pognon, mais attends un peu. »

Les jugements portés sur les objets politiques se fondent dans ce cas sur une compétence et des certitudes statutaires qui conduisent à jauger non seulement des acteurs politiques ou des partis, mais aussi l'univers médiatique et le monde politique tout entiers. Des jugements sont formés non seulement sur ce qui a été fait mais aussi sur ce qu'il aurait fallu faire, sur ce qui a été dit et sur ce dont il aurait fallu parler. À ce niveau particulièrement élevé de compétence cognitive (profane) on observe une capacité à cumuler, mais aussi à conjuguer, les registres les plus divers, aussi bien éthiques, politiques ou idéologiques, pour exprimer des opinions articulées et objectivement cohérentes. La « hauteur » des points de vue adoptés permet d'exprimer des opinions sur un grand nombre d'objets politiques et, potentiellement, sur la plupart des objets qui circulent dans les espaces de débat politique. À ce niveau de compétence comme aux autres, l'équipement cognitif est fait de raccourcis. Mais la comparaison entre ce conseiller fiscal et financier et le couple d'anciens sous-officiers, et *a fortiori* avec les élèves du lycée professionnel, confirme que tous les raccourcis ne sont pas équivalents.

Le cas de Christine, cadre administratif intermédiaire dans une école d'ingénieurs est intéressant pour introduire un élément supplémentaire de comparaison avec le mode de production des opinions du conseiller fiscal et financier. Elle exprime des appréciations plutôt favorables, en faveur de Nicolas Sarkozy à l'issue du débat entre les deux candidats, avant le deuxième tour. Ses appréciations sont en affinité avec son *ethos* social :

« Sarkozy reste quelqu'un de très persuasif, il est toujours les mains dans le cambouis, à dire qu'il les met, qu'il va encore les mettre plus, il n'a pas de limites physiques, il semble pas tellement s'épuiser à la tâche, et quand on voit la crise on pense qu'on a besoin de quelqu'un de très résistant. Il paraît plus crédible parce qu'il a eu la tâche en main depuis cinq ans, il sait de quoi il parle quand même, je le trouve assez entraînant, j'aime pas le personnage, mais je lui trouve une aptitude, pas à fédérer mais à entraîner, à persuader, supérieure, du charisme, plein de choses individuelles qui me gênent par certains côtés, mais je lui reconnais une plus grande force à l'écran, il passe presque mieux, pas dans le fond où il m'intéresse moins. »

On observe qu'elle formule des appréciations à la fois sur la personne et le style de l'ancien président et que, pour ce faire, elle mobilise et articule plusieurs registres. Mais on peut aussi noter qu'elle ne s'exprime pas sur le contenu des déclarations de Nicolas Sarkozy et ne discute pas le bien-fondé de ses arguments.

On se souvient qu'elle était également désarmée pour évaluer le programme de Martine Aubry. Elle déduit la crédibilité du candidat Sarkozy de sa présence

à la tête de l'État au cours des cinq années précédentes, mais elle n'exprime pas d'avis personnel sur le bien-fondé de son action passée et de ses propositions pour l'avenir, à l'inverse du conseiller fiscal, qui explique avec beaucoup d'autorité que les politiques ne connaissent pas l'entreprise et que les principaux problèmes, à commencer par la dette publique, n'ont pas été convenablement traités pendant la campagne. Christine dispose d'instruments cognitifs pour former des jugements sur certains aspects des déclarations de l'un des candidats lors du débat télévisé, mais elle en est dépourvue lorsqu'il faut se prononcer sur leur contenu, c'est-à-dire sur le fond même de ces positions. Plus que les difficultés à expliciter ses préférences ou à établir des connexions et introduire de la cohérence entre des opinions, l'abstention est sans doute le critère le plus solide pour évaluer les déficits et donc les inégalités d'équipement cognitif.

Des instruments cognitifs hiérarchisés

Les réactions de Christine sont également intéressantes dans la mesure où elles sont quelque peu paradoxales. Elle exprime en effet des appréciations plutôt bienveillantes à propos de la performance télévisée de Nicolas Sarkozy, alors qu'elle est décidée de longue date à voter pour François Hollande et qu'elle se tiendra à cette décision.

On touche, à travers cet exemple, à un point essentiel : tous les instruments de jugements mobilisés dans le cadre d'un entretien ou dans d'autres circonstances de la vie sociale, ne doivent pas être placés sur un pied d'égalité. Les individus eux-mêmes établissent tacitement une hiérarchie entre les éléments d'appréciation qu'ils peuvent invoquer quand ils sont en situation d'exprimer des avis sur des sujets politiques. Certaines considérations sont à leurs yeux, tacitement, plus importantes que d'autres. Interrogée pour savoir ce qu'elle a pensé du débat de l'entre-deux-tours, Christine peut exprimer un jugement nuancé et plutôt favorable à Nicolas Sarkozy. Mais il y a de son point de vue des éléments plus décisifs qui font qu'elle ne pourrait en aucun cas voter en sa faveur. On peut admettre que des citoyens disposent d'instruments divers à partir desquels ils peuvent énoncer des jugements sur certains objets politiques mais, contrairement aux présumés « cognitivistes », tous ces instruments ne sont pas des raccourcis d'information à partir desquels des personnes inégalement intéressées et informées exercent leur « métier de citoyen », par exemple quand ils s'acquittent de leurs devoirs civiques. Certaines appréciations sont exprimées dans des contextes particuliers et ne portent guère à conséquence au-delà du contexte de leur énonciation. Tous les instruments de jugements mobilisés dans des interactions ne sont pas opératoires au même degré, ni avec la même portée. Certains sont éphémères et d'autres plus durables. Certains se présentent à l'état isolé, quand d'autres sont sollicités de manière plus récurrente.

Distinguer jugements politiques et choix électoraux

Les instruments par lesquels le jeu et les personnages politiques sont appréhendés et jugés ne doivent donc pas être confondus avec les raisons et les cheminement du choix électoral. C'est évidemment là un point essentiel. Le vote ne découle pas de façon mécanique des évaluations de l'offre politique. On peut même déceler des contradictions, au moins apparentes, entre les deux, qui, davantage que des errements du raisonnement logique, révèlent plutôt la coexistence de différents instruments d'appréhension du politique et la prévalence de certains d'entre eux. Les entretiens montrent de nombreux cas où le choix électoral est déjà fait et ne bougera pas, ce qui n'empêche pas l'expression de jugements nombreux et divers. Dans le cas d'André, déjà évoqué dans le chapitre 5, mineur retraité qui vote systématiquement pour le candidat du Parti communiste, la question du choix électoral est tranchée de longue date et ne se prête à aucune sorte d'hésitation. Cela ne l'empêche pas de produire des appréciations sur les candidats. Celles qu'ils formulent à propos de Jean-Luc Mélenchon, pour qui il sait qu'il va voter, sont plutôt négatives : « Il en fait trop, il est toujours dans la provocation... et puis il dit des choses, c'est pas réaliste... le smic à 1 500 euros, bah, c'est pas vrai, il pourra pas le faire. » Ces réserves n'entament cependant en rien sa détermination à voter pour ce candidat. Il formule également des jugements très sévères à l'égard de François Hollande, en termes d'incompétence, de manque de stature, d'autorité, voyant dans la perspective de son élection « une catastrophe » :

« À la limite, il vaudrait mieux garder Sarkozy, il fait quand même plus président. Lui au moins il sait ce qu'il veut. Il a plus la carrure. Et puis on l'a déjà eu, donc on sait comment il est, il y aura pas de mauvaise surprise. Non, entre les deux, Sarkozy serait moins pire pour la France. Avec Hollande, c'est pas possible, on va tout droit dans le mur. »

Mais interrogé sur l'éventualité de voter « stratégiquement » pour Nicolas Sarkozy pour faire barrage à François Hollande, sa réponse est catégorique : « Ah non, non, c'est pas possible – Pourquoi? – Ah ben c'est la droite... » Ici, plusieurs types d'instruments sont mobilisés (jugements sur les personnes, en termes de caractère, de compétence, d'adéquation au rôle, produits conjonctuellement; jugements sur l'appartenance à un camp politique, plus sédimentés) mais font l'objet d'une hiérarchisation tacite que l'entretien permet d'observer.

Nikola, 45 ans, diplômé en économie, chargé de trésorerie dans une société de finance, est un autre cas significatif qui fait partie de ces électeurs qui, en entretien, révèlent la diversité de leurs appuis cognitifs. Comme nombre d'enquêtés, il formule des appréciations sur les personnages politiques fondées sur des jugements de type moral (évoquant leur sincérité, leur loyauté, leur fermeté de caractère, leur comportement). Il manipule également avec une certaine aisance les catégories politiques de classement (en termes de partis, d'échiquier politique, d'identification idéologique générale). Il s'autorise aussi à entrer dans la discussion des décisions politiques, en mobilisant son expertise professionnelle.

Il disserte volontiers sur les questions économiques, les marchés, leurs effets sur la politique économique, en tirant des conclusions sur les marges de manœuvre effectives des dirigeants politiques, la crédibilité de certaines propositions, en se prononçant sur le bien-fondé de telle et telle mesure et en distinguant parfois leur justification d'un point de vue de justice sociale, de leurs conditions pratiques de mise en œuvre. Disposé par sa socialisation familiale à valoriser la discussion politique, il se sent de toute évidence autorisé (et probablement incité par l'interaction avec un universitaire) à exprimer des avis et appréciations reposant sur une variété d'appuis cognitifs. Pourtant, la construction de son choix électoral à la présidentielle en 2012 (cf. chapitre 3) relève d'une logique étrangère aux multiples jugements qu'il a pu formuler sur l'univers politique. Son vote en faveur de François Hollande aux deux tours s'explique avant tout, on l'a vu, par la signification transgressive qu'il associe à ce choix. Son vote est l'expression d'une révolte très située, en direction de membres précis de ses entourages familial et professionnel. Ses jugements sur les candidats comme ses évaluations de politiques publiques n'entrent que pour une part limitée dans la formation de son vote. Ces jugements constituent l'arrière-fond d'un « coup » joué dans le cadre des interactions de sa vie personnelle. Ils n'ont pas été, en contexte, la cause directe et mécanique de sa décision. Tous les instruments de jugement ne sont pas des instruments de choix.

Les cas, comme celui de France et Maurice, les retraités de l'armée de l'air, où les enquêtés ne peuvent pas ou peinent à expliquer leurs préférences mettent en lumière les difficultés méthodologiques à saisir les instruments cognitifs. On peut en effet se demander s'ils sont révélateurs de l'absence d'instruments cognitifs ou des difficultés à les expliciter. Les demandes d'explicitation pourraient alors procéder d'une forme d'ethnocentrisme méthodologique présupposant que toutes les préférences s'appuient sur des instruments cognitifs que l'on peut restituer à travers les motifs exposés en entretien. Il peut être en second lieu délicat de distinguer ce qui, dans un entretien, relève de la justification d'un choix ou de l'explicitation de certaines de ses raisons. De la même manière, il convient de souligner que la production de jugements sur la politique et la production de choix, électoraux en particulier, peuvent relever de processus différents et découler de mécanismes distincts et pas toujours articulés.

Prenant acte de l'impossibilité de pouvoir toujours rigoureusement trancher, dans le cadre méthodologique de cette enquête, la question de l'éventualité d'une absence d'instruments cognitifs soutenant le rapport à l'univers politique, ce chapitre s'est attaché à identifier et à caractériser la diversité des appuis cognitifs du jugement politique. Il a montré que ces instruments font l'objet d'une mobilisation et d'une articulation contextuelles. Il a également souligné l'inégale accessibilité, et donc l'inégale diversité, des instruments d'évaluation, de même que l'inégale capacité des citoyens à les articuler, même si la hiérarchisation tacite

de ces instruments limite les possibles incohérences de discours ou de comportement que ces handicaps pourraient générer.

Les individus, à tout le moins ceux qui appartiennent aux fractions intermédiaires et politisées du public, sont en mesure de mobiliser une gamme relativement étendue, bien qu'inégalement étendue, d'instruments d'évaluation. Ces instruments ne sont pas nécessairement organisés dans un ensemble cohérent. Surtout, leur statut et leur portée sont très variables. Certaines considérations sont éphémères, alors que d'autres reviennent de manière plus récurrente et pèsent davantage sur les choix les plus importants – par exemple les votes – du point de vue de l'activité ordinaire d'un citoyen situé du côté « passif » de la division du travail politique. On en déduit qu'il ne suffit pas de provoquer des discours sur des objets politiques pour mettre au jour les instruments cognitifs les plus opératoires. Il faut au minimum s'inscrire dans la durée et dans les situations où l'activité pratique des citoyens se développe.

L'observation des cognitions suppose donc des protocoles d'enquête minimalement longitudinaux développés dans des contextes appropriés. De ce point de vue, les contextes électoraux se révèlent pertinents, au moins pour ce qui concerne les élections de premier ordre. Mais l'analyse devrait être étendue à d'autres contextes, par exemple les situations de mobilisation collective pour les fractions de la population qui s'y inscrivent.

Contrairement aux présupposés égalitaristes des théoriciens cognitivistes, la disponibilité de raccourcis d'information ne fait pas disparaître les inégalités face au politique. Les citoyens disposent d'un stock inégal d'instruments d'évaluation des objets politiques. Ils peuvent, par exemple, prendre appui sur leur situation personnelle pour former des jugements, mais sont inégalement équipés pour examiner et discuter diverses dimensions politiques de leur situation personnelle. Ils sont encore inégalement équipés pour introduire et maintenir une cohérence dans leurs évaluations. Dit autrement, les citoyens ne sont pas tous en mesure d'identifier au même degré et de faire prévaloir par eux-mêmes leurs intérêts politiques. Dans cette lutte interindividuelle, la compétence politique cognitive est en interaction étroite avec la compétence politique subjective statutaire. Les plus dotés en ressources sociales, notamment du point de vue de la distribution du capital culturel, sont mieux armés pour défendre leurs points de vue en première personne, dans les diverses circonstances où ils interviennent en première personne, par exemple dans les innombrables discussions informelles de la vie ordinaire, où se forment et s'affrontent les opinions collectives. Ceux qui se tiennent à distance ont leurs raisons de rester en retrait, car ils savent d'expérience qu'ils n'ont guère de chances de marquer des points dans tous les jeux sociaux où l'on débat des questions politiques en première personne. Ils ne peuvent que compter sur l'entremise de porte-paroles, ce qui redouble alors leur distance à la politique.

« Plus ça va, moins j'y crois à la politique » Adhésions et pertes d'adhésion cycliques au politique

Daniel GAXIE

Il est très fréquent que les personnes interrogées tout au long de l'enquête SPEL¹ expriment une perte d'adhésion à l'égard du politique: « Plus ça va, moins j'y crois à la politique » s'écrit par exemple une femme, cadre intermédiaire dans un établissement public. « On est revenu de toutes les idéologies » (surveillante dans un établissement d'enseignement). Les mots « absence d'illusion », « désinté-rêt », « dégoût », « écœurement » reviennent souvent. Ces vues convergentes sont d'autant plus significatives qu'elles ne sont pas sollicitées par le questionnement d'enquête et qu'elles s'expriment spontanément.

La prégnance de formes de défiance variées

Ce scepticisme prend des formes diverses selon les rapports au politique.

Pour les fractions de la population les plus à distance de la politique, il s'ali-mente de l'imputation au politique des difficultés récurrentes de la vie courante. La réaction d'une lycéenne sur le point d'accéder à la majorité est typique de ce point de vue :

« Les politiques, ils ont un langage tellement développé, tu comprends rien... Ils s'énervent tous, ils sont tous debout [allusion à des retransmissions télévisées de séance de questions au gouvernement de l'Assemblée nationale]... Je comprends même pas les mots, il doit pas y avoir beaucoup de gens qui comprennent... Ils sont pas près du peuple, ils entourloupent la population, ils savent pas résoudre nos problèmes. »

Ses investissements politiques et sa compréhension subjective sont limités, et, quand elle doit se prononcer sur ces questions, elle ne peut que constater que rien ne vient améliorer la situation plutôt critique de sa famille. Son père qui est artisan a perdu beaucoup de clients dans la période récente. Ses revenus ont été réduits de moitié. Sa mère « a eu une légère dépression ». Elle a démissionné de son travail et

1. Ce chapitre a été écrit à partir des entretiens réalisés dans le cadre de l'enquête SPEL, mais aussi avec d'autres qui ont été conduits par un groupe d'étudiants de Master de science politique de l'université Paris 1 dans le cadre d'un enseignement méthodologique. Je remercie ces étudiants pour leurs contributions à cette enquête. Les prénoms des personnes interrogées dans cette autre enquête ne sont pas ici cités, contrairement à ceux des enquêtés de l'échantillon SPEL.

elle est au chômage. Ses parents « se saignent » pour donner 190 euros par mois à l'établissement d'enseignement privé dans lequel elle est inscrite.

À des niveaux d'investissement politique plus élevés, le scepticisme prend appui sur des perceptions plus ou moins développées de divers éléments caractéristiques de l'autonomisation des champs politiques, telle qu'elle a été analysée de longue date par les sciences sociales. Certains s'indignent que la politique soit devenue une carrière : « Il est anormal que quelqu'un rentre en politique à 25 ans et qu'il en sorte à 70 » (Maurice, retraité, ancien sous-officier, puis responsable des travaux et des achats dans une imprimerie). D'autres ne sont plus (complètement) dupes des contraintes de la mobilisation :

« Les hommes politiques, à partir du moment où on les interroge, qu'ils ont un micro devant eux, ils sont comme un gardon, ils commencent à frétiller, ils réfléchissent pas, ils sortent des trucs et puis après, il y a quelque chose qui va pas, parce qu'il y a toujours quelque chose qui va pas, et on revient en arrière... Sarkozy, quand il a été dans l'usine de hauts fourneaux, il a promis et finalement, elle a fermé. » (France, retraitée, épouse du précédent)

Une partie du public est plus ou moins consciente de traits inhérents au jeu politique et de ses évolutions récentes :

« C'est devenu une course au pouvoir... Il n'y a personne qui fait quelque chose pour les jeunes, c'est plus des petites guerres entre eux... Quand il y a de bonnes idées à droite, la gauche va forcément trouver ça négatif... Les candidats se ressemblent beaucoup, il n'y a pas de vraies différences, ça change pas grand-chose, ils se critiquent les uns les autres, ils se font la guerre et ne proposent pas grand-chose, ils devraient se concentrer sur les solutions. » (Chauffeur livreur, 32 ans, origine ivoirienne, bac plus deux en économie)

Les acteurs politiques sont alors souvent perçus comme des privilégiés qui ne partagent pas le genre de vie et les difficultés de ceux qu'ils prétendent représenter :

« Ils n'ont pas la même vie, pas les mêmes revenus, [ils n'habitent] pas les mêmes quartiers, ils ignorent les problèmes financiers, ils n'ont pas de problème de scolarité pour leurs enfants, ils habitent les beaux quartiers ou paient une école privée. » (Surveillante dans un établissement d'enseignement hors contrat, 50 ans, mariée à un comédien, deux enfants)

Les membres des fractions encore plus politisées comparent tacitement des états historiques successifs et avancent des éléments d'explication des limites actuelles de l'action politique. Un homme de 25 ans, diplômé d'une école de commerce et titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, récemment recruté par un important cabinet d'audit, juge la politique à l'aune des « années 1960... Les grands projets, les trucs novateurs, de Gaulle, homme politique exceptionnel, très rassembleur ». Un étudiant en droit, fils d'un directeur financier d'entreprise et d'une responsable de la publicité d'un journal « ne croit pas à leur pouvoir de changer les choses... Avec l'Europe leur pouvoir est de plus en plus limité, ils font semblant de se faire peur ». Pour une cadre intermédiaire dans un établissement

public, plutôt orientée à droite, « c'est pas les politiques qui mènent le monde, c'est les banques, la finance, droite ou gauche, ce sont des marionnettes dans les mains des trusts internationaux, des fortunes, des groupes financiers ». Ces catégories peuvent aussi se référer plus ou moins confusément à une perte d'emprise de la politique nationale du fait de la mondialisation des échanges. Ainsi, la surveillante de lycée « n'a pas d'illusion... la situation ne va pas s'améliorer sur le court terme, la situation est mondiale ».

Dans les fractions politisées du public, le scepticisme prend également appui sur des formes différentes de déception en relation avec les orientations politiques et idéologiques. À droite on regrette le « manque de fermeté pour prendre des mesures impopulaires » (cadre dans une mutuelle), la « démagogie qui conduit à [flatter] les bas instincts de la population, à taper sur les riches pour être vendeur » (étudiant en droit, père et mère cadres supérieurs). À gauche, on attendrait par exemple plus de détermination en faveur de la « justice sociale contre les inégalités de fond », davantage de « distance par rapport aux règles du libéralisme qui s'appuie sur l'argent, le commerce, la priorité à la liberté du commerce » (professeur de français à la retraite).

Les conditions de l'immunisation par rapport au scepticisme ambiant

Certaines personnes semblent toutefois échapper à cette humeur désenchantée. Il se peut que l'absence de référence à ce registre résulte, dans certains cas, de la situation d'entretien elle-même qui n'aurait pas permis l'activation de dispositions critiques existant par ailleurs. Toutefois, dans nombre de cas, on peut établir un lien entre le défaut de jugements négatifs et diverses propriétés des individus. Dans le cas d'un ouvrier en intérim de 24 ans, sans diplôme, d'origine togolaise, fils d'un coursier aujourd'hui décédé, c'est le sentiment d'incompétence, l'indifférence à l'égard des sujets politiques et, peut-être aussi, une satisfaction spontanément exprimée à l'égard de son activité professionnelle et de sa rémunération, qui peuvent rendre compte de ce silence. Dans d'autres cas, la critique globale semble désarmée par l'existence de convictions fortes et de préférences maintenues. Elles peuvent s'exprimer en faveur de mouvements perçus comme radicaux et à contre-courant (par exemple en faveur de Jean-Luc Mélenchon crédité d'une « approche différente de la crise financière » par un homme au foyer marié à une enseignante). Elles peuvent aussi résulter d'un engagement dans une cause, tel que le mouvement européen dans le cas d'une jeune femme titulaire d'un master en études européennes dans un Institut d'études politiques (IEP), pourtant déçue de ne pas trouver une situation professionnelle en relation avec sa vocation, et qui occupe, en attendant des jours meilleurs, un emploi sans rapport avec son niveau de formation dans un magasin de la FNAC.

Des sentiments mêlés

Ce constat de la prégnance des sentiments de défiance à l'égard de la politique est maintenant bien connu, tant par les acteurs que par les commentateurs politiques². Mais il est moins souvent relevé que cette défiance est en réalité plus ambivalente qu'elle ne paraît quand on s'arrête sur l'un des « versants » particuliers de perceptions par ailleurs complexes. De même que les Grecs à l'égard de leurs mythes³, les citoyens des systèmes démocratiques contemporains peuvent exprimer à la fois des sentiments de dégoût et des croyances maintenues à l'égard de la politique. Les enquêtes par questionnaires qui focalisent l'attention sur le versant critique⁴ enregistrent inévitablement l'ampleur, la vigueur et l'élargissement de la défiance. Le recours à des méthodologies plus approfondies, comme celle de l'enquête par entretiens, permet au contraire de mieux restituer toute l'ambivalence des attitudes d'une grande partie des citoyens.

Les mêmes personnes – par exemple cet architecte de 56 ans – qui déplorent le manque d'éthique, le carriérisme et l'absence d'idées des hommes politiques, continuent de rêver d'une autre politique :

« Une élection présidentielle, il faut que cela fasse rêver, rêver de manière raisonnable, il faut un projet qui fasse rêver et les projets, il n'y en a plus beaucoup depuis longtemps, le dernier projet, vraiment, c'est le programme commun, qu'on aime ou qu'on aime pas, mais qui avait le mérite d'exister, d'être quelque chose qui tranchait avec ce qu'il y avait jusque-là. »

L'univers politique peut aussi être évalué négativement à l'aune d'attentes maintenues. Le chauffeur livreur cité plus haut regrette que « les hommes politiques se font la guerre et ne proposent pas grand-chose », parce qu'il pense qu'ils devraient proposer quelque chose et notamment « se concentrer sur les solutions ». Le professeur de français à la retraite juge la politique telle qu'il la perçoit à l'aune d'une « politique idéale [qui] serait de trouver une personne qui arriverait à être dans la vie politicienne tout en restant authentique, un peu propre, qui ne se laisse pas corrompre par les jeux de pouvoir ». L'étudiant en droit, orienté à droite, voudrait lui aussi :

« Un vrai projet, un projet de civilisation, qu'il y ait une ambition – Saint-Exupéry disait que pour unir les hommes il faut bâtir des cathédrales – autre chose que la gauche taxer les riches et la droite foutre dehors les immigrés... »

2. LIPSET, SCHNEIDER, 1983 ; ROSE, McALLISTER, 1990 ; LISTHAUG, 1995 ; LISTHAUG, WİBERG, 1995 ; DALTON, 1996 ; TOLCHIN, 1996 ; NYE, KELIKOW, KING, 1997 ; FLANIGAN, ZINGALE, 1998 ; NORRIS, 1999 ; SCHWEISGUTH, 2002 ; BRECHON, 2004.

3. VEYNE, 1992.

4. On pense par exemple à l'enquête d'opinion publiée chaque année par le journal *Le Monde* qui enregistre la progression régulière du pourcentage des « Français » qui considèrent que « les hommes politiques sont corrompus » ou qu'ils « ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux ». Ainsi, dans le numéro en date du 14 janvier 2014, on apprend que : « 87 % des sondés jugent que les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce qu'ils pensent ; le clivage gauche-droite est considéré comme dépourvu de sens par 73 % des Français ».

Qu'il y ait un débat, c'est quoi nos valeurs? Je veux que ce soit différent, que ça change... On manque de rêve, une retraite à 60 ans, putain quoi, j'ai 22 ans! »

Une étudiante en pharmacie, aux origines aristocratiques, père militaire, mère professeure de droit dans un établissement privé, catholique pratiquante régulière, engagée dans le scoutisme, explique d'un côté qu'elle ne s'intéresse pas du tout à la politique, dont elle a d'ailleurs une conception tacite très restrictive, qu'elle n'a pas confiance dans les hommes politiques, qu'elle vote par devoir, mais qu'elle « s'en contrebalance ». Toutefois, à un autre moment, elle déclare « qu'elle vote pour le respect de la vie » avant de livrer son credo :

« Je suis favorable au nationalisme, à l'ordre, je suis pour une éducation un peu militaire, apprendre à dire bonjour, merci, se lever quand le prof entre, faire du sport, les mecs, c'est des pédales, c'est peut-être dans le 16^e [arrondissement de Paris où elle réside], mais ils sont pas capables de courir... La peine de mort, moi je dis que c'est non, mais il faut arrêter de foutre les gens en taule et qu'on les fasse sortir quatre ans plus tard, faut arrêter que ce soient des assistés en prison, j'y suis allée pour animer une messe, je préférerais être en taule qu'être SDF, ils sont chauffés, blanchis, nourris. Je suis pour la France aux Français, le petit bougnoule de base qui fout la merde, moi, je suis désolée, ça retourne dans son pays, il perd sa nationalité, il est apatride et basta. Je veux défendre les idées de l'Église. »

Pour une partie du public, le politique est aussi indexé à plusieurs dimensions⁵. L'une d'entre elle, confusément rattachée à la composante « politicienne », est stigmatisée comme telle, mais les autres conservent au moins une partie de leur crédit. Quand l'élève d'une école supérieure de commerce, fille d'une mère médecin et d'un père ingénieur, déplore que « la politique, c'est pas seulement des idées », elle fait tacitement allusion à ces diverses dimensions. On comprend du même coup qu'elle puisse soutenir que « la politique n'est pas très intéressante » tout en affirmant qu'elle est « très intéressée » : « Je vote pour des idées, je sais de quel bord je suis... C'est important, ça régule notre société. La politique ça va faire bouger les gens, on va déranger, c'est embêter les gens. »

C'est au nom de ces attentes diverses par leurs orientations, leur étendue et leur intensité, que ceux qui déplorent qu'il n'y ait plus de différences entre les partis ou les candidats persistent à établir des différences avec les instruments cognitifs divers dont ils disposent.

Un étudiant en sciences de l'ingénieur, d'origine sri-lankaise, fils d'un gérant de supérette, qui déclare qu'il « ne connaît pas grand-chose à la politique » pense à la fois que « UMP et PS, c'est la même chose » et que « la gauche c'est pour aider le peuple et la droite pour sauver l'économie » :

« À gauche c'est celui qui est pour aider la société, qui aide les citoyens, qui est communautaire, qui ne veut pas de privatisation, et une personne de droite c'est une personne qui cherche à augmenter sa fortune. Les candidats de droite sont plus égoïstes que les candidats de gauche, ils veulent supprimer les allocations pour les familles étrangères. »

5. Ce point a déjà été développé dans GAXIE, 2001.

Dans le même registre, à la fois éthique et attentif aux effets sur soi, le chauffeur livreur, gagnant entre 1 500 et 2 000 euros par mois, dont il épargne 500 euros à chaque fois, bac plus deux, d'origine ivoirienne, affirme que « les candidats se ressemblent beaucoup, qu'il n'y a pas de vraies différences », mais aussi que « la droite, c'est élever le pays et la gauche c'est inciter à la fainéantise » ; « Que ce soit Sarkozy ou Hollande, ça ne change pas grand-chose, bon si c'est Marine Le Pen, peut-être que ça changera quelque chose pour moi quand même [rire]. »

Les fractions du public qui forment leur jugement en privilégiant leurs perceptions des principaux personnages sur le devant de la scène établissent eux aussi des différences entre certains d'entre eux. C'est le cas, par exemple, d'une femme de 53 ans, secrétaire réceptionniste dans un laboratoire d'analyse médicale. Elle ne « croit plus tellement à la politique, il n'y a pas d'homme politique qui lui inspire confiance, elle est désabusée, les politiques ne respectent rien, les avantages, la retraite [elle explique qu'elle sera obligée de travailler jusqu'à 62 ans] » mais elle « aime bien de Villepin, elle a plus confiance dans une parole de droite... [Elle] apprécie Juppé, pourtant il est pas grand, est-ce que c'est la voix ? » Parmi les catégories dont les orientations reposent sur des principes politiques généraux, mobilisés à propos d'un nombre plus élevé de considérations, le sentiment que la distance idéologique entre les acteurs politiques s'est réduite s'accompagne de la conviction que des clivages irréductibles les séparent. On se souvient que la surveillante de lycée « est revenue de toutes les idéologies ». Elle fait état de son « écœurement à l'égard de la politique politicienne ». C'est elle qui souligne que les hommes politiques « n'ont pas la même vie », qu'ils « aspirent au pouvoir », qu'ils ne sont pas « sincères ». L'exercice des responsabilités gouvernementales par la gauche dans les années 1980 la laisse plutôt sceptique : « La France n'est pas devenue plus riche, il y a eu quelques mesures sociales qui n'ont pas été maintenues, la peine de mort, c'est bien, mais ça allait venir. » En dépit de tout cela, elle demeure « plutôt à gauche, même si ce ne sont pas des gens que je vénère ». Elle vote « à gauche, car la droite c'est le triomphe de l'argent... À gauche, il y a moins de conformisme, de règne de l'argent pour l'argent, moins d'arrogance, plus de justice... Même s'il y a des gens de gauche qui vivent comme des gens de droite [elle cite l'exemple de Dominique Strauss-Kahn] ». L'attitude est symétrique du côté des partisans des droites gouvernementales. On se souvient de la réaction de cette femme de 49 ans, qui occupe une position de cadre intermédiaire dans un établissement public en charge du logement social : « Plus ça va, moins j'y crois à la politique. C'est pas les politiques qui mènent le monde, c'est les banques... » Elle n'a « pas trop suivi la campagne [électorale de 2012] ». Elle hésite pour « revoter à droite ». Elle se demande si la gauche ne ferait pas « plus de réforme sur la rémunération des actionnaires ». Toutefois, de son point de vue, « le choix est entre le libéralisme, le capitalisme, et quelque chose de plus social, de plus égalitaire, avec une répartition des richesses ». Mais la gauche incarne à ses yeux le « laxisme ». Elle veut « inciter les jeunes des cités à aller travailler, mais ils ne veulent pas travailler ». La droite « n'est pas utopique, mais elle a un programme plus sérieux. [la retraite à] 60 ans, ça va pas régler,

les gens vivent de plus en plus vieux ». Elle aurait pu voter « DSK [qui est] un bon économiste, pas laxiste ». Pour les publics orientés à droite de manière plus radicale, des différences fondamentales subsistent qui traversent les droites. L'étudiante en pharmacie qui est aussi catholique pratiquante régulière n'a « pas confiance dans les hommes politiques » mais elle pense aussi que « Boutin est proche de l'homme qui souffre » et que « Le Pen respecte la nationalisme ». En prenant appui sur son credo (cf. *supra*), elle voit bien ce qui sépare Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen : « Sarko on n'en peut plus, avec lui le mariage homo et l'euthanasie vont passer, avec Marine Le Pen, jamais l'euthanasie et le mariage homo vont passer. »

Des paroles et des actes

On voit qu'il ne faut pas prendre complètement au pied de la lettre les déclarations des personnes interrogées dans un contexte qui les pousse à prendre leurs distances à l'égard de l'univers politique. Il y a quelques distorsions entre les paroles et les actes. La cadre intermédiaire dans le secteur du logement social déclare qu'elle n'a « pas trop suivi la campagne », mais elle explique que « dans sa voiture », elle a entendu « Sarkozy parler de taxer les Français à l'étranger ». Elle a écouté des « fiscalistes qui expliquent qu'ils sont sollicités par des grosses fortunes françaises et... Ça [l']interpelle, car il y a des gens en difficultés financières ». France, la retraitée de l'armée, indique d'emblée lors de son premier entretien qu'elle « ne vote plus, j'irai quand même, mais je voterai blanc ». De fait, elle expliquera lors des rencontres ultérieures qu'elle a voté blanc aux quatre tours des élections présidentielle et législatives. Mais, dans le même temps, elle exprimera à plusieurs reprises, avec véhémence, tout le mal qu'elle pense de la gestion de la gauche municipale à Paris. Elle reproche en particulier à la première adjointe [et future maire] Anne Hidalgo sa politique en faveur de la construction de logements sociaux qui ne peut à ses yeux qu'aggraver l'encombrement de la capitale, et de leur quartier, où il est devenu difficile de trouver des places de stationnement. Elle et son mari se sentent d'autant plus concernés qu'un bâtiment public, situé en face de leur appartement, doit être détruit et remplacé par des HLM. Lors du quatrième entretien réalisé au début de l'année 2013, elle fait état de sa détermination à voter en 2014 pour exprimer ses mécontentements à l'égard de la majorité municipale sortante.

Pour apprécier les rapports au politique caractéristiques d'un contexte effectivement marqué par un affaissement du crédit accordé à la représentation politique, il faut entendre non seulement le concert des récriminations, mais aussi les marques d'attention et de confiance revues en baisse, mais aussi maintenues. France, retraitée de l'armée, se déclare ainsi « déçue par Sarkozy, parce que je trouve qu'il fait trop d'effets d'annonce, il parle trop vite, il réfléchit pas ». Mais elle lui reconnaît aussi du mérite et des circonstances atténuantes :

« Il a certainement raison sur pas mal de choses... Je crois qu'il a bien géré la crise, il y a deux ans. On l'a écouté la semaine dernière, pas jusqu'au bout parce que j'étais fatiguée et on est passé à autre chose, on l'a écouté une bonne demi-heure et puis après on s'est arrêté, j'ai trouvé que, pour ce qu'on pouvait comprendre, parce que ça nous échappe un petit peu, cela m'avait semblé pas mal, les dettes, tout cela, c'est catastrophique. »

Contrairement aux observations unilatérales des enquêtes classiques, il faut prendre en compte non seulement les marques de défiance, mais aussi les témoignages de confiance qui s'expriment souvent au détour d'une phrase. De manière typique, l'architecte déplore le « manque d'éthique » des hommes politiques, mais note au passage que « Mélenchon, Jospin, paraissent sincères, pour moi, ce qui est important, c'est l'engagement et l'honnêteté intellectuelle ». La politique en général et la droite comme la gauche ne trouvent pas grâce aux yeux de l'élève d'une école d'ingénieur dont les parents sont tous les deux cadres supérieurs d'entreprise, mais il se déclare « intéressé par les Verts » qui ont « une approche différente », même si la sortie du nucléaire est une « utopie », avec laquelle il n'est pas d'accord.

Des perceptions contrastées activées selon les propriétés des contextes

Le rapport au politique de ceux qui occupent les positions plus « passives⁶ » dans la division du travail politique est, et a peut-être toujours été, ambivalent. Des dimensions en apparence contradictoires peuvent être plus ou moins sélectivement activées selon les propriétés des contextes. Pour diverses raisons auxquelles les individus font plus ou moins confusément référence quand ils cherchent à justifier leurs jugements, les perceptions critiques sont souvent mises en avant dans la période actuelle. Mais ces perceptions peuvent être diversement travaillées quand d'autres éléments de contexte viennent activer des dispositions plus favorables. On le voit bien dans le cours d'une mobilisation électorale qui, sans annuler les réactions de défiance caractéristiques de la période, produit, pour une partie du public, des effets plus ou moins avérés d'engouement ou de ré-enchantement qui ont été observés de longue date, mais plus particulièrement à des époques où la confiance l'emportait sans doute davantage.

Mobilisations électorales et ré-enchantement du politique

L'évolution des réactions du chauffeur livreur de 32 ans (origine ivoirienne, père ingénieur informaticien), est révélatrice à cet égard. Lors du premier entretien, il déplore que « les candidats se ressemblent beaucoup, il n'y a pas de vraies différences, ça change pas grand-chose ». Il n'est pas inscrit sur les listes électorales, mais il envisage de le faire. Il n'a jamais voté auparavant, mais il déclare qu'il va voter « à gauche ». Au moment du deuxième entretien il se dit « encore indécis... Sarkozy n'a pas encore donné son programme, je veux bien lire les

6. WEBER, 1959 p. 149.

programmes et après je verrai ». Au cours du troisième entretien il explique qu'il suit la campagne à la radio et dans les journaux. Il a regardé plusieurs débats et des meetings de campagne à la télévision. Il discute de l'élection autour de lui et indique que tous ses amis vont voter pour Nicolas Sarkozy. Il a lui aussi fait ce choix. Il ne « sait pas exactement ce que Nicolas Sarkozy propose », mais il est désormais convaincu : « Des réformes par rapport à l'Europe... Il va changer les règlements par rapport à... Comment ça s'appelle?... Les charges, il veut motiver les patrons d'employer plus de gens. »

Le directeur d'un hôtel sur la Côte d'azur, fils d'un courtier en assurance, convaincu qu'il est « privilégié » (il gagne un salaire entre 6 000 et 8 000 euros par mois), mais qu'il « le mérite », se répand en propos désabusés au cours d'un premier entretien au cours de l'automne 2011 :

« C'est le candidat qui compte, parce que aujourd'hui, un parti, que ça soit à gauche ou à droite, l'UMP, le PS, tout ce que vous voulez, c'est à mourir de rire, c'est juste, on prend plein de fric, on se gave, plus qu'on a de pouvoir, plus qu'on rigole, les Français, n'en ont plus grand-chose à faire... Moi, je fais partie d'une classe sociale qui travaille beaucoup, qui paie beaucoup et qui n'a pas grand-chose. »

Il est toutefois davantage engagé lors du deuxième entretien, à la fin du mois de janvier 2012, au cours duquel ses perceptions sélectives viennent à l'appui de préférences qui s'affirment :

« À la fin, ça va être Sarkozy! Il démarre sa campagne après Hollande, c'est un coup de communication énorme! Sarkozy, il est quand même plus homme d'État, dans son physique, dans sa façon de parler, dans les choses qu'il fait. François Hollande, pour moi, c'est plus le prof de physique [rire], il faut juste regarder sa femme, voilà, c'est tout quoi! [rire] Sarkozy sort avec Carla Bruni et il s'est toujours tapé des super nanas, comme Cécilia qui sortait avec Jacques Martin, et l'autre, il s'est tapé Ségolène Royal, c'est tout! Hollande, je le trouve très mauvais, l'autre jour sur un plateau de télé avec Juppé, il était super agressif. Il y a une image des *Guignols* qui ne joue pas en sa faveur, il fait un peu mou, il n'a pas du tout le charisme d'un homme d'État, je le prends pas au sérieux, c'est un nounours, il est beaucoup plus mince, il présente un peu mieux... Ça fait vraiment travaillé... Quand Sarkozy va faire le débat télévisuel avec lui, il va le faire sur TF1, chez son pote Bouygues... Il va faire la bise à Claire [Chazal, présentatrice de cette chaîne de télévision, réputée proche de Nicolas Sarkozy et de son ex-épouse], il va répondre aux questions qu'il connaît d'avance... C'est très facile pour lui. »

Lors du troisième entretien au mois de mars 2012, il a surmonté ses hésitations entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, il est convaincu des qualités personnelles et politiques du président sortant et il se déclare disposé à le soutenir :

« Sarkozy va repasser, il remonte dans les sondages... J'ai regardé Marine Le Pen dans le débat avec Jean-Luc Mélenchon, elle était pas très bonne... Les meetings de François Hollande, c'est toujours pareil... J'ai regardé le meeting de Nicolas Sarkozy, c'est le plus fort, il est sûr de lui, il donne confiance, il a les arguments plus percutants. Avec les 75 % [taux marginal d'imposition pour les

revenus supérieurs à un million d'euros envisagé par le candidat Hollande], les gens riches vont se barrer, il faut des gens riches, ils achètent, créent des emplois, 75 % c'est trop, il faudrait comme pour moi, 50/55 %... François Hollande... Il a pris des cours d'expression, il est décalé, faux, il n'a jamais eu de ministère... Nicolas Sarkozy joue très bien, il fait la meilleure campagne, avec lui la criminalité a descendu... Les partis ne font pas grand-chose, je vote UMP pour soutenir Sarkozy, il fait partie des acteurs importants, il a les couilles, on l'a vu avec la Libye, il est bien entouré, déterminé, affirmatif, calme. »

Ré-enchantement et scepticisme maintenu

Dans la plupart des cas, ce ré-enchantement demeure toutefois limité dans sa durée et dans ses effets. Il s'articule avec les propensions au scepticisme plus qu'il ne les annule. Une partie du public demeure dans l'hésitation. C'est le cas notamment des personnes qui présentent des propriétés sociales flottantes – par exemple une partie des étudiants – ou contradictoires et dont les investissements politiques sont relativement limités. Une femme de 84 ans, veuve d'un magistrat de confession juive et syndiqué à gauche, vit sans difficultés financières grâce à la pension de retraite de son mari et à la location d'un studio acheté sur l'héritage de son père. Elle a voté en 2007 « pour Bayrou contre Nicolas Sarkozy ». À la fin du mois de mars 2012, « elle ne sait pas pour qui voter ». François Bayrou « ne lui dit plus rien, son programme est pas stable, pas suffisamment structuré mais il a l'honnêteté et la modération. Jean-Luc Mélenchon est trop à gauche, mais c'est un bon orateur, il a de la fougue et il est convaincant. [Elle se demande] comment François Hollande pourrait trouver l'argent pour les professeurs [proposition de création de 60 000 postes]. » Elle a suivi des meetings, mais elle « commence à en avoir assez de la politique ». Finalement, elle vote en faveur de François Bayrou le 22 avril 2012. Elle « aime sa proposition de vote blanc et il n'a pas de casserole ». Pour le second tour, elle « hésite entre François Hollande et blanc ».

Des choix à dominante négative

Les choix finalement opérés ne font pas disparaître les questions et les doutes. Beaucoup de votes sont assortis de réserves et de restrictions. Les préférences sont exprimées sans enthousiasme. Une assistante sociale « va voter pour le PS car le candidat ne lui parle pas beaucoup ». Le fils de l'architecte, lui-même orienté à gauche, va voter en faveur de François Hollande qui n'est pourtant pas « son candidat favori ». Le jeune diplômé d'une école de commerce, nouvellement recruté par un important cabinet d'audit, qui se déclare partisan de l'idéologie libérale décide assez naturellement de voter en faveur de Nicolas Sarkozy aux deux tours de l'élection présidentielle. Il a assisté au meeting du candidat place de la Concorde. Son jugement sur les orientations du président sortant est mesuré : « Il gère bien, mais son bilan n'est pas exceptionnel, il est vrai que la période n'est pas favorable et qu'il n'y a aucune marge de manœuvre. » Il « a envie de lui faire confiance » car il est d'accord avec certaines priorités du candidat, comme la

réduction des dépenses et des charges, l'intervention au niveau de l'Europe pour réserver les marchés publics aux entreprises nationales et la garantie des frontières. Ses jugements sur la personne sont sévères :

« Il y a un rejet de la personne de Nicolas Sarkozy, beaucoup de mes potes le trouvent imblairable. Moi je trouve qu'il est un peu con, je vote pour ses idées. Chirac, Villepin, Juppé sont de vrais hommes d'État, ce sont des gens réfléchis, posés, charismatiques. Sarko, c'est le petit *venère*. Il a parlé du FT [*Financial Times*] "comme disent les initiés", ce n'est pas très malin. Il n'est pas rassembleur, il est moins brillant. »

On vote souvent « contre » plutôt que « pour ». L'architecte « va voter Hollande ». Il ne voit « personne d'autre crédible, il rassure, il est honnête, il a été maire, député, il a dirigé le PS pendant dix ans. Je vote surtout contre Sarkozy... Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal n'ont aucune élévation intellectuelle, [en 2007] j'ai pas voté Ségolène Royal, j'ai voté contre Nicolas Sarkozy ». Au mois de janvier 2012, au moment même où il porte un regard favorable sur le candidat Sarkozy [cf. *supra*], le directeur d'hôtel déclare pour sa part :

« Voter pour le moins pire, je l'aime bien [N Sarkozy], c'est pas mal, les gens sont un peu perdus, il n'y a pas vraiment de choix satisfaisants, l'UMP est comme Sarkozy, moins pire que les autres choix proposés. Je n'hésite pas, si les choses se présentaient différemment, je pousserais peut-être le Front national... Ces idées là, si elles étaient un peu plus fréquentes, on serait un petit peu plus tranquille, je suis un peu raciste, mais pas raciste, je veux être tranquille... Je paie beaucoup d'impôts... J'aimerais pas donner plus que ce que je donne aujourd'hui, parce que je donne déjà beaucoup et jamais je m'en sers... Même moi, avec ce que je gagne... Je galère un peu... J'en ai marre de payer des impôts pour des gens qui ne font rien. »

Le souvenir de l'élection présidentielle de 2002 pèse sur une partie des électeurs. Au cours de son premier entretien, la surveillante de lycée « hésite entre l'abstention et le vote pour François Hollande ». Elle « penche pour le vote », bien qu'elle ne soit « pas intéressée par François Hollande, son discours, la campagne, [elle veut] seulement faire obstacle à la droite, en 2002, avec les sondages, on imaginait pas ». Lors du deuxième entretien, elle « hésite entre François Hollande et Jean-Luc Mélenchon », mais « elle va voter ». Lors du troisième entretien elle explique que, suite à une conversation avec une amie, elle décide de voter François Hollande. Elle « votera Mélenchon aux législatives... C'est un vote utile pour éviter une configuration embarrassante... Cette idée [l'a] tirée de l'embarras ». La cadre intermédiaire dans un établissement public en charge de logements sociaux a voté en faveur de Nicolas Sarkozy au premier tour. Elle « aurait pu faire un vote plaisir, Jean-Luc Mélenchon ou Nicolas Dupont Aignan, mais il y avait un risque ».

Des votes de raison

Dans les fractions les plus politisées du public, l'heure est ainsi au vote de raison. On a ses raisons de choisir un candidat, mais on a de bonnes raisons de

penser qu'on ne peut lui accorder qu'une confiance limitée. Les réactions du professeur de français à la retraite sont typiques de cette attitude partagée :

« François Hollande, c'est pas ça qui va changer fondamentalement la situation, mais pour réformer l'école, il vaut mieux une majorité de gauche... La candidate écologiste n'est pas politicienne, ça me donne envie de faire partie des 2 % qui vont voter pour elle, elle est honnête... Si rien ne change je voterai Eva Joly et François Hollande au second tour. Je ne me fais pas d'illusion, un gouvernement socialiste, c'est même pas sûr qu'il soit vraiment de gauche, mais malgré tout, une social-démocratie, c'est pas la même chose qu'un système où l'argent est omniprésent, [il y aura] un peu de redistribution, un minimum de service public. »

L'attitude est similaire pour les sympathisants orientés un peu plus à gauche, comme cet étudiant d'un IEP, fils d'un contrôleur des impôts et d'une institutrice qui envisage une carrière dans la fonction publique territoriale. Il est « pour Mélenchon et surtout pour le Parti de gauche », il « veut changer le système », mais il a « des doutes sur la possibilité d'y parvenir ». Les réactions sont symétriques à droite. La cadre intermédiaire dans l'établissement public en charge de logements sociaux a toujours voté à droite mais hésite à le faire à nouveau lors des deux premiers entretiens. Elle vote finalement pour Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle. Elle est critique sur les débats télévisés qu'elle a regardés :

« Les seuls débats intéressants, c'est quand il y a des écologistes, ce sont des marionnettes, Hollande ou Sarkozy, il y aura une régression en 2013. Sarkozy a une stature internationale et européenne, Hollande, je l'aime bien, il est plus modéré, plus posé, Sarkozy est désagréable à regarder, il a des tics, des mouvements d'épaule. Avec Hollande il y aura plus d'assistanat, Sarkozy est un moindre mal, il fera preuve de plus de fermeté, le vote des étrangers, je suis contre, aussi les aides sociales sans aucune participation. »

La réactivation différenciée du scepticisme *post festum*

L'effervescence de la campagne électorale retombée, les premières décisions des nouvelles équipes gouvernementales et le concert de protestations et de critiques qui les accompagnent généralement, contribuent à réactiver le scepticisme. Celui-ci prend toutefois des formes inégalement exacerbées selon la force des attachements au camp en charge des responsabilités et aussi en fonction de la situation personnelle des individus. Pour en apprécier les conditions et la portée, il faut resituer ce nouvel état du rapport au politique par rapport aux précédents. On le fera à partir de deux cas contrastés sous le rapport des niveaux de politisation, des préoccupations personnelles et de l'ampleur du reflux des investissements.

Déceptions et réactivation d'un scepticisme modéré

Le premier cas est celui d'Isabelle, femme de 30 ans déjà rencontrée, fille d'un infirmier réanimateur et d'une employée, élevée par ses grands-parents aux Antilles après le divorce de ses parents, titulaire d'une licence d'espagnol, qui vient

d'obtenir un poste de responsable administratif titulaire, avec le grade d'ingénieure d'étude, dans un établissement d'enseignement supérieur, après plusieurs années de CDD. Elle affirme avoir toujours été pour le PS, sous l'influence de ses grands parents qui l'ont élevée – elle explique que son grand-père, ouvrier charpentier, était « communiste » –, puis par choix personnel. Elle pense que ce parti « privilégie l'éducation » qui est à ses yeux « le nœud du problème » et une « priorité » (cf. chapitre 6). Son intérêt pour les questions politiques est relativement important. À l'automne 2011, alors que la primaire socialiste vient de s'achever, elle regarde les chaînes télévisées d'information continue tous les matins (cf. chapitre 4) et le journal télévisé de la deuxième chaîne tous les soirs. Elle regarde régulièrement une émission de débats (*C dans l'air*). Elle déclare avoir suivi les débats organisés dans le cadre de l'élection primaire pour la désignation du candidat socialiste et radical pour l'élection présidentielle. Le week-end, elle consulte plusieurs sites d'information, principalement *Médiapart* et *Le Monde*. Elle avait assisté, en compagnie de son mari, à une réunion électorale de Ségolène Royal en 2007 et elle avait été « emballée » : « Il y avait énormément de monde, on se sent porté par une vague, on y croit. » Elle soutient la candidature de François Hollande depuis le début : « La politique, c'est l'art du bien parler, je trouve que François Hollande, il a cette capacité à embarquer, on se sent porté par la vague » (octobre 2011). Sa confiance à l'égard du Parti et du candidat socialistes n'est toutefois pas exempte, dès ce moment, d'une touche de prudence : « Il y a le problème de la jeunesse, du chômage. Il y a le contexte actuel qui fait que cela va être difficile. Le PS est obligé de prendre en compte le contexte de crise dans lequel on se trouve, [mais grâce à lui] on pourra remettre au premier plan ce côté humain. » Son soutien au candidat tend à se renforcer tout au long de la campagne :

« Les positions se sont affirmées, je suis de plus en plus convaincue par ce qu'il [François Hollande] dit. Je suis tous les meetings, dès que je peux, à la télé. J'espère pouvoir y assister avant l'élection. [Ce qu'elle retient ce sont] ses propositions, ses idées sur le rassemblement, tout ce qui concerne l'école, les mesures sur l'immigration, sont un peu plus claires, parce que au début, c'était un petit peu flou quand même, il en parlait pas clairement dans le programme. Ensuite tout ce qui est, je m'y connais pas trop, du domaine fiscal, mais ça m'a l'air bien. Le candidat Hollande le fait bien, il est assez drôle, quand on regarde les meetings, on voit une certaine ferveur, c'est pour cela que j'ai envie d'y aller, on se fait embarquer. » (mars 2012)

Cet engouement est toutefois tempéré par quelques doutes :

« La création des 60 000 postes [proposition du candidat F Hollande de créer 60 000 postes d'enseignants pendant les cinq années de son mandat], pour ce qui est de la faisabilité de la chose, on verra, mais il a promis, il sera obligé, j'espère. Il y a quand même plusieurs experts, chez les autres, qui ont montré que ce sera très difficile. Il y aura peut-être pas 60 000 postes, mais il y en aura quand même de créés. »

L'engouement n'exclut pas non plus la critique : « Hier, j'ai regardé François Hollande sur la Deux [émission spéciale de *France 2* consacrée à François

Hollande], je l'ai pas trouvé assez offensif, pour le coup, je me suis dit, c'est pour ça qu'on dit qu'il est mou. Cela n'empêche pas que je le soutiens à fond. » Elle se déclare très heureuse des résultats de l'élection présidentielle. Le soir du deuxième tour elle et son mari ont invité des amis pour regarder les résultats à la télévision :

« On a regardé les émissions TV jusqu'à deux heures du matin, on a bu de la bière. Le petit [leur jeune enfant] est resté éveillé, on lui a appris "le changement c'est maintenant" [slogan de la campagne de François Hollande]. » (juin 2012)

La tonalité de ses réactions est bien différente lors de l'entretien qui se déroule au mois de janvier 2013. Elle se force un peu pour trouver des éléments positifs dans l'action du gouvernement issu des élections de 2012 :

« Il a fait pas mal de choses, la politique c'est difficile finalement. Les réformes sur l'école, sur le cumul des mandats, c'est ce que je retiens. Sur l'école c'est la répartition des temps scolaires, ce n'est pas fait, mais on en discute au moins, c'est un petit peu brouillon, mais on en discute... C'est pas trop l'enthousiasme, on a l'impression qu'il y a quelque chose de plus fort que nous. »

Interrogée sur la fermeture des hauts-fourneaux de Florange, elle se montre plus critique :

« J'ai l'impression qu'on s'est joué d'eux quand même, je parle des salariés, des syndicats. J'ai l'impression qu'on sait tous où on en est, la crise, etc., et qu'il faut dire où on en est, il faut être honnête... Avec le gouvernement précédent, je pensais qu'ils y mettaient de la mauvaise volonté, et pour le gouvernement actuel, ils sont impuissants. »

Son intérêt pour les questions politiques est retombé (Cf. chapitre 4) : « J'ai d'autres centres d'intérêt. » Ce changement dans ses centres d'intérêt n'est pas sans lien avec l'évolution de son rapport au politique :

« Je ne suis pas déçue, mais bon, j'attends les mauvaises nouvelles qui arrivent. On a un autre regard sur la politique en général, on voit que tout est affaire de séduction. Je suis la première à le reconnaître, je me suis faite avoir, pas faite avoir, mais comme tout le monde, j'ai été séduite par le discours. Maintenant, c'est le retour à la vraie vie. Fini le romantisme, fini. »

Comme toujours il ne faut pas trop extrapoler à partir de ce seul versant d'attitudes qui, dans son cas également, demeurent ambivalentes. À l'automne 2013, elle déclare suivre avec beaucoup d'intérêt la préparation des élections municipales dans la commune où elle réside. Elle envisage d'adhérer au Parti socialiste pour s'engager davantage à ce niveau.

Radicalisation critique

Un cas contrasté avec le précédent est celui d'Amandine (cf. chapitre 6), trentenaire elle aussi, fille d'un ingénieur spécialiste des questions environnementales pour un grand groupe industriel. Elle est titulaire d'un BTS et d'un diplôme des arts décoratifs. Elle a travaillé comme styliste pendant dix-huit mois, puis

elle a créé son entreprise de fabrication de sacs à main. Sa mère lui a prêté une importante somme d'argent pour qu'elle puisse se mettre à son compte. Au bout de plusieurs années, elle ne parvient pas à vivre d'un métier qui la passionne. Elle a d'abord bénéficié du RSA (Revenu de solidarité active). Au moment du premier entretien, en octobre 2011, elle travaille trois jours par semaine comme vendeuse dans une boutique de prêt-à-porter et trois jours pour sa société. Elle y investit beaucoup d'énergie. Elle est persuadée qu'elle réussirait si elle disposait d'une trésorerie plus importante. Mais, comme elle ne parvient pas à trouver les financements nécessaires, elle est dans le doute. Elle se donne un ou deux ans pour voir si son affaire peut se développer. À défaut, elle envisage de s'installer à l'étranger, par exemple au Brésil. Elle vit chichement, mais elle souligne que ses besoins sont limités.

Son intérêt pour les questions politiques n'est pas très développé. Elle discute « quelquefois avec des amis, des “artistes *free lance*”, beaucoup sont critiques avec le gouvernement actuel [sous la présidence de Nicolas Sarkozy], mais ils sont pas très intéressés par la politique ». Ses parents sont « à gauche » et elle écoute beaucoup sa mère, dont elle reprend souvent les arguments pour justifier ses points de vue. Elle écoute la radio, surtout *FIP*, quand elle travaille. Elle regarde les journaux télévisés, deux ou trois fois par semaine, quand elle rentre chez elle. Quand elle rend visite à ses parents, une fois tous les deux mois, elle lit *Le Monde*. Elle lisait irrégulièrement *Le courrier international* dans le passé, mais elle a arrêté. Depuis qu'elle a le droit de vote, il y a plus de onze ans, elle a voté deux fois.

Lors du premier entretien, elle se déclare hostile aux dirigeants en place pour des raisons qui renvoient à sa situation personnelle actuelle et passée (cf. chapitre 6). Elle se sent en affinité avec « les Verts », car « il faut essayer de progresser au niveau écologique ». Elle trouve que le PS « est un peu semblable par rapport au capitalisme ». Mais elle-aussi est sceptique sur la marge d'action des politiques: « Est-ce qu'on peut vraiment changer quelque chose? Je ne sais pas. Les industriels sont plus puissants que les syndicats, je pense pas que le gouvernement pourrait imposer. » Elle hésitera longtemps « entre les Verts et François Hollande, parce que les Verts ils passeront jamais. On peut se retrouver avec deux personnes qu'on n'aime pas, ça peut être le Front national et Chirac. Le Front national, ça fait peur ». Finalement elle a voté aux deux tours pour François Hollande, au second tour par procuration parce qu'elle était en voyage à l'étranger. Aux législatives, elle peine à se souvenir qu'elle a voté pour « les Verts » au premier tour et « à gauche » au second. Elle était « super contente du résultat, on a fêté ça en Inde, vider Sarkozy, c'était quand même sympa ». Cette satisfaction va rapidement retomber. Sa vision des choses indissociablement personnelles, économiques et nationales, est sombre au début de l'année 2013 et son pessimisme rejaillit sur son rapport au politique :

« Je suis assez déçue finalement, je pense que les prochaines élections, je ne voterai pas, si ça continue comme ça, je trouve que la politique, c'est vraiment décevant. Ils continuent dans la même stratégie, notre pays est en train de s'enfoncer, et il y a rien qui est fait. Le *made in France* de toute façon ça sert à rien,

il y a aucune aide qui est donnée, les budgets sont encore plus tronqués, j'ai pas l'impression qu'il y ait beaucoup d'amélioration de notre niveau de vie. On continue doucement à glisser sur la pente. Le pays est déjà dans une situation catastrophique. Même concernant la mode, les soldes flottants, c'est une honte que ça existe. Le gouvernement, il a des pressions au niveau des grosses marques, qui eux s'en fichent, car ils ont des grosses marges, mais ça tue tout le commerce. Voilà je trouve que c'est dans la même lignée que Sarkozy. On a l'impression qu'on a pas d'avenir en France. Ils aident pas du tout les jeunes entreprises. »

Elle explique par ailleurs qu'elle a finalement renoncé à fabriquer en France car les charges sont trop élevées. Elle fait fabriquer ses sacs en Espagne. Elle passe son temps à chercher des financements pour être présente dans les salons. Elle a des commandes, mais jamais suffisamment d'argent pour que son entreprise fonctionne convenablement. Elle a cessé d'être vendeuse dans le magasin de prêt-à-porter qui lui prenait trop de temps. Elle cherche à gagner un peu d'argent en travaillant en *free lance* pour une femme qui fabrique des foulards. Elle s'épuise à faire face à toutes les contraintes et toutes les facettes de son activité (fabrication, commercialisation, relations publiques, site internet, photographies, préparation des salons, relations avec son attachée de presse, vente directe, démarchage des clients, recherche d'un local pour son atelier, relations difficiles avec sa banque). Ses investissements politiques se sont encore réduits :

« C'est encore plus haché qu'avant, je regarde un peu la télé quand je dîne et que je suis toute seule, je regarde le journal télévisé, mais le soir, je suis trop fatiguée, je préfère lire un bouquin, un roman, c'est tellement déprimant ce que l'on entend. »

Seule sa mère semble en mesure de limiter le « dégoût » qu'elle ressent à l'égard de la politique :

« On verra, ma mère, elle adore Hollande, elle dit qu'il faut que j'attende, ne pas me plaindre tout de suite. Ça dégoûte de la politique, ça fait longtemps que la gauche a pas été au pouvoir. Ils parlent pas vraiment des vrais problèmes, l'emploi, le chômage. »

Mais on sent bien que c'est avant tout l'évolution de sa situation personnelle qui gouvernera son rapport au politique. En l'état, elle n'a pas beaucoup d'espoir :

« Je me demande si on n'est pas en train de s'accrocher à des choses qui ne conviennent plus dans le monde où on est actuellement. Le monde a bien changé. Même si moi, je suis pour tout ce qui est social, à fond. Est-ce qu'on peut vraiment rester dans ces conditions? »

Retour à l'ambivalence : elle doute, mais elle a des doutes sur la pertinence de ses doutes.



Questions de méthode

Il n'y a sans doute pas plus lourd de sens, dans la pratique scientifique, que le choix de la méthode. Ce dernier n'est pas simplement mu par la volonté de relever des défis techniques, d'identifier la voie permettant d'aboutir à des résultats scientifiques optimaux. Il est avant tout un choix engageant une certaine représentation du monde, et signalant à quelle(s) théorie(s) du monde social on croit et, au moins temporairement, on tient. Quand l'enquête est collective et que le rassemblement d'individus dont elle est le produit a quelque chose de l'équipée savante, les choix de méthode prennent alors la forme d'une « marque de fabrique », d'un parti pris tout autant technique que théorique.

Une sociologie politique du vote

Comme le suggère l'acronyme SPEL (sociologie politique des élections), les orientations de ce collectif de recherche s'inscrivent dans une perspective de sociologie politique, attentive aux modalités de collecte et d'analyse des matériaux empiriques. Ses chercheurs se retrouvent notamment dans une approche dispositionnaliste¹. Nourris par leurs enquêtes de terrain autant que par des recherches scientifiques antérieures, ils ont en effet la conviction qu'il existe dans le monde social des dispositions structurées à l'égard de la politique, qui s'enracinent dans les conditions sociales d'existence des individus (objectivables au travers de leur position, de leur trajectoire, de leurs fréquentations) et dans la perception subjective que ces derniers ont de leur propre place dans l'espace social. Nous savons, depuis les premiers travaux de géographie électorale et les recherches de Lazarsfeld, que les votes et, plus généralement, les rapports au politique sont encadrés dans la vie sociale et spatiale des individus, et sont avant tout l'expression de leurs rapports à leurs groupes d'appartenance². Certes les attributs sociaux ne jouent pas de manière mécanique sur les pratiques de vote. Ils sont d'autant plus efficaces que les individus sont fortement intégrés à ces groupes primaires (famille, travail, amis, voisinage), évoluent au sein de réseaux relationnels homogènes et interagissent régulièrement avec leurs proches – les conversations ordinaires jouant comme une force de rappel envers les valeurs

1. Pour la défense et l'illustration d'une approche homologue appliquée à un tout autre domaine, cf. BOURDIEU, 2013; notamment les développements sur « les fondements d'une esthétique dispositionnaliste », p. 259 et suiv. Dans la même veine, cf. LAHIRE, 2013, p. 340.
2. Cf. notamment : STEGFRIED, 1913; LAZARSFELD *et al.*, 1944; BERELSON *et al.*, 1954; HUCKFELDT, SPRAGUE, 1995. Pour une synthèse de ces recherches : BRACONNIER, 2010; MAYER, 2010; LEHINGUE, 2011.



collectives³. Mais ces propriétés sociales (appréhendées notamment au travers du statut socio-économique) méritent toujours d'être placées au cœur de la réflexion, car elles sont fortement prédictives du positionnement des citoyens face à l'offre politique⁴, y compris quand il s'agit d'expliquer les phénomènes de participation ou d'*exit* électoral.

Nous ignorons toutefois, faute d'observations précises, le degré de pertinence et d'activation de telle ou telle propriété sociale ou encore son mode d'insertion dans un ensemble complexe de facteurs constitutifs de l'expérience sociale des individus. Et surtout nous achoppons sur le *modus operandi* du vote, le mystérieux mécanisme qui, à partir de conditions similaires, produit des comportements et des choix très divers, ou, à partir d'une homogénéité apparente, génère de subtiles ou radicales différences. Il nous faut donc tenter de repérer, dans l'entrelacs des réseaux relationnels auxquels appartiennent les individus, les groupes auxquels ils sont le plus « attachés », identifier les micro-pressions auxquelles ils sont les plus sensibles, analyser ce qu'ils investissent dans l'acte de vote (ou l'abstention) et décrypter la signification de « choix » politiques qui sont parfois bien peu motivés par des raisons politiques et où est souvent en jeu la relation à ceux dont le jugement leur importe. On ne peut, dans ces conditions, opposer « explication » et « compréhension⁵ » mais au contraire les tenir ensemble, en tentant de saisir à la fois les régularités qui évoquent les causes et les mécanismes observables par lesquels ces causes agissent. Pour cela, il faut veiller à restituer, dans l'analyse, les représentations subjectives que les individus ont d'eux-mêmes, de leur passé, de leur avenir probable, de leur place dans la société et de la relation aux membres de leur entourage. C'est ainsi que l'on peut espérer saisir les mécanismes conduisant des individus aux propriétés très dissemblables à apporter leur soutien au même candidat, mettre au jour la diversité des raisons conduisant à des choix identiques, révéler l'inégal investissement dans les pratiques de vote et explorer, une fois de plus, à rebours de la vision idéalisée du citoyen informé, réactif et rationnel que se plaisent à entretenir nos démocraties, la réalité plus prosaïque des comportements des citoyens face à l'élection⁶. Le vote sera pour certains un acte important, fortement investi, quand il sera pour d'autres un geste inscrit dans la continuité de pratiques routinières, que l'on accomplit parce qu'il doit être accompli. Il sera pour certains présenté comme le produit d'un choix entre des options concurrentes, quand il sera pour d'autres considéré comme allant de soi et n'ayant pas à être questionné, ni explicité.

On devine ici, combien la focalisation des commentateurs électoraux sur le moment de la « décision » électorale, qui impose une lecture « politique » du rapport à la politique, néglige l'essentiel : le fait que le vote n'est pas réductible à un simple arbitrage entre des options concurrentes, et le fait aussi que l'attention

3. CRAMER WALSH, 2004 ; DUCHESNE, HAEGEL, 2004 ; ZUCKERMAN, 2005.

4. Pour une analyse de l'impact, sur le vote, de l'appartenance objective de classe et du sentiment subjectif d'appartenance, cf. MICHELAT, SIMON, 1977 ; MAYER, 1986.

5. À l'inverse, par exemple, de : DONEGANI, 1997.

6. GAXIE, 1993.

portée à la campagne, la capacité à discriminer candidats et partis, et l'aptitude à mobiliser des ressources efficaces pour décrypter les enjeux électoraux sont très inégalement réparties au sein de la population. Saisir la réalité des votes exige dès lors de replacer ceux-ci dans le cadre plus général des rapports que les citoyens entretiennent avec les activités politiques courantes, de savoir à quel degré les électeurs sont ou non, dans leur vie ordinaire, concernés, intéressés et informés à propos de ce qui est socialement considéré comme « politique ».

Le fait de voter plutôt que s'abstenir, de voter pour un candidat et non pour l'un de ses concurrents, ne peut également s'apprécier pleinement que dans la mise en relation de cet acte avec les comportements électoraux antérieurs et donc avec la trajectoire politique, militante et électorale des individus concernés. Cela nécessite de prendre en compte plusieurs dimensions, telles que la trajectoire familiale, scolaire, professionnelle, amoureuse, conjugale, parentale, éventuellement aussi résidentielle, religieuse et militante, toutes les propriétés d'appartenance, de position, de condition et de situation, sans oublier le rapport subjectif à ces appartenances mais aussi les divers hasards et impondérables de la vie. Les auteurs de ce livre s'accordent donc sur la nécessité de replacer les actes électoraux dans la complexité des conditions d'existence sociale des individus et sur le fait que l'explication des pratiques politiques de citoyens « ordinaires » ne peut se réduire à des explications, causes et motivations purement politiques⁷.

Les types d'entretiens que l'entreprise SPEL a retenus comme outils privilégiés pour analyser le comportement d'agents sociaux pendant la campagne présidentielle de 2012 avaient donc leur justification pratique. Pour analyser le rapport que des électeurs potentiels ont entretenu avec plus ou moins d'envie et d'attention, mais aussi de moyens sociocognitifs, à l'élection présidentielle, la démarche de l'entretien panéliste – répété plusieurs fois à différents moments de la campagne – a semblé particulièrement appropriée⁸. Cette préférence a été guidée par la conviction que l'analyse des conduites politiques ne peut se satisfaire de rencontres standardisées et éphémères – comme celles qu'autorisent les enquêtes par questionnaires auprès de vastes échantillons – mais doit reposer sur un important travail de connaissance sociologique et historique des individus. Seule une analyse qualitative peut permettre d'analyser finement la configuration des éléments qui définissent leur situation sociale à un moment donné, de raffiner l'observation de leurs rapports au politique, et d'approfondir l'analyse des méandres subjectifs de leurs préférences politiques et électorales. La problématique des « variables » a donc été ici laissée de côté au profit de l'analyse de cas⁹. Cette démarche permettant, à l'échelle de plusieurs cas, de mettre en regard ressemblances, différences et petits ou grands

7. Pour une analyse des impasses du commentaire « politologique » du vote et des façons dont il peut être dépassé, cf. LEHINGUE, 2011.

8. Cette méthode a, par exemple, déjà été utilisée dans les analyses processuelles de la mobilité sociale, cf. REAY, CROZIER, CLAYTON, 2009.

9. RAGIN, BECKER, 1992; PASSERON, REVEL, 2005; HAMIDI, 2012.



écarts individuels, en les réinscrivant dans leurs contextes de production¹⁰, est particulièrement heuristique. Elle permet d'affiner l'analyse, et offre un important gain interprétatif par rapport à l'analyse de données produites « hors sol ». Le choix des entretiens panélisés apparaît ainsi comme un bon compromis entre des approches plus extensives (par exemple par questionnaires) et intensives (par exemple le recours à l'ethnographie¹¹), et, élément qui n'est pas sans importance, comme une option méthodologique aisément accessible à une équipe d'enseignant.e.s chercheurs.e.s et de doctorant.e.s dont la disponibilité n'était pas illimitée. Nous avons ainsi effectué, avec la majorité des enquêtés, plusieurs entretiens semi-directifs approfondis, à divers moments de la campagne, dans une conjoncture politique à la fois de basse intensité (au début de la campagne, lors de la retombée de l'effervescence plusieurs mois après) et de haute intensité (au cœur même de la campagne, notamment à quelques jours des élections).

La recherche SPEL se fonde ainsi sur des enquêtes plus approfondies que celles qui reposent sur des questionnaires, sans toutefois mener des observations directes de longue durée dans les lieux de vie ou de travail des intéressés – même si certains d'entre nous ont pu régulièrement accéder, durant plusieurs mois, à de tels univers sociaux. Les entretiens ont été conduits avec des personnes sollicitées pour les besoins de la recherche – recrutées dans nos entourages proches ou lointains, par relation interposée ou un peu au hasard –, sans enquête approfondie préalable auprès de leurs divers milieux d'appartenance. Ce que nous savons d'eux, de leur passé, de leurs aspirations, de leur vie, de leur rapport au politique, et de leur intérêt envers la campagne, repose sur leurs déclarations. Il s'agit là d'une incontestable limite, inhérente à toute recherche reposant sur de tels entretiens, dans la mesure où les enquêtés peuvent s'autoriser, devant l'enquêteur, à taire certaines choses, à présenter sous un jour favorable d'autres aspects, à brosser d'eux une image conforme à ce qu'ils pressentent qu'on attend d'eux, ou à exprimer des opinions différentes de celles dont ils feraient part dans d'autres contextes. Mais si toute enquête peut comporter des biais et des limites, ceux-ci ne sont pas à ce point incontrôlables qu'ils empêcheraient la production d'observations et d'interprétations un tant soit peu étayées. L'important n'est pas de tenter d'y échapper mais de les avoir à l'esprit au moment de l'analyse et de l'interprétation des matériaux. La pratique des entretiens panélisés permet alors de gagner en intensité et d'apparaître comme un bon compromis entre le besoin de variation des lieux et des moments et le besoin de diversification des profils des individus permettant de « tester » des processus et des schémas causaux au terme desquels ces derniers peuvent voter. On l'aura compris, ce qui pourrait être retenu comme un défaut de « taille » par les partisans du « tout quantitatif » a ses raisons scientifiques immédiates. Ce protocole de recherche diachronique resserré sur les agents ayant, dans des proportions variables, partie liée avec l'institution

10. LAHIRE, 1996.

11. Pour des illustrations empiriques : MISCHI, 2013a et 2013b.

étudiée (l'élection) se justifie d'autant plus qu'il permet aussi de repérer ce que l'élection fait aux électeurs – et pas seulement ce que les électeurs font de l'élection. Car une campagne électorale s'apparente à un cycle au sens économique du terme, avec son rythme, ses scansion, ses « hauts et ses bas », ses temps d'effervescence comme ses séquences de faible intensité. Et suivre des individus tout au long d'une campagne permet précisément de saisir la façon dont les candidats, les programmes, les médias et les différentes séquences de la campagne contribuent à « modeler » le rapport des électeurs à cet enjeu¹².

La réalisation d'entretiens panélisés est également une démarche qui permettait de satisfaire les convictions et les curiosités sociologiques des membres de l'équipe. Comprendre ce que disent et pensent des électeurs et prendre le temps de le faire, les écouter et les réécouter avec la volonté de mieux interpréter leur discours, créer assez de confiance pour aborder des sujets aussi compliqués et indiscrets que la politique, la mobilité professionnelle et la vie privée, suivre, ne fût-ce que le temps de quelques mois, voire quelques années, leurs heurs et malheurs¹³, c'est tout à la fois une marque de respect envers les personnes interrogées – dont le principe éthique consisterait à ne pas trahir leur pensée et à ne pas les caricaturer par trop d'empressement¹⁴ – et un moyen de rendre compte le plus finement possible des conditions de production de leur intérêt ou de leur désintérêt pour la politique, des ressources qu'elles mobilisent, du sens qu'elles investissent dans leur « choix ». Questionner par entretiens successifs, c'est donner du temps au temps non seulement pour se mettre « au ras » de l'existence des personnes auprès desquelles on enquête, mais aussi et peut-être surtout, prendre suffisamment de temps pour saisir sous l'égide de quelles temporalités – la leur et celle du *tempo* donné par l'élection et sa campagne – et avec quelles conséquences, ils réfléchissent à la politique à un moment précis de leur existence. Cette méthode qui a sans doute été plus « bricolée » que réfléchie au départ de l'investigation et a été par la suite, au regard des premiers résultats qu'elle apportait, davantage formalisée, a permis de connaître le plus précisément possible comment se croisent les trajectoires de vie et de vote des électeurs au moment où l'institution électorale exige d'eux qu'ils s'expriment. En ce sens, la méthode vaut positionnement dans le champ scientifique.

12. La campagne, par des « effets » de conjoncture, peut (ou non) affecter, enrôler, convaincre ou dissuader les individus de voter.

13. Autant de formes d'attention qu'avait cherché à formaliser sociologiquement et philosophiquement Pierre BOURDIEU dans *La Misère du Monde* (BOURDIEU, 1993).

14. Interroger le plus respectueusement possible est aussi une manière d'honorer une exigence morale pour ceux qui pensent que les enquêtés ne peuvent être interrogés que dans de « bonnes conditions », en dépit des problèmes de rentabilité scientifique que cela peut poser. Cela revient à considérer qu'en contrepartie de leur consentement à l'enquête, respect, temps et préservation de leur intégrité mentale et morale sont dus.

La cuisine de l'enquête

Les entretiens semi-directifs approfondis, plus ou moins ethnographiques selon les cas, ont été conduits à plusieurs reprises, avant, pendant et après les campagnes électorales de 2012, avec les mêmes personnes. Un guide d'entretien commun à tous les enquêteurs a été élaboré et l'ensemble des entretiens mis à la disposition de tous. À chacune de ses réunions, le groupe préparait l'entretien suivant, en établissant notamment une liste de thèmes d'actualité qui devaient être soumis aux personnes interrogées, dans l'hypothèse où ils ne seraient pas abordés spontanément, afin de vérifier l'attention accordée à la campagne et ses éventuels effets. Nous avons décidé collectivement de constituer progressivement des fiches sur les propriétés sociales de chaque personne interrogée, sur son rapport au politique, son rapport au vote et son itinéraire électoral. Les entretiens réalisés par les membres du groupe ont été présentés et discutés lors de séminaires de travail et leurs retranscriptions ont été mutualisées. Au total 182 entretiens ont été réalisés, auprès de 69 personnes dont 50 ont été interrogées à plusieurs reprises. Certains d'entre nous ont également animé une enquête parallèle avec des groupes d'étudiants, dans le cadre d'enseignements méthodologiques. L'enquête relative aux jeunes des classes populaires présente en outre certaines spécificités méthodologiques présentées au chapitre 1. De même les entretiens menés avec des membres des classes supérieures, notamment de la grande bourgeoisie, n'ont pas pu être répétés avec la même systématisme que les autres, compte tenu notamment des difficultés méthodologiques des enquêtes dans ces milieux sociaux.

Les divers entretiens ont évidemment été réalisés dans des conditions contrastées. Chaque membre du groupe avait toute liberté pour trouver des personnes volontaires en fonction de ses intérêts de recherche. Certains ont choisi de rencontrer des membres de la haute bourgeoisie, des professeurs d'université, des catholiques pratiquants, des membres des catégories intermédiaires, des élèves d'un lycée professionnel, des habitués d'un bar, ou des personnes de leur entourage. Les entretiens ont donc parfois été réalisés avec des proches (amis, famille, collègues de travail, voisins), avec des connaissances personnelles de l'enquêteur, des proches de proches, des étrangers recommandés par des proches, et encore des personnes inconnues des enquêteurs avant l'enquête, sollicitées directement sans intermédiaire. La plupart des entretiens ont été réalisés sur les lieux de vie habituels des enquêtés (au domicile, etc.) mais d'autres au domicile de l'enquêteur ou dans des cafés¹⁵. Débattus collectivement, les rapports entre enquêtés et enquêteurs ne sont pas identiques dans tous ces cas, ce qui n'est sans doute pas totalement conforme à l'idéal de standardisation de la méthodologie, mais qui a été pourtant riche d'enseignement. Pourquoi le cacher, tous n'ont pas souhaité exploiter de la même manière le champ des possibles sociologiques qu'offre la panélisation. D'aucuns s'en sont tenus au guide d'entretien initial quand d'autres ont vu dans ce dispositif un moyen d'aller plus loin en matière d'objectivation des rapports intimes au politique, au point de recueillir des matériaux dont un psychologue ferait assurément son miel.

15. Certains membres du groupe SPEL estiment que les entretiens panélisés qu'ils ont réalisés ont une dimension « ethnographique » (BEAUD, 1996) tant cette répétition du questionnement leur a permis de suivre

De même que toutes les personnes interrogées n'ont pas été sélectionnées de la même manière, ni rencontrées dans les mêmes conditions, toutes n'ont pas accepté d'être interrogées de nouveau, notamment après les élections. Tous les entretiens n'ont pu être réalisés au même moment comme il avait été envisagé au départ, mais généralement à des moments comparables (avant/pendant/après les scrutins de 2012) ce qui a permis une analyse *relationnelle* des cas. Il va sans dire que dans le présent ouvrage, seule une part minimale des matériaux récoltés est mobilisée.

Se donner du temps

Quelles que soient les méthodes en vigueur en sociologie politique, grands sont les obstacles qui font, au final, que des enquêtés quittent le navire de l'enquête. Il a déjà été rappelé à juste titre que l'entretien semi-directif est exigeant¹⁶, pour ne pas dire encombrant pour beaucoup d'électeurs à qui il est demandé de participer à pareil jeu de questions/réponses. Lequel jeu, de plus, « n'amuse » pas tout le monde de la même manière. Les milieux populaires et plus généralement tous les enquêtés qui redoutent d'être jugés ou pris en défaut de connaissance ou d'incapacité à faire valoir leurs connaissances font tout, on le sait, pour éviter le sociologue ou le politiste¹⁷. Concernant l'entretien semi-directif panélisté, ces biais sont évidents compte tenu du temps que cela requiert et des nombreuses questions qu'il devient alors possible de poser en face-à-face. On en veut pour preuve que certains de nos enquêtés nous ont quittés après le premier entretien, refusant tacitement de jouer le jeu de la panélisation plus ou moins imposée par le sociologue. D'aucuns ont justifié leur abandon en arguant du fait qu'ils n'avaient plus le temps. Une manière polie, très probablement, de dire que ce que nous recherchions les indisposait. Que notre envie de savoir venait heurter leur besoin de ne pas s'expliquer au sujet d'un domaine (la politique en général) et d'une pratique (le – non – vote) qui les renvoient à ce qu'ils ne veulent pas partager avec un inconnu, quand ils réussissent à le saisir pour eux-mêmes. Certains ont montré leur agacement vis-à-vis d'un thème de discussion qu'ils ne portent pas en estime. On pense ici à certains enquêtés de condition aisée pour qui la politique électorale ressemble à une arène un peu médiocre et finalement dénuée d'intérêt. Pour d'autres, ces questionnements politologiques à peine entamés les ramenaient à leurs échecs scolaires ou, plus douloureux encore, à des histoires de famille mal digérées. L'entretien répété n'est donc pas un antidote aux nombreux « cens cachés¹⁸ » que renforcent les enquêtes sociologiques.

d'assez près le cours temporaire de l'existence de leurs enquêtés. « Ethnographique » parce que les entretiens ont été faits en contexte, mais aussi parce que plusieurs chercheurs ont réalisé plusieurs entretiens dans les mêmes réseaux d'interconnaissance afin de mieux connaître l'environnement des personnes rencontrées.

16. DUCHESNE, HAEGEL, 2004.

17. MAUGER, 1991.

18. GAXIE, 1978

Pour(quoi) répondre ?

L'accord donné par un enquêté pour la réalisation d'un entretien (comme le refus) est une mine de renseignements pour l'analyse sociologique. Par exemple, l'enquête menée auprès de jeunes populaires d'un lycée professionnel a été perçue par une partie d'entre eux comme une sorte d'examen scolaire, en un peu plus ludique. Certains se sont préparés et ont discuté à l'avance entre eux et avec leurs parents, ainsi qu'ils l'ont avoué aux enquêteurs une fois la confiance établie au fil des entretiens. Ce rapport de franchise a peut-être contribué à dissiper leurs craintes, car cette « préparation » de l'entretien n'a pas été renouvelée. L'effet de politisation artificielle provoqué par la situation d'enquête a de surcroît été limité. Les sujets politiques n'intéressent guère ces jeunes lycéens et leur niveau d'information sur ces questions est trop limité pour qu'une conversation préalable avec des proches, eux-mêmes faiblement investis, modifie substantiellement les ressources qu'ils peuvent mobiliser pour répondre aux questions qui leur sont posées. Ils expliquent eux-mêmes parfois avoir « trop la flemme » pour consacrer des efforts un tant soit peu soutenus à ce qui s'apparente en partie à la préparation d'un examen sur un sujet perçu comme compliqué et ennuyeux.

Plus généralement, les personnes sollicitées qui ont accepté de réaliser des entretiens étaient souvent soucieuses de rendre service ou de faire plaisir à un ami ou un proche (une pharmacienne contactée par une commerçante de sa rue, relation d'un enquêteur ; un praticien hospitalier sollicité de la part d'un ancien interne, relation d'un enquêteur ; une retraitée membre de la même « université des loisirs » que la mère d'un enquêteur). On pense également à une serveuse de bar expliquant qu'il lui paraissait « normal » de répondre à la sollicitation de l'un d'entre nous parce qu'elle était « généreuse de nature, trop sans doute, notamment avec [ses] patrons » et qu'elle ne refusait « jamais d'aider ou de répondre à des sondages ». Le rôle de l'intermédiaire (et parfois son importance dans la vie de la personne interrogée) est souvent mentionné en début du premier entretien et est parfois invoqué comme fondement explicite de l'acceptation. Certains enquêtés ont fait preuve de « bonne volonté » alors que l'exercice ne les amusait pas voire les inquiétait : « je n'ai pas beaucoup d'idées » ; « je ne sais pas si mon point de vue de pharmacienne vous intéressera ». D'autres sont manifestement à l'aise, loquaces, et semblent même prendre goût à l'expérience : « j'avais 15 ans et déjà ça m'intéressait » (banquier). D'autres encore ont fait montre d'une envie, sinon d'un besoin, de jouer le jeu de l'entretien. On a en tête, entre autres, le cas d'une jeune femme qui venait de connaître de très fortes déceptions professionnelles au point d'entamer une psychothérapie durant sa période de chômage. Comme elle le dira à l'enquêteur : « Vas-y, ça me fait du bien de lâcher des choses et de faire le point. Tu vas voir, on ne m'arrête pas en ce moment ! » Si nous ne nions pas les réticences de nombreux agents sociaux à se confier aux sociologues, nous aimerions donc rappeler que cet « évitement du politiste » n'est pas tout à fait universel. En témoigne le cas d'un jeune chef d'entreprise d'une agence d'événementiel sur Internet qui avait éclaté de rire quand lui a été proposé de parler politique via des entretiens panélisés : « Franchement, je me suis tellement souvent retrouvé sur Internet à moitié à poil et même vraiment à poil pour faire le *buzz*,

que de te dire pour qui je vote n'est vraiment pas un problème pour moi, mais pas du tout. » La recommandation d'un intermédiaire suscite généralement la confiance ou au moins l'attention. Le souci de bien faire peut générer une attention artefactuelle aux événements politiques, mais on peut le plus souvent la repérer. L'absence de ce biais d'enquête peut aussi s'observer comme dans les cas où une personne interrogée s'excuse de ne pas avoir trouvé le temps de suivre davantage l'actualité pour mieux répondre aux questions. Les conditions d'accès aux personnes interrogées, l'identité de l'intermédiaire (ou le degré de proximité avec lui) peuvent être aussi sources de méfiance ou de retenue. Une cadre supérieure se sent « devenir de droite » et craint que sa famille (de gauche) ne l'apprenne. Un chef d'entreprise hésite à affirmer son choix électoral lors des premiers entretiens et finira par dire qu'il va voter pour Nicolas Sarkozy. C'est davantage la relation entretenue avec l'enquêteur, ou avec son intermédiaire, que les thèmes annoncés des entretiens, qui commande la décision d'accepter et de prolonger l'expérience¹⁹. Les personnes interrogées sont inégalement intéressées par les questions politiques, même si aucune d'entre elles ne se tient vraiment à distance, à l'exception d'une partie des élèves du lycée professionnel et de quelques autres.

La structuration du corpus d'enquêtés

De même, les conditions de sélection de l'échantillon des enquêtés ne sont pas exemptes de biais. Il suffit de lire le tableau présentant les caractéristiques des individus que nous avons rencontrés, et de les mettre en regard avec les propriétés des enquêteurs, pour comprendre que l'enquête SPEL n'a pas échappé à un certain « entre soi », dommageable à la représentativité (théorique) de notre corpus, en recrutant surtout ses enquêtés au sein des classes moyennes et supérieures, à l'exception de quelques jeunes issus des classes populaires.

Tableau 1 : Catégories socioprofessionnelles des enquêtés (n = 69)²⁰

1	Agriculteurs exploitants	0
2	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	19
3	Cadres et professions intellectuelles supérieures	23
4	Professions Intermédiaires	10
5	Employés	5
6	Ouvriers	2
8	Autres personnes sans activité professionnelle	10
	Total	69

19. À ce sujet, on ne saurait trop rappeler qu'une relation d'enquête bien menée, dans laquelle circulent confiance réciproque et affects, peut permettre, beaucoup plus que d'autres méthodes, d'accéder aux représentations et aux pratiques des enquêtés.

20. Les retraités du corpus ont été réintégrés dans leur CSP d'origine. Les jeunes lycéens de « bac pro » sont classés parmi les « Sans activité professionnelle ».



Le corpus obtenu n'est donc pas représentatif de la population française en âge de voter. L'absence des agriculteurs, la sur représentation des parisiens, la part plus importante qu'elle ne l'est dans la population active des « cadres et professions intellectuelles supérieures » au détriment des « employés » et des « ouvriers » sont incontestables. Le niveau de diplôme indique également un net tropisme vers le haut. On notera tout de même qu'en termes de secteur d'activité, le « privé » est, à raison, mieux représenté que le « public ». De même, les milieux populaires sont certes sous-représentés dans le corpus des enquêtés en activité, mais sont néanmoins très présents grâce à la participation de lycéens préparant un baccalauréat professionnel. Mais l'ambition de SPEL n'était pas de construire une population française électorale et un corps électoral en miniature. L'objectif, à rebours de ce que font les entreprises de sondage, était au contraire de constituer un corpus d'enquêtés qui soit raisonné²¹ et relativement diversifié, même si l'on souhaitait au départ qu'il le fût davantage. L'échantillon de personnes interrogées est ainsi de taille limitée (n = 69) mais la diversification des cas qui ont été investigués, comme on peut le constater ci-après, a autorisé un certain niveau de généralisation et de conceptualisation.

Tableau 2 : Sexe, âge, statut et lieu de résidence des personnes interrogées

Sexe (% , n = 69)	
Femmes	52
Hommes	48
Âge (années, n = 69)	
Moyen	47
Médian	46
Ecart-type	20
Statut (% , n = 69)	
Scolarisés	16
Actifs	63
Inactifs	7
Retraités	14
Lieu de résidence (% , n = 69)	
Paris	46
Banlieue	35
Province	19

Tableau 3 : niveau de diplôme des personnes interrogées

Diplôme	N (sans lycéens)	% (sans lycéens)	N (avec lycéens)	% (avec lycéens)
Non renseigné	1	1,7	1	1,4
Aucun	4	6,8	4	5,8
CEP	1	1,7	1	1,4
Brevet des collèges	1	1,7	11	15,9
Bac	5	8,5	5	7,2
CAP	2	3,4	2	2,9
BEP	1	1,7	1	1,4
DUT	1	1,7	1	1,4
BTS	2	3,4	2	2,9
Licence ou équivalent bac +3	8	13,6	8	11,6
Maîtrise ou équivalent bac +4	7	11,9	7	10,1
Master ou équivalent bac +5	11	18,6	11	15,9
École de commerce	6	10,2	6	8,7
ENA	1	1,7	1	1,4
Doctorat	8	13,6	8	11,6
Total	59	100	69	100

D'avantage que les critères de l'appartenance professionnelle et sociale en soi, c'est la diversité socioprofessionnelle et de conditions de vie entre les enquêtés, en vue d'interroger les différences sociales qui les séparent, qui a guidé la démarche d'enquête. Plus que d'autres principes de sélection tels que l'âge, le genre, ou le lieu de résidence, c'est la diversification professionnelle qui a été volontairement retenue comme l'un des principaux critères de constitution du panel des enquêtés, afin de pouvoir appréhender plus finement les écarts existants au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle, et par là même mieux rendre compte de l'espace des relations dans lesquels les individus évoluent. D'une certaine façon, dire, encore une fois, qu'un chef d'entreprise rencontré à l'occasion de l'enquête s'apprête à voter à droite n'est pas particulièrement novateur, ni très surprenant. En revanche, confronter ce dernier à un autre chef d'entreprise qui, une fois n'est pas coutume, refuse de donner à nouveau son suffrage à Nicolas Sarkozy, ou qui fut par le passé un électeur de gauche, constitue une piste pour comprendre les conditions sociales et intellectuelles du vote dans le milieu patronal. À l'inverse, travailler sur la situation de deux électeurs aux convictions politiques voisines en montrant comment deux socialisations politiques dissemblables ont pu aboutir au même vote,



a semblé plus heuristique que de réfléchir artificiellement aux principes de constitution d'un électorat. La confrontation, dans les premiers chapitres de l'ouvrage, du rapport très contrasté que les classes intellectuelles supérieures et des jeunes de milieu populaire entretiennent au « politique », porte la marque de cette volonté de comparaison où ressemblances et dissemblances manifestes et latentes sont des points d'entrée dans la sociologie politique des rapports sociaux à l'élection. Ici, l'échantillonnage au sens où l'entend Howard Becker²² n'est pas sérialisation comme le sont très souvent les grandes études par constitution d'échantillon représentatif, mais reconstitution partielle des rapports de classe entre les électeurs. Ainsi, pour reprendre l'expression de Paul Veyne, il importait d'abord de faire « un inventaire des différences²³ » grâce aux cas qui avaient été réunis²⁴. Et ce, non pour prétendre tout connaître des principaux traits génériques des électeurs, mais bien pour prendre la mesure des caractéristiques sociogénétiques qui prédisposent tel ou tel à se saisir de l'institution électorale – ou non.

Tableau 4 : votes et trajectoire de votes des personnes interrogées

Vote 2012 (%)				
	Exprimés seuls		Ensemble	
	1 ^{er} tour (n = 59)	2 ^e tour (n = 55)	1 ^{er} tour (n = 69)	2 ^e tour (n = 69)
Mélenchon	11,8		11,6	
Joly	5,1		4,4	
Hollande	25,4	49,1	20,3	39,1
Bayrou	10,2		8,7	
Sarkozy	35,6	50,9	30,4	40,6
Dupont-Aignan	3,4		2,9	
Le Pen	8,5		7,3	
Blanc			10,1	10,1
Abstention			1,4	7,2
Non inscrit			1,4	1,4
Pas le droit			1,4	1,4

22. BECKER, 2002.

23. VEYNE, 1976.

24. Comme le suggère N. MAYER (1986, p. 124) à propos de son enquête par entretiens réalisés auprès de commerçants, « il s'agit moins de construire un échantillon représentatif [...] que de construire un miroir grossissant, reflétant, indépendamment de leur poids réel dans la catégorie, les situations les plus contrastées ».

Mobilité (% , n = 69)²⁵	
Stabilité	53,6
Mobilité intra-camp	4,3
Mobilité inter-camp	17,4
Mobilité exprimé/non-exprimé	7,3
Mobilité participation/ non-participation	0
Mobilité non-participation/ participation	17,4
Total mobilité	46,4

Mobilité (% , n = 59, sans les lycéens sans droit de vote en 2007)	
Stabilité	59,3
Mobilité intra-camp	5,1
Mobilité inter-camp	20,3
Mobilité exprimé/non-exprimé	8,5
Mobilité participation/ non-participation	0
Mobilité non-participation/ participation	6,8
Total mobilité	40,7

Les vertus de la répétition

La répétition des entretiens a sans doute contribué à encore plus sélectionner les répondants, en particulier ceux qui ont répondu plusieurs fois. Il s'est avéré néanmoins que cette technique de la panélisation pouvait avoir les qualités de ses défauts initiaux. Réaliser un entretien qui a des prolongements dans le temps offre à l'enquêteur la possibilité d'entamer un échange qui peut devenir un peu plus qu'une relation d'enquête. Parce qu'il est en ce cas question de se donner du temps et de jouer avec ce paramètre pour mettre en œuvre le protocole d'enquête, l'entretien peut se faire moins violent et l'enquêteur moins immédiatement curieux

25. La mobilité a été calculée à partir de la comparaison des votes au premier tour de la présidentielle de 2007 et au premier tour de la présidentielle de 2012. Nous avons défini restrictivement les « camps » (extrême droite, droite, gauche – il n'y a pas de cas de mobilité entre l'extrême gauche et le PS). Le vote Bayrou a été classé à droite. Nous avons également comptabilisé les mobilités entre l'abstention, le vote blanc et la participation effective. Le premier décompte recense les lycéens qui n'avaient pas le droit de vote en 2007 et accroît donc artificiellement la volatilité. Le second décompte, dont les lycéens sont exclus, donne donc une estimation plus juste de celle-ci dans notre corpus.



et moins pressant à l'endroit de son interlocuteur. Quand on pense en effet à l'un des objectifs consistant à mettre au jour les « choix » électoraux des enquêtés et les mécanismes ou raisons qui les y ont conduits, on mesure ce que cette nouvelle donnée technique peut apporter. Grâce à ces conditions d'enquête relativement inédites dans ce domaine, l'enquêteur n'est plus soumis à la pression d'obtenir immédiatement les réponses à ses questions et relances. La patience est de mise. Et le fait d'attendre que l'enquêté se sente prêt à parler de lui politiquement diminue partiellement les impositions de problématiques, les risques d'inhibitions et, plus généralement, les réponses qui ne veulent pas dire autre chose que ce que la fébrilité du répondant²⁶ lui fait faire. La panélisation permet donc sinon de créer de la confiance entre l'enquêteur et ses sujets d'enquête, du moins de vivre une histoire au cours de laquelle se crée suffisamment de complicité pour mettre chacun plus à l'aise. L'enquêteur peut mieux s'y prendre et même s'y reprendre à deux ou trois fois, pour cerner ce que recouvrent, par exemple, des discours tenus sur les candidats à l'élection présidentielle. Il peut, si besoin, mesurer la part d'à peu près, d'artificiel, ou pourquoi pas de mensonge, dont l'enquêté est l'auteur plus ou moins volontaire. De l'autre côté, la répétition des entretiens, au risque de produire quelque chose d'assez artefactuel, donne à certains davantage de liberté de ton et de capacité de tâtonnement réflexif pour dire ce qu'ils pensent et ce qu'ils font électoralement et politiquement. Quand les échanges se répètent dans le temps, ils deviennent plus détendus, parfois amicaux, voire nécessaires²⁷. Dans ces conditions, les langues se délient, les confidences se multiplient et la compréhension du rapport au politique devient plus aisée. Ce compagnonnage original multiplie les possibilités de mieux connaître l'enquêté. Rencontre après rencontre, on le voit évoluer, varier, s'expliquer mieux car différemment. On le suit, on vérifie parfois que ce qu'il est en train de vivre détonne quelque peu avec ce qu'il avait antérieurement exprimé. Soit qu'un événement est venu modifier ses projets, soit que les projets dont il avait parlé relevaient bien plus du rêve que de la réalité pratique. Cette itération, aussi fragile soit-elle quand on pense aux abandons qui ont été constatés²⁸, conduit l'enquêté à se raconter plus en profondeur. L'espacement des rendez-vous, de surcroît, crée le besoin de raconter les temps d'entre-deux, de faire le point sur ce qui s'est passé, quand cela n'a pas déjà été raconté *via* Internet, les réseaux sociaux ou le téléphone.

Certains des biais d'enquête peuvent être donc repérés et corrigés ou contrôlés grâce à la répétition. Mais ce qui est vrai de cette dimension particulière du contexte de l'entretien est vrai aussi pour d'autres dimensions, et ce qui est vrai des contextes l'est également des dispositions de la personne interrogée. Il serait par exemple simpliste de vouloir réduire le rapport au politique – par exemple

26. GAMSON, 1992.

27. Il se peut en effet que des séances d'entretien deviennent nécessaires comme une relation thérapeutique peut le devenir. Ainsi un enquêté nous dira qu'il a été frustré en attendant le prochain entretien car il avait beaucoup à dire et qu'il lui fallait « le sortir ».

28. Les abandons ont parfois été tributaires des péripéties de l'existence. Ainsi cette serveuse d'origine modeste, nous a « quittés » en même temps qu'elle démissionnait du bar-restaurant dans lequel on l'avait rencontrée. Comme si, dans son esprit, notre démarche était associée au lieu même dans lequel elle avait été employée.

la fréquence des conversations ou les usages des médias – à ce que l'on peut en observer dans le contexte d'une mobilisation électorale relativement soutenue. La conduite d'entretiens répétés permet précisément de repérer ce qui, en dehors des contextes de forte mobilisation politique (comme le sont les campagnes présidentielles), contribue à venir nourrir – au besoin en générant indifférence, scepticisme et désenchantement – le rapport au politique des enquêtés.

De même que des éléments de contexte, les entretiens répétés peuvent permettre d'observer les effets ou certains effets des dispositions sociales des individus. Selon la position sociale et le niveau culturel, on observe par exemple classiquement des niveaux variables d'investissement politique, d'information et de compétence subjective. La situation d'observation que constitue l'entretien met en évidence le lien qui s'établit entre les intérêts sociaux, les attentes et les préférences politiques. Pour ne donner qu'un exemple, il est aisé de reconstituer les articulations entre un niveau élevé de patrimoine et de revenus, l'attachement à la réussite économique, l'intolérance au prélèvement fiscal et des préférences politiques orientées à droite. De tels constats, répétés à plusieurs reprises, ne sont évidemment pas des artefacts d'une situation d'enquête ou des réactions isolées indexées à un contexte d'entretien. Dès lors qu'elle est conduite avec prudence et que les résultats sont analysés de manière réflexive, *a fortiori* de manière collective, l'enquête par entretiens répétés constitue une méthode éclairante qui permet d'approfondir l'observation des trajectoires et des pratiques – ici politiques – que l'on souhaite comprendre.

L'entretien panélisté n'est pas en soi un entretien ethnographique, quoiqu'il puisse véritablement se pratiquer *en contexte*²⁹. Il offre cependant la possibilité d'aller un peu plus loin dans la compréhension des conditions concrètes d'existence des agents sociaux. Il permet aussi de mieux rapporter ce qui est dit en entretien et ce qui a été vraiment fait pratiquement par les individus, dans un domaine où les rapports entre les déclarations et les convictions, ou entre le « dire » et le « faire », peuvent être problématiques³⁰.

Les temporalités du politique

L'une des plus-values du protocole mis en œuvre par l'équipe SPEL est la compréhension plus fine des temporalités (familiales, professionnelles, amicales, médiatiques, politiques, etc.) qui s'entremêlent le temps d'une élection présidentielle. Leur reconstitution et l'analyse de leurs interactions offrent un moyen original de mettre au jour les raisons de voter, ou non. Certes, le temps d'une élection n'est pas homogène. Il est constitué de plusieurs séquences où la donne – « l'offre politique » – avec laquelle les électeurs ont à composer, ne cesse de changer, depuis la période qui précède un scrutin jusqu'aux moments post-élection³¹. Il existe d'abord une pré-campagne au cours de laquelle les professionnels

29. Cf. BEAUD, 1996.

30. Cf. MARIOT, 2010.

31. On peut cependant se demander si une élection prend vraiment fin dans la mesure où les résultats qui la closent rebattent immédiatement les cartes dans la perspective des échéances électorales suivantes. Ceci



de la politique possiblement éligibles testent leur candidature auprès d'un public restreint. C'est un jeu ésotérique assez peu suivi par les citoyens ordinaires. Vient ensuite la période de la campagne à proprement parler, laquelle recoupe en partie la période officielle de la campagne. Par sa couverture médiatique, mais aussi par l'investissement chaque fois variable dont elle est l'objet de la part des candidats, de leurs équipes et des partis politiques qui les appuient, cette séquence captera avec plus ou moins de succès les électeurs. Elle peut selon les cas individuels et les situations sociales éveiller les dispositions politiques et partisans d'individus, quand elles existent. Elle peut parfois susciter suffisamment d'euphorie, pour ne pas dire d'utopie, qui convainc des électeurs non seulement que voter est primordial mais aussi que la victoire de l'un des prétendants peut s'avérer décisive au point de changer la réalité économique et sociale. Cette temporalité est essentielle car elle donne le coup d'envoi, elle cadre les enjeux, elle donne le ton et par là oriente parfois les préférences, ne fût-ce que par la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle³². Cette phase temporelle avec ses acteurs, ses arbitres et scrutateurs patentés est une véritable institution : c'est un jeu régi par des règles que l'histoire politique a peu à peu sédimentées. Les « profanes » de la politique³³ n'ont quasiment aucune prise sur le contenu de cette phase.

Mais il est d'autres temporalités que celle qui est structurée par les mondes de la politique spécialisée. Celles des électeurs sont tout aussi décisives pour qui entend interpréter leurs « choix ». Tous les individus en droit de voter n'entrent pas dans l'élection de la même façon et au même moment. Comprendre les présupposés à partir desquels ils entendent élire leurs représentants exige d'être particulièrement attentif à la manière, très variable, dont ils rencontrent l'institution électorale. Certains électeurs suivent les péripéties des candidatures très en amont et entrent en campagne avec facilité, presque sans s'en rendre compte, tant ils sont acclimatés depuis longtemps au jeu politique. D'autres y arrivent contraints et forcés, tardivement, comme impréparés, rattrapés qu'ils ont été par le rappel à l'ordre de l'un de leurs proches. Selon les cas, l'expérience varie, le cheminement cognitif diffère, la préparation au vote diverge souvent. La panélisation se justifie alors pleinement car elle pose comme hypothèse que tous les individus, non seulement n'entrent pas dans le temps institué du jeu électoral au même moment, mais aussi qu'ils ne mettent pas à profit les jours qui précèdent l'élection avec la même intensité.

est évident en ce qui concerne l'état d'esprit des professionnels de la représentation comme dans celui de nombreux journalistes politiques et sondeurs. Il n'en va pas de même généralement des électeurs qui, une fois les résultats proclamés, ont été nombreux à considérer qu'ils avaient, à ce sujet, fait leur « temps » et que le chapitre de la politique était clos jusqu'à la campagne suivante (voire plus tard).

32. À ce sujet, on parle sans doute trop rarement des déceptions que connaissent les électeurs une fois la liste officielle des candidatures arrêtée par le Conseil constitutionnel. Ils auraient voulu voir tel ou tel professionnel de la représentation se lancer, en vain. Ils doivent alors revoir leur jugement et se « rabattre », faute de mieux, sur d'autres candidats, avec forcément moins d'envie, moins d'argument, moins d'intérêt. Comme si le vote qu'ils s'approprieraient à faire leur ressemblait moins.

33. GAXIE, 2008.

Cette méthodologie a pour objectif d'approfondir la sociologie des temps sociaux de l'élection. Parce qu'elle offre à l'enquêteur un *timing* plus large et plus souple que celui qui est alloué par l'administration de questionnaires ou la conduite d'entretien *one shot*, elle ménage une place plus avantageuse à l'analyse processuelle. Au moyen des récits de vie que livrent les enquêtés, rendez-vous après rendez-vous³⁴, pour les peaufiner ou parfois pour les contredire³⁵, une troisième temporalité tout aussi structurante apparaît : celle qui appartient à l'histoire sociale et politique dont les enquêtés sont les produits. C'est cette histoire, telle qu'elle est appropriée par chacun, qu'il faut découvrir et analyser si l'on entend élucider les comportements électoraux. Voter François Hollande en 2012 après avoir voté Nicolas Sarkozy en 2007 ne revêt pas le même sens si auparavant les enquêtés interrogés ont déjà fait preuve de « volatilité » ou non.

De même, on ne peut comprendre les choix électoraux sans reconstituer le puzzle des origines et des parcours sociaux des individus au fil des rencontres. Les limites d'une analyse électorale qui présuppose que le vote est toujours un acte délibérément « politique », résultent du refus d'éclairer les « attitudes » électorales par les trajectoires sociales et politiques, ancrées dans des classes de condition d'existence, dont elles sont pourtant le produit. À rebours de ce déni implicite du social, et en dépit de ses limites³⁶, le dispositif mis en œuvre par l'équipe SPEL s'est efforcé de réinscrire le geste électoral ou l'abstention dans le temps long de l'histoire sociale et politique des individus. D'abord, les enquêteurs ont beaucoup insisté auprès de leurs enquêtés pour connaître avec précision leur passé, avec le souci de faire le tri entre les illusions biographiques excessives et les reconstructions décousues. L'enjeu est évidemment de réintroduire la socialisation afin d'élucider l'intérêt éventuel ou l'indifférence pour la politique. Il est aussi de prendre en compte l'histoire familiale et, à travers elle, l'histoire du milieu social d'appartenance, qui constituent des clés de compréhension de certaines orientations politiques. On ensuite cherché à appréhender les personnes interrogées de manière dynamique, dans la perspective d'une étude processuelle du vote et de la politisation. Au-delà de l'effervescence de l'élection, on voulait analyser les éventuels effets de l'euphorie institutionnellement provoquée et questionner leur durabilité. La multiplication des rencontres a permis d'observer certains événements marquants pour la personne interrogée, par exemple des séparations ou des rencontres conjugales, qui peuvent peser sur les choix et préférences politiques. En chaque cas, les histoires de vie sont prises en cours de route, mais la temporalité de l'enquête (plus de deux ans) permet d'en suivre, un moment, les prolongements en cours. Les rapports au monde social et, en particulier, à

34. L'un des effets mécaniques qu'engendre la répétition des entretiens est de voir des enquêtés mieux se souvenir rencontre après rencontre. Les entretiens suivant le premier rendez-vous ont souvent débuté par des formules de ce type : « j'ai repensé à ce que vous m'avez demandé, et ça m'est revenu et maintenant tout s'éclaire... »

35. En ce cas, les contradictions réduisent quelque peu les écueils de l'illusion biographique.

36. Plusieurs de ces faiblesses comme le nombre insuffisant d'enquêtés et le caractère très francilien de l'échantillonnage, sans parler des problèmes de retranscription et de disponibilités des enquêteurs, trouvent une grande partie de leur explication dans l'absence de moyens financiers dont cette enquête a pâti.



la politique, sont replacés dans leur « pente ». Ce faisant, on peut observer ce qu'un individu est *en train de devenir*³⁷. Rencontre après rencontre, on devine par exemple qu'une professeure des écoles est sur une trajectoire qui l'éloigne de la plupart de ses collègues, mais aussi, sans doute indissociablement, des syndicats et des organisations politiques de gauche qui ont leurs faveurs. Dans le même ordre d'idée, on distingue progressivement les glissements idéologiques d'une jeune femme issue d'une famille très à gauche, mais engagée dans une socialisation socioprofessionnelle de direction opposée, qui avait déclaré ne « jamais pouvoir voter à droite » lors de la première prise de contact.

En réalisant des entretiens avant, pendant, et après les élections de 2012, on voulait se donner les moyens d'observer comment les opinions et choix politiques se constituaient ou s'activaient, évoluaient le temps d'une élection, puis se repliaient – ou s'éteignaient. La répétition des rencontres est riche d'enseignements et d'aperçus inattendus. Grâce à cette appréhension méthodique du temps d'existence des individus, c'est la trajectoire à la fois sociale et politique qu'il a été possible d'observer. Produit d'expériences médiates et immédiates, cette temporalité offre assurément au chercheur les clés de l'analyse électorale, à savoir cet acte contraint, socialement prescrit³⁸, qui s'opère au croisement du temps court de l'élection et des temps plus ou moins longs des agents sociaux que l'on nomme des « électeurs ».

Au total, la recherche collective SPEL a donc pris le parti d'une approche sociologiquement ancrée des comportements politiques dans le cas particulier de la séquence électorale de 2012, sans se focaliser sur les seules orientations des votes et résultats électoraux. L'enjeu scientifique réside plutôt dans une analyse relationnelle et processuelle des rapports au politique saisis en contextes et de manière dynamique, grâce à une enquête, certes non exempte de biais que l'on a tenté ici de souligner, par entretiens répétés dans des conjonctures d'inégales intensités. Cet ouvrage restitue quelques-uns des *sens du vote*, non seulement du point de vue d'agents sociaux « ordinaires » que l'on nomme, tous les cinq ans, des « électeurs », mais aussi à travers un regard sociologique dynamique qui se veut attentif aux mouvements et aux pentes des représentations sociales et des pratiques des individus.

37. L'une des grandes forces de cette méthodologie est de permettre à l'enquêteur de prendre la mesure de la propension avec laquelle – ou par laquelle – les enquêtés voient leur vie évoluer. Grâce à l'observation d'un petit échantillon de cette vie en train de s'écrire, il regarde cette trajectoire que le destin des individus dessine à mesure que ces derniers se meuvent dans le monde social. À rebours des enquêtes *one shot*, le suivi ne fût-ce qu'épisodique des enquêtés donne la possibilité non seulement d'observer ce qui est en train de se jouer sous la surface apparemment étale de la vie publique et privée des individus, mais aussi d'appréhender un peu mieux ce qui paraît être réservé à ces derniers en termes d'existence à venir, de champ d'opportunités et de changements de vie possibles.

38. Voir à ce sujet GARRIGOU, 1992; DÉLOYE, IHL, 2008.

Liste des personnes interrogées

Prénom ¹	Sexe	Âge	Diplôme	Situation	Activité	Résidence	Vote (1 ^{er} tour)	Vote (2 ^e tour)	Entretiens				
									N	n° 1	n° 2	n° 3	n° 4
Abril	F	83	Bac	Active	Architecte d'intérieur	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2011			
Aïssa	H	34	Maîtrise	Active	Enseignant de SES	Banlieue	Mélenchon	Hollande	2	01.2012	06.2012		
Alvaro	M	20	NA	Élève	Terminal Bac pro ébénisterie en LP	Banlieue	Pas le droit	Pas le droit	3	03.2012	04.2012	05.2012	
Amandine	F	29	BTS	Active	Petite entrepreneuse	Paris	Hollande	Hollande	2	10.2011			01.2013
Amélie	F	46	Doctorat	Active	Professeur des universités (biologie)	Province	Hollande	Hollande	4	12.2011	04.2012	05.2012	11.2012
Ana	F	19	NA	Élève	Terminale Bac pro secrétariat en LP	Banlieue	Bayrou	Sarkozy	2	02.2012	10.2012		
André	M	80	Aucun	Retraité	Mineur	Province	Mélenchon	Abstention	4	11.2011	04.2012	05.2012	06.2012
Anne-Marie	F	57	Doctorat (pharmacie)	Active	Pharmacien	Province	Joly	Hollande	4	11.2011	03.2012	05.2012	05.2013
Baptiste	H	29	Master 1	Actif	Employé de commerce	Paris	Hollande	Hollande	3	02.2012	05.2012	06.2014	
Bastien	M	45	Doctorat	Actif	Professeur des universités (gestion)	Province	Bayrou	Sarkozy	4	12.2011	04.2012	05.2012	11.2012
Bernard	M	65	Bac	Actif	Chef d'entreprise (PME)	Province	Sarkozy	Sarkozy	2	12.2011	04.2012		
Bertrand	M	54	Licence	Actif	Commissaire-priseur	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2011			
Camille	F	24	Master	Étudiante	Préparatrice de l'agrégation de lettres modernes	Paris	Hollande	Hollande	1	02.2012			
Catherine	F	57	Bac	Pré-retraitée	Hôtesse de l'air	Banlieue	Le Pen	Hollande	3	01.2012	12.2013	05.2014	
Chloé	F	29	Master 1	Active	Employée du commerce	Paris	Hollande	Hollande	3	02.2012	05.2012	06.2014	
Christine	F	54	Maîtrise	Active	Cadre administratif intermédiaire privé	Paris	Hollande	Hollande	4	10.2011	05.2012	07.2012	02.2013
Damien	M	19	NA	Élève	Terminal Bac pro ébénisterie en LP	Banlieue	Blanc	Blanc	4	03.2012	04.2012	05.2012	11.2012
Danielle	F	62	Doctorat et DES	Active	Pneumologue	Province	Sarkozy	Sarkozy	2	04.2012	06.2012		

1. Les prénoms ont été modifiés.

Delphine	F	45	Diplôme d'architecte	Active	Chef d'entreprise / commerçante	Paris	Sarkozy	Sarkozy	3	02.2012	05.2012	06.2014	
Dimitri	M	18	NA	Élève	Terminale Bac pro ébénisterie en LP	Banlieue	Mélenchon	Sarkozy	4	03.2012	04.2012	06.2012	11.2012
Dorien	H	28	École de commerce	Actif	Chef d'entreprise / commerçante	Paris	Bayrou	Sarkozy	2	02.2012	05.2012		
Éric	M	64	Brevet des collèges	Actif	Directeur de sociétés	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2011			
Évelyne	F	58	Certificat d'études	Active	Secrétaire	Banlieue	Hollande	Abstention	4	12.2011	04.2012	05.2012	06.2012
Fabienne	F	57	DESS	Inactive	Ancienne maître nageuse puis reprise d'études (DESS) et concours administratifs	Province	Bayrou	Hollande	3	02.2012	05.2012	03.2013	
France	F	77	CEP	Retraîtée	Sous officier	Paris	Blanc	Blanc	4	10.2011	03.2012	07.2012	05.2013
Gabriel	M	65	Licence	Actif	Auteur compositeur interprète	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2012			
Gabrielle	F	55	Doctorat	Active	Professeur des universités (lettres)	Paris	Hollande	Hollande	4	12.2011	04.2012	05.2012	11.2012
Gérard	H	62	Maîtrise	Actif	Secrétaire général du MEDEF dans un département rural	Province	Sarkozy	Sarkozy	3	02.2012	05.2012	03.2013	
Gonzague	M	62	Doctorat	Retraité	Administrateur de sociétés	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2011			
Guy	M	84	ENA	Retraité	Directeur commercial	Banlieue	Sarkozy	Sarkozy	1	04.2012			
Hector	M	29	Master	Actif	Commissaire-priseur	Banlieue	Sarkozy	Sarkozy	1	09.2012			
Hugues	M	57	Doctorat; diplôme d'architecte	Actif	Artiste plasticien	Paris	Abstention	Abstention	1	12.2011			
Isabelle	F	31	Licence	Active	Responsable administrative du public, catégorie A, éducation nationale	Banlieue	Hollande	Hollande	5	10.2011	03.2012	07.2012	01.2013
Jean	M	57	Licence	Actif	Commissaire-priseur	Banlieue	Le Pen	Blanc	1	11.2011			
Jeanne	F	86	Non renseigné	Retraîtée	Professeur de lettres classiques dans un collège privé	Province	Sarkozy	Sarkozy	3	02.2012	05.2012	03.2013	

LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Jessica	F	23	BEP	Active	Employée du commerce	Paris	Le Pen	Sarkozy	1	02.2012			
Josphine	F	65	Diplôme de relieur doreur	Retièrre	Sculpteur	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	03.2012			
Judith	F	50	Master	Active	Avocate en droit commercial, directrice de cabinet	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2011			
Julie	F	43	Master 1	Active	Chargée de communication dans le privé	Paris	Joly	Hollande	1	02.2012			
Julien	M	40	Maîtrise	Actif	Banquier	Province	Blanc	Blanc	4	01.2012	03.2012	07.2012	06.2013
Léa	F	52	Diplôme d'architecte DPLG	Active	Architecte	Province	Mélenchon	Hollande	4	11.2011	04.2012	07.2012	05.2013
Lionel	M	25	Master	Actif	Entrepreneur	Paris	Mélenchon	Abstention	1	11.2012			
Lise	F	36	Diplôme d'État de kinésithérapeute	Femme au foyer	Ancienne kinésithérapeute	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	11.2012			
Manon	F	20	NA	Élève	Terminale Bac pro secrétariat en LP	Banlieue	Sarkozy	Sarkozy	3	02.2012	04.2012	06.2012	
Martin	M	43	Doctorat	Actif	Professeur des universités (maths)	Province	Hollande	Hollande	4	12.2011	04.2012	06.2012	12.2012
Maurice	H	76	CAP	Retraité	Sous officier puis cadre intermédiaire privé	Paris	Blanc	Blanc	4	10.2011	03.2012	07.2012	05.2013
Michel	H	59	Licence	Pré-retraité	Cadre consultant	Banlieue	Bayrou	Hollande	3	10.2012	12.2012	05.2014	
Nathalie	F	50	DESS	Active	Documentaliste	Banlieue	Dupont-Aignan	Hollande	4	12.2011	04.2012	05.2012	07.2012
Nelly	F	18	NA	Élève	Terminale Bac pro vente en LP	Banlieue	Non inscrite	Non inscrite	3	02.2012	05.2012		11.2012
Nicolas	M	37	École de commerce	Actif	Cadre supérieur	Paris	Bayrou	Hollande	3	11.2011	04.2012	04.2013	
Nikola	M	45	Licence	Actif	Assistant de gestion dans une entreprise de finance	Banlieue	Hollande	Hollande	3	12.2011	03.2012	07.2012	
Nolwenn	F	32	Licence	Active	Professeure des écoles	Paris	Dupont-Aignan	Blanc	4	10.2011	04.2012	07.2012	12.2012

Odette	F	87	Bac	Retraitee	Journaliste de mode	Paris	Sarkozy	Sarkozy	1	01.2012		
Pascal	H	51	Maîtrise ; École de commerce	Actif	Cadre supérieur d'une institution bancaire	Paris	Joly	Hollande	3	01.2012	04.2012	06.2012
Patricia	F	42	BTS	Active	Cadre intermédiaire dans un grand groupe hôtelier	Banlieue	Hollande	Hollande	3	12.2011	03.2012	05.2013
Patrick	H	66	CAP	Actif	PDG d'une entreprise de la grande distribution	Banlieue	Sarkozy	Sarkozy	3	12.2011	04.2012	06.2012
Paul	H	37	École de commerce	Actif	Cadre supérieur dans une société télécom	Paris	Sarkozy	Sarkozy	3	01.2012	04.2012	06.2012
Paulette	F	83	Certificat d'étude pédagogique (non terminé)	Retraitee	Institutrice dans une école privée	Province	Sarkozy	Sarkozy	3	02.2012	05.2012	03.2013
Pauline	F	25	Diplôme de l'INA	Active	Entrepreneur	Paris	Hollande	Hollande	1	11.2012		
Pierre	M	82	HEC	Retraité et actif	Cadre à la retraite devenu après la retraite chef d'entreprise	Paris	Le Pen	Blanc	3	12.2011	04.2012	04.2013
Sarah	F	29	École de commerce	Active	Cadre supérieure	Paris	Blanc	Hollande	3	11.2011	03.2012	06.2012
Sébastien	H	50	École de commerce	Actif	Gérant de patrimoine indépendant	Banlieue	Blanc	Sarkozy	3	01.2012	04.2013	
Serge	M	53	Aucun	Actif	Ouvrier	Banlieue	Mélenchon	Hollande	2	01.2012	04.2012	
Sofia	F	19	NA	Élève	Terminale bac pro accueil en LP	Banlieue	Hollande (intention)	Hollande (intention)	1	03.2012		
Sofiatou	F	20	NA	Élève	Terminale Bac pro vente en LP	Banlieue	Hollande	Hollande	4	02.2012	05.2012	11.2012
Thomas	M	20	NA	Élève	Terminale Bac pro dbénisterie en LP	Banlieue	Le Pen	Sarkozy	4	03.2012	04.2012	11.2012
Valentin	M	20	NA	Élève	Terminale Bac pro dbénisterie en LP	Banlieue	Sarkozy	Sarkozy	3	03.2012	04.2012	05.2012
Véronique	F	58	Bac	Inactive	Sans emploi	Paris	Blanc	Abstention	4	11.2011	04.2012	06.2012
Yamina	F	31	Master 2	Active	Restauratrice	Paris	Mélenchon	Hollande	3	02.2012	05.2012	05.2014

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY Éric, 2001, « Carrières militantes et vocations à la morale. Les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1.
- , 2011, « “Bourgeois” contre “bohèmes” ? Transformations sociales et clivages politiques dans deux arrondissements parisiens », in Éric AGRIKOLIANSKY, Jérôme HEURTAUX et Brigitte LE GRIGNOU (dir.), *Paris en campagne : les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissement parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, p. 35-78.
- , 2013, « Du côté des classes supérieures : politisation et engagements des classes supérieures dans la France contemporaine », mémoire pour l’habilitation à diriger des recherches, université Paris Dauphine-PSL.
- , 2014, « La politisation *ordinaire* d’une population *extra-ordinaire* : les électeurs des “beaux quartiers” en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, vol. 27, n° 106, p. 135-157.
- AGRIKOLIANSKY Éric, HEURTAUX Jérôme et LE GRIGNOU Brigitte (dir.), 2011, *Paris en campagne. Les élections municipales de 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- AÏT-AOUDIA Myriam, BENNANI-CHRAIBI Mounia et CONTAMIN Jean-Gabriel, 2011, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique Internationale*, n° 50, p. 9-20.
- ALDRIN Philippe, 2005, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, Presses universitaires de France.
- ANSOLABEHÈRE Stephen, IYENGAR Shanto, SIMON Adam et VALENTINO Nicolas, 1994, « Does attack advertising demobilize the electorate? », *American Political Science Review*, vol. 88, n° 4, p. 829-838.
- BARONE Carlo, LUCCHINI Mario et SARTI Simone, 2007, « Class and political preferences in Europe: a multilevel analysis of trends over time », *European Sociological Review*, vol. 23, n° 3, p. 373-392.
- BARRAULT-STELLA Lorenzo, 2008, « Une interpellation profane du politique. La lettre de jeunes de milieux populaires au Président de la République pendant les émeutes de 2005 », *Réseaux*, vol. 26, n° 51, p. 37-62.
- , 2010, « Anticipations de l’avenir et différenciation des rapports au politique de jeunes des milieux populaires. Une enquête ethnographique en banlieue parisienne », *Politique et Sociétés*, vol. 29, n° 3, p. 97-114.
- , 2013, *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz.
- , 2014, « Les rapports à l’institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporains », *Agora Débats – Jeunesse*, n° 67, p. 21-36.

- BEAUD Stéphane, 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour "l'entretien ethnographique" », *Politix*, n° 35, p. 226-257.
- BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, 1999, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.
- , 2003, *Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Fayard.
- BECKER Howard S., 1985 [1963], *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, A. M. Métailié.
- , 2002, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte.
- BECQUET Valérie et TIBERJ Vincent (dir.), 2009, « Les jeunes face au politique », *Agora Débats - Jeunesse*, n° 51-52.
- BERELSON Bernard R., LAZARSFELD Paul F. et MCPHEE William N., 1954, *Voting: a study of opinion formation in a presidential campaign*, Chicago, University of Chicago Press.
- BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel, 2009, « L'enquête sur les bifurcations: une présentation », in Marc BESSIN, Claire BIDART et Michel GROSSETTI (dir.), *Bifurcations*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », p. 7-19
- BLAU Peter, 1956, « Social mobility and interpersonal relations », *American Sociological Review*, vol. 21, n° 3, p. 290-295.
- BLONDEL Jacqueline et LACROIX Bernard, 1996, « Pourquoi votent-ils Front national? », in Nonna MAYER et Pascal PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 150-168.
- BLONDIAUX Loïc, 1996, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 5, p. 753-791.
- BLUMLER Jay, CAYROL Roland et THOVERON Gabriel, 1978, *La télévision fait-elle l'élection?*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1977 « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, p. 55-88.
- , 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- , 1980, « La jeunesse n'est qu'un mot », in Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 143-154.
- , 1989, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit.
- , 1993 (dir.), *La Misère du Monde*, Paris, Le Seuil, coll. « Points ».
- , 2011, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil.
- , 2013, *Manet une révolution symbolique*, Paris, Le Seuil.
- BOY Daniel, 1978, « Origine sociale et comportement politique », *Revue française de sociologie*, vol. 19, n° 1, p. 73-102.
- , 1980, « Système politique et mobilité sociale », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 5, p. 925-958.
- BRACONNIER Céline et DORMAGEN Jean-Yves, 2007, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- , 2010, « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 663-689.
- BRACONNIER Céline, 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes*, Cergy Pontoise, Lejep.

BIBLIOGRAPHIE

- , 2012a, « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, vol. 53, n° 1, p. 61-93.
- , 2012b, « Voter ensemble », in Laurent LE GALL, Michel OFFERLÉ et François PLOUX (dir.), *La Politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », p. 355-384.
- BRADY Henry E., JONHSTON Richard et SIDES John, 2006, « The study of political campaigns », in Henry E. BRADY et Richard JONHSTON (dir.), *Capturing campaign effects*, Ann Arbor, University of Michigan Press, p. 1-26.
- BRÉCHON Pierre, 2004, « Crise de confiance dans les élites politiques », in Bruno CAUTRÈS et Nonna MAYER, *Le Nouveau Désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 47-69.
- BRUNEAU Ivan, 2002, « Un mode d'engagement singulier au Front National. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, n° 57, p. 183-211.
- BUCKINGHAM David, 2000, *The making of citizens. Young people, news, and politics*, Londres, Routledge.
- CAMPBELL Angus, CONVERSE Philip, MILLER Warren et STOKES Donald, 1960, *The American voter*, Chicago, University of Chicago Press.
- CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier et SIBLOT Yasmine, 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- CAUTRÈS Bruno, 1995, « Mobilité sociale et comportement électoral : modèles sociologiques et modélisations statistiques », *Revue française de sociologie*, vol. 36, n° 1, p. 185-224.
- CAUTRÈS Bruno et JADOT Anne, 2007, « L'(in)décision électorale et la temporalité du vote. Le moment du choix pour le premier tour de l'élection présidentielle 2007 », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3-4, p. 293-314.
- CAUTRÈS Bruno et MAYER Nonna, 2004, « Les métamorphoses du vote de classe », in Bruno CAUTRÈS et Nonna MAYER (dir.), *Le Nouveau Désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 143-159.
- CAUTRÈS Bruno et MUXEL Anne (dir.), 2009, *Comment les électeurs font-ils leur choix?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CESARI Jocelyne, 1993, « Citoyenneté et acte de vote des individus issus de l'immigration magrébine. Des stratégies politiques plurielles et contradictoires », *Politix*, n° 22, p. 93-103.
- CHARTIER Roger, 1990, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil.
- CIZEAU Thibault, 2011, « Enjeux scolaires. Enjeux de classe. Scolarisation et orientation d'une jeunesse rurale », *Informations Sociales*, n° 164, p. 76-84.
- CLANCHÉ François, 2003, « La participation électorale au printemps 2002 – De plus en plus de votants intermittents », *INSEE Première*, n° 877.
- CLARK Terry Nichols et LIPSET Seymour Martin, 2001, *The breakdown of class politics: a debate on post industrial stratification*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- COFFE Hilde et VOORPOSTEL Marieke, 2010, « Young people, parents and radical right voting. The case of the Swiss People's Party », *Electoral Studies*, n° 29, p. 435-443.
- COLLOVALD Annie et SAWICKI Frédéric, 1991, « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, n° 13, p. 7-20.

- COMBY Jean-Baptiste, 2013, « L'orientation sociale des goûts en matière d'actualité » in Josiane JOUËT et Rémy RIEFFEL (dir.), *S'informer à l'ère numérique*, Presses universitaires de Rennes, p. 31-56.
- CONVERSE Philip, 1962, « Information flow and the stability of partisan attitudes », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 4, p. 578-599.
- , 1964, « The nature of belief systems in mass publics », in David APTER (dir.), *Ideology and discontent*, New York, Free Press, p. 206-261.
- CORTÉSÉRO Régis (dir.), 2012, *La Banlieue change! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- CRAMER WALSH Katherine, 2004, *Talking about politics: Informal groups and social identity in American life*, University of Chicago Press.
- COUTANT Isabelle, 2005, *Délit de jeunesse. La Justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte.
- DALTON Russell J., 1996, *Citizen politics, public opinion and political parties in advanced industrial democracies*, New Jersey, Chatham House Publishers, Deuxième édition.
- DARRAS Éric, 2003, « Les limites de la distance. Réflexions sur les modes d'appropriations des produits culturels », in Olivier Donnat (dir.), *Regards croisés sur les pratiques culturelles*, Paris, La Documentation Française, p. 231-254.
- DELAY Christophe, 2011, *Les Classes populaires à l'école*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DELLI CARPINI Michael et KEETER Scott, 1996, *What Americans knows about politics and why it matters*, New Haven, Yale University Press.
- DÉLOYE Yves, 1994, *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy: controverses*, Paris, Presses de Sciences Po.
- , 2007, « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner « politiquement ». Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 775-798.
- DÉLOYE Yves, IHL Olivier, 2008, *L'Acte de vote*, Paris, Presses de Science Po.
- DENORD François, LAGNEAU-YMONET Paul et THINE Sylvain, 2011, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 190, p. 24-57.
- DEROCHE-GURCEL Lilyane, 1993, « La sociabilité: variations sur un thème de Simmel », *L'Année sociologique*, vol. 43, p. 159-188.
- DEVILLARD Valérie, DOLEZ Charlotte et RIEFFEL Rémy, 2013, « La consommation de l'information entre engagement professionnel et implication civique », in Josiane JOUËT et Rémy RIEFFEL (dir.), *S'informer à l'ère numérique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DOBRY Michel, 2005, « Penser = classer? », *Genèses*, vol. 59, n° 2, p. 151-165.
- DONEGANI Jean-Marie, 1997, « Introduction aux modèles de nature qualitative », in Nonna MAYER (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, p. 155-176.
- DOWNS Anthony, 1957, *An economic theory of democracy*, Harper, New York.
- DUCHESNE Sophie, 1997, *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po.
- , 2012, « National identification, social belonging and questions on European identity », in Rebecca FRIEDMAN et Markus THIEL (dir.), *European identity & culture: narratives of transnational belonging*, Farnham, Ashgate.

BIBLIOGRAPHIE

- DUCHESNE Sophie et HAEGEL Florence, 2001, « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *Espaces Temps, Les Cahiers*, n° 76/77, p. 95-109.
- , 2004, « La politisation des discussions », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, p. 877-909.
- , 2008, *L'Entretien collectif. L'enquête et ses méthodes*. Paris, Armand Colin, coll. « 128 ».
- DURU-BELLAT Marie et KIEFFER Annick, 2006, « Les deux faces – objective/subjective – de la mobilité sociale », *Sociologie du travail*, vol. 48, n° 4, p. 455-473.
- ELIAS Norbert et SCOTSON John, 1997 [1965], *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard.
- ELIASOPH Nina, 2010 [1998], *L'Évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans leur vie quotidienne*, Paris, Economica.
- ELIASOPH Nina et LICHTERMAN Paul, 2003, « Culture in interaction », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n° 4, p. 735-794 [traduction française: 2011, « Culture en interaction. Une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie », in Mathieu BERGER, Daniel CEFĂI et Carole GAYET-VIAUD (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles / New York, PIE Peter Lang, p. 355-400.]
- EVANS Geoffrey, 2000, « The continued significance of class voting », *Annual Review of Political Science*, vol. 3, p. 401-417.
- FASSIN Éric, 2010, « Les couleurs de la représentation », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 655-662.
- FAVRE Pierre et OFFERLÉ Michel, 2002, « Connaissances politiques, compétences politiques? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, p. 201-232.
- FESTINGER Leon, RIECKEN Henry W. et SCHACHTER Stanley, 1956, *When prophecy fails: a social and psychological study of a modern group that predicted the destruction of the world*, New York, Harper Torchbooks.
- FILLIEULE Olivier, 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, p. 199-215.
- FLANIGAN William H. et ZINGALE Nancy H., 1998, *Political behavior of the American electorate*, Washington, CQ Press, Neuvième édition.
- GAMSON William, 1992, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GARRIGOU Alain, 1992, *Le Vote et la vertu*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GAXIE Daniel, 1978, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- (dir.), 1985, *L'Explication du vote*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- , 1990a, « Au delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesures des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, p. 97-112.
- , 1990b, « Des points de vue sociaux: la distribution des opinions sur les questions "sociales" », in Daniel GAXIE (dir.), *Le "Social" transfiguré. Sur les représentations politiques des préoccupations sociales*, Paris/Amiens, Presses universitaires de France/CURAPP, p. 141-191.
- , 1993, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n° 22, p. 138-164.

- , 2001, « Vu du sens commun », *Espaces Temps: les Cahiers*, n° 76-77, p. 82-94.
- , 2002a, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, p. 145-178.
- , 2002b, « Les critiques profanes de la politique », in BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD Philippe (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presse universitaire de Rennes.
- , 2007, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des “citoyens” », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 737-758.
- , 2008, Daniel Gaxie, « Les profanes en politique : réflexion sur les usages d’une analogie », in FROMENTIN Thomas, WOJCIK, Stéphanie (dir.), *Le Profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris, L’Harmattan, coll. « Logiques politiques », p. 289-302.
- , 2013, « Retour sur les modes de production des opinions », in Philippe COULANGEON et Julien DUVAL (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 293-306.
- GAXIE Daniel, HUBÉ Nicolas, DE LASSALLE Marine et ROWELL Jay (dir.), 2011, *L’Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l’Europe*, Paris, Economica, coll. « Études Politiques ».
- GERSTLÉ Jacques, 2008, *La Communication politique*, Paris, Armand Colin.
- GIDDENS Anthony, 1987, *La Constitution de la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- GILBERT Pierre, 2013, « Devenir propriétaire en HLM. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation », *Politix*, n° 101, p. 79-104.
- GIRARD Violaine, 2013, « Sur la politisation des classes populaires péri-urbaines. Trajectoires de promotion, recomposition des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n° 101, p. 183-215.
- GOUARD David, 2014, *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Paris, Le Bord de l’Eau.
- GOULET Vincent, 2010, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Paris, INA Éditions.
- GRIGNON Claude, 1974, *L’Ordre des choses. Les fonctions sociales de l’enseignement technique*, Paris, Éditions de Minuit.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, 1989, *Le savant et le populaire: misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard.
- GRUMBACH Michel et HERPIN Nicolas, 1988, « A propos de quelques travaux de Lazarsfeld et de son école. Média, leadership et interaction : une sociologie des pouvoirs invisibles », *Enquête*, n° 4.
- GUSFIELD Joseph R., 1962, « Mass society and extremist politics », *American Sociological Review*, vol. 27, n° 1, p. 19-30.
- , 1986 [1963], *Symbolic crusade. Status politics and the American temperance movement*, Chicago, University of Illinois Press.
- HABERT Philippe et LANCELOT Alain, 1988, « L’émergence d’un nouvel électeur? », in Philippe HABERT et Colette YSMAL (dir.), *Élections législatives 1988*, Paris, Le Figaro-Études politiques.

BIBLIOGRAPHIE

- HAEGEL Florence et REY Henri, 1997, « Autour du vote à la cité des “4 000” », in Nonna MAYER (dir.), *Les Modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, p. 201-221.
- HAMIDI Camille, 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, p. 5-25.
- , 2010a, « Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Éléments sur le rapport au politique de jeunes des quartiers populaires », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 719-743.
- , 2010b, *La Société civile dans les cités : engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- , 2012, « De quoi un cas est-il le cas? », *Politix*, n° 100, p. 85-98.
- HARDING Sandra, 1986, *The science question in feminism*, Milton Keynes, Open University Press.
- HOGGART Richard, 1970 [1957], *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit.
- HUCKFELDT Robert et SPRAGUE John, 1995, *Citizens, politics and social communication*, Cambridge, Cambridge University Press.
- JACKMAN Mary R., 1972, « Social mobility and attitudes toward the political system », *Social Forces*, vol. 50, n° 4, p. 462-472.
- JADOT Anne, 2000, « Mobilité, rationalité? Une exploration des itinéraires électoraux 1973-1997 » in Pierre BRÉCHON, Annie LAURENT et Pascal PERRINEAU (dir.), *Les Cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 377-400.
- JELLAB Aziz, 2005, « Les enseignants de lycée professionnel et leurs pratiques pédagogiques : entre lutte contre l'échec scolaire et mobilisation des élèves », *Revue française de sociologie*, vol. 46, n° 2, p. 295-323.
- JENNINGS M. Kent et NIEMI Richard G., 1968, « The transmission of political values from parents to child », *American Political Science Review*, vol. 62, n° 1, p. 169-184.
- JOBARD Fabien et NEVANEN Sophie, 2007, « La couleur du jugement. Discriminations dans les décisions judiciaires en matière d'infractions à agents de la force publique (1965-2005) », *Revue française de sociologie*, vol. 48, n° 2, p. 243-272.
- JOIGNANT Alfredo, 2007, « Compétence politique et bricolage », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 799-817.
- JUGNOT Stéphane, 2007, « La participation électorale en 2007 », *INSEE Première*, n° 1169.
- KATZ Elihu et LAZARFELD Paul, 1955, *Personal influence. The part played by people in the flow of mass communications*, New York, Free Press of Glencoe.
- KEY Valdimer O., 1966, *The responsible electorate*, New York, Vintage.
- KOKOREFF Michel, 2003, *La Force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot.
- LACROIX Bernard, 1985, « Ordre politique et ordre social, objectivisme, objectivation et analyse politique », in Madeleine GRAWITZ et Jean LECA (dir.), *Traité de science politique. Tome 1. La science politique comme science sociale. L'ordre politique*, Paris, Presses universitaires de France, p. 469-565.
- LAGROYE Jacques, LEHINGUE Patrick et SAWICKI Frédéric (dir.), 2005, *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, Presses universitaires de France.

- LAHIRE Bernard, 1996, « La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 51, n° 2, pp 381-407.
- , 2004, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte.
- , 2013, *Dans les plis singuliers du social*, Paris, La Découverte.
- LAPLANCHE-SERVIGNE Soline, 2014, « Quand les victimes de racisme se mobilisent. Usages d'identification ethnoraciales dans l'espace de la cause antiraciste en France et en Allemagne », *Politix*, n° 108, p. 143-166.
- LASSALLE Marine de, 2013, *Voix et voie de la politique. Pour une sociologie des rapports socio-individualisés à la politique et des transformations du capital culturel*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, université de Nantes.
- LAZARSFELD Paul F., 1944, « The election is over », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 8, n° 3, p. 317-330.
- LAZARSFELD Paul F., BERELSON Bernard et GAUDET Hazel, 1944, *The people's choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*, New York, Duell, Sloan and Pearce.
- LE GALL Laurent, OFFERLÉ Michel et PLOUX François (dir.), 2012, « La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XX^e siècle », Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- LE GRIGNOU Brigitte, 2003, *Du côté du public. Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica.
- , 2006, « Réceptions présumées politiques », in Isabelle CHARPENTIER (dir.), *Comment sont reçues les œuvres : actualités de la recherche en sociologie de la réception et des publics*, Paris, Créafis, p. 141-152.
- LE NAOUR Gwenola, 2004, « Mobilisation électorale et rapport au politique dans les quartiers d'habitat social. Le cas de Frais Vallon », in Christophe Traini (dir.), *Vote en PACA. Les élections 2002 en Provence Alpes Côte d'Azur*, Paris, Karthala, p. 75-96.
- LECA Jean, 1973, « Le repérage du politique », *Projet*, vol. 71, n° 1, p. 11-24.
- LEHINGUE Patrick, 1997, « La volatilité électorale », *Scalpel. Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, n° 2-3.
- , 2010, « Faut-il des compétences spécifiques pour s'exprimer sur l'Europe? », in Daniel GAXIE, Nicolas HUBÉ, Marine DE LASSALLE et Jay ROWELL (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, p. 175-189.
- , 2011, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte.
- LEPOUTRE David, 1997, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
- LEWANDOWSKI Olgierd, 1974, « Différenciation et mécanismes d'intégration de la classe dirigeante. L'image sociale de l'élite d'après le *Who's Who in France* », *Revue française de science politique*, vol. 15, n° 1, p. 43-73.
- LIGNIER Wilfried et PAGIS Julie, 2012, « Quand les enfants parlent l'ordre social. Enquête sur les classements et jugements enfantins », *Politix*, n° 99, p. 23-49.
- LIPSET Seymour Martin et RAAB Earl, 1978, *The politics of unreason: right wing extremism in America, 1790-1977*, Chicago, University of Chicago Press, Deuxième édition.

BIBLIOGRAPHIE

- LIPSET Seymour Martin et SCHNEIDER William, 1983, *The confidence gap business, labor, and government in the public mind*, New York, The Free Press.
- LISTHAUG Ola, 1995, « The dynamics of trust in politicians », in Hans-Dieter KLINGEMANN et Dieter FUCHS (ed.), *Citizens and the state*, Oxford, Oxford University Press, p. 261-297.
- LISTHAUG Ola et WIBERG Matti, 1995, « Confidence in political and private institutions », in Hans-Dieter KLINGEMANN et Dieter FUCHS (ed.), *Citizens and the state*, Oxford, Oxford University Press, p. 298-322.
- LUPIA Arthur et McCUBBINS Mathew D., 2000, « The institutional foundations of political competence: how citizens learn what they need to know », in Arthur LUPIA, Mathew D. McCUBBINS et Samuel L. POPKIN (ed.), *Elements of reason. Cognition, choice, and the bounds of rationality*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 47-66.
- MARCHAND Christèle et WEILL Pierre-Edouard, 2010, « Les milieux populaires: des *silent citizens* qui en disent long », in Daniel GAXIE, Nicolas HUBÉ, Marine DE LASSALE et Jay ROWELL (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, p. 235-252.
- MARIOT Nicolas, 2010, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté? », *Politix*, n° 92, p. 165-194.
- MARLIÈRE Éric, 2014, *Des « métallôs » aux « jeunes de cité ». Socio-histoire d'une banlieue ouvrière*, Paris, Édition du Cygne.
- MASCLET Olivier, 2003, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez vous manqué*, Paris, La Dispute.
- MAUGER Gérard, 1991, « Enquêter en milieu populaire » *Genèses*, n° 6, p. 125-142.
- , 2004, *Le Monde des bandes et ses transformations. Une enquête ethnographique dans une cité HLM*, Paris, CNRS-EHESS.
- , 2006, *Les Bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin.
- , 2013, « Bourdieu et les classes populaires. L'ambivalence des cultures dominées », in Philippe COULANGEON et Julien DUVAL (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 244-254.
- MAYER Nonna, 1986, *La Boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la FNSP.
- , 1997, (dir.), *Les Modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan.
- , 2010, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, A. Colin.
- MEAD Georges H., 1963, *L'Esprit, le soi, la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- MENSION-RIGAU Éric, 2007, *Aristocrates et grands bourgeois: éducation, traditions, valeurs*, Paris, Perrin.
- MERKLEN Denis, 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.
- MERLLIÉ Dominique, 2006, « Comment confronter mobilité "subjective" et mobilité "objective"? », *Sociologie du travail*, vol. 48, n° 4, p. 474-486.
- MERTON Robert K., 1969, *Éléments de théorie et de méthode sociologiques*, Paris, Plon.
- MICHELAT Guy et SIMON Michel, 1971, « Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, vol. 12, n° 4, p. 483-527.

- , 1977, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- , 1985, « Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, vol. 26, n° 1, p. 32-69.
- MICHELAT Guy, 1975, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 2, p. 227-249.
- MICHON Sébastien, 2006, *Études et politiques. Les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*, Thèse de sociologie, université de Strasbourg.
- MILLER Warren E., 1977, *Electoral dynamics*, Londres, Macmillan.
- MISCHI Julian, 2008, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix*, n° 83, p. 105-131.
- , 2010, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- , 2011, « Gérer la distance à la "base". Les permanents CGT d'un atelier SNCF », *Sociétés contemporaines*, n° 84, p. 53-77.
- , 2012, « Observer un collectif militant en milieu populaire », *Politix*, n° 100, p. 113-128.
- , 2013a, « "Un gars que j'avais sous mes ordres est devenu maire". Domination professionnelle et pouvoir politique dans un bourg industriel », *Genèses*, n° 93, p. 98-117.
- , 2013b, « Savoirs militants et rapports aux intellectuels dans un syndicat cheminot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196-197, p. 132-151.
- , 2014, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Paris, Agone.
- MOHAMMED Marwan, 2010, *La Formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*, Paris, Presses universitaires de France.
- MORLEY David, 2006, « Unanswered questions in audience research », in Isabelle CHARPENTIER (dir.), *Comment sont reçues les œuvres*, Paris, Creaphis.
- MUXEL Anne, 1991, « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Annick PERCHERON et René RÉMOND (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, p. 203-232.
- , 2001, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- , 2013, « La mobilisation électorale en 2012 », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, p. 207-224.
- NADEAU Richard, BÉLANGER Éric, LEWIS-BECK Michael S., CAUTRÈS Bruno et FOUCAULT Martial, 2012, *Le Vote des Français de Mitterrand à Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po.
- NAUDET Jules, 2012, *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux Etats-Unis et en Inde*, Paris, Presses universitaires de France.
- , 2014, *Grand patron, fils d'ouvrier*, Paris, Le Seuil.
- NEUMAN W. Russell, JUST Marion R. et CRIGLER Ann N., 1992, *Common knowledge*, Chicago, The University Chicago Press.
- NEVEU Catherine, 2013, « "E pur si muove !", ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », *Politix*, n° 103, p. 205-222.

BIBLIOGRAPHIE

- NEWMAN Katherine S., 1986, « Symbolic dialects and generation of women. Variation in the meaning of post-divorce downward mobility », *American Ethnologist*, vol. 13, n° 2, p. 230-252.
- , 1988, *Falling from grace. The experience of downward mobility in the American middle class*, New York, Free Press.
- NOIRIEL Gérard, 2001, « Les jeunes “d’origine immigrés” n’existent pas », in Bernard LORREYTE (dir.), *État, nation et immigration, Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, p. 221-229.
- NORRIS Pippa, 1999, *Critical citizens global support for democratic governance*, Oxford, Oxford University Press.
- NYE Joseph S., ZELIKOW Philip D. et KING David C. (ed.), 1997, *Why people don't trust government*, Cambridge, Harvard University Press.
- PAGIS Julie, 2014, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PALHETA Ugo, 2012, *La Domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, Paris, Presses universitaires de France.
- PASSERON Jean-Claude, 1991, *Le Raisonnement sociologique*, Paris, Nathan.
- PASSERON Jean-Claude, REVEL Jacques (dir.), *Penser par cas*, Paris, EHESS, 2005.
- PERCHERON Annick, 1985, « La socialisation politique, défense et illustration », in Madeleine GRAWITZ et Jean LECA (dir.), *Traité de science politique. Tome 3. L'action politique*, Paris, Presses universitaires de France, p. 165-235.
- , 1993, *La Socialisation politique*, Paris, Armand Colin.
- PÉRIER Pierre, 2005, *Écoles et familles populaires*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- PERRINEAU Pascal (dir.), 2013, *La Décision électorale en 2012*, Paris, Armand Colin.
- PETERSON Richard A. et KERN Roger M., 1996, « Changing highbrow taste: from snob to omnivore », *American Sociological Review*, vol. 61, n° 5, p. 900-907.
- PEUGNY Camille, 1986, « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques: recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 3, p. 443-478.
- PIERRU Éric et SPIRE Alexis, 2008, « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, vol. 58, n° 3, p. 457-481.
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 2005, *Voyage en grande bourgeoisie: journal d'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- , 2010, *Les Ghettos du Gotha. Au cœur de la grande bourgeoisie*, Paris, Le Seuil.
- PRIOR Markus, 2010, « You've either got it or you don't? The stability of political interest over the life cycle », *The Journal of Politics*, n° 72, p. 747-766.
- PUDAL Bernard, 2000, « Politisations ouvrières et communisme », in Michel DREYFUS, Bruno GROPPPO, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL et Serge WOLIKOW (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, L'Atelier, p. 513-526.
- , 2009, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombess-en-Bauges, Éditions du Croquant.

- PUDAL Romain, 2011, « La politique à la caserne. Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu pompier », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 5, p. 917-944.
- RAGIN Charles C., BECKER Howard S., 1992, *What is a case? Exploring the foundations of social inquiry*, Cambridge, Cambridge University Press.
- REAY Diane, CROZIER Gill et CLAYTON John, 2009, « Strangers in paradise. Working class students in elite universities », *Sociology*, n° 43, p. 1103-1121.
- RENAHY Nicolas, 2005, *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.
- RIBERT Evelyne, 2006, *Liberté, égalité, carte d'identité : les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale*, Paris, La Découverte.
- RIVIERE Jean, 2008, « Le vote pavillonnaire existe-t-il? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de péri-urbanisation », *Politix*, n° 83, p. 23-48.
- ROSE Richard et McALLISTER Ian, 1990, *The loyalties of voters. A lifetime learning model*, Londres, Sage.
- ROSENSTONE Steven et HANSEN John Mark, 1993, *Mobilization, participation and democracy in America*, New York, Macmillan.
- SARIS Willem et SNIDERMAN Paul, 2004, *Studies in public opinion. Attitudes, nonattitudes, measurement error and change*, Princeton, Princeton University Press.
- SCHWARTZ Olivier, 1991, « Sur le rapport des ouvriers du nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, n° 13, p. 79-86.
- , 1998, *La Notion de classes populaires*, Habilitation à diriger des recherches, université de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- , 2002 [1990], *Le Monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France.
- SCHWEISGUTH Étienne, 2002, « La dépolitisation en questions », in Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul SNIDERMAN (dir.), *La Démocratie en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 51-85.
- SCOTT James C., 1985, *Weapons of the weak. Everyday forms of peasant resistance*, New Haven/Londres, Yale University Press.
- , 2009 [1990], *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.
- SEDEL Julie, 2009, « Les ambivalences de la représentation des “jeunes de banlieues” », in Michel MATHIEN (dir.), *La Représentation des jeunes dans les médias en Europe de 1968 à nos jours*, Strasbourg, Bruylant, p. 267-282.
- SIBLOT Yasmine, 2006, *Faire valoir ses droits. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier et RENAHY Nicolas, 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin.
- SIEGFRIED André, 1913, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Librairie A. Colin.
- SIMMEL Georg, 1981 [1908], *Sociologie et épistémologie*, Paris, Presses universitaires de France.

BIBLIOGRAPHIE

- STRAUSS Anselm, CORBIN Juliet, 1998, *Les Fondements de la recherche qualitative. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*, Fribourg, Académique Press Fribourg, « Res socialisa ».
- TIBERJ Vincent, DENNI Bernard et MAYER Nonna, 2013, « Un choix, des logiques multiples », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, p. 249-278.
- TOLCHIN Susan J., 1996, *The angry American. How voter rage is changing the nation*, Boulder, Westview Press.
- TOURNIER Vincent, 1997, *La politique en héritage? Socialisation, famille et politique: bilan critique et analyse empirique*, thèse de science politique, Institut d'études politiques de Grenoble.
- , 2009, « Comment le vote vient aux jeunes. L'apprentissage de la norme électorale », *Agora Débats – Jeunesse*, n° 51, p. 79-96.
- VERRET Michel, 1996 [1988], *La Culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan.
- VEYNE Paul, 1976, *L'Inventaire des différences*, Paris, Le Seuil.
- , 1992, *Les Grecs ont-ils cru en leurs mythes? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Le Seuil.
- WEBER Florence, 1994, « Des intellectuels de gauche face au racisme populaire », *Critiques Sociales*, n° 2, p. 20-32.
- WEBER Max, 1959 [1919], *Le Savant et le politique*, Paris, Plon.
- , 2008 [1920], *Économie et société. Tome 1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket.
- WILLIS Paul, 1978, « L'école des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, p. 50-61.
- , 2010, *L'École des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Marseille, Agone.
- WOOD Michael et HUGUES Michael, 1984, « The moral basis of moral reform: status discontent vs. culture and socialization as explanation of anti-pornography social movement adherence », *American Sociological Review*, vol. 49, n° 1, p. 86-99.
- ZALLER John, 1992, *The nature and origins of mass opinion*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ZALLER John et FELDMAN Stanley, 1992, « A simple theory of the survey response: answering questions versus revealing preferences », *American Journal of Political Science*, vol. 36, n° 3, p. 579-616.
- ZUCKERMANN Alan S. (ed.), 2005, *The social logics of politics. Personal networks as contexts for political behavior*, Philadelphia, Temple University Press.
- ZUNIGO Xavier, 2013, *La Prise en charge du chômage des jeunes. Ethnographie d'un travail palliatif*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- ZURCHER Louis A. et KIRKPATRICK George R., 1976, *Citizens for decency: antipornography crusades as status defense*, Austin, University of Texas Press.



Achévé d'imprimer
sur les presses du service reprographie
de l'université Rennes 2
en janvier 2016

Imprimé en France

SPEL (Collectif Sociologie politique des élections)

LES SENS DU VOTE

Une enquête sociologique

Que savons-nous des électeurs? Tantôt honorés comme les garants de la démocratie, tantôt dénigrés pour leur apathie, parfois dénoncés pour leurs choix irrationnels ou soupçonnés de se laisser trop aisément séduire par les sirènes populistes, les électeurs des démocraties contemporaines font l'objet d'analyses contradictoires et leurs choix paraissent aujourd'hui plus mystérieux que jamais. La science électorale qui a construit, en France et aux États-Unis, de solides modèles d'interprétation du vote semble elle-même partiellement désarmée. Face à un électeur qui se donne désormais à voir comme plus versatile et moins prévisible, plus critique à l'égard du politique et qui donne moins aveuglément sa voix à ses représentants, les enquêtes par sondage paraissent de moins en moins susceptibles d'éclairer les racines sociales du vote et de comprendre les mécanismes des choix électoraux.

Une équipe de politistes et de sociologues français a mené pendant trois ans une enquête inédite: suivre et interroger tout au long de la campagne de l'élection présidentielle et des législatives de 2012, 69 électeurs représentant une certaine diversité de la population française. Jeunes des classes populaires scolarisés en lycée professionnel et « bourgeois » des beaux quartiers, professeurs et entrepreneurs, salariés des petites classes moyennes et cadres de la finance ou de l'industrie du luxe ont ainsi été longuement interrogés, avant, pendant et après ces échéances électorales majeures. Ces centaines d'heures d'entretiens constituent un témoignage inédit des perceptions du politique, des campagnes électorales et des élections par ces Français ordinaires. Elles permettent surtout de revisiter ce que nous croyons savoir du vote et de la politisation et de proposer une sociologie compréhensive des choix électoraux qui restitue la diversité des sens du vote dans les démocraties contemporaines.

Le collectif SPEL est composé de 11 chercheurs(ses) qui ont participé à cette enquête collective sur l'élection présidentielle et les élections législatives de 2012:

Éric ACRIKOLIANSKY, Lorenzo BARRAULT-STELLA, Clémentine BERJAUD, Thibaud BONCOURT, Julien FRETTEL, Daniel GAXIE, Kevin GEAY, Jérôme HEURTAUX, Brigitte LE GRIGNOU, Sabine ROZIER, Anne-France TAICLET.

Illustration de couverture d'après Ambrogio Lorenzetti,
Allégorie du bon gouvernement,
détail, la Paix, Palais public de Sienne.

Presses
PUR Universitaires
de Rennes
www.pur-editions.fr

CESSP
CENTRE EUROPEEN
DE SOCIOLOGIE ET
DE SCIENCE POLITIQUE

CURAPP
Centre Universitaire de Recherches
sur l'Action Publique et le Politique
UNIVERSITÉS EUROPEENNES DE BRUXELLES

DAUPHINE
UNIVERSITÉ PARIS
IRISSO
UMR CNRS 7170

ISBN 978-2-7535-4759-9



Prix: 18 €